

# **Cahiers du mouvement ouvrier**



**C.E.R.M.T.R.I.**  
Centre d'Etudes et de Recherches  
sur les Mouvements Trotskyste  
et Révolutionnaires Internationaux

**N° 8 - DÉCEMBRE 1999**

**REVUE TRIMESTRIELLE**

**PRIX : 50 F**



# **Cahiers du mouvement ouvrier**

**Fondés par Jean-Jacques Marie et Vadim Rogovine  
Assistant pour la partie russe et soviétique : Marc Goloviznine**

Directeur de la publication :

Jean-Jacques Marie

CERMTRI, 28, rue des Petites-Ecuries, 75010 Paris

Imprimerie ROTINFED 2000, 87, rue du Faubourg-Saint-Denis, 75010 Paris



## SOMMAIRE

- **Présentation** ..... p. 5
- **Les articles antisémites de *La Croix* lors de l'affaire Dreyfus** ..... p. 9  
(Pierre Roy)
- **De l'antisémitisme tsariste à l'antisémitisme stalinien** ..... p. 21  
(Jean-Jacques Marie)
- **L'intervention à la Chambre des députés de Pierre Brizon contre les crédits de guerre, suivie de la suspension de son mandat de député (1916)** .. p. 39
- **Errico Malatesta : la révolution italienne, l'anarchisme et le front unique (1921-1922)** ..... p. 45
- **Mikhaïl Toukhatchevski : les révoltes paysannes (Tambov et autres)** ..... p. 51
- **Sur la maladie de Lénine et la manière dont il fut soigné (première partie)** ..... p. 57  
(Iouri Lopoukhine)
- **L'entourage de Staline à l'époque de la grande purge : 2. Kaganovitch, Mikoïan et Molotov** ..... p. 65  
(Vadim Rogovine)
- **L'affaire de la plate-forme Rioutine** ..... p. 77  
(Léonide Petrovski)
- **Buenaventura Durruti et Jaime Balius : pages de la révolution espagnole (1936)** ..... p. 87
- **Souvenirs du Goulag (II)** ..... p. 93  
(Nina Savoieva et Boris Lesniak)

- Pages oubliées ..... p. 101
  - Blanqui : le toast de Londres (1851)
  - Raymond Lefebvre : la préface à *L'Eponge de vinaigre* (1919)
  - L'appel de *La Vérité* du 11 août 1944
  - Autour des monuments aux morts pacifistes en France
  
- Chronique des falsifications : ..... p. 115
  - La révolution russe et l'argent allemand
  - Alexandra Viatteau : “génocide” et “solution finale” en Pologne, ou l'école de l'indécence et de la falsification
  - Roparz Hemon, autonomisme breton et nazisme
  - Les souvenirs du fils Beria (suite)
  
- Histoire en 6<sup>e</sup> et propagande religieuse ..... p. 131  
(Gérard Lorigny)
  
- Révolution et contre-révolution :  
l'assassinat du maire de Saint-Brieuc, Poulain-Corbion,  
en 1799 ..... p. 141
  
- Les *Cahiers du CERMTRI* :  
trois *Cahiers* consacrés aux problèmes  
de la révolution chinoise ..... p. 147  
(Nicole Bossut)
  
- Les archives du CERMTRI :  
le fonds polonais ..... p. 158

# Présentation

**C**E numéro s'ouvre sur deux études, nourries de documents, sur l'antisémitisme en France et en Russie, puis en URSS. Au moment où le ministère de l'Éducation nationale, en France, crée un CAPES de religion (enseignement religieux catholique et enseignement religieux protestant) (1), au moment où, dans l'enseignement français en 6<sup>e</sup>, on introduit un enseignement de religion qui répond plus aux règles d'un catéchisme qu'aux exigences d'objectivité élémentaires d'un enseignement laïque, il est bon de le rappeler : les religions ne sont pas seulement un système de croyances auxquelles des individus adhèrent en fonction d'un libre choix ; elles sont toutes étroitement liées à un clergé, qui occupe une place particulière dans la société, qui a des intérêts sociaux et matériels — qu'il défend en général avec une âpreté, voire une avidité, déguisées sous des formulations spirituelles —, une politique qui peut changer et une histoire sujette, comme bien d'autres, à réinterprétation pour l'adapter aux besoins du moment.

Aujourd'hui, en Russie, l'Église orthodoxe a obtenu que l'enseignement de la religion orthodoxe soit une option, pour le moment facultative, à l'école dite moyenne (le collège), et, en même temps, certains dignitaires de cette Église — qui, depuis 1994, par décret présidentiel, a le droit de vendre, sans payer ni taxes ni impôts, cigarettes et spiritueux... — exigent publiquement que soient supprimée de l'enseignement l'étude d'auteurs subversifs comme Léon Tolstoï, excommunié en 1901, Tchekhov... et même parfois Dostoïevski. Ce dernier, malgré son fanatisme orthodoxe et son antisémitisme virulent (qui n'a d'égal, dans un mélange original, que sa haine des Polonais), a le tort, sans doute, de penser par lui-même...

---

(1) *Bulletin officiel de l'Éducation nationale*, n° 8, 2 septembre 1999, spécial concours, annexe 2, page 49, rubrique "Sections diverses", mention "Réservé uniquement".

Toute institution est marquée par son histoire. L'antisémitisme de *La Croix* lors de l'affaire Dreyfus n'est pas plus un détail circonstanciel que la place occupée par la hiérarchie orthodoxe dans l'organisation des pogromes à la fin du siècle précédent et au début de celui-ci. Peu de faits sont aussi éclairants sur l'héritage réel qu'assume et perpétue le stalinisme que sa reprise honteuse et — maladroitement — camouflée des traditions antisémites de la monarchie russe. Le complot avorté des "blouses blanches" est dans la tradition du procès avorté de Beilis...

Les noms des trois députés français qui ont participé à Kienthal et ont voté en 1917 contre les crédits de guerre, Blanc, Raffin-Dugens et Brizon, sont aujourd'hui injustement oubliés. La reproduction d'un discours de Brizon contre les crédits de guerre et la relation des suites donne une idée de la nature du combat mené par ces trois hommes.

L'anarchisme est représenté dans ce numéro par deux séries de textes : d'une part, ceux de l'anarchiste italien Errico Malatesta sur la révolution italienne avortée de 1920-1921 et son combat pour l'unité ; d'autre part, les textes de Buenaventura Durruti et de Jaime Balius, l'un des principaux responsables des Amis de Durruti, formés après la mort de ce dernier, éclairent la position des anarchistes espagnols sur la participation gouvernementale et "l'unité antifasciste".

Plusieurs études de ce numéro portent sur l'histoire de l'URSS :

— Mikhaïl Toukhatchevski, qui a dirigé l'écrasement des révoltes de Cronstadt et de Tambov, donne une analyse sociale des raisons et du déroulement des révoltes paysannes, qui dépasse les clichés propagandistes.

— Le médecin russe Iouri Lopoukhine a eu accès à des documents d'archives, jusqu'alors inutilisés, sur la maladie et la mort de Lénine. Il montre que l'aréopage des médecins a soigné Lénine pour autre chose que pour ce dont il souffrait. La seconde partie de son texte, dans le n° 9, présentera l'analyse documentée des origines de la maladie dont souffrait effectivement Lénine — maladie qui a fini par le foudroyer — et de ses origines.

— Ce numéro continue la galerie de portraits des membres de l'entourage de Staline peinte par Vadim Rogovine dans son ouvrage *Le Parti des fusillés*.

— La suite des souvenirs de Nina Savoieva et le début des souvenirs de Boris Lesniak sur le Goulag enrichit un thème qui, pour être rebattu, est pourtant loin d'être épuisé.

— Léonide Petrovski, fils de Piotr Petrovski, l'un des animateurs de l'Union des marxistes-léninistes, connue sous le nom de "groupe Rioutine", nous a confié une étude sur cette union comprenant un document inédit. Pour Léonide Petrovski, l'opposition à Staline



commence en 1928, avec la résistance de ceux que l'on appelle dans le Parti bolchevique les "droitiers". Il ignore la lutte menée à partir de 1923 par l'Opposition de gauche, puis par l'Opposition unifiée. Cela ne retire en rien à son article son intérêt documentaire.

Après la republication de quelques documents (le "toast de Londres", de Blanqui, l'appel de *La Vérité* de 1994), l'évocation du maire républicain de Saint-Brieuc assassiné par les chouans en 1799 et l'étude de quelques falsifications notoires, mais soit occultées, soit largement diffusées comme autant de vérités, ce numéro se conclut sur une première étude de la façon assez étrange, pour ne pas dire plus, dont les manuels d'histoire de 6<sup>e</sup> présentent l'"histoire" des religions. Le mouvement ouvrier s'est, dès son origine, battu pour la liberté de conscience et la laïcité. L'histoire enseignée au collège et au lycée est l'un des éléments essentiels de la formation intellectuelle de l'individu. Cette étude des manuels scolaires sera donc poursuivie au fil des numéros.



**Les articles  
antisémites  
de *La Croix*  
lors de l'affaire Dreyfus**

**(Pierre Roy)**



### CECILIUS VICIUS

Non te placeas, aut felices  
Cecitropes mille, vices  
Tuas in me refocas. (Saint Bonav.)

Non, vous ne me enchiez pas ces cicatrices bien-  
heureuses, ces cicatrices qui sont à vous à tant de  
titres; mais vous me les montrerez avec amour, exis-  
tantes en vous-même.

### LA JOURNÉE

PARIS, LE 5 NOVEMBRE 1894

Le Sénat et la Chambre sont convo-  
qués aujourd'hui, afin qu'on lève la

# LA CROIX

Mardi 6 Novembre 1894

PARIS (Trois mois..... 6 fr.  
Six mois..... 10 fr.  
Un an..... 18 fr.)  
DÉPARTEMENTS (Trois mois..... 6 fr.  
Six mois..... 10 fr.  
Un an..... 18 fr.)  
UNION POSTALE. Port en sus 9 fr. par an.

QUOTIDIEN 5 CENTIMES

15<sup>e</sup> ANNEE. — N° 3529

La Croix, son Supplément quotidien, l'Album de  
La Croix hebdomadaire, l'Illustration, le Pèlerin, la Vie des  
Saints, les Contemporains illust. et les Questions  
actuelles (5 vol. in-8° par an, complètement nécessaire  
de tout journal quotidien), réunis, un an, 30 fr. 60.  
(En ajoutant 4 fr. en 2 la Pèlerin et la Vie des Saints sur papier fort.)

Rédaction et Administration : 8, rue François I<sup>er</sup>, Paris

## LE TRAITRE

Un concert touchant d'indulgence retentit soudain dans la presse juive qui avait su garder précédemment un silence si prudent sur l'arrestation de l'officier Dreyfus. Cette musique offre un manque d'accord très remarquable.

Un des zélés défenseurs cherche à prouver l'innocence par l'argument des grandes richesses de l'officier : l'argent ne pouvait le séduire, dit-il, puisque sa femme a montré qu'elle avait 400 000 francs comptant le jour de l'arrestation.

On ne s'occupe même pas d'affirmer que ce magot extraordinaire ne venait pas de Berlin.

À la même heure, un autre zélé imprime que Dreyfus était ruiné par une habile et belle espionne italienne, et que celle-ci ne voulant plus accorder de sourires qu'au prix de beaucoup d'argent, l'or lui manquant, il lui a donné, au lieu d'argent, des papiers, à condition de ne les remettre qu'à des amis de la France.

La naïveté du savant officier d'état-major

sommes tués, ma fille et moi, si bien que personne de la famille en dehors de nous deux n'a su que mon gendre était en prison! Nous ignorions même dans quelle prison il était! On avait refusé de nous le dire; c'est par les journaux que nous l'avons appris.

Ma fille avait supplié, au ministère, le commandant chargé de l'enquête de lui laisser voir de loin son mari, sans que même elle pût lui parler. On a refusé.

Voilà certes une peccadille qu'on traite bien extraordinairement.

Mais nous savons, d'autre part, d'une façon certaine, que l'officier a été enfermé sur le derrière de la prison, mais qu'il a reçu beaucoup de visites, notamment de coreligionnaires, et le journal même qui se fait l'écho des doléances de la famille, prouve que le secret n'est pas si absolu.

### LE SUICIDE

Nous savons de la façon la plus certaine, dit la famille, qu'à deux reprises un revolver a été déposé sur la table du prisonnier.

Il a rendu l'arme, en disant : « Si j'étais coupable, je serais déjà mort, je n'aurais pas eu besoin de cela pour me tuer. Mais je suis innocent, et je veux vivre pour le prouver. »

Je connais mon gendre, il est très brave, s'il avait quelque chose à se reprocher, il serait mort!

Ce revolver dont le journal de M. A. Meyer s'étonnait hier qu'on n'eût pas fait l'offre,

## ROME

Rome, 3 novembre.

On nous écrit :

S. M. le cardinal Rampolla vient de prier S. Em. le cardinal de Hohenzollern, de bien vouloir présenter ses félicitations à son frère, le prince Clévis pour sa récente nomination de chancelier de l'empire d'Allemagne. Cette démarche du cardinal secrétaire d'État plus encore qu'une manifestation diplomatique, est un acte de courtoisie; le cardinal ayant connu personnellement ce prince, lorsque, étant nonce apostolique en Espagne, le prince de Hohenzollern s'y rendit, comme représentant de l'empereur pour assister aux funérailles de S. M. Alphonse XII.

Le Saint-Esprit a reçu samedi, en audience particulière, NN. SS. Beniamino-Domi, patriarche syrien, et Gregorio Luzel, patriarche melchite.

## GAZETTE DU JOUR

### UN JOUR DE DEUIL NATIONAL

La lettre suivante a été adressée à M. le Président de la République.

1 novembre 1894.

Monsieur le Président de la République,

Les manifestations si touchantes qui se produisent de toutes parts, à la suite de la mort du czar Alexandre III, ne peuvent cependant être

## La Croix lors d'un épisode de l'affaire Dreyfus (1) : quelques lectures édifiantes...

L'OUVRAGE de l'historien Pierre Sorlin, *La Croix et les juifs* (1880-1899) (2), est présenté de la façon suivante sur la quatrième de couverture (3) : "Fondée par les Assomptionnistes en 1883, La Croix, de même que Le Pèlerin, créé dix ans plus tôt, a répandu l'antisémitisme dans la France chrétienne jusqu'en 1900, date à laquelle les Assomptionnistes durent quitter le pays." Le lecteur se dit : "Bon ! Enfin, la reconnaissance d'un fait historique. Cette présentation désavoue a posteriori les positions défendues par ces journaux, qui étaient en même temps des organes de presse officiels de l'Eglise romaine."

Mais la suite va obliger le lecteur à rectifier son jugement. Il lit en effet : "Son rédacteur en chef, ses rédacteurs n'étaient ni des théologiens ni des doctrinaires. Ils exprimaient le sentiment antisémite de leur énorme public : ouvriers du Nord opprimés par le capital, paysans pris de crainte devant l'usurier, petits commerçants menacés par les grands magasins, rentiers affolés par la Bourse." Ainsi, l'antisémitisme de *La Croix* et du *Pèlerin* devient simple reflet de l'opinion générale ou, plutôt, on l'aura noté, de l'opinion des couches populaires... Il n'est pas choix délibéré des collaborateurs de ces journaux. Les rédacteurs assomptionnistes de *La Croix* sont en quelque sorte "responsables" (et encore !), mais pas coupables.

D'où les phrases suivantes, après le passage qui vient d'être cité : "A ce sentiment collectif, nourri par le krach de l'Union générale, le scandale de Panama, des prêtres soucieux de défendre la France chrétienne traditionnelle contre le monde moderne athée donnèrent une résonance nouvelle et une justification religieuse." Ces lignes constituent de nouveau une "couverture" : c'est l'opinion qui a fait *La Croix*, et non l'inverse ! Les assomptionnistes, nous répète-t-on, se sont bornés à faire écho à l'antisémitisme du peuple.

Parodiant Toinette dans *Le Malade imaginaire*, on serait tenté de répéter : "Le peuple, le peuple, vous dis-je, le peuple est responsable !" Toujours lui, ce pelé, ce galeux, d'où provient tout le mal. L'Eglise catholique, c'est bien connu, ne peut pécher que par naïveté.

(1) Au moment où les partisans de Dreyfus se mobilisent pour un procès en révision de la condamnation du déporté à l'île du Diable, après la mort (suicide ?), fin août 1898, du colonel Henri, de la section du service secret de renseignements, "arrangeur" du bordereau, faussaire récidiviste, arrêté, emprisonné au Mont-Valérien, où on lui laisse ses rasoirs...

(2) Sous-titré "Contribution à l'histoire de l'antisémitisme contemporain", paru aux éditions Bernard Grasset, en 1967.

(3) Rappelons que c'est le plus souvent l'éditeur qui prend la responsabilité d'un tel texte de couverture, et non l'auteur du livre. En l'occurrence, il aurait été rédigé par les assomptionnistes eux-mêmes qu'on ne serait guère étonné !

Ses dignitaires sont gens crédules et peu avisés. Propagateurs de la vraie foi, il leur sera beaucoup pardonné.

Comme on le constate une énième fois : reine de l'escamotage et de la langue de bois, l'Eglise se disculpe à peu de frais.

Mais il s'agit aussi, pour les assomptionnistes, de se garantir par rapport à la hiérarchie, et la suite du texte de la couverture du livre de Pierre Sorlin, si elle constitue, quelle que soit l'intention qui y préside, un bon rappel des silences des évêques et de leur chef suprême, en profite pour généraliser la "faute" et, du même coup, la neutraliser... On lit en effet :

*"On leur (aux assomptionnistes de La Croix) reprochera à jamais d'avoir contribué à transformer la méfiance à l'égard des juifs en haine. Mais furent-ils seuls coupables ? Ils ne furent publiquement désavoués ni par la hiérarchie catholique française ni par le pape Léon XIII (4). Et aujourd'hui encore, beaucoup de chrétiens — et d'athées — accueillent volontiers les leçons du père Bailly (5)."*

Comme on le constate, l'athée — qui n'en peut mais — est également embarqué dans la nef des pécheurs. Quant à l'antisémitisme, *"faute avouée est à moitié pardonnée"*, n'est-il pas vrai ? Et le concile de Vatican II a procédé à l'aggiornamento en ce domaine. Aussi bien, l'antisémitisme catholique passe-t-il, depuis cette date, pour être de l'histoire ancienne. En tout cas, il est désormais officiellement condamné par l'Eglise romaine : il est vrai qu'après la Shoah et le silence assourdissant de cette même Eglise à ce sujet, au moment même où le crime était perpétré, il lui devenait difficile de tenir sur la position traditionnelle, à moins de compromettre encore plus sa place dans la société et de s'interdire de jouer un quelconque rôle dans l'avenir. Or les puissants de ce monde, c'est bien connu, ont besoin des Eglises.

Au demeurant, le livre de Pierre Sorlin, qui veut mettre une thèse de doctorat à la portée d'un lectorat dépassant les seuls spécialistes, constitue une étude qui fait référence sur ce sujet, assez rarement abordé, à notre connaissance, de la presse catholique. Encore s'agit-il, avec

Pierre Sorlin, de *La Croix* comme journal national, car l'on sait qu'il y avait quantité de *Croix* départementales, qui n'étaient pas moins zélées que leur grande sœur pour animer la campagne antisémite dans toutes ses expressions : contre Dreyfus, contre Zola (les deux noms étant évidemment liés), contre le socialisme, contre la franc-maçonnerie, etc.

Il faut remarquer aussi que l'argument selon lequel les dirigeants du journal n'étaient ni des théologiens ni des doctrinaires — et donc qu'ils n'auraient pas été habilités à donner la position de l'Eglise comme institution — est un argument de peu de portée. En effet, qu'est-ce qui aurait empêché théologiens et doctrinaires de mettre les choses au point si les positions de *La Croix* leur étaient apparues comme critiquables, voire condamnables, au regard de la doctrine et de la théologie ? Or rien de tel ne s'est produit et les signes de désapprobation de la hiérarchie, s'ils ont existé, ont dû être bien rares et bien timides, car ils n'ont pas laissé une trace quelque peu marquante dans l'histoire !

Pierre Sorlin fait observer que le clergé de l'époque constituait un lectorat tout prêt numériquement important. Au début de l'histoire du journal, il était majoritaire parmi les abonnés. Même quand il n'en représenta plus qu'un septième, son poids spécifique allait bien au-delà. Et pour en revenir à ce qu'exprimait *La Croix*, on constate donc que si ce journal s'est contenté de refléter l'opinion dominante en matière d'attitude à l'égard des juifs, c'est l'opinion des curés qui était ainsi reflétée. Et il convient de rappeler que lesdits curés étaient formés dans des séminaires, où théologiens et doctrinaires ne manquaient pas, de même qu'ils étaient suivis de près par les évêques tout au long de leur "carrière"

(4) Fameux pape, auteur, entre autres, de l'encyclique *Rerum Novarum*, qui définit la doctrine sociale de l'Eglise, toujours en vigueur. Fut également le promoteur de ce qu'il est convenu d'appeler, en simplifiant beaucoup et en pouvant du même coup induire en erreur, le "ralliement" au régime républicain

(5) Assomptionniste, rédacteur en chef de *La Croix* à l'époque de l'affaire Dreyfus.

sacerdotale... Bref, c'est bel et bien l'Eglise tout entière, surtout avec ses chefs, qui a distillé l'antisémitisme, au même titre que les Drumont et consorts.

Ce qui frappe d'ailleurs dans la littérature écrite ou audiovisuelle de notre époque, c'est que cette responsabilité énorme, écrasante, de l'Eglise catholique est passée sous silence. Une assez récente production télévisuelle sur l'affaire Dreyfus n'évoquait même pas, si mes souvenirs sont bons, cette responsabilité, en tout cas en des termes suffisamment explicites et intelligibles pour que le spectateur le perçoive avec netteté. Or le rôle de l'Eglise est central. Les historiens actuels ne sont pas en reste pour participer à l'opération d'occultation : le livre de Daniel Bredin sur l'affaire Dreyfus, *L'Affaire*, si prolixe en détails sur d'autres aspects, ne souffle mot de la responsabilité de l'Eglise.

Tout se passe comme si, du moment que Vatican II a décidé de faire amende honorable sur les positions passées, il ne devait plus être question d'y revenir ! Sujet tabou. Il serait indélicat, voire ce serait faire preuve de grossièreté intellectuelle, que de rappeler le rôle de l'Eglise romaine sur cette question, dans un passé récent : au moment de l'affaire Dreyfus, entre les deux guerres, pendant la Deuxième Guerre mondiale, avec le régime de Vichy en France, avec les régimes oustachi, hongrois, autrichien ailleurs, etc. Faut-il rappeler que l'encyclique *Mit brennender Sorge*, souvent invoquée pour disculper Rome de compromission avec le nazisme, est consacrée pour l'essentiel à pourfendre le marxisme et la propriété sociale instaurée par la révolution d'Octobre, et accessoirement à contester au national-socialisme le monopole sur l'éducation, les mouvements de jeunesse et de femmes ? Comme on le sait, un concordat sera bientôt signé entre le Vatican et Hitler, qui établira un compromis jugé satisfaisant par les deux parties.

Somme toute, l'antisémitisme de l'Eglise catholique tend à devenir un "détail" du passé, qui n'a plus lieu d'être rappelé. D'ailleurs, ce que l'Eglise d'aujourd'hui a en commun — de noble, comme il se doit — avec celle d'hier

n'est-il pas bien plus significatif que ce qui l'en distingue ? Lisons Charles Monsch, assomptionniste, préfacier du livre de Sorlin. D'entrée de jeu, il met les choses au point :

*"Le journal auquel j'appartiens est ancien, comparé à la plupart de ses confrères français de 1967. Son histoire a été pleine de péripéties ; tout n'est pas heureux dans son passé. Je ne puis pourtant le nier : si nous sommes ce que nous sommes, à La Croix, nous le devons à nos fondateurs. Ceux-ci ont beau avoir participé à l'antisémitisme de l'époque, ce qui nous sépare d'eux est peu de chose, comparé à nos liens de parenté."*

Ainsi, *La Croix* n'a pas mené campagne, en tête des journaux français à grand tirage, sur la ligne d'un antidreyfusisme et d'un antisémitisme forcenés, elle a "participé à l'antisémitisme de l'époque". Nuance. Jésuitisme pas mort. La responsabilité propre de l'Eglise romaine se noie dans "l'époque" et sa seule faute, au fond, est d'avoir "participé" à l'antisémitisme. Encore une fois, il n'y pas de quoi fouetter un chat dans toute cette affaire...

On me dira : c'est écrit en 1967. *"Depuis cette date, voyez-vous, me chuchotera-t-on, beaucoup de choses se sont passées, qui amèneraient à moduler ce point de vue, etc."* Peut-être. Encore que je ne sache pas que *La Croix* actuelle ait, en quoi que ce soit sur le fond, tenu un langage différent de ce qui vient d'être lu, et il suffit de se rappeler les termes de la "repentance" toute récente de la Conférence des évêques de France sur l'attitude de l'Eglise sous Vichy pour constater que c'est toujours le même art de l'esquive : l'Eglise catholique de France n'a fait que refléter l'opinion dominante des catholiques, et donc du peuple français. Encore une fois, elle a péché par naïveté, et non par conviction propre (6).

On est stupéfié par cet art de la dérobade pratiqué par l'Eglise quand il lui faut se tirer d'une situation monstrueuse,

(6) On lira avec profit la déclaration de la Fédération nationale de la Libre Pensée, parue dans *La Raison*, à propos de la "repentance" des évêques des France.

qu'elle a non seulement cautionnée, mais aidé à construire, et qui, contre elle, s'est transformée en impasse historique. L'Eglise a fait cause commune avec le vichysme, a bâti de ses mains des régimes à la botte de Hitler en Hongrie, en Croatie, dans les Balkans, a collaboré, a fourni au nazisme sa respectabilité : certes, ici et là, des nuances peuvent être établies (des différends ont existé), mais elles ne sont pas significatives, car ce qu'on a présenté comme une concurrence n'était en fait qu'une complémentarité dans les approches, liée à la nature civile de l'un et à la nature religieuse de l'autre. C'est tout.

Ainsi, cette Eglise qui proclame *urbi et orbi*, par la voix de ses chefs, qu'elle est la *bergère du troupeau*, que celui-ci doit suivre le chemin tracé par ses pasteurs, cette Eglise qui, en permanence, rappelle qu'elle n'est pas une démocratie, mais une *communauté* au sein de laquelle "c'est l'Esprit qui parle, et non le

*vote des hommes*" (cf. C. Reymondon et L. A. Richard, *Vatican II au travail, Méthodes conciliaires et documents*, Mame, 1965), n'hésite pas, pour se défaire de ses responsabilités historiques écrasantes, à mettre en accusation le *troupeau* qui aurait fourvoyé ses bergers.

On reste confondu devant cette fausse humilité, cette prétendue modestie mises en œuvre pour effacer un passé terriblement gênant ou une actualité non moins accusatrice (Argentine des colonels, Rwanda, Loge P 2, etc.). Art de tirer la couverture à soi en toute circonstance. Art consommé du double, voire du triple langage.

Le lecteur prendra connaissance, dans les pages qui suivent, de tout ou partie d'articles parus dans *La Croix* en 1897 et 1898, avec l'un consacré à Zola, en particulier, qui est de très bon goût. Ces articles sont assez significatifs du ton général du journal à l'époque de l'affaire Dreyfus.

## I. — N° 4 471, mercredi 17 novembre 1897, éditorial signé L'Ami (7)

### Le Drame

Le Conseil de guerre a condamné Dreyfus en parfaite connaissance de cause et, par conséquent, très justement.

L'affirmation nuageuse du contraire par M. Scheurer-Kestner et l'accusation précise du frère de Dreyfus contre un autre officier (8) laissent intact le jugement du Conseil de guerre.

Jusqu'à preuve formelle du contraire, nous croyons à la plus colossale machination.

Dreyfus appartient à un monde international qui a conquis la France, au monde de la finance, et il est juif bon teint.

Un juif condamné pour trahison, quel coup terrible pour ce monde-là !...

Au lendemain même de la condamnation de Dreyfus, la juiverie se mit en campagne avec un entrain et une ténacité que nous recommandons à Messieurs les Français.

1. Trouver une écriture semblable à celle de Dreyfus ; ce n'est pas difficile dans un pays qui compte plus de vingt mille officiers.

2. Etablir que la victime trouvée avait des habitudes dépensières.

3. Etablir qu'il pouvait se procurer les mêmes documents que Dreyfus a livrés.

(7) Pseudonyme dont Pierre Sorlin ne donne pas la clé.

(8) Il s'agit du commandant Esterhazy, aventurier truqueur, flambeur, sans scrupule aucun, auteur du fameux bordereau pour lequel Dreyfus fut envoyé à l'île du Diable, au large de Cayenne.



Ce triple problème n'est pas compliqué pour les juifs.

Mais il y avait un danger, celui de froisser violemment l'opinion publique.

Cette pauvre opinion publique, n'y a-t-il pas des journaux à foison pour lui faire gober toutes les énormités ? Et la plupart des journaux ne sont-ils pas entre les mains de la juiverie financière cosmopolite ?

D'abord, on se mit à la recherche de toutes les condamnations injustes ; il y en a, hélas ! Montrer qu'il y a eu des erreurs judiciaires et en relever quelques-unes, c'était donc préparer l'esprit public à admettre la possibilité d'une erreur pour Dreyfus.

Petit à petit, les journaux à la solde en arrivaient à aborder directement le cas Dreyfus avec d'innombrables précautions.

Restait à trouver le personnage qui oserait accrocher ouvertement le grelot, personnage naïf, important, sectaire avéré dans une majorité parlementaire sec-

taire, voire même richement apparenté dans la nouvelle noblesse politique, et pour comble Alsacien et protestant, vice-président du Sénat (9). Osez-donc vous attaquer à un tel homme !

Notez que les Français sont de braves gens, animés de l'esprit de justice et de charité, toujours prêts, avec raison, à faire bénéficier l'accusé du moindre doute en sa faveur, cet accusé fût-il un Dreyfus.

En présence de l'audacieuse affirmation juive, comment ces vulgaires et timides Français ne reculeraient-ils pas ?

Et s'ils reculent, quel triomphe pour la juiverie !

L'affaire en est là. Racontons en toute simplicité et vérité les péripéties de ce drame douloureux pour le patriotisme français.

L'Ami

(9) Il s'agit du sénateur Scheurer-Kestner.

## II. — N° 4 475, dimanche 21, lundi 22 novembre 1897, éditorial signé Pierre l'Ermite

### Elle s'appelle... Dreyfus !

Debout, sur un rocher, très maigre, très osseux dans sa vareuse grise de galérien, Dreyfus regarde l'Océan...

Là-bas..., à des milliers et des milliers de kilomètres... par-delà ces immensités liquides... par-delà cette ligne d'horizon infini... et par-delà d'autres lignes encore... son simple souvenir, à lui Dreyfus, secoue, et pour la deuxième fois, tout un peuple, et qui fut le premier peuple du monde.

Ah... où était-il le temps où ces Francs orgueilleux clouaient cette inscription à la porte de leurs jardins publics : "*L'entrée des promenades est interdite aux cochons et... aux juifs !*"

Comme elle était loin, l'époque où le juif ne comptait pas !... où le juif était la chose qu'on foule aux pieds !... où le juif était... le néant !!

Maintenant, on touche à un juif !... et l'Europe tout entière est attentive... et la France est éperdue...

On touche à un juif !... et ce juif affole tellement qu'on cherche au bout du monde, bien plus loin qu'Elbe... bien plus loin que Sainte-Hélène... une île perdue et d'où peut-être le juif ne reviendra jamais !...

Peut-être ?...

Et sur les lèvres minces de Dreyfus, un sourire erre, énigmatique et mauvais...

Ah ! s'il pouvait savoir ce qui se passe au-delà des mers !... On se bat là-bas pour lui... Et comme un général écoute

le bruit du canon..., il semble, lui, au travers du murmure sans fin des flots, vouloir distinguer quelque chose, comme le fracas lointain d'une lutte.

Mais si on est vaincu, on se rebattra encore, et toujours, jusqu'à ce que ce soldat de Dieu qu'on appelle la France soit bien tenu, les deux épaules à terre, et râlant sous le genou aigu du juif.

Or comme la question s'élargit !... Quand cette France sera définitivement pourrie et enjuivée... qui donc défendra Dieu de par le monde ? Et, comme il ya 1 900 ans, le Galiléen et le juif se retrouveront seuls et bien en face.

Alors, les choses pourront changer !... Et si la première bataille fut perdue par le juif, le juif va peut-être gagner la seconde !...

Et se redressant, petit et ricaner, devant l'Océan immense : "Ah ! Galiléen !... *Le temps approche où tu mendieras des défenseurs... et tu ne trouveras plus personne pour se mettre entre nous et toi !...*

*Le temps approche où, après l'officier, le prêtre n'existera plus... où le chrétien ne sera qu'un souvenir... et moi Dreyfus, j'aurai été beaucoup pour atteindre ce résultat-là !...*"

*(L'éditorialiste cite alors une longue lettre fabriquée par lui, censée émaner d'un saint-cyrien, fils de général, qui écrit à son père pour lui faire part de sa décision d'abandonner la carrière militaire pour devenir prêtre. Cela donne : "Je rêve de me sacrifier pour ma patrie terrestre sans le moindre doute ; mais surtout pour la Patrie qui demeure toujours." Et il termine en écrivant :)*

"Et pour te le dire aussi clairement, aussi brièvement que possible :

La goutte d'eau qui a fait déborder le vase...

... L'étincelle qui a flambé mes irrésolutions...

... La désillusion qui m'a fait rejeter toutes les espérances de la terre, ce sont les derniers événements de ces jours-ci.

A Saint-Cyr, ma promotion aurait porté un nom choisi parmi les événements de l'année.

Eh bien... Ma vocation à moi... elle s'appelle... Dreyfus !

René de L."

Pierre l'Ermite

### III. — N° 4 488, mardi 7 décembre 1897, éditorial signé Le Moine (10)

#### Voile déchiré

Judas s'est pendu à nouveau ; le ballon juif a crevé au dernier sabbat, samedi.

La race ennemie du Christ, ordinairement prudente, a eu l'énorme imprudence de manifester son énorme puissance à propos de Dreyfus, dont la trahison, paraît-il, appartiendrait au vaste complot judaïque.

Et pour comble, on a commis la faute suprême en affaires, d'échouer ; le voile du temple s'est déchiré et on a tout vu.

\*  
\*\*

Le grand complot existe, puisque l'affaire Dreyfus ne saurait être celle d'un particulier ; jamais, pour sauver un simple coreligionnaire pris ou non la main dans le sac, le monde international juif n'aurait acheté tout ce qui est à vendre dans le monde politique et littéraire et versé les chers millions comme de l'eau.

(10) Pseudonyme du père Bailly (cf. Sorlin, *op. cit.*, page 38, note \*\*).

Quelle est, d'autre part, la formidable puissance qui a pu mener l'affaire avec tant d'astuce et de persévérance, allumer une campagne de presse contre l'armée, incliner les plumes très cotées à cette honteuse besogne, se procurer même un vice-président du Sénat venant dire au gouvernement : *"Taisez-vous, car je représente tant de voix de sénateurs !"*

Les uns sont achetés brutalement, d'autres circonvenus, trompés, c'est possible, nous ne nous occupons que du résultat.

Et nous nous demandons maintenant ce que cela couvre à l'étranger ? puisque Dreyfus faisait partie d'un personnel international si puissamment patronné pour nous livrer.

N'y a-t-il qu'un Dreyfus ?

\*  
\*\*

(...) Les socialistes ne prétendaient pas servir la cause du Christ, mais (...) ils ont déclaré que c'était le ministère qui avait suscité, protégé toute l'affaire avec laquelle au contraire on le fait trembler, le menaçant de malheurs, s'il parle (...).

\*  
\*\*

Avec une vivacité d'éloquence rappelant ses plus beaux jours et présageant ceux de l'avenir, M. le comte de Mun exigea qu'on allât chercher le chef de l'armée absent, et qu'on l'obligeât à parler le premier.

La parole du soldat fut une déclaration très nette qu'aucun doute n'existait, que son opinion était formelle ; que Dreyfus, condamné à l'unanimité par sept officiers, ses pairs, sur le témoignage de vingt-sept officiers témoins, était justement à l'île du Diable.

L'appui du gouvernement, tant escompté par le Syndicat juif, s'évanouissait, et, déjà, une première muraille soigneusement entretenue tombait.

\*  
\*\*

Mais le coup de massue est venu du président du cabinet. Exaspéré par l'orateur qui lui répétait : *"M. Scheurer-Kestner vous a remis des pièces et vous savez tout"*, M. Méline se leva de toute sa longueur, il se fit silence et comme si les hiéroglyphes de l'obélisque se fussent soudain révélés, il déclara :

*"M. Scheurer-Kestner n'a déposé aucune pièce. Le gouvernement a fait savoir à l'honorable sénateur qu'il n'avait qu'une manière d'introduire sa procédure : c'était de saisir, dans les formes légales, la garde des Sceaux s'il le jugeait à propos ; il ne l'a pas voulu."* (Vifs applaudissements sur un grand nombre de bancs.)

Le vice-président du Sénat, cette seconde forteresse du Syndicat, préparée comme une rare citadelle, est à l'eau ; le vice-président se pendra-t-il, ou bien aura-t-il l'aplomb de se défendre au Sénat ? Peut-être ? cette assemblée étant presque composée de francs-maçons dreyfusiens.

\*  
\*\*

Concluons. On a vu ce que peut le peuple déicide dans une nation qui déclare que cette question du déicide est secondaire.

Cependant, il n'y en a point d'autres ici, et l'antisémitisme, qui ne voit que l'argent et la race, se trompe grossièrement, car le juif converti serait la force de la France s'il n'apportait plus une malediction chez ceux qui le reçoivent par mépris de la Croix.

**Le Moine**

## IV. — N° 4 495, mercredi 15 décembre 1897

### Gazette du jour Les "zolas"

A propos de l'épithète de presse *immonde* dont Zola honore les journaux qui ont refusé d'emboîter le pas au Syndicat juif pour la défense du traître Dreyfus, l'Anjou réédite l'anecdote qui est tout à fait d'actualité, sur le parrainage dont Zola le pudibond a été lui-même honoré. Reprenons-la à notre tour.

C'était il y a six ou sept ans. Le père des Rougon-Macquart venait de visiter *incognito* une grande fabrique de faïence et de porcelaine. Remarquant la porte d'une salle dans laquelle on ne l'avait

pas introduit, il demanda à l'employé qui lui servait de *cicerone* :

— Y a-t-il quelque chose à voir dans cette pièce ?

— Oh ! monsieur, rien d'intéressant. c'est là que nous ramassons les zolas.

— Comment, les zolas ?

— Oui, Monsieur, c'est ainsi que nous les appelons.

Et comme son guide, souriant, ouvrait la porte de la salle, l'auteur de *Nana*, suffoqué, y aperçut une superbe collection de ...vases nocturnes !... (11).

(11) L'ustensile n'étant plus guère d'usage, précisons qu'il s'agit du vase de nuit, ou pot de chambre.

## V. — N° 4 740, samedi 10 octobre 1898, éditorial signé "M"

### Double preuve

Drumont avait signalé et stigmatisé la puissance juive dans des livres vraiment inspirés.

D'aucuns, même parmi ses amis, haussaient les épaules, et souriaient charitablement aux "naïves exagérations" de l'écrivain antisémite.

Dans le camp des sceptiques et des jouisseurs — ces éternels adversaires des grands esprits et des nobles caractères —, on disait de lui couramment, avec une pointe de dédain : "*Il voit juif.*"

L'affaire Dreyfus est venue apporter à la France la plus épouvantable, la plus indiscutable démonstration de la thèse de Drumont.

Il est aujourd'hui établi pour tous, avec une clarté aveuglante, que le sagace

écrivain resta au-dessous de la vérité, même dans ses pages les plus virulentes. Drumont, en effet, ne poussa jamais sa thèse jusqu'à dire que les juifs sont assez forts, assez puissants, pour chambarder la France à l'occasion d'un seul des leurs, fût-il un abominable traître.

C'est pourtant là le spectacle que chacun peut contempler dans toute sa repoussante horreur, dans toute son humiliante réalité. On a pu exiler les fils de nos anciens rois, les descendants des familles qui ont fait la France et qui versèrent cent fois leur sang pour elle ; on a pu proscrire de notre pays, après les avoir chassés de leurs demeures, des groupes de vertueux citoyens nés sur la terre de France et ne rêvant que de la servir ; chaque jour nos Conseils de guerre condamnent à la dégradation et à la mort des soldats français qui ont pro-

fééré une menace ou esquissé un geste en un moment de folle rage... La France a assisté à ces proscriptions et elle assiste encore à ces terribles exécutions, sans que la vie nationale soit en rien troublée.

Mais quand il s'agit d'un juif qui a froidement attenté non pas à la vie d'un homme, mais à la sécurité de plusieurs centaines de mille hommes, alors la question change du tout au tout : les décisions du Conseil de guerre, valables pour un simple Français, fût-il un héros, ne suffisent plus pour un juif ; et les officiers français qui, la honte au front et la mort dans l'âme, ont condamné le traître, devront payer de leur réputation, de leur honneur et même de leur vie le jugement qu'ils ont rendu en toute conscience.

La Chambre et le Sénat seront saisis du cas de ce juif, qui deviendra la raison d'être de tout un ministère. Trois ministres de la guerre devront se retirer et s'incliner devant les amis du traître. Les sociétés scientifiques, les Académies, l'Université interviendront par leurs membres les plus en vue ; des journaux se fonderont pour proclamer l'innocence juive, la supériorité juive, l'immunité juive...

Voyons ! qu'y a-t-il derrière tout cela, sinon la preuve manifeste, irrécusable, que la France est en possession des juifs !

\*

\*\*

Mais à côté de Drumont affirmant la puissance juive, d'autres ont affirmé que la Maçonnerie fait partie intégrante de cette puissance, qu'elle en est une dépendance, une annexe, et qu'elle constitue en quelque sorte sa domesticité.

Bien avant que Dreyfus n'eût tenté de livrer la France tout entière à l'ennemi, la Franc-Maçonnerie l'avait aidé avec une presque unanimité révoltante à lui sacrifier, tout au moins pour commencer, l'Alsace-Lorraine.

Ce concours, toutefois, s'était produit sous la forme de délibérations qui devaient rester secrètes. Aujourd'hui, la Franc-Maçonnerie lève le masque : tous ses grands chefs, ses Inspecteurs, ses Orateurs, ses Vénérables (?) lèvent leur

maillet et ouvrent leur compas pour assommer ou éventrer nos officiers d'état-major.

L'attitude du ministère Brisson scandalise beaucoup de gens. Ceux-là ignorent que le ministère lui-même est, en majorité, composé de F. et qu'à ce titre il est prisonnier et l'homme-lige des juifs.

Qu'ils le veuillent ou non, les hommes politiques liés à la Franc-Maçonnerie sont tenus de trahir les intérêts de la France, parce qu'ils ont des juifs pour chefs. Les F. Brisson, Bourgeois, Delcassé, Peytral, Lockroy, Viger et *tutti quanti* ont fait des serments qui les enchaînent aux pires ennemis de la France. Même quand ils semblent s'affranchir de la secte, regardez de près à leurs actes et vous vous apercevrez qu'à une déclaration ou à un acte d'indépendance succède toujours, à titre de compensation, un coup plus ou moins droit porté aux adversaires de la secte.

\*

\*\*

Pensez-vous que Pressensé (12), flanqué des chefs anarchistes, eût pu et osé si longtemps insulter l'armée française en public s'il n'avait été sûr de l'impunité ?

Avec quel entrain Brisson eût fait arrêter à la même heure le héros français qui aurait proféré en public, contre l'armée allemande, la centième partie des outrages déversés sur l'état-major par Pressensé et ses acolytes !...

La preuve en est donc faite : il y a partie liée entre la Franc-Maçonnerie et la juiverie : celle-ci est et sera toujours maîtresse d'une France gouvernée par celle-là tant que la Franc-Maçonnerie

(12) Francis de Pressensé, admirateur et ami de Jaurès. Protestant, ayant néanmoins écrit un ouvrage à la louange du cardinal de Malines. Venu du journalisme le plus conformiste qui soit, il adhéra au socialisme en s'engageant à fond en faveur de la révision du procès Dreyfus, publiant un livre à la gloire de Picquart, multipliant les meetings, réunions publiques à travers la France, avec Octave Mirbeau notamment. Il sera l'un des dirigeants de la Ligue des droits de l'homme. Elu député socialiste à Lyon, il mourut peu avant la Première Guerre mondiale.

détiendra chez nous le pouvoir, nous serons exploités, tyrannisés et trahis par les juifs ou à leur profit.

\*

\*\*

Certes, l'ignominieuse domination qui pèse sur nous a des causes diverses : mais les gens sérieux ne nous démentiront pas quand nous dirons que l'irréligion est la plus dangereuse alliée de nos maîtres.

Les juifs, en effet, ont l'argent : leurs coffres-forts en sont remplis. Or, dans un

pays où ne règne plus la crainte de Dieu, l'argent devient le seul dieu qui attire les adorations de la foule. Pour le posséder, aucun effort, aucun sacrifice, aucun abaissement, aucune trahison ne coûtent à l'homme qui ne croit plus à la Justice éternelle.

Comprenez-vous maintenant pourquoi les juifs ont tant de complices parmi les jouisseurs, les ambitieux, les déclassés et les forcenés à qui leur or fournit plaisirs, honneurs, sinécures et victimes ?

M.

\*

\*\*

**C**ES quelques "coups de sonde" dans la prose antisémite de *La Croix* au moment de l'affaire Dreyfus auront, je l'espère, donné au lecteur un aperçu révélateur. C'est peu dire, conviendront-ils, que de considérer les rédacteurs comme ayant "participé à l'antisémitisme de l'époque" ! Ils l'ont fabriqué, à tout le moins ils ont contribué activement à sa fabrication. Ajoutons que la "repentance" serait déjà plus convaincante si les "repentis" publiaient ne serait-ce que les textes qui sont des éléments de fait décisifs pour connaître l'objet exact de ladite repentance ! On se contenterait même d'un choix significatif, car on comprend bien que d'immenses volumes ne suffiraient pas pour tout mettre sous les yeux du lecteur moderne ! Ne rêvons pas : un

tel choix significatif ne sera jamais fait par l'Eglise romaine elle-même. Il ne peut pas l'être. Mais indépendamment de l'Eglise, un tel choix n'existe pas non plus vraiment, car Pierre Sorlin, en menant son analyse, cite des fragments plus que de longs textes. Et, de plus, ce n'est pas lui faire injure que de considérer son ouvrage comme n'ayant pas été un livre de grande diffusion. De surcroît, il n'a pas été réédité, à ma connaissance. C'est pourquoi il m'a semblé qu'il n'était pas inutile de donner un aperçu de la prose "croisée" de l'époque. Ne faut-il pas voir de ses yeux ces textes incroyables pour être convaincu qu'ils ont bel et bien existé ?

Pierre Roy

**De l'antisémitisme  
tsariste  
à l'antisémitisme  
stalinien**

**(Jean-Jacques Marie)**

S'il est un héritage de la monarchie tsariste que le stalinisme peut revendiquer hautement, c'est celui de l'antisémitisme, même si les thèmes s'en sont modifiés au cours des ans. Et s'il est un domaine où les plus acharnés partisans d'une continuité entre bolchevisme et stalinisme sont réduits à la gêne, c'est bien celui-là.

Car, sur le seul plan des faits, la question de l'antisémitisme trace ici une ligne de démarcation évidente à tout observateur objectif, indépendamment de ses opinions politiques, entre bolchevisme (ou léninisme, si l'on veut) et stalinisme qu'aucune interprétation ne peut remettre en cause, quelles que soient ses contorsions.

Les pogromes antijuifs se sont multipliés dans l'empire russe en 1881-1882, après l'assassinat du tsar Alexandre II par des membres de la Narodnaia Volia ; ils ont repris avec violence à partir de 1903 et ont accompagné, en réaction contre lui, le mouvement révolutionnaire de 1905-1906.

Ils sont organisés par des groupes ultranationalistes, dits Centuries noires, et dont le plus connu est l'Union du peuple russe : Nicolas II recevra ses représentants, qu'il félicitera pour leur travail, et dont il acceptera l'insigne en décembre 1905. Qui se ressemble, s'assemble...

## Les médecins assassins de Moscou auraient-ils été les instruments d'un nouveau centre terroriste clandestin ?

par ANDRÉ PIERRE

Quand on examine le communiqué officiel qui annonce le 13 janvier la découverte du complot des médecins on doit, nous semble-t-il, distinguer deux parties : 1° celle qui a trait aux agissements criminels imputés aux neuf médecins ; 2° celle qui concerne les mobiles auxquels ils auraient obéi.

Les médecins inculpés ont-ils effectivement accompli les actes abominables qui leur sont reprochés ? La chose paraît peu à fait vraisemblable à notre mentalité d'Occidentaux, et l'on est tenté de penser que la police soviétique a monté de toutes pièces cette accusation. Et pourtant on ne saurait écarter a priori l'hypothèse que lesdits médecins auraient été amenés, à la suite de certaines circonstances, à se rendre eux-mêmes et à devenir des « assassins ». Admettons donc cette thèse de l'accusation officielle — si monstrueuse qu'elle puisse nous apparaître — nous qui ne vivons pas dans l'atmosphère moscovite, — thèse d'après laquelle les professeurs Egorov, Vinogradov, Cohen et Maïorov (juifs et non-juifs d'ailleurs) auraient scellé la mort par des « soins nuisibles » de Tchitcherbakov et de Jdanov et auraient attenté à la vie de plusieurs chefs militaires soviétiques. Ce qui pourrait incliner à l'admettre c'est précisément le précédent du procès de 1938 contre le « bloc des drochistes et des trotskistes » que nous évoquions

qui étaient des « médecins émigrés », de l'U.R.S.S. ou des membres de l'Académie de médecine, avaient des situations matérielles très brillantes et gagnaient tant de roubles qu'ils pouvaient mépriser les dollars américains. L'explication officielle sert évidemment les desseins de la politique du Kremlin, tant intérieure qu'extérieure (anti-américanisme, antisionisme), et il est devenu de tradition en U.R.S.S. d'exploiter le péril que représentent pour les peuples soviétiques l'« encerclement capitaliste » et la création d'une prétendue « cinquième colonne » recrutée dans les milieux de l'intelligentsia castamainés par l'Occident. Mais cette application classique est trop belle pour être vraie.

A quels mobiles auraient donc pu obéir les « médecins terroristes » ? Reportons-nous au procès de 1938 et aux aveux du docteur Levine et de Pletnev. L'un et l'autre ont affirmé qu'il avaient été les instruments de Yagoda, le tout-puissant commissaire à l'intérieur de l'époque, et qu'ils avaient cédé à ses menaces. Ce Yagoda lui-même faisait partie du groupe clandestin qui avait préparé un coup d'Etat contre l'état-major stalinien, et d'après ses déclarations au procès, c'était par ordre du des drochistes et des trotskistes qu'il avait été assassiné non seulement Gorki, mais aussi Menjinski et Kouzybchev. Il est donc permis de supposer que les neuf

siècle des ignobles crimes reprochés aux neuf médecins c'est l'existence d'un groupe secret dans les hautes sphères du parti, d'un groupe dont ces savants auraient été — bon préjugé — les instruments.

### L'organe du Kominform dénonce l'« esclavagisme américain »

Budapest, 17 janvier. — Sous le titre « Agents des services de renseignements américains, espions et assassins sous le masque de savants médecins », l'organe du Kominform publie un article portant sur « l'affaire des médecins de Moscou ». Faisant le procès des « monstres américains passés maîtres dans l'art de tuer les hommes », l'auteur de l'article ajoute : « Depuis le nazisme, les pays de démocratie populaire et les pays de démocratie populaire, voilà l'arsenal des moyens criminels utilisés par les esclavagistes américains. »

L'organe du Kominform conclut en ces termes : « Vigilance, vigilance, et encore une fois vigilance, telle est la conclusion qu'il faut tirer de la découverte des actes néfastes des partis américains pour tous les partis communistes et ou-

est  
ive-  
ants  
agne  
non  
mée  
éri-  
rope  
  
for-  
ons-  
de  
a  
de  
que  
édi-  
rae-  
lus,  
tion  
et  
  
SBS  
  
E »  
  
nar-  
ires  
sta-  
des  
lant  
ran,  
du  
lifiés  
is ».  
nar-  
ette  
ré-  
ient  
t de  
pen-  
e la  
  
de »  
d  
kom-  
mide.

Franc  
l'ex-gén  
dément  
mari et  
parabra  
piration  
tulle  
inelle  
demain  
  
Au  
  
LE  
ATT  
D  
  
(D  
  
Stras  
consull  
abordé  
et pou  
nait le  
L'avi  
port, e  
portat  
institu  
sons à  
nauté  
la cré  
social  
nelles.  
D'ac  
blég et  
pré-cof  
redacti  
la com  
obscu  
commu  
de sa  
cherch  
Conseil  
La  
mené  
de cu  
Koinj  
maré



## Du pogrome de Kichinev au “complot des blouses blanches”

**L**E pogrome qui donne le signal à la vague de massacres qui déferlera trois ans durant est celui de Kichinev, la capitale de la Moldavie, en avril 1903.

### L'héritage tsariste et orthodoxe

Un journaliste ultranationaliste, du nom de Krouchevan, avait fondé peu auparavant en Moldavie le journal *Le Bessarabien*, où il déversait régulièrement une prose antisémite axée sur quelques thèmes simples : le goût effréné de l'argent, l'avidité de pouvoir et le crime rituel de sang.

Ainsi, le numéro du 4 mars 1903 du *Bessarabien*, dans un article consacré au cimetière juif de Prague, met dans la bouche d'un Juif la phrase suivante : “*Quand tout l'or de la terre sera à nous, nous aurons le pouvoir. Ainsi se réalisera la promesse donnée à Abraham (...). Dix-huit siècles ont appartenu à nos ennemis, le suivant nous appartiendra.*”

Ce même numéro informe de la découverte, deux semaines plus tôt, à Doubossary, du cadavre d'un jeune garçon d'une dizaine d'années, Rybalenko. Le journaliste commente la découverte en glissant : “*Dans la population de Dou-*

*bossary circulent une masse de bruits et de suppositions les plus divers et les plus incroyables. La fantaisie de certains évoque même le meurtre rituel.*”

Le 9 mars, *Le Bessarabien* annonce la découverte du cadavre d'un adolescent de 17 ans, criblé de trous et de piqûres. Le lendemain, 10 mars, *Le Bessarabien* évoque les rapports entre la population moldave et les Juifs du village de Glyjeny, avec une image qui recouvre étrangement celle du meurtre rituel : “*Les Juifs de Glyjeny ont formé une bande qui s'est donnée comme but de sucer les dernières gouttes de sève des pauvres habitants.*” Le 20 mars, *Le Bessarabien* informe qu'à Tiraspol, “*le thème des conversations dans la ville tourne autour du meurtre, à Doubossary, d'un garçon chrétien.*”

Un autre journal régional, *Svet* (La Lumière), affirme le même jour : “*Tout indique que le garçon a été victime d'un rite cruel de fanatiques.*”

### Un tract anonyme

Un tract anonyme distribué à Kichinev aux cabaretiers, avec injonction de le diffuser à leurs clients sous peine de voir leur établissement saccagé, appelle au meurtre à la veille... et au nom de Pâques :

« Il y a de très nombreuses années, notre Sauveur, torturé à mort par les Juifs, a racheté nos péchés par son sang, les péchés du monde entier, il a versé, dans sa bonté, Son Sang Sacré pour tous les peuples existant sur la terre, comme pour nous Chrétiens, comme pour tous les hommes d'une autre foi. Mais les vils Youpins ne se satisfont pas du seul sang du Sauveur crucifié par eux, et qui a souffert pour eux. Chaque année, ils versent le sang chrétien innocent. Ils le font couler et l'utilisent pour leurs rites.

Vous avez entendu dire qu'à Doubosary ils ont crucifié un petit garçon chrétien et ont fait couler son sang ? C'est la vérité. Les autorités le savent, mais elles n'en parlent pas pour ne pas nous dresser contre les buveurs de sang avides, qu'il aurait fallu depuis longtemps chasser de Russie. Les autorités contraintes écrivent que rien de tel ne s'est passé. Mais la même chose s'est passée il y a quelques jours à Kiev, où ils ont fait couler le sang d'un nouveau-né innocent et l'ont jeté dans la rue. Aujourd'hui, alors que nous nous préparons à fêter Pâques, ils boivent notre sang chrétien. Ah ! mes frères, quand on pense de combien d'âmes chrétiennes innocentes ils ont provoqué la perte pendant de nombreuses années, on prend peur.

C'est ainsi que ce peuple vil se moque de nous, les Russes. Quel mal ils font à notre petite mère la Russie. Ils veulent s'en emparer (...). Ils impriment toutes sortes de proclamations au peuple pour le dresser contre les autorités, et même contre notre Petit Père le Tsar, qui sait quel peuple vil, rusé, menteur et avide d'argent ils forment et ne les laisse pas faire. Par tous ces troubles, ils veulent secrètement obtenir une grande liberté. Mais donne la liberté au youpin, et il régnera sur notre sainte Russie, il prendra tout dans ses pattes et ce ne sera plus la Russie, mais la Youpinerie.

Ainsi frères, au nom de notre Sauveur, qui a versé son sang pour nous, au nom de notre très pieux Petit Père le Tsar, plein de soucis pour son peuple, et qui lui a donné des manifestes qui allègent son sort, nous vous invitons en cette grande fête : "A bas les Juifs !", cognez ces vils dégénérés, buveurs de sang, qui

boivent le sang russe. Rappelez-leur le pogrome d'Odessa (1), où l'armée elle-même avait aidé le peuple, et elle l'aidera aujourd'hui encore, car notre armée russe, qui aime le Christ, ne s'est pas encore enyupinée. Aidez-nous, frères, cognez-les, ces vils youpins. Nous sommes déjà nombreux.

*Le parti des ouvriers,  
des chrétiens authentiques*

Donnez-le à lire à vos hôtes, sinon nous saccageons l'estaminet ; nous le saurons, nous passerons chez vous (2). »

Cet appel, qui dénonce les Juifs à la fois comme crucificateurs du Christ, comme buveurs du sang chrétien et comme éléments révolutionnaires hostiles au tsar, trouve un certain écho dans une population paysanne misérable, en particulier dans sa partie déracinée, embauchée en usine quelques années plus tôt et frappée de plein fouet par la crise économique, qui touche l'industrie russe dès 1900 et se traduit par des fermetures massives d'entreprises jetant à la rue des milliers d'ouvriers-paysans.

Le 8 avril, le pogrome commence ; la foule envahit les petites boutiques, les dévaste, les pille et, emportée par sa fureur, massacre ses habitants de tous âges qui n'ont pas eu le temps ou l'idée de s'enfuir. Le 11 avril, le bilan s'élève à quarante Juifs morts, cinq blessés dans un état désespéré, 310 blessés plus ou moins graves, frappés en général alors qu'ils tentaient de s'enfuir. Quelques Juifs ayant tenté de se défendre, deux pogromistes ont été tués et quarante-cinq blessés assez légèrement.

Ce pogrome suscite une grande émotion dans la population juive de l'empire russe et provoque deux réactions différentes : d'un côté, un afflux d'émigrants vers l'Amérique ; de l'autre, un engagement militant accru dans les organisations juives, en particulier dans le Bund, et dans les partis révolutionnaires russes.

(1) Allusion au pogrome qui dévasta Odessa en 1881. Il y avait déjà eu un pogrome à Odessa en 1821.

(2) *Materialy dlia Istorii antievreiskikh pogromov v Rossii. T. I. Doubossarkoie i Kichinevskoie diela 1903 g.*, Petrograd 1919, pp. 284-285.

## Antisémitisme d'Etat

L'activité débridée des Centuries noires s'appuie sur un antisémitisme d'Etat, dont le ministre de l'Intérieur, Plehve, et le Premier ministre, Witte, jugé pourtant libéral, donnent la mesure lors de la visite que leur rend Theodore Herzl, en août 1903. Plehve lui déclare poliment : *"Nous ne pouvons accepter qu'un nombre limité de Juifs dans les établissements d'enseignement supérieur, sinon il n'y aurait bientôt plus d'emploi pour les chrétiens (3)."*

Il insiste aussi sur le fait que les Juifs, en s'engageant massivement dans des organisations révolutionnaires subversives, portent une bonne part de responsabilité dans les discriminations qui les frappent (et qui sont pourtant, pour l'essentiel, bien antérieures à cet engagement récent). Witte, beaucoup plus brutal, lui déclare que les Juifs riches sont arrogants, les pauvres répugnants et engagés dans une foule d'affaires louches, du proxénétisme à l'usure. Et Witte ajoute, avec son humour épais : *« Je disais souvent au défunt tsar Alexandre III : "Votre Majesté, s'il était possible de noyer 6 ou 7 millions de Juifs dans la mer Noire, je serais d'accord. Mais comme ce n'est pas possible, il faut leur donner une chance de vivre." J'ai toujours la même opinion (4). »*

Witte était pourtant un libéral comparé à Nicolas II, qu'habitait une haine profonde de ce qu'il appelait *"la clique juive"*.

Dans 1905, Léon Trotsky a donné une description des pogromes qui en ramasse en quelques paragraphes les éléments les plus caractéristiques (5).

Les groupes ultramonarchistes, une fois retombée la vague révolutionnaire de 1905-1906, essaient de susciter de nouvelles affaires de "crimes rituels" à Smolensk, en 1910, à Jachkov, dans la banlieue de Kiev, en 1911.

Ces affaires, comme celles qui ont précédé, celle de Doubossary-Kichinev, à Vladimir (1897), à Vilnius (1901-1902), sont étudiées dans l'ouvrage du professeur Taguer (6) consacré à la retentissante affaire Beilis, publié en 1933

à Moscou et réédité en 1996 dans la capitale russe.

## L'affaire Beilis

Le 20 mars 1911, des enfants découvrent à l'entrée d'une caverne, dans la proche banlieue de Kiev, le cadavre assis d'un adolescent, les bras liés dans le dos par une cordelette, le corps criblé d'une cinquantaine de blessures en forme de trous, effectuées à l'aide d'un instrument très pointu. La victime de ce crime crapuleux commis par des proches s'appelle Andrei Ioutchinski.

Dès le lendemain de la découverte, une lettre anonyme parvient au parquet de Kiev, affirmant que le garçon a été égorgé par des Juifs désireux d'employer son sang pour la fabrication du pain azyrne (sans levain), utilisé pendant la période de Pâques. Le lendemain et les jours suivants, d'autres lettres anonymes de même contenu affluent au parquet de Kiev. Les organisations ultramonarchistes dirigent, malgré l'évidence, le bras de la justice vers Mendel Beilis, homme de quarante ans, père de quatre enfants, gérant d'une briqueterie voisine du lieu où avait été trouvé le cadavre.

En février 1911, le député monarchiste Markov déclare à la Douma : *"Vous connaissez mon point de vue sur la race juive, haineuse, criminelle, qui viole toutes les règles de la conscience chrétienne. Ce n'est pas à cause de la méchanceté des autres peuples, y compris le peuple russe, que les Juifs ont dû subir toutes sortes de contraintes et de restrictions, mais parce que tous les peuples et tous les Etats du monde ont dû défendre leur bien-être et jusqu'à leur âme contre les attentats de cette race criminelle (...). La force juive est une force extraordinaire, presque surhumaine, contre*

(3) Cité par Ernst Pawel, *Theodor Herzl ou le labyrinthe de l'exil*, le Seuil, 1992, p. 468.

(4) *Ibid.*, p. 470.

(5) Trotsky, 1905, éditions de Minuit, 1969, pp. 121 à 125.

(6) A. S. Taguer, *La Russie tsariste et l'affaire Beilis*, réédition, Moscou, 1996, éditions Terra. Précisons que Taguer était l'oncle de Vadim Rogovine.

laquelle les particuliers ne peuvent pas lutter ; seul l'Etat est capable de réduire cette force terrible, infernale (7).” Bref, dit Markov, les pogromes ne suffisent pas, il faut la terreur d'Etat. Le même Markov, dans un discours prononcé devant le congrès de la noblesse, résume son programme en quelques mots expéditifs : *“Il faut commencer par parquer tous les Juifs dans les régions réservées. Ensuite, il faudra procéder à leur expulsion de Russie (8).”*

Le 29 avril, 34 députés de la Douma interpellent les ministres de l'Intérieur et de la Justice, en leur demandant *“quelles mesures ils avaient l'intention de prendre pour supprimer complètement la secte judaïque employant pour ses rites religieux le sang chrétien et pour découvrir les membres de cette secte qui avait assassiné le petit Ioutchinski” (9).*

Cette agitation des groupes ultramou-narchistes est relayée et soutenue par le ministre de la Justice, Chtcheglovitov, que l'ancien Premier ministre lui-même, Witte, qualifiait de liquidateur de la justice russe. Après une instruction destinée à protéger les vrais assassins, l'acte d'accusation est remis à Beilis, le 30 janvier 1912. Le 3 mai, dans une lettre confidentielle au ministre de la Justice, le ministre de l'Intérieur affirme : *“On a des raisons de supposer que le procès se terminera par l'acquiescement de l'inculpé, étant donné l'impossibilité de prouver sa culpabilité.”* Or cela attristerait beaucoup *“la population russe”*, mais réjouirait fort *“les allogènes, les Juifs, surtout (...). Au moment où l'affaire Beilis doit venir devant la cour d'assises, auront lieu à Kiev des élections à la Douma d'Etat. Pour assurer leur marche régulière et tranquille, il est nécessaire de prendre des mesures pour protéger les électeurs russes contre tout ébranlement (10).”*

Et le ministre de l'Intérieur demande à son collègue d'ajourner le procès Beilis à une date postérieure aux élections dans la province de Kiev. C'est donc bien d'une affaire d'Etat qu'il s'agit.

Un supplément d'enquête diffère le procès, qui s'ouvre finalement devant la cour d'assises de Kiev, le 25 septembre, dure 34 jours et se conclut par l'acquiescement de Beilis. Les avocats de Beilis

prétendent ensuite mener une enquête pour découvrir les vrais assassins de l'enfant. Le ministre de la Justice ordonne qu'on menace ceux qui le feraient d'être expulsés de Kiev. L'avocat Margoline, qui insiste, est rayé du barreau de Kiev.

Mais l'échec du procès Beilis, l'année même des pompeuses fêtes du tricentenaire de la dynastie des Romanov, a une portée autre que circonstancielle. Sur un autre plan que la vague de grèves qui déferle de plus en plus forte sur le régime jusqu'à la déclaration de guerre, il souligne la fragilité et la pourriture du régime tsariste.

L'antisémitisme d'Etat continue à faire des ravages sous la guerre : ainsi, en 1915, des milliers de familles juives de Lituanie, soupçonnées gratuitement de faire cause commune avec les Allemands, sont déplacées au fin-fond de la Biélorussie.

## Les apports de la révolution

La révolution de Février, puis celle d'Octobre balayent toute la législation antisémite accumulée au fil des décennies, et qui atteignait alors près d'un millier de textes de lois et décrets.

L'écrivain Alexandre Borchtchagovski, malgré sa volonté de démontrer que la conception assimilationniste de Lénine débouchait sur les pratiques de Staline, est contraint de reconnaître l'épanouissement de la culture juive dans les premières années qui suivent la révolution : *“Le pouvoir bolchevique, en lui promettant l'émancipation nationale, ne pouvait faire autrement que de s'engager sérieusement dans cette direction. Avant la confiscation totale du pouvoir par Staline, plusieurs réformes avaient eu un caractère bénéfique : près de quarante pour cent de tous les élèves juifs*

(7) Cité dans V. Soukhomline, *Les Procès célèbres de la Russie*, Payot, 1937, p. 196.

(8) *Ibid.*, p. 197.

(9) *Ibid.*, p. 201.

(10) *Ibid.*, p. 214.

*fréquentaient des écoles en yiddish ; des maisons d'édition juives, des organes de presse, des théâtres étaient créés dans les régions de forte densité juive ; même les débats des tribunaux pouvaient être menés en yiddish (11)."*

La révolution, ne pouvant supprimer ni l'arriération du pays ni l'héritage du passé, ne fait certes pas disparaître l'antisémitisme ancré dans certaines couches de la population (12) par la double propagande du régime tsariste et du clergé orthodoxe, surtout dans celles qui étaient hostiles au nouveau pouvoir, mais elle le combat.

L'appareil soviétique, puis bureaucratique, en construction, avait besoin de cadres instruits, et les Juifs — population en grande partie urbaine et en majorité sympathisante d'une révolution qui avait supprimé les discriminations légales dont ils souffraient et créait les conditions de leur émancipation — en fournissaient un très large contingent.

Ils constituent donc à tous les niveaux — surtout aux niveaux inférieur et moyen — une partie importante de cet appareil, et la bureaucratie jugea peu à peu habile de détourner vers eux le mécontentement suscité par ses privilèges, sa domination absolue et sa morgue.

## L'antisémitisme stalinien et ses thèmes

Plus son caractère réactionnaire et obscurantiste s'affirme et plus la bureaucratie stalinienne se réapproprie, au fil des années, de multiples traditions tsaristes.

La dernière en date est l'antisémitisme. Les dernières années du "règne de Staline" sont dominées par une campagne antisémite, d'abord souterraine, puis publique, quoique enrobée de camouflages multiples

Les thèmes en sont quelque peu modifiés. Au crime rituel, pain béni de l'obscurantisme orthodoxe et tsariste, et au complot pour dominer le monde, Staline substitue le cosmopolitisme apatride et l'espionnage au compte des Américains et des organisations sionistes ou

qualifiées de sionistes (comme le Joint Committee).

## Le Comité antifasciste juif

En février 1942, Beria constitue un Comité antifasciste juif, dont les projets ont été établis par les deux dirigeants du Bund polonais, Victor Erlich et Henri Alter, arrêtés une fois ce travail effectué le 3 décembre 1941, puis fusillés secrètement. Ce comité, présidé par le célèbre acteur et metteur en scène juif Salomon Mikhoels (entouré d'agents du NKVD, Itzik Fefer et Chakhno Epstein), est destiné à mener une activité de propagande antifasciste auprès des pays occidentaux et à y lever de l'argent auprès des milieux juifs. A ce titre, Mikhoels et Fefer sont envoyés en tournée en Amérique du Nord et en Angleterre à la fin de l'été 1943.

Lors de ce voyage, ils évoquent l'idée d'instaurer une république juive en Crimée, avec plusieurs personnalités juives, dont le président du Jewish Russian War Relief, Louis Levine, et avec les dirigeants du Joint Committee, qui avaient dans les années 1920 financé l'installation de colonies agricoles juives en Crimée ; ces derniers s'affirment à nouveau prêts à fournir une aide financière à l'installation de Juifs en Crimée, à l'époque entièrement occupée par les Allemands, qui y ont exterminé les Juifs vivant dans cette région.

Au printemps 1944, la perspective de la défaite allemande encourage les dirigeants du Comité antifasciste juif, sans doute manipulés par Staline, à formaliser leur idée d'une installation massive des Juifs soviétiques en Crimée et de la création d'une République juive de Crimée soutenue financièrement par les Juifs américains. Mikhoels en parle à Molotov, membre du bureau politique, com-

(11) Alexandre Borchtchagovski, *L'Holocauste inachevé*, J.-C. Lattès, 1995, p. 237.

(12) Voir à ce propos les rapports du Guépéou publiés dans *Nieizviestnaia Rossia*, tome III, pp. 324-358, Moscou, 1993.

missaire du peuple aux Affaires étrangères, qui répond par un évasif "Nous allons voir".

A la tête du Comité antifasciste juif, nombreux sont les responsables réticents ou hostiles à cette idée, que le poète Peretz Markich considère comme une provocation : deux sur trois des signataires de la lettre finalement rédigée le 15 février 1944 et adressée à Staline sont d'ailleurs des agents du NKVD (Fefer et Epstein) !

Au cours de leur voyage aux Etats-Unis, Einstein avait suggéré à Mikhoels et Fefer l'idée de publier un Livre noir sur les atrocités antisémites commises par les nazis dans les territoires de l'URSS occupés. Dès 1944, Vassili Grossmann et Ilya Ehrenbourg coordonnent le collectage des témoignages et leur rédaction, auquel sont associés plus d'une vingtaine d'écrivains. Au cours des années 1945-1946, ils tentent d'obtenir la publication de ce *Livre noir*, qui leur est finalement refusée au motif — gardé secret — qu'il s'agit d'une entreprise nationaliste juive (13).

Au lendemain de la guerre, face à la vague révolutionnaire qui manque de submerger l'Europe et aux aspirations profondes au changement qui ébranlent une Union soviétique pourtant saignée à blanc par la destruction de son potentiel industriel et la mort de près de 30 millions d'hommes et de femmes, Staline renforce sa politique réactionnaire : le Goulag, qui n'abritait plus, en 1944, qu'un million deux cent mille détenus, rouvre toutes grandes ses portes. Staline prépare la création des "camps spéciaux", destinés à accueillir 200 000 détenus jugés politiquement dangereux, et qui seront promulgués par décret en 1948. Il prend des mesures brutales contre la paysannerie dès 1947, etc.

Il envisage de promouvoir une campagne antisémite, comme élément à la fois de purge et de diversion, mais il se heurte là à une contradiction que l'écrivain Alexandre Borchtchagovski souligne, quoique de façon outrageusement simplificatrice, dans un livre au titre par ailleurs exagéré (*L'Holocauste inachevé*). Il écrit : "L'histoire lui avait joué un sale tour en faisant de lui le sauveur des

*Juifs européens, leur bienfaiteur, leur père, alors que quelqu'un d'autre avait pris le rôle qu'il aurait tant voulu s'attribuer* (14)."

Ce n'était pas Staline qui avait sauvé du massacre nazi des millions de Juifs européens, mais l'Union soviétique, en tant qu'héritière, certes fort dégénérée, mais héritière tout de même, d'Octobre 1917, comme ce fait à lui seul le confirme ; par ailleurs, Staline, malgré la brutalité de la campagne antisémite qu'il envisageait d'organiser, mais qu'il ne pourra mener à bien, n'avait nullement en tête un plan de solution finale de type nazi visant l'extermination des Juifs !

## Un assassinat camouflé

C'est pourquoi, d'ailleurs, il procède par des voies détournées. Le 13 janvier 1948, Mikhoels est assassiné à Minsk. Dans une déclaration à Beria, communiquée par celui-ci à Malenkov, le 2 avril 1953, l'ex-chef de la Sécurité, Abakoumov, prétendra qu'il a fait exécuter une décision expresse de Staline. Si la responsabilité politique de Staline n'est pas douteuse, ce texte vise avec une insistance significative à faire retomber sur le seul Staline une décision dont l'appareil dirigeant veut se dégager. Abakoumov y affirme en effet : "En 1948, le chef du gouvernement soviétique, I. V. Staline, m'a confié une mission urgente : organiser rapidement la liquidation physique de Mikhoels." Apprenant que Mikhoels part à Minsk, "Staline ordonna aussitôt d'organiser la liquidation de Mikhoels à Minsk, sous couvert d'un accident : lui et son compagnon devaient périr écrasés par une voiture."

L'ancien ministre de la Sécurité de Biélorussie, Tsanova, impliqué dans l'assassinat, insiste lui aussi : "Abakoumov m'a téléphoné et m'a demandé si nous avions la possibilité d'exécuter une mission importante pour I. V. Staline." Il

(13) Le Livre noir a été publié en français par Actes-Sud Solin, en 1997.

(14) Alexandre Borchtchagovski, *op. cit.*, p. 241.

s'agit "d'accomplir une décision importante du gouvernement et un ordre personnel de I. V. Staline" Arrivé à Minsk, Ogoltsov annonça que, "sur décision du gouvernement et sur ordre personnel de I. V. Staline, Mikhoels (...) devait être liquidé" (15).

Assassiner Mikhoels signifiait que Staline n'envisageait pas alors un procès public du Comité juif antifasciste, qu'il jugeait sans doute soit inadéquat, soit encore trop difficile à organiser. Le meurtre est un signal interne. Et pourtant, Staline brouille les pistes : il fait embaumer Mikhoels par Zbarski, l'embaumeur de Lénine en 1924, publier un article élogieux sur lui dans la *Pravda*, du 14, et organiser des funérailles solennelles en l'honneur de Mikhoels, le 15 janvier. Le soir de cette cérémonie, Peretz Markich écrit un poème qui constitue un acte d'accusation transparent :

*"Un cri obstiné soulève ta poitrine  
écrasée*

*O Eternité ! Sur ton seuil outragé,  
J'avance, sabré, tué, mon dernier  
souffle étranglé,*

*Pareil à mon peuple, je garde les  
traces du forfait*

*Pour que tu me reconnaises par ces  
plaies."*

Dans l'intelligentsia, le bruit court que Mikhoels a été assassiné. Staline organise aussitôt une contre-attaque : en janvier-février, près d'un quart des 190 prix Staline (des trois catégories, toutes disciplines confondues) sont attribués à des Juifs ; Staline fait attribuer le nom de Mikhoels au Théâtre juif. Mais il a confié à Abakoumov la mise au point d'un dossier sur le "nationalisme juif" en URSS... au moment même où il soutient, publiquement et à l'ONU, la création de l'Etat d'Israël.

A la mi-mars 1948, Abakoumov remet à Staline une note sur l'activité antisoviétique d'un "réseau clandestin nationaliste juif en URSS". Mikhoels et Fefer se sont, dit-il, dès 1943, vendus aux Américains lors de leur voyage aux Etats-Unis, ils leur ont promis de lutter pour la constitution d'une République juive de Crimée, destinée à servir de "champ d'opération de la clique militaire américaine", et de diffuser le sionisme.

Le 20 novembre 1948, Abakoumov remet une note accusatrice à Staline sur le Comité antifasciste juif. Le soir même, Staline fait adopter par le bureau politique une résolution présentée comme la mise en œuvre d'une décision du Conseil des ministres, qui n'en sait même sans doute rien, demandant à la Sécurité d'Etat "de dissoudre immédiatement le Comité antifasciste juif ; les faits démontrent en effet que ce comité est un centre de propagande antisoviétique et fournit régulièrement des informations antisoviétiques aux organismes de renseignements étrangers. Il convient donc de fermer les centres d'impression de ce comité et de confisquer ses biens." La résolution se conclut néanmoins par la phrase : "Pour le moment, n'arrêter personne (16)."

## La traque

Le lendemain, le 21 novembre, le comité est dissous, son journal, *Einikait*, interdit, ainsi que tous les autres journaux en langue yiddish, comme le journal ukrainien *Der Stern*. La maison d'édition *Der Emes* est fermée, son matériel confisqué et les plombs du Livre noir détruits. Les membres du comité attendent sans aucun doute leur arrestation, mais la Sécurité les laisse dans l'incertitude et l'angoisse plusieurs semaines.

La traque du Comité antifasciste s'étend sur un bon mois : de la fin décembre à la fin janvier, la Sécurité arrête le directeur du Théâtre juif, Zouskine, Jozef Iozefovitch et Boris Chimeliovitch, Simon Lozovski, ex-président du Sovinformbureau, membre du comité central, dont il est exclu, accusé d'être corédacteur de la lettre du 15 février 1943 demandant l'instauration d'une République juive, Leib Kvitko, David Bergelson, Ilia Vatenberg et sa femme Tchaika Vaten-

(15) La lettre de Beria est intégralement reproduite dans le volume de Borchtchagovski, cité ci-dessus, pp. 9 à 12.

(16) Jean-Jacques Marie, *Les Derniers Complots de Staline*, éditions Complexe, 1993, p. 53.

berg-Ostrovskaja, Emilia Teoumine, l'académicienne Lina Stern, Solomon Bregman, vice-ministre du Contrôle d'Etat de Russie, Peretz Markich. En tout, une cinquantaine de dirigeants et membres du comité se retrouvent sous les verrous.

Staline a-t-il alors décidé de préparer un procès public ? Abakoumov semble le subodorer. Et l'instruction tente d'imputer aux accusés un nationalisme juif aussi insidieux qu'exacerbé, débouchant sur l'espionnage systématique.

Le résultat est lamentable. Tous les écrivains sont accusés d'avoir écrit en yiddish pour maintenir la langue yiddish et affirmer par là une conscience juive. Un journaliste se voit reprocher d'avoir dévoilé "*des informations confidentielles, (qui) représentent un secret militaire et un secret d'Etat en temps de paix*", à savoir le nombre de Juifs liquidés par les Allemands en Biélorussie et dans le ghetto de Minsk ; un écrivain a communiqué aux Américains des renseignements "*sur les recherches effectuées dans une clinique sur de nouveaux traitements de maladies de l'estomac*" ; un journaliste a informé les Américains que "*le chef de l'atelier d'outillage de l'usine automobile Staline était un Juif du nom de Segalovitch*" ; il leur a aussi fourni des renseignements ultraconfidentiels sur la fille de Staline, sur "*les changements de sa vie, ses occupations avant la guerre, ses activités préférées (...), sa vie culturelle pendant la guerre (...), ses espoirs personnels, ses souhaits, ses plans d'avenir (...), son attitude envers l'Amérique, son opinion sur la situation des femmes et sur les raisons qui poussaient les femmes à combattre le fascisme*". L'auteur d'un pareil roman ajoute : "*Il est inutile de préciser l'importance de tels renseignements (17).*"

## L'impossible procès public

Staline n'en est pas convaincu. Comment monter un procès public sur la base de telles fadaïses ? Furieux de l'incapacité de son ministre de la Sécurité, il fait

suspendre l'instruction de l'affaire en mars 1950. Il a encore besoin d'Abakoumov pour boucler l'affaire de Leningrad, c'est-à-dire la liquidation de la direction du parti de Leningrad en préparation d'une purge plus large, achevée par l'exécution des principaux dirigeants du parti de la ville, le 1<sup>er</sup> septembre 1950. Cet échec souligne les difficultés de l'entreprise et pousse Staline à limoger son ministre de la Sécurité, arrêté le 12 juillet 1951, et à tenter de pousser l'affaire plus haut encore.

Mais l'antisémitisme stalinien, contradictoire avec la tradition même dont Staline se réclame, ne peut s'avouer ; honteux, il se dissimule depuis la fin de la guerre derrière les formules hypocrites et doucereuses de "*politique des cadres incorrectes*", "*régulation nationale de l'encadrement*", "*cosmopolitisme sans racines*", etc.

Quand Abakoumov veut envoyer une circulaire antisémite à ses sous-ordres immédiats, il fait taper par sa secrétaire en blanc tous les passages faisant référence à la qualité de Juif des victimes désignées et, une fois seul dans son bureau, les remplit de sa main ! Le chef de la Sécurité d'Etat, dont le nom terrorise ses victimes, doit ainsi se cacher de sa propre secrétaire pour mettre en œuvre la politique antisémite de son maître.

Cela ne l'empêche pas d'être accusé en 1951 d'avoir trempé dans un complot sioniste à la tête de la Sécurité d'Etat et d'être arrêté pour ce crime imaginaire. Son adjoint, le lieutenant-colonel Rioumine, sur ordre de Malenkov, lui-même téléguidé par Staline, envoie le 2 juillet une lettre à ce dernier : il accuse son chef d'avoir délibérément freiné l'enquête sur "*le médecin nationaliste juif*" Etinguer, arrêté le 18 novembre 1950, et autres crimes de la même eau.

Le 4, une commission d'enquête est nommée, formée de Malenkov, Beria, Chkiriatoï et Ignatiev, vieux fonctionnaire de l'appareil que Staline envisage de nommer à la place du ministre déchu. La commission prétend qu'Etinguer avait "*sans la moindre pression*" avoué

(17) Alexandre Borchtchagovski, *op. cit.*, pp 186-189.



avoir eu "*des intentions terroristes*" lorsqu'il avait soigné le secrétaire du PC de Moscou, Chtcherbakov, en 1944-1945, bref qu'il l'avait assassiné. Et Abakoumov, après avoir traité avec dédain ces aveux capitaux, fit enfermer le cardiaque Etinguer dans une cellule glaciale, où il périt.

La Sécurité d'Etat n'avait pas l'habitude de chauffer les cellules, mais la commission ne tint pas compte de cette règle. Elle adressa à Abakoumov un reproche plus grave encore : trois dirigeants d'une "*organisation de jeunesse juive antisoviétique*" arrêtés par ses services avaient avoué avoir eu l'intention de commettre des attentats "*contre les dirigeants du parti et de l'Etat*" (18). Or Abakoumov ne fit pas noter ces aveux dans le procès-verbal de leur interrogatoire : bref, il les protégea. Le 11 juillet, le bureau politique adopte une résolution sur "*la situation malsaine dans le MGB (ministère de la Sécurité d'Etat) de l'URSS*". Le 12, Abakoumov est interné à la prison spéciale du Silence du matelot.

Les 19 et 20 octobre 1951, Staline fait arrêter Andreï Sverdlov, colonel de la Sécurité d'Etat, et une demi-douzaine d'autres cadres juifs de la Sécurité d'Etat : Naoum Eitingon, le coorganisateur de l'assassinat de Trotsky, Leonide Raikhsman, Lev Schwartzmann, l'enquêteur et tortionnaire en 1939 de Babel et Meyerhold, Lev Cheinine, enquêteur de la Sécurité d'Etat et bras droit de Vychinski, etc.). Ils sont tous accusés d'avoir constitué une organisation terroriste sioniste, destinée à prendre le contrôle de la Sécurité d'Etat sous la direction d'Abakoumov.

A la mi-février 1952, Staline nomme Rioumine vice-ministre de la Sécurité d'Etat. Cet antisémite forcené lui paraît l'homme adéquat pour mener à terme l'affaire du Comité antifasciste juif et préparer le "complot des blouses blanches", destiné à couronner l'édifice. Arrêté au lendemain de la mort de Staline, il écrira à Malenkov des lettres dignes d'un nazi : "*Les Juifs sont bien plus dangereux que toutes les bombes atomiques et à hydrogène réunies ! Ces Juifs, si on ne les arrête pas à temps, vont forcer toute l'humanité à cracher le*

*sang.*" Protestant contre son arrestation alors qu'il a mené le bon combat contre eux, il prétend que "*les Rothschild, les Rockefeller et les Ben Gourion de toutes sortes et de toutes les variantes se frottent les mains de satisfaction, car ils prévoient la victoire rapide des Juifs à l'échelle internationale*" (19).

En attendant ce triste sort, il met les bouchées doubles. Il s'attache à démontrer que son prédécesseur, Abakoumov, chef d'un complot nationaliste juif au cœur même de la Sécurité d'Etat, a recruté en masse des Juifs, et surtout des Juives, dans les services de la Sécurité pour en prendre le contrôle. A coups de poing et de matraque, il obtient des aveux en ce sens de Mikhaïl Belkine, longtemps chef adjoint de la première direction principale du MGB.

Staline confie la reprise de l'affaire du Comité antifasciste juif à Semion Ignatiev. Ce dernier adresse le 24 août 1951 une note à Malenkov, chargé de suivre l'affaire au nom du bureau politique, et à Beria, pour les informer qu'aucun document ne confirme les dépositions des inculpés. Il affirme que l'affaire a été, traitée avec négligence et qu'il n'y a quasiment pas de documents confirmant les dépositions des individus arrêtés sur leurs activités d'espionnage et nationalistes menées sous le couvert du Comité antifasciste juif. L'absence de tels documents n'avait nullement gêné Staline lors des grands procès de Moscou de 1936-1938. Et Staline savait bien que ces documents n'existaient pas. Il s'agit donc d'un prétexte, mais aussi de l'aveu d'un embarras : Staline ne sait comment monter un procès public ouvertement antisémite. Rioumine, le même mois, dénonce à Staline le fait que, "*dans l'affaire des nationalistes juifs (...), l'instruction n'était plus menée depuis un an*" (20).

Une nouvelle instruction est demandée au président de la cour militaire, Tcheptsov, qui juge "*manifestement impossible de prononcer un verdict dans*

(18) R. G. Pikhov, *Sovietski Soiuz, Istoria Vlasti, 1945-1991*, Moscou, RAGS, 1998, p. 82.

(19) Jean-Jacques Marie, *op. cit.*, p. 114.

(20) Borchtagovski, *op. cit.*, p. 315.

cette affaire sur la base de documents douteux et non confirmés" (21) et exige de Rioumine des "preuves" qu'il ne peut présenter. Il met en doute la validité même de certaines dépositions, comme celles de Fefer.

Par Tcheptsov interposé, Staline juge donc le travail de Rioumine mal ficelé. Il faut tout reprendre à zéro. Rioumine n'arrive pas à faire mieux, bien qu'il tape et fasse taper à tour de bras sur les accusés. Et les uns après les autres, la quasi-totalité des accusés reviennent sur leurs aveux, arrachés par les coups et la torture. La perspective d'un procès public s'envole à jamais. Mais les inculpés doivent être liquidés : ils le seront en secret, puisque rien ne permet de monter un procès à grand spectacle.

L'instruction est bouclée le 28 mars 1952. Le 3 avril, Ignatiev transmet à Staline l'acte d'accusation contre "*les nationalistes juifs et espions américains, Lozovski, Fefer et autres*", concluant à la culpabilité de tous les accusés, sauf de Lina Stern, que Staline veut garder en vie. Aucun miracle ne lui avait pourtant fourni les documents manquants. Staline tranche : tous les accusés seront fusillés, sauf Lina Stern.

Le 8 mai, s'ouvre enfin, dans la salle Dzerjinski du ministère de la Sécurité d'Etat, le procès à huis clos des 14 membres du Comité antifasciste juif arrêtés quatre ans plus tôt, dont un est mort en cours d'instruction ; il se clôt le 18 juillet par la condamnation à mort de treize accusés et la condamnation de Lina Stern à trois ans et six mois de détention, suivis de cinq années d'exil, où, sa peine de prison ayant déjà effectuée en préventive, elle part sans délai. Ses recherches pour ralentir le vieillissement, murmurait-on alors, étaient en bonne voie ; elle pouvait les continuer en exil et permettre à Staline de prolonger sa propre existence. Le procès, le verdict et l'exécution restent rigoureusement secrets. Nul ne sait, à l'extérieur, ce que sont devenus les dirigeants disparus du Comité antifasciste juif, sur lesquels, pendant des années, courent les bruits les plus fous. L'échec de cette première entreprise antisémite montée dès janvier 1948 est patent.

Mais Staline s'entête. Le 3 novembre 1952, Rioumine lui remet un projet d'acte d'accusation contre Abakoumov, coupable entre autres d'avoir, "*dans son aspiration à accéder au pouvoir suprême dans le pays, constitué dans le ministère de la Sécurité d'Etat de l'URSS un groupe criminel formé de nationalistes juifs*" (22).

Le 11 novembre, une première vague d'arrestations massives envoie une douzaine de médecins, en majorité juifs, en prison.

## La phase finale

L'union de la purge dans les sommets et de la campagne antisémite s'opère publiquement à Prague, où s'ouvre, le 22 novembre 1952, le procès de 14 dirigeants du Parti communiste tchécoslovaque, dont son secrétaire général, Rudolf Slansky. Onze accusés sur 14 sont juifs, qualité soulignée dans l'acte d'accusation. Onze accusés sont condamnés à mort, trois (dont Artur London, beau-frère de Raymond Guyot, membre du bureau politique du Parti communiste français) à la réclusion perpétuelle.

Les Juifs doivent jouer en 1952 le rôle dévolu en 1937 aux trotskystes. Mais Staline avait alors réussi à isoler les trotskystes et Trotsky. La chasse aux Juifs est une opération plus délicate après les camps nazis et la défaite de leurs organisateurs. Et, comme le souligne Alexandre Borchtchagovski, Staline est comme pris au piège par la part même qu'il a prise dans la défaite de Hitler.

Le 1<sup>er</sup> décembre 1952, Staline reçoit dans sa datcha son quatuor habituel. Evoquant les médecins arrêtés, il souligne : "*Parmi eux, il y a beaucoup de nationalistes juifs. Et tout nationaliste juif est un agent des services de renseignement américains. Les nationalistes juifs considèrent que ce sont les Américains qui ont sauvé leur nation (là-bas,*

(21) Jean-Jacques Marie, *op. cit.*, p. 69, et Borchtchagovski, *op. cit.*, p. 315.

(22) Kirill Stoliarov, *Palatchi i Jertvi*, Moscou, 1997, pp. 53-54.

*on peut devenir un richard, un bourgeois, etc.). Ils considèrent qu'ils ont une dette à l'égard des Américains (23)."*

Le 4 décembre, Staline fait voter au bureau du présidium du comité central une résolution "*Sur la situation dans le ministère de la Sécurité d'Etat et sur le sabotage dans le système de soins*", élaborée, dira plus tard Malenkov par euphémisme, "*avec l'aide du camarade Staline*", qui l'a donc inspirée, revue et corrigée, voire dictée ou rédigée lui-même. Le sens en est clair : les médecins saboteurs ont prospéré grâce à l'insouciance ou à la négligence du ministère même de la vigilance.

Le premier entretien de Staline au début de l'année nouvelle porte encore sur l'affaire des médecins : il reçoit le 2 janvier Goglidzé, nouveau vice-ministre de la Sécurité d'Etat, chargé du dossier, pendant quarante minutes. Le 9 janvier 1953, il convoque une réunion du bureau du présidium du comité central, élargi aux six secrétaires du comité central, au président de la commission de contrôle du parti, Chkiriátov, au rédacteur en chef de la *Pravda*, Chepilov, et aux deux vice-ministres de la Sécurité d'Etat, Ogoltsov et Goglidzé. Mais Staline n'assiste pas à la réunion et se fait porter absent sur le procès-verbal. La réunion adopte une résolution intitulée : "*Approuver le communiqué de presse sur l'arrestation d'un groupe de médecins-saboteurs et le faire paraître en même temps que l'article de la Pravda sur cette question.*"

Le texte est signé "*Le bureau du présidium du comité central du PCUS*" et non, comme à l'ordinaire, "*Le secrétaire du CC : J. Staline*". Faut-il y voir le désir chez lui de ne pas laisser de traces de ses actes ou le premier indice du piétinement prochain d'une campagne pourtant lancée en fanfare ? Peut-être les deux...

## **Le "complot des blouses blanches" : une affaire mal engagée**

Le 13 janvier 1953, la *Pravda* publie en page quatre un communiqué de pres-

se, dont la place discrète souligne mal la gravité. Le communiqué annonce en titre l'"*arrestation d'un groupe de médecins saboteurs (...) qui cherchaient, en leur administrant des traitements nocifs, à abrèger la vie des hauts responsables de l'Union soviétique*". Ils sont accusés d'avoir assassiné Jdanov et l'ancien secrétaire du comité central, Chtcherbakov, de préparer le meurtre de chefs militaires soviétiques, dont cinq sont nommés (Vassilievski, Govorov, Koniev, Chtemenko et Levtchenko), plus quelques autres. Le communiqué cite neuf noms de médecins sur lesquels six sont juifs (M. S. Vovsi, M. B. Kogan, B. B. Kogan, A. I. Feldman, I. G. Etinguer, A. M. Grinstein) et trois russes (V. N. Vinogradov, P. I. Iegorov, G. I. Maiorov). Il dénonce, de plus, deux autres Juifs : Mikhoels, assassiné cinq ans plus tôt, jour pour jour, et le docteur Chimieliovitch, l'un des dirigeants du Comité antifasciste juif, fusillé avec ses compagnons le 12 août 1952. Contrairement aux affirmations du "maître espion" Soudoplatov, le spécialiste des révélations sensationnelles, l'agence Tass n'a jamais déclaré que ces médecins "*étaient accusés d'avoir organisé un complot sioniste en vue d'assassiner Staline et tout le bureau politique en utilisant des traitements inadéquats*" (24). Le nom de Staline ne figure d'ailleurs à aucun endroit du communiqué.

Le communiqué distingue dans ces neuf médecins-assassins un groupe de cinq (Vovsi, B. B. Kogan, Feldman, Grinstein et Etinguer) "*liés à l'organisation nationaliste juive bourgeoisie internationale Joint, créée par les services d'espionnage américains*", et un groupe de trois (Vinogradov, M. B. Kogan, Egorov), depuis longtemps agents des services de renseignements britanniques et sionistes ; l'un des neuf médecins, Maiorov, a été oublié ! Le communiqué se conclut par la phrase menaçante, encore que légèrement incertaine : "*L'enquête devrait se conclure prochainement.*" Le procès devrait donc être imminent.

Deux apparatchiks juifs dociles, Mints et Khavinson, à la demande de

(23) *Istotchnik*, n° 5, 1997, pp. 140-141.

(24) P. et A. Soudoplatov, *Missions spéciales*, le Seuil, 1995, p. 378.

Staline, soumettent alors à un certain nombre de personnalités juives de signer un texte proposant le transfert, après le procès proche des médecins-assassins, d'une partie de la population juive soviétique vers l'Est pour la protéger de la fureur des Russes indignés.

L'existence de cette pétition a été mise en doute. La revue *Istotchnik* a publié un texte anodin de lettre collective soumis à la signature de 58 personnalités juives, intégralement repris dans le livre d'Arno Lustiger, *Stalin und Die Juden* (25). Dénonçant les manœuvres des "impérialistes américains et israéliens, qui veulent transformer les Juifs de Russie en espions et en ennemis du peuple russe", la lettre affirme que l'écrasante majorité des Juifs soviétiques sont des amis du peuple russe et souligne la nécessité de renforcer l'amitié entre les peuples et l'unité des travailleurs du monde entier face à leur ennemi commun : l'impérialisme. La diatribe s'achève par la proposition très modeste d'éditer en URSS un journal en yiddish, destiné aux larges couches de Juifs en URSS et à l'étranger, et visant à rassembler toutes les forces progressistes du peuple juif.

La publication de ce texte est une diversion, car ce n'est pas à un écrit de ce type que faisait allusion le pianiste Blanter, déclarant à Jacob Rappoport, l'un des médecins juifs arrêtés : "Chaque matin, j'ouvrais la Pravda les mains tremblantes, de peur d'y trouver ce document infâme avec ma signature (26)." On comprendrait mal aussi, en ce cas, la remarque d'Ehrenbourg, qui, dans ses souvenirs, évoque ses "efforts pour empêcher la publication dans la presse d'une lettre collective. Par bonheur, l'idée, véritablement folle, ne fut pas traduite dans les faits." La proposition de publier un journal yiddish anti-impérialiste ne saurait être qualifiée ni d'"infâme" ni de "folle". L'écrivain Benjamin Kaverine, à qui le texte fut soumis, y voit "une sentence qui confirmait les bruits qui circulaient depuis longtemps sur les baraquements construits en Extrême-Orient pour y installer de futurs ghettos". L'idée "véritablement folle", confirmation de la construction de ghettos en Extrême-Orient, renvoie donc à

un autre texte, resté dissimulé ou soigneusement détruit.

La campagne, relayée d'abord par tous les organes de presse, patine vite ; les arrestations de médecins continuent, mais elles restent toutes secrètes. Faute de mieux, à partir du 20 janvier, la presse de Moscou évoque une lettre de la doctoresse Timachouk, décorée de l'ordre de Lénine pour cette missive, que la presse se garde bien de citer. Et pour cause ! Cette lettre, qui date de la fin août 1948, évoque la mort de Jdanov et Timachouk, justifie son diagnostic d'un infarctus du myocarde chez Jdanov, mort le 31 août, diagnostic rejeté par les quatre médecins qui soignaient alors Jdanov : Vinogradov, Iegorov, Vassilenko et Maiorov... et dont aucun n'était juif.

La *Pravda* consacre certains jours plus de place à dénoncer les "espions en soutane" (c'est-à-dire les prêtres catholiques arrêtés en Pologne, dénoncés dans les numéros de la *Pravda*, des 22, 23, sur trois colonnes, 24, 25, 26, 27 et 28 janvier...). Etrange façon de préparer une campagne antisémite ouverte et un procès public. Il faut attendre la *Pravda* du 6 février pour trouver un grand article, aux accents rituels, contre un certain Gourevitch, issu d'une "famille de mencheviks-bundistes", devenu "membre du groupe trotskyste antisoviétique", puis devenu "trotskyste camouflé" après une feinte rupture, et qui s'est mis en 1939 à la disposition de services de renseignements étrangers non précisés. L'article conclut vaguement : "Gourevitch a adhéré aux services d'espionnage étrangers à cause de ses opinions nationalistes trotskystes et antisoviétiques."

Un article dans la *Pravda*, du 20 février, consacré aux exploits inventés de Lydia Timachouk, semble relancer la campagne, qui retombe aussitôt.

Selon N. Poliakov, ancien adjoint de Mikhaïl Souslov, une commission destinée à préparer la déportation des Juifs aurait pourtant été créée sous la direction

(25) Arno Lustiger : *Rotbuch Stalin und die Juden*, Aufbau Verlag, Berlin, 1998, pp. 263-267. Le texte russe a été publié dans la revue *Istotchnik*, n° 1-1997, pp. 143-146.

(26) Jacob Rappoport (l'un des médecins juifs arrêtés), *Na Roubieje dvoukh epokh*, Moscou, 1988, p. 68.

# FRANCE nouvelle

HEBDOMADAIRE CENTRAL DU PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS

20 FR. ■ - N° 371 ■ 24 JANVIER 1953 ■

DIRECTEUR POLITIQUE

FLORIMOND BONTE

DÉPUTÉ DE PARIS

AFRIQUE DU NORD par avion : 25 fr.

La mise hors d'état de nuire, en Union Soviétique, des ignobles médecins espions et assassins

## Un coup foudroyant AUX PROJETS PERFIDES des impérialistes américains fauteurs de guerre

Un immense service rendu aux peuples de tous les pays dans leur lutte pour la liberté, l'indépendance nationale et la Paix

UNE bande de monstres à face humaine, républicains de l'échec et héros d'ignominie, vient d'être mise, en Union Soviétique, hors d'état de nuire. Ces méprisables individus, dévoués jusqu'à la mort des os, hypocrites jusqu'au fond de l'âme, fourbes et menteurs, ont poussé le désespoir jusqu'à l'espionnage en vue de leurs crimes de cannibales leur noble profession.

MÉDECINS et, par conséquent, experts par vocation à exercer une noble profession, à soulager les souffrances humaines, à soigner et à guérir les malades, et à faire preuve, dans leur apostolat, en tout temps, en tous lieux et en toutes occasions du désintéressement le plus complet et du dévouement le plus viril, ils ont, avec une préhabilitation académique, prouvé de la confiance mise en leur compétence scientifique pour détruire la santé et causer la mort de prisonniers les plus illustres de l'Etat soviétique.

C'est ainsi que, par leurs procédés diaboliques, dignes des sorciers du moyen âge ou des prêtres de l'Inquisition, ils ont provoqué la mort de dizaines d'écarts la vie de Chahmetov et se sont efforcés de détruire la santé des cadres militaires soviétiques dirigeants afin de les arracher à l'accomplissement héroïque de leur noble et difficile tâche et



d'affaiblir, ainsi, la puissance du grand pays du socialisme. Mais la main redoublée de la Justice du peuple s'est abattue, lourde, implacable et implacable sur les épaules de ces bandits, vendeurs, corps et âme, aux services d'espionnage des impérialistes destructeurs des libertés démocratiques et fauteurs de misère et de guerre. Frappés ainsi, en pleine justice, par un coup foudroyant qui faisait s'élever leurs plans de gangstère, les chefs de file de l'industrie de guerre et des finances des Etats-Unis, pris en flagrant délit, ont donné l'ordre impétueux, à tous leurs collaborateurs de la presse et de la radio, de semer le doute dans les esprits en hurlant à l'irresponsabilité.

MAIS toute l'histoire les prend à la gorge et les accuse.

Preuve irréfutable et documentée incontestable à l'appui, elle montre, dans une lumière éclatante, la fermeté bestiale des impérialistes américains, passés maîtres dans l'art de leur les hommes et capotés de tous les plus beaux de souviens.

Le général, les gaz, l'arme bactériologique et l'extermination massive des prisonniers de guerre en Corée, les lâches assassinats, voilà l'arsenal des divers crimes utilisés par les escroqueries américaines.

ILS parlent d'invasion d'Alsace !

Alors donc ? Ils étaient, aussi, invraisemblables, incroyables même, les énormes profits des médecins nazi du camp de la mort, installé à Struthof, en plein cœur de l'Alsace. A quelques dizaines de kilomètres de la cathédrale de Strasbourg.

Et, cependant, s'est vint. Et que les médecins nazis ne justifiaient pas, ne justifiaient pas leurs lamentables victimes ?

Est-ce qu'ils ne charbonnèrent pas dans la chair vive des déportés transférés en eschages ?

Florimond BONTE

ISSUE PAGE 11

personnelle de Staline et sous la présidence de Souslov. Les baraquements auraient déjà été construits au Birobidjan ; l'action devait être menée à bien dans la deuxième moitié de février. Mais les listes n'étaient pas prêtes en temps voulu. Staline avait pourtant fixé des délais très contraignants. Le procès contre les médecins devait se dérouler du 5 au 7 mars, et leur exécution être effectuée les 11 et 12 mars. Mais son témoignage, rapporté par l'ancien diplomate Cheinis, aux récits souvent romancés, suscite bien des doutes. La Sécurité n'avait pas les moyens de construire des baraquements pour accueillir au Birobidjan ou ailleurs — même dans des conditions lamentables — les trois millions de Juifs soviétiques, une population dépassant celle de tout le Goulag, qui se montait alors à 2 500 000 personnes, à moins d'en tuer la majeure partie en cours de route. Un projet de déportation ne pouvait concerner qu'une fraction des Juifs soviétiques pour terroriser l'ensemble.

## Un argument révisionniste

Guennadi Kostyrtchenko, l'auteur de *Prisonniers du Pharaon rouge*, nie le projet de déportation de Juifs par Staline, qu'il réduit à "*des bruits qui ont circulé et circulent encore dans les milieux juifs*" (1), et s'appuie sur trois arguments : "*L'existence de tels plans est niée par des personnalités très au fait des secrets de la cuisine politique stalinienne, comme Soudoplatov et Kaganovitch*", deux menteurs professionnels, le premier responsable du secteur des "affaires mouillées" (c'est-à-dire des assassinats politiques) du NKVD, le second, Juif honteux, fidèle compagnon, complice et chanteur de Staline jusqu'à son dernier souffle. Seconde preuve : "*Le critique acharné des crimes staliens qu'était N. Khrouchtchev ne le mentionne pas non plus dans ses Mémoires.*" Mais Khrouchtchev a la mémoire sélective ; ainsi, dans son rapport au XX<sup>e</sup> Congrès, il limite à cinq la quinzaine de peuples déportés par Staline, dont il maintient lui-même certains en déportation ; les

Tatars, les Allemands de la Volga et d'ailleurs, etc., n'auraient-ils donc pas été déportés ? Enfin, Kostyrtchenko conclut : "*Le plus important est qu'il n'y a pas eu de directive officielle sanctionnant la déportation (27).*" C'est l'argument traditionnel des "révisionnistes" : puisqu'il n'y a pas de document officiel sur les chambres à gaz et la solution finale, il n'y a eu ni chambres à gaz ni solution finale ; aucune directive officielle n'ordonnant le meurtre de Trotsky, de Nin, de Klement et de bien d'autres... ces hommes n'auraient donc pas été tués sur ordre de Staline ?

Sans doute Staline ne voulait-il pas et ne pouvait-il pas déporter tous les Juifs vers le Birobidjan, l'Altaï, le Kazakhstan et l'Ouzbékistan. L'opération était politiquement bien plus délicate que la déportation d'Allemands soviétiques en pleine guerre avec l'Allemagne, ou de peuples du Caucase, dont le sort laissait les gouvernements alliés indifférents ; il a pu envisager de préparer la déportation de centaines de milliers de Juifs vers l'Est, après le procès prévu des médecins assassins. Ainsi les habitants du quartier juif de Tiflis avaient été prévenus en février 1953 de leur prochain transfert vers l'Est, selon l'écrivain Nodzar Djinn, qui y vivait alors.

Staline aurait-il finalement mis sa décision à exécution, c'est une autre affaire. Le ministre de la Défense de l'époque, Boulganine, a déclaré en 1970 à Jacob Etinguer, le fils du médecin Etinguer et le premier arrêté de l'affaire des médecins, que Staline lui avait ordonné en février 1953 de préparer 800 convois pour déporter les Juifs en Sibérie. 800 convois, susceptibles de transporter de 1 000 à 1 500 individus, cela signifiait un transfert d'un million d'hommes (28).

## "Les Juifs n'ont-ils pas attenté à sa santé ?"

Le 1<sup>er</sup> mars, une congestion cérébrale frappe Staline, qui meurt le 5 mars au

(27) Guennadi Kostyrtchenko, *Prisonniers du Pharaon rouge*, Solin-Actes Sud, 1998, pp. 384-385.

(28) Jean-Jacques Marie, *op. cit.*, p. 149.

soir. Ce même jour, Ignatiev adresse à Beria, Malenkov, Boulganine et Khrouchtchev une note sur l'état d'esprit de la population à l'égard de la maladie du chef, publiée récemment dans un recueil d'archives soviétiques (29). Les 32 réflexions relevées (émanant aux deux tiers de militaires, dont l'état d'esprit inquiète manifestement la Sécurité d'Etat) expriment une inquiétude pour la santé de Staline et une admiration pour le moribond, mélangées à des manifestations d'antisémitisme, dans 8 sur 32, soit exactement un quart, ce qui est le produit de la campagne contre les blouses blanches, mais témoigne de son relatif échec. Une ouvrière de la base militaire du district militaire de Moscou se demande si *"les Juifs n'ont pas attenté à sa santé"*, une autre travailleuse de l'état-major affirme : *"Ces médecins assassins sont responsables de la maladie du camarade Staline. Ce sont eux qui, visiblement, ont donné au camarade Staline des médicaments empoisonnés avec effet à retardement."* Un garde-frontière de l'aéroport de Moscou juge *"impossible que cela se soit passé sans la participation des ignobles médecins assassins"*. Un assistant du commandant (intendant) du Kremlin renchérit : *"Il est bien possible que les médecins soient impliqués là-dedans. Si cela se confirme, le peuple sera encore plus indigné contre les Juifs."* Un autre insiste : *"Pourquoi n'y a-t-il pas de Juifs dans les kolkhozes, pourquoi sont-ils tous à des postes importants ? S'il y avait Lénine, il n'y en aurait plus, on les aurait tous envoyés en Palestine."* Un autre renchérit : *"Si Lénine était en vie, on n'aurait pas les Juifs qui nous étranglent."*

Staline n'a donc pas été à la hauteur de la tâche. Un serrurier disert, qui pense que les Juifs chasseront les Russes du pouvoir grâce à l'incurie de la Sécurité d'Etat, mélange l'argument antisémite et une critique assez sévère du régime : *« Il est possible que le camarade Staline aussi ait été empoisonné. La vie maintenant est pénible, on persécute tout le monde, il est impossible de dire la vérité, sinon on te jette en prison et tu y restes (...). Viendra le temps où ils (les Juifs) nous diront (aux Russes) : "Allez, par terre, vous êtes depuis assez*

*longtemps au pouvoir, maintenant c'est nous qui venons au pouvoir." Ce sera ainsi. Nos organes (de sécurité) ont tout laissé passer. Tous les Juifs sont devenus ses ennemis. Si Staline ne se rétablit pas, c'est sûr que les travailleurs feront un pogrome des boutiques et des magasins juifs ; si Staline ne se rétablit pas, alors, il faut qu'on aille en Israël écraser les Juifs. »*

Remarquons, en passant, que parmi la nette majorité des remarques qui ne font pas écho à la campagne antisémite, figurent des remarques hostiles à Staline et au régime politique. Un artilleur déclare : *"Il ne l'a pas volé."* Le sergent d'une brigade d'artillerie confirme : *"C'est une bonne chose."* Ignatiev fait arrêter les deux hommes. Deux autres expriment plus évasivement une attitude critique ; un lieutenant-colonel, inspecteur d'une direction politique, s'interroge : *"Est-ce que cela vaut la peine de le soigner ?"* Un soldat d'une unité antichars exprime plus nettement l'espoir d'un changement : *"Staline ne tiendra pas longtemps et cela vaut mieux. Vous verrez comme tout changera d'un coup."*

D'un coup, non. Mais les successeurs tentent de sauver le régime en lâchant du lest, et l'une des premières mesures publiques est l'annonce, le 4 avril, par le ministère de l'Intérieur et de la Sécurité, réunifiés sous la houlette de Beria, que l'instruction du prétendu complot des blouses blanches est interrompue et les accusés réhabilités. L'échec du "complot des blouses blanches" était l'un des signes de la crise insoluble du régime stalinien, comme l'échec de l'affaire Beilis avait été l'un des signes de la fragilité du tsarisme. Mais les méandres de la campagne antisémite avortée de Staline le soulignent, même si elle reprendra plus sournoise encore sous Brejnev : malgré le Goulag, Moscou la stalinienne n'est pas Berlin l'hitlérienne...

**Jean-Jacques Marie**

(29) *Niezviestnaia Rossia*, n° 2, Moscou, 1992, pp. 254-256.



концов подлин  
ев» попали в два  
ного Совета СССР  
и 29 октября 1948

**НАГРАЖДЕН**

Президиум ЦК  
писку Берия от 2 а  
тановил: Цанаву и  
вать, а ордена у  
брать, что и было  
после ареста Берия  
Президиум ЦК КП  
ние (6 августа) об  
Огольцова. Цанав  
в тюрьме, но уже  
«банды Берия». 5 а  
писал слезное пись  
лову с просьбой об  
нии. В письме Цан  
цает свою причас  
убийству Михоэл  
убийству этих люд  
ношения не имек  
операцию прово  
дили Аба-

Соломон Михоэлс

строфы отка  
ть задействи  
инсцениро  
хой улице,  
рой конспи  
ом ГБ Го  
а в М

Salomon Mikhoels, président du Comité antifasciste juif, assassiné sur ordre de Staline (en bas, les deux organisateurs de l'assassinat, Ogoiltsov et Tsanova).



**L'intervention  
à la Chambre  
des députés  
de Pierre Brizon  
contre  
les crédits de guerre,  
suivie de la suspension  
de son mandat de député  
(1916)**

Né en 1878, élu député socialiste SFIO de l'Allier en 1910, puis réélu en 1914, Pierre Brizon s'engagea dès 1916 avec deux autres députés, Alexandre Blanc et Jean-Pierre Raffin-Dugens, dans la lutte contre la guerre, pour la paix. Il participa à la conférence de Kienthal (avril 1916) avec ses deux camarades et, à partir de cette date, vota contre les crédits de guerre, ce qui lui vaut une hostilité virulente de la majorité patriote de la Chambre, puis, à la suite du discours reproduit ci-après, une suspension de son mandat de député de deux mois.

Il lance au début de janvier 1918 un hebdomadaire, *La Vague* (1), qui porte en manchette, à gauche, "*Socialiste*", à droite, "*Féministe*", et qui subit longtemps les foudres de la censure.

Brizon est battu aux élections du 16 novembre 1919, qui donnent naissance à la Chambre bleu horizon ultraréactionnaire. Au congrès de Tours, il fait partie de ceux qui adhèrent à la III<sup>e</sup> Internationale et fondent donc le Parti communiste, section française de l'Internationale communiste. Il en est exclu en septembre 1922, dans des conditions obscures.

Il poursuit la publication de *La Vague*, "*hebdomadaire de combat*". Il fonde alors dans l'Allier le Bloc des rouges, participe à la création en mai 1923 de l'Union socialiste-communiste, avec Georges Pioch, Victor Méric, Ernest Lafon, puis meurt brusquement le 1<sup>er</sup> août 1923, à l'âge de 45 ans, à la suite d'une opération d'un anthrax.

---

(1) Le CERMTRI prépare un *Cahier* spécial contenant toute une série d'articles de *La Vague*, précédés d'une longue préface de Pierre Roy.

# ***Journal officiel,*** **du 12 décembre 1916 : débats** **de la Chambre des députés,** **11 décembre 1916** **(archives parlementaires, page 2 595 :** **débat sur les crédits de guerre)**

**B** RIZON : On les aura, Messieurs... les 100 milliards de dettes, les 200 milliards de pertes, les 1 500 000 morts, si la guerre continue...

Il y a déjà en Europe 6 à 7 millions de morts, des centaines de milliards jetés dans le sang.

Et c'est là, Messieurs, le seul résultat décisif de cette guerre infernale.

Au 31 mars 1917, si la dernière heure de la guerre n'a pas encore sonné, la France aura dépensé 73 milliards depuis le mois d'août 14.

Sur ces 73 milliards, la guerre en aura dévoré 58.

58 milliards avec quoi on aurait pu supprimer en France l'ignorance et la misère.

Le gouvernement nous demande près de 9 milliards pour les trois premiers mois de 1917, près de 3 milliards par mois, près de 100 millions par jour. Il faut, dit-on, 80 000 F de munitions pour que l'artillerie tue un seul ennemi.

Hier, c'étaient les exemptés, les réformés, la jeunesse de la classe 18 que le gouvernement exigeait du pays.

Pourquoi ces milliards et pourquoi ces hommes ? Pourquoi ces sacrifices

nouveaux ajoutés à des sacrifices immenses ?

Parce que, l'année dernière, sans consulter le Parlement, le gouvernement a signé un nouveau traité secret — système Delcassé —, qui donne Constantinople à la Russie avec le Bosphore et les Dardanelles. (*Interruptions - Bruit.*)

*Sur plusieurs bancs* : Allons ! est-ce que cela va recommencer ?

*Brizon* : "L'alliance franco-russe a subi l'épreuve du sang avec honneur", disait la *Novoie Vremia*, du 3 mai 1916.

Cette donation à la trop petite Russie a été faite sans doute au nom du "droit", de la "civilisation" et du "principe des nationalités" ! Ce sont des Russes qui habitent Constantinople !

MM. Viviani et Briand ont caché au pays, à la Chambre, aux combattants des tranchées, pendant 18 mois, cette donation de génie. (*Bruit.*)

Il y a six mois, quand j'ai voulu la révéler à la tribune, le président a étouffé ma voix. Et c'est le 3 décembre 1916 seulement que la vérité a éclaté... en Russie, à la Douma. C'est de la bouche d'un Russe, M. Trépoff, président du Conseil, que la France a appris enfin la nouvelle.

Il faut remercier le ministre russe de sa franchise : les Français savent maintenant pourquoi ils versent leur sang et l'or du pays. (*Vives protestations - Bruit.*)

*Le président* : C'est pour la défense de la patrie. Vous ne pouvez pas tenir un discours qui heurte les sentiments patriotiques de l'Assemblée. (*Très bien - Très bien.*)

*Brizon* : ... le grand but de la guerre, c'est la grande voie de fer Berlin ou Moscou-Constantinople-Bagdad. Elle ne passe pas en France ! (*Interruptions - Bruit.*)

*Le président* : Monsieur Brizon, vous continuez à vous écarter de la question.

*Brizon* : La France, elle est sauvée depuis la Marne, depuis l'Yser, depuis Verdun. (*Vives exclamations sur un grand nombre de bancs.*) Ni son indépendance, ni son territoire ne sont en cause.

Et c'est pourquoi je crie au gouvernement : "Vive la France ! monsieur Briand, et à bas la guerre !" (*Vives exclamations sur un grand nombre de bancs.*)

*Le président* : Je vous prie, monsieur Brizon, de ne pas employer des formules qui soulèvent les protestations de la Chambre.

*Brizon* : Comment ? Je crie : "Vive la France !" et vous criez contre moi ! (*Interruptions - Bruit.*)

*M. de l'Estourbeillon* : Vous blessez la France !

*Brizon* : Si je parle ainsi, c'est que j'ai depuis très longtemps la conviction que pas un pouce du territoire de la France n'est menacé dans sa liberté... (*Vives exclamations sur tous les bancs.*)

*Voix nombreuses* : Descendez de la tribune ! C'est assez ! (*Bruit.*)

*Lazare Weiller* : Monsieur Brizon, si vous pensez que la France n'est pas menacée dans sa liberté, il est fâcheux que vous ne soyez pas privé de la vôtre.

*Auguste Bouge* : C'est une véritable trahison.

*Le président* : Monsieur Brizon, je vous assure que je ne peux vous laisser continuer ainsi. Je vous rappelle une première fois à la question. (*Très bien ! Très bien !*)

*Alexandre Blanc* : Il veut dire qu'il ne cédera pas de territoire français aux

Allemands. Vous n'avez pas compris. (*Bruit.*)

*Brizon* : Evidemment ! Ils ont très bien compris...

Comment, voici un pays qui a porté jusqu'ici le poids le plus écrasant de la guerre. Presque seul au début, il a refoulé la formidable marée allemande. Il l'a fixée. Il l'a immobilisée. Personne ne pourra plus passer. Il faudrait, pour passer, sacrifier en vain des millions d'hommes. (*Vives protestations sur un grand nombre de bancs. Bruit.*)

*M. Lenoir* : On voit que votre circonscription n'est pas sous les obus... Vous n'êtes pas Français.

*Alexandre Blanc* : Comment, il n'est pas Français ! Eh bien ! (*Exclamations - Bruit.*) Ce n'est vraiment pas être Français que de s'acharner sur un homme comme vous le faites. Vous êtes cent contre un ! (*Bruit.*)

*Le président* : Monsieur Brizon, vous blessez les sentiments de l'Assemblée tout entière. Je vous rappelle à la question pour la seconde fois. La Chambre discute les crédits.

*Alexandre Blanc* : Alors, qu'on n'injurie personne !

*Brizon* : Voici un peuple dont le courage a vaincu sur place le militarisme des hobereaux prussiens, abattu son orgueil, ruiné les espérances impérialistes. Et il se trouverait encore des Français, assez peu français, assez peu fiers de leur pays pour oser répéter encore que la France est menacée et que le militarisme prussien n'est pas vaincu chez nous ! (*Interruption. Bruit.*)

*Voix nombreuses* : Assez ! Assez ! Descendez de la tribune !

*Le président* : Monsieur Brizon, je vais être obligé de consulter la Chambre. (*Oui ! Oui !*)

*L'amiral Bienhaimé* : Une telle attitude ne fait que dégoûter l'armée. Il faut en finir. C'est abominable ! Monsieur le Président, vous ne pouvez pas permettre de telles divagations ! Il faut avoir pitié de la France !

*Brizon* : J'en ai autant et plus pitié que vous. (*Bruit.*)

*Aristide Prat* : Monsieur Brizon déshonore le Parlement et, si nous l'écoutons, nous nous déshonorons aussi.

*Brizon* : En entendant vos outrages...  
(*Bruit.*)

*Voix nombreuses* : Non ! Non ! C'est assez ! (*Bruit.*)

*Le président* : Je répète que la Chambre n'est pas solidaire des opinions émises par l'orateur.

*Sur plusieurs bancs* : Consultez la Chambre, Monsieur le Président !

*Brizon* : "Mais la guerre devrait durer encore vingt ou trente ans pour que nous puissions garder un morceau de la France ou de la Belgique, ou pour qu'on puisse nous refouler jusqu'au Rhin", disait le député Scheidemann, le 11 octobre 1916, à la tribune du Reichstag. Et Scheidemann... (*Interruption et bruits prolongés.*)

(*Le président se couvre.*)

*La séance est suspendue.*

< *Reprise après un incident qui va motiver l'exclusion de Brizon.*

*Brizon expose l'outrage* : Monsieur Bouge m'a dit : combien avez-vous touché pour faire ce que vous faites à la tribune ? Alors, j'ai pris le verre plein d'eau et je le lui ai jeté à la tête. Si j'avais eu mon revolver dans ma poche et si je n'avais pas craint d'atteindre un autre collègue...

*La Chambre prononce l'exclusion temporaire. Brizon refuse.* >

**S**OUS le titre "Un drame dans un bouge", *La Vague*, du 23 octobre 1919 (1), a reproduit le compte rendu de cette séance du 11 décembre 1916, paru à l'époque dans le *Journal officiel*, du 12 décembre 1916. Il y a quelques variantes — mineures (cependant, toute une partie qui figure dans le *Journal officiel* et qui est reproduite ci-dessus entre < > n'est pas publiée dans *La Vague*) — entre la version reproduite par *La Vague* et la version consultée aux archives parlementaires : nous avons complété l'une par l'autre. *La Vague* fait suivre la version de la séance reproduite par ces lignes :

« A la fin, l'*Officiel* ne dit pas la vérité. Il faut la rétablir ainsi :

Le Bouge de Marseille (au pied de la tribune, brusquement, et d'une voix de Stentor, s'adressant à l'orateur) : "Combien avez-vous touché de l'Allemagne pour dire ça ?"

M. Brizon, refusant de discuter avec ce bouge malhonnête, répond à son agression en lui jetant à la figure, dans l'hémicycle, son verre d'eau (qui le rate, malheureusement) et le plateau d'argent qui va rouler jusqu'aux pieds de M. Thomson, assis près des ministres.

Alors des bancs de la droite et du centre, cinquante brigands se lèvent et

foncent sur l'orateur. Le petit Ribeyre, de la Haute-Loire, l'injurie et lui arrache les cheveux. M. Ybarnégaray (2), des Basses-Pyrénées, lui tord la jambe à travers les barreaux de l'escalier qui monte à la tribune. Un autre lui arrache son dossier, dont les feuilles, une à une, comme en automne, vont tomber dans l'hémicycle. Il y était question des appétits anglais (qu'on voit très bien aujourd'hui) et des appétits italiens (qu'on voit encore mieux). Mais le *Parti de la Guerre* voulait étouffer la vérité. Il profitait de l'absence du groupe socialiste, réuni hors séance et en train de discuter passionnément une misérable question ministérielle, à savoir si, oui ou non, Albert Thomas resterait ministre. Les nobles marquis de la droite étaient en chasse, jusqu'à la curée. Comme on vit bien, ce jour-là, de quelle sombre sauvagerie est faite la fausse politesse de ces brutes à châteaux !

Bref, Brizon fut censuré, expulsé de la Chambre pendant deux mois, eut son indemnité supprimée pendant un mois (1 200 francs), que seuls Blanc, Raffin, les ouvriers de Saint-Denis et quelques

#### Notes de la rédaction :

(1) On était en pleine campagne de préparation des élections législatives du 16 novembre 1919.

(2) Ce patriote viril sera ministre à la Jeunesse et à la Famille du premier gouvernement Pétain-Laval, en 1940.

amis songèrent à remplacer. Et le tout pour avoir été calomnié et pour avoir dit la vérité !

La vie est curieuse, tout de même. Que de curiosités psychologiques, politiques et socialistes on pourrait mettre en relief dans cette affaire, si on n'avait pas le cœur placé au-dessus du courageux lâchage des uns et de la canaille violence des autres. Laissons ces misères. La guerre, époque de l'Héroïsme (en théorie) a été, en pratique, l'ère de la peur et celle des lièvres qui se sauvent...

*"S'ils vous avaient descendu de la tribune, vous étiez perdu ; ils vous auraient tué et personne n'aurait su lequel..."*, disait à l'assiégé expulsé un brave homme qui avait vu cette scène de sauvagerie réactionnaire.

Et le responsable, c'est le bouge, le bouge de Marseille.

Quand on accuse les autres d'avoir touché, c'est qu'on a touché soi-même.

Depuis cette histoire, qui fit sensation, on n'a presque plus jamais revu le bouge. Voilà deux ans que cet individu n'a plus remis ses pieds plats à la Chambre. En revanche, il s'est beaucoup occupé de marchés de guerre, de remises de pénalités industrielles, de la Pyrotech-

nie de Marseille, qui fit explosion en juillet 1915 et tua plus de quarante personnes, et... bénéficia d'un non-lieu scandaleux, malgré les fautes lourdes commises. — *Combien a-t-il touché ?* pour parler sa langue de vieux voyou réactionnaire.

Et à la Pyrotechnie de Miramas, quand deux mille fusées éclairantes, refusées par la commission de réception, reprenaient le chemin du front, ayant seulement changé de numéro d'ordre, quel rôle a joué ce bouge ? Qu'est devenue l'enquête du commandant Dalnot sur les malfaçons de cette société de Miramas, dénoncées par un ingénieur courageux et sur lesquelles, si *La Vague* a parlé naguère, la grande presse a fait silence, parce que de puissants personnages étaient en cause ?

Donc, le moment est venu (3), amis de Marseille, de prendre le balai pour balayer le bouge (il en a besoin), de lui faire une conduite de... Cannebière jusque dans le Vieux-Port (pour qu'il ne revienne plus à la Chambre), et de lui répéter à lui-même son cri :

— *Combien avez-vous touché ? Combien ?* »

(3) Voir note (1).

**Errico Malatesta :  
la révolution italienne,  
l'anarchisme  
et le front unique  
(1921-1922)**

Errico Malatesta (1853-1932) adhère à l'Internationale en 1871 et, l'année suivante, à l'Alliance de la démocratie socialiste de Bakounine, dont il devient un partisan actif. Emprisonné en 1873, il est relâché ; en août 1874, il participe à la tentative d'insurrection déclenchée par Bakounine en Italie, tentative ultraminoritaire, qui capote et entraîne la dissolution de la Fédération des ouvriers italiens, section de l'Internationale.

Malatesta est arrêté à nouveau, acquitté en 1875, et devient dès lors un grand voyageur — une sorte de globe-trotter pouchassé par les autorités — de l'anarchisme, fondant des journaux anarchistes partout où il passe : on le trouve en Espagne, puis en Hongrie en 1875, en Suisse, d'où il est expulsé en 1878, en Roumanie en 1878, en France, d'où il est expulsé en 1879, en Belgique et en Angleterre l'année suivante, en Egypte en 1882, en Argentine en 1885 ; il revient dans le sud de la France en 1889, repart en Angleterre ; en 1892, on le retrouve en Espagne, puis en Belgique et en Italie. Il tente de participer au congrès de l'Internationale socialiste, qui se tient à Londres en 1896, mais le congrès décide d'exclure les anarchistes et, plus généralement, tous ceux qui rejettent la participation aux élections législatives et l'activité parlementaire. Il revient en Italie, part à Cuba en 1899, revient en Angleterre en 1900. Il y reste longtemps, participe au congrès international anarchiste tenu à Amsterdam en 1907, rentre en Italie en 1913.

Le 7 juin 1914, il est en tête d'une puissante manifestation antimilitariste, que les carabiniers mitraillent, faisant trois morts et quinze blessés. L'indignation générale dans le peuple pousse le Parti socialiste italien (PSI) et la CGL (Confédération générale du travail, ou CGT italienne) à décréter la grève générale, qui gagne l'ensemble du pays. Les travailleurs prennent le pouvoir dans la ville d'Ancône. Affolée devant l'ampleur du mouvement, la direction de la CGL donne l'ordre de la reprise du travail dès le 9, mais la grève générale dure deux jours encore. Après la reprise en main, Malatesta s'enfuit de nouveau en Angleterre ; durant la guerre, il se dresse contre les anarchistes qui se rallient à l'Union sacrée, comme Kropotkine. Il revient en Italie en 1919, à la veille de la grande vague de grèves qui secoue l'Italie industrielle du Nord.

A la fin de mars 1920, les ouvriers de Fiat, à Turin, occupent les usines, où ils constituent leurs conseils ouvriers. La grève gagne divers secteurs (les cordonniers, les tailleurs, les fonctionnaires, les postiers de Turin), puis, le 14 avril, la grève générale est proclamée dans tout le Piémont. Le 15, les cheminots et les autres personnels du chemin de fer s'y associent, et leur grève paralyse Florence, Pise, Lucca, Livourne, Bologne. L'Etat concentre à Turin 20 000 soldats et policiers. La section socialiste de la ville lance un appel à une vaste action d'agitation nationale pour élargir le mouvement, mais la direction du PSI refuse de le publier dans le journal national du parti, l'*Avanti*. Le 24 avril, le mouvement s'arrête. Il reprend sous une autre forme en juin, lorsqu'à Ancône, un bataillon de *bersaglieri* (voltigeurs) envoyé en Albanie se mutine et refuse d'embarquer. La ville, de vieille tradition anarchiste et républicaine, se solidarise avec les mutins et est au bord de l'insurrection. Les directions du PSI et de la CGL déclarent alors : *"Le prolétariat doit se garder d'initiatives qui pourraient porter préjudice à un mouvement d'ensemble"*, auquel elles n'appellent pas.

Le mouvement reprend et culmine au début de septembre 1920 par la grève et les occupations massives d'usines (en particulier Fiat, à Turin). Les directions de la CGL et du PSI se dérobent : le moment n'est pas encore venu pour la révolution, déclare le dirigeant de la CGL D'Aragona, qui se tourne en même temps vers la direction du PSI en lui disant : si vous pensez, vous, que le moment est venu, prenez-en la direction ; c'est à vous de le faire, rétorque la direction du PSI. Le mouvement reflue. Dès ce moment, le patron de Fiat, Agnelli, devient un des principaux bailleurs de fonds du parti fasciste de Mussolini et de ses chemises noires.



Au congrès de Livourne du PSI, en janvier 1921, la fraction communiste rompt et fonde le Parti communiste, dont le premier secrétaire général est Amadeo Bordiga. Malatesta publie pendant cette période l'hebdomadaire *Umanita Nuova*, qui connaît une diffusion de plusieurs dizaines de milliers d'exemplaires ; ses meetings attirent des centaines, voire des milliers de travailleurs ; soucieux de trouver une issue, il a proposé dès 1920 l'alliance au Parti socialiste italien pour déclencher la révolution et fondé une organisation syndicale, l'Alliance du travail, qui, en juillet 1922, décrète une grève générale minoritaire et vite écrasée. Son journal est interdit.

A partir de 1924, alors que le fascisme étend son emprise sur l'Italie, son activité se restreint de plus en plus au domaine littéraire, mais la revue qu'il publie depuis 1924 (*Pensiero e Volonta*) est interdite en 1926. Surveillé par la police, réduit à l'impuissance, il meurt le 22 juillet 1932.

Nous publions ci-dessous deux articles écrits par lui en 1921 et 1922, à l'époque où il a réfléchi à la façon d'aider effectivement le mouvement révolutionnaire des masses italiennes à trouver une issue positive.

## Recommencement : la tâche de l'heure présente (1)

**J**E dis mon opinion sur les besoins de notre mouvement à l'heure actuelle. Les compagnons jugeront et agiront avec la discipline anarchiste, qui n'est pas l'obéissance aux volontés des autres, mais la cohérence spontanée avec ses propres convictions.

Quand je suis revenu en Italie dans les circonstances que tous connaissent, la révolution était à l'ordre du jour. Le prolétariat, la bourgeoisie, le gouvernement, tous vivaient dans l'espoir ou dans la crainte d'un soulèvement populaire proche, imminent, d'où pouvait résulter un changement radical dans les domaines politique et économique. Mais comme toujours, il fallait une impulsion initiale pour définir le mouvement et il fallait l'entente de noyaux conscients et actifs pour diriger ce mouvement vers des buts déterminés, et empêcher qu'il ne s'épuise en désordres inutiles et sanglants sans résultats tangibles et durables.

La situation était urgente. L'état de tension spirituelle dans lequel se trou-

vaient les masses ne pouvait pas durer longtemps ; le gouvernement ou la bourgeoisie seraient sortis de leur état de dépression morale et d'impuissance matérielle dans lequel ils étaient tombés et commençaient en fait à préparer les moyens de répression ; et les conditions économiques, avec les exigences croissantes des travailleurs et la diminution progressive de la production, ne pouvaient admettre la prolongation d'une situation d'angoisse et d'incertitude, qui empêchait le capitalisme de fonctionner tout en ne permettant pas le travail libre, associé, sans exploitation patronale, qui aurait dû résoudre le problème.

Le Parti socialiste, qui comprenait encore ceux qui se sont ensuite constitués en Parti communiste, et qui était de très loin le plus fort des partis anticonstitutionnels, cherchait à différer les choses, avec la conviction ou sous le prétexte que le temps travaillait pour

---

(1) *Umanita Nuova*, 21 août 1921.

nous, que chaque jour qui passait augmentait les chances de la victoire.

J'étais persuadé du contraire, c'est pourquoi je désirais que ce qu'il était possible de faire se fasse immédiatement.

L'histoire passée ne m'inspirait pas une confiance excessive dans la capacité et, surtout, dans la volonté révolutionnaire des dirigeants socialistes ; et d'autre part, en tant qu'anarchiste, je ne pouvais pas ne pas avoir les pires préventions contre le régime bureaucratique et dictatorial que les dirigeants socialistes auraient tenté d'imposer en cas de victoire.

Mais comment faire ? Nous étions trop peu nombreux pour pouvoir, avec quelque probabilité de succès, prendre nous seuls l'initiative de l'action ; il fallait néanmoins faire son possible pour qu'une situation aussi exceptionnellement favorable à la révolution ne soit pas misérablement gâchée ! C'est pourquoi je fus l'un des plus chauds fauteurs du "front unique", qui représenta un effort pour entraîner dans l'action ceux qui, ayant promis la révolution, les uns pour des buts basement électoraux, les autres à cause d'un enthousiasme transitoire provoqué par les événements de Russie, je ne pouvais décemment pas avouer qu'ils ne voulaient pas la révolution pour la raison que, pour ne parler que des motifs honorables, ils ne la croyaient pas possible.

Les faits m'ont donné tort. Le "front unique" n'a été réellement voulu que par les anarchistes, et quand le moment de l'action est arrivé, il s'est effondré misérablement.

La manière dont a été étranglé le magnifique mouvement, qui pouvait bien être décisif, de l'occupation des usines, la fin honteuse de la campagne pour les prisonniers politiques, qui s'est arrêtée dès qu'ont été arrêtés les membres anarchistes du comité, ont montré à quel point nous avons eu tort en nous fiant au concours de nos "voisins".

Nous avons alors prononcé des paroles brutales, nous avons crié à la trahison, et nous avons raison si nous considérons les promesses que les socialistes avaient faites aux masses, si nous nous rappelions la manière dont ils avaient étouffé toute agitation en promettant la révolution certaine à brève échéance.

Ainsi, l'*Avanti*, pour convaincre les ouvriers d'abandonner tranquillement les usines, assurait que la révolution serait faite "dans quelques semaines".

Mais si nous laissons de côté ces moyens peu loyaux et si nous regardons le fond des choses, si nous prenons en considération le type d'organisation adopté par les socialistes et le personnel qui forme leur classe dirigeante, et principalement la manière

dont ils conçoivent le devenir révolutionnaire, alors nous devons convenir qu'ils n'ont pas été des traîtres, mais que nous avons été des naïfs.



Errico Malatesta.

## Que faire ? (1)

“**Q**UE faire ?” est la question qui, avec plus ou moins de force, tourmente toujours l'âme de tous les hommes qui luttent pour un idéal et qui resurgit, impérieuse, aux moments de crises, lorsqu'un échec, une désillusion poussent à réexaminer la tactique suivie, à critiquer les erreurs éventuelles et à rechercher des moyens plus efficaces. Et le camarade Outcast a bien fait de remettre la question sur le tapis et d'inviter les camarades à réfléchir sur ce qu'il y a à faire.

La situation, aujourd'hui, est difficile pour nous, et, dans certaines régions, tout à fait désastreuse. Mais en somme, ceux qui étaient anarchistes restent anarchistes, et si nous sommes d'un côté affaiblis par de multiples défaites, nous avons, de l'autre, gagné une expérience précieuse, qui augmentera par la suite notre efficacité si nous savons peu à peu nous en enrichir. Les défections, par ailleurs rares, qui se sont produites dans notre camp nous sont au fond utiles, parce que nous nous sommes débarrassés d'éléments faibles et peu sûrs.

Que faire, donc ?

Je ne vais pas évoquer la campagne menée à l'étranger contre la réaction italienne. Certes, tout ce qui sert à faire connaître au prolétariat mondial les véritables conditions qui existent en Italie et les infamies inouïes qui ont été et continuent à être commises par les sicaires de la bourgeoisie pour étouffer et détruire tout mouvement émancipateur ne peut que nous aider. Nous avons déjà appris qu'une rencontre internationale de protestation contre le fascisme s'est réunie à New York, le 18 de ce mois, et nous sommes sûrs que nos amis et tous ceux qui ont le sens de la liberté et de la justice feront tout ce qu'ils peuvent en Amé-

rique, en Angleterre, en France, en Espagne, etc.

Mais ce qui nous intéresse par-dessus tout, c'est ce qui doit se faire ici, en Italie, parce que c'est nous qui devons le faire et parce que, s'il est bon de tenir compte de toutes les forces auxiliaires, il est essentiel, en revanche, de ne pas trop compter sur les autres et de chercher notre salut en nous-mêmes, dans notre activité.

Au cours de ces dernières années, nous nous sommes associés pour une action pratique à divers partis d'avant-garde et nous nous en sommes toujours mal sortis. Devons-nous pour cela nous isoler, nous tenir à l'écart des contacts impurs et ne pas bouger ou ne tenter de bouger que quand nous pourrions le faire avec nos forces ou au nom de notre programme intégral ? Je ne le crois pas.

Etant donné que nous ne pouvons pas faire la révolution tout seuls, c'est-à-dire que nous ne pouvons pas, avec nos seules forces, attirer et pousser à l'action les grandes masses indispensables pour la victoire, et étant donné que, même en attendant un temps infini, les masses ne pourront pas devenir anarchistes avant que la révolution soit commencée ; étant donné, enfin, que nous resterons donc nécessairement une minorité relativement petite jusqu'au jour où nous pourrions éprouver nos idées dans la pratique révolutionnaire, refuser notre concours aux autres et attendre pour agir d'être en état de le faire tout seuls, ce serait en pratique, et malgré les grandes phrases et les propositions radicales, se condamner à dormir et se refuser à s'engager en prétendant, pour s'excuser, vouloir en un seul bond arriver d'un coup au but.

(1) *Umanita Nuova*, 26 août 1922

Je sais bien — et si je ne le savais pas depuis longtemps, je l'aurais appris récemment — que moins les individus et les groupes mordent le frein de la discipline des partis autoritaires et y restent avec l'espérance que leurs chefs, un jour, se décideront à ordonner l'action générale, nous, les anarchistes, nous sommes les seuls à vouloir effectivement la révolution et à la vouloir le plus vite possible. Mais je sais aussi que les circonstances sont fréquemment plus fortes que la volonté des individus, et qu'une fois ou l'autre, si nos cousins de divers côtés ne veulent pas mourir de façon ignominieuse comme partis et livrer toutes leurs idées, toutes leurs traditions et tous les meilleurs de leurs sentiments à la monarchie, ils devront se décider à engager la lutte finale. Et aujourd'hui même, ils pourraient y être contraints par la nécessité de défendre leur liberté, leurs biens et leurs vies.

Nous devrions, dès lors, être toujours disposés à aider ceux qui veulent agir, même si cela implique le risque de se retrouver ensuite seuls et trahis.

Mais, tout en donnant aux autres notre concours, ou mieux, tout en cherchant toujours à utiliser les forces des autres et à profiter de toutes les possibilités d'action, nous devons rester toujours nous-mêmes et nous mettre en état de faire sentir notre influence et de peser au moins en proportion de nos forces réelles.

Et pour cela, il faut s'entendre, se réunir, s'organiser de la façon la plus efficace possible.

D'autres, pour des buts que nous ne voulons pas qualifier, continuent néanmoins à déformer et à diffamer nos buts. Tous les camarades qui voudront agir réellement jugeront ce qu'il leur convient de faire.

En ce moment, comme dans toutes les périodes de dépression et de stagnation, nous sommes affectés par une recrudescence de byzantinisme ; et certains s'amuse à discuter pour savoir si nous sommes un parti ou un mouvement, si nous devons nous unir en unions ou en fédérations et mille autres vécilles semblables ; peut-être entendrons-nous dire un jour que *"les groupes ne doivent*

*avoir ni secrétaire ni trésorier, mais doivent charger un camarade de tenir la correspondance et un autre de garder l'argent"*. Les byzantins sont capables de tout ; mais les hommes d'action laissent cuire dans leur bouillon ces gens de bonne foi et surtout ceux qui ont une foi peureuse, et pensent à agir.

Chacun fait ce qui lui semble juste, avec ceux avec qui il le croit juste, mais le fait.

Aucun homme de bonne foi et de bon sens ne niera que pour agir avec efficacité il faut se concerter, s'unir, s'organiser.

Aujourd'hui, la réaction tend à étouffer tout mouvement public et naturellement le mouvement, comme disent les Russes, tend à *"se cacher sous terre"*.

Nous retournons à la nécessité de l'organisation secrète ; eh bien, soit. Mais l'organisation secrète ne peut être tout et ne peut comprendre tout le monde.

Nous avons besoin de maintenir et d'accroître nos contacts avec les masses, nous avons besoin de chercher de nouveaux prosélytes en faisant la propagande la plus large possible, nous avons besoin de garder dans le mouvement tous les éléments qui ne sont pas adaptés à une organisation secrète, et qui, parce qu'ils sont trop connus, risqueraient de le compromettre. Il est incontestable que les membres les plus utiles pour une organisation secrète sont ceux dont les adversaires ne connaissent pas les idées et qui peuvent travailler sans être suspectés.

Il ne faut donc, à mon avis, rien défaire de ce qui existe. Il faut ajouter d'un autre côté, et que cet autre côté soit mis en œuvre de la manière qui correspond aux nécessités du mouvement.

Que l'on n'attende pas l'initiative des autres : que chacun prenne les initiatives qu'il croit bonnes dans sa localité, dans son milieu, et cherche ensuite, avec les précautions nécessaires, à associer son initiative propre à celles des autres, pour arriver à la collaboration générale nécessaire pour une action digne de ce nom.

Nous sommes, il est vrai, dans un moment de dépression. Mais aujourd'hui, l'histoire marche vite : préparons-nous aux événements prochains.

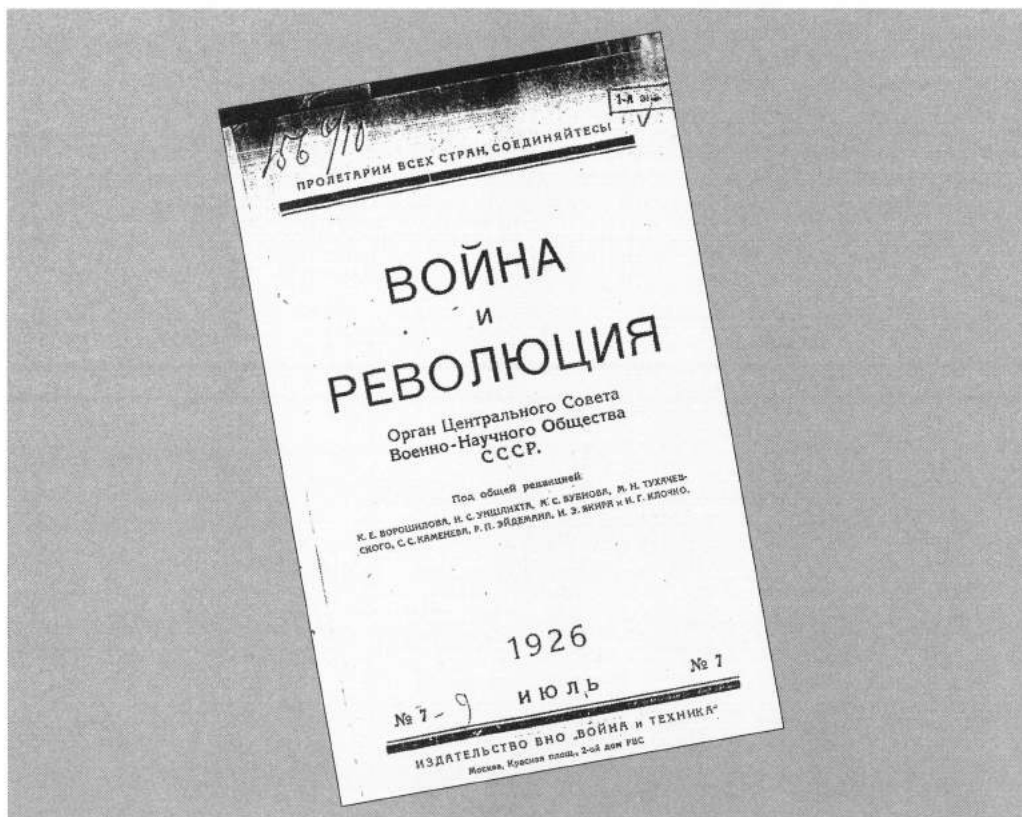
**Mikhaïl  
Toukhatchevski :  
les révoltes  
paysannes  
(Tambov et autres)**

Mikhaïl Toukhatchevski, après avoir dirigé la contre-offensive de l'Armée rouge contre l'invasion de la République soviétique par l'armée polonaise de juin à août 1920, qui s'est achevée par la défaite de l'Armée rouge aux portes de Varsovie, a commandé sur le plan militaire la répression de la révolte de Cronstadt (mars 1921), puis de celle des paysans de la région de Tambov, aussitôt après (1).

En 1926, dans la revue *Guerre et Révolution*, dirigée par un comité de rédaction dont il est membre avec Vorochilov, Ounschlicht, Boubnov, Serge Kamenev (2), Eideman, Iakir et Klotchko, il publie un long article, intitulé "La lutte contre les soulèvements contre-révolutionnaires".

Si les développements sur Cronstadt traitent de façon quasi exclusive les aspects militaires de la bataille menée pour écraser la révolte des mutins, en revanche, les pages qu'il consacre à Tambov, et plus largement aux révoltes paysannes et aux "armées vertes" qu'ils formaient assez régulièrement, comportent une analyse sociale des racines des révoltes, de leur développement, de leurs habitudes, de leur comportement. Ce sont ces pages qui sont reproduites ci-après.

- (1) Sur la révolte paysanne de Tambov, voir le dossier publié dans le n° 4 des *Cahiers du mouvement ouvrier*.  
 (2) Chef d'état-major, à ne pas confondre avec Léon Kamenev.



## **“Dès que la guerre s’acheva, la paysannerie s’engagea dans une guerre économique et politique contre le pouvoir soviétique”**

**O**N peut diviser les formes de l’insurrection paysanne ou du banditisme paysan en trois groupes les plus caractéristiques :

1. — la lutte armée de la paysannerie contre la dictature de la classe ouvrière, suite à la rupture de l’alliance entre les ouvriers et les paysans ;

2. — l’insurrection paysanne sur un territoire frontalier avec un Etat bourgeois, organisée de l’étranger par le capital étranger ;

3. — l’insurrection de paysans, et parfois de populations nomades, qui est le résultat non seulement de l’alliance brisée entre les ouvriers et les paysans, mais aussi la conséquence d’une politique nationale incorrecte (exemple : le mouvement des basmatchis) (1).

Malgré les différences qui séparent ces formes fondamentales de l’insurrection paysanne, il y a dans toutes une grande part de similitudes. Si nous étudions la manière dont se constitue la lutte armée de l’insurrection, nous voyons qu’avant tout la paysannerie s’efforce d’organiser son propre pouvoir local, qui, en s’élargissant régulièrement, prend les formes d’un pouvoir étatique local. Parfois, ce pouvoir naissant s’efforce de s’élargir et d’embrasser tout le pays, parfois il se limite de façon obtuse à ses intérêts étroits, la défense directe de la propriété paysanne locale.

Les formes de ce pouvoir paysan naissant sont diverses. Dans l’insurrection de Tambov (l’Antonovchtchina) (2), ce pouvoir s’incarna dans la prétendue “Union de la paysannerie travailleuse” (UPT), ramifiée en UPT de volost (3), de district et de province. Le Parti socialiste-révolutionnaire était le dirigeant de l’UPT. Les UPT jouaient le rôle d’organes de pouvoir local, solidement organisés, alors que l’influence soviétique à la campagne était totalement absente. Dans le banditisme frontalier biélorusse, ce sont les “Unions de défense de la patrie et de la liberté” qui jouèrent le rôle d’organes locaux du pouvoir. Mais ces unions ne purent se maintenir et se renforcer suffisamment parce que le banditisme fut liquidé avant d’avoir pu développer des racines assez profondes.

Le pouvoir paysan local auto-organisé s’appuie sur des formations paysannes armées, que nous appelons d’ordinaire des bandes. La force armée paysanne a toujours un caractère de milice territoriale. Les bandes représentent une partie constituante vivante de la paysannerie locale et, dans ces conditions, leur nature

### **Notes de la rédaction :**

(1) Nom donné à des tribus révoltées d’Asie centrale.

(2) Du nom du militant Antonov, qui en assura la direction.

(3) District paysan.

de milice constitue la force essentielle du banditisme et rend ce dernier difficile à extirper.

Il est indispensable de parler un peu plus en détail du système des forces armées du banditisme, de sa stratégie et de sa tactique.

D'ordinaire, les détachements armés de l'insurrection paysanne sont des détachements de cavalerie répartis en unités par villages, volost ou territoires. Ces divisions géographiques servent aux bandes de source essentielle d'armement, d'entretien et de ravitaillement. D'ordinaire, l'organisation est construite strictement sur le principe territorial. Certes, en accomplissant leurs raids, les détachements insurgés changent sans se gêner leurs chevaux fatigués contre des chevaux frais dans d'autres territoires que les leurs, mais ils finissent toujours par revenir sur leurs territoires, surtout après un échec.

L'armement le plus répandu chez eux est formé de carabines, revolvers et sabres. Mais, dans toute une série de cas, lors de la révolte de Tambov, nous nous sommes heurtés à des bandes très nombreuses, composées en partie d'hommes armés et en partie d'hommes ne possédant qu'un armement primitif constitué par des instruments de la vie paysanne : fourches, haches, etc. De tels phénomènes n'apparaissent que lorsque le pouvoir insurrectionnel s'est renforcé et n'a pas eu d'affrontements réguliers avec l'Armée rouge, ce qui accroît son audace. Les bandes déploient tous leurs efforts pour susciter des accrochages couronnés de succès avec des détachements de l'Armée rouge et s'emparer du plus grand nombre possible d'armes. A Tambov, après toute une série d'accrochages de ce genre, nous avons rencontré des bandes armées non seulement de carabines, mais aussi de mitrailleuses et de canons. Dans les districts frontaliers, l'armement et les munitions viennent de l'étranger. Dans les zones centrales, cet armement provient de celui que possède la population, est acheté dans les villes, volé dans les dépôts d'artillerie, ou, enfin, est obtenu auprès des détachements de l'Armée rouge mis en pièces.

Bien que les bandes soient presque toujours à cheval et effectuent régulièrement des trajets allant jusqu'à 150 verstes (4) par jour, elles manquent habituellement de selles, qu'elles remplacent par des oreillers.

Les bandes insurrectionnelles commencent par agir de façon désordonnée. Puis elles s'organisent progressivement. Un état-major se constitue, la formation combattante des unités se développe et, petit à petit, ces bandes se transforment en unités à demi régulières, mais gardent jusqu'au bout les principes de la formation territoriale.

Les liaisons sont assurées minutieusement, surtout par des délégués de villages. Vu la sympathie de la population paysanne et le soutien actif qu'elle apporte aux bandes, ces liaisons sont assurées naturellement et sans problème. Il est presque impossible de les découvrir.

Ces bandes développent une activité de renseignement civile et militaire. Toute la paysannerie qui sympathise avec elle y participe, ainsi que les éléments urbains contre-révolutionnaires, avec lesquels l'insurrection maintient une liaison ininterrompue. Grâce à cette activité, le banditisme reçoit les renseignements indispensables sur la localisation et les mouvements des unités de l'Armée rouge, ainsi que sur les possibilités de se ravitailler en armement et en munitions.

Quels sont les buts de la lutte armée de la paysannerie ? Quelles tâches stratégiques se fixe-t-elle ?

Première tâche : conserver sur place les organes du pouvoir paysan. Cette tâche est remplie par des détachements aux fins locales (milice, garde armée, etc.). Ces détachements ont aussi pour tâche la lutte avec les représentants isolés du pouvoir soviétique à la campagne. En un mot, ils remplissent le rôle d'une gendarmerie paysanne.

Deuxième tâche : la lutte avec les unités de l'Armée rouge, afin de les anéantir ou de les chasser du territoire de l'insurrection. Cette lutte se manifeste

(4) Une verste est égale à un peu plus d'un kilomètre (un kilomètre et soixante mètres).



par des raids-surprise, des accrochages inattendus, des embuscades, etc., effectués soit par des raids à longue distance, soit surtout par des incursions de détachements locaux.

Troisième tâche : l'élargissement des territoires de l'insurrection et l'occupation de villes. Il s'agit là, à la fois, d'un objectif passif d'autoprotection assurée par l'élargissement du territoire de l'insurrection, et d'un objectif actif en cas de succès de l'insurrection à un niveau plus élevé.

Les actions tactiques des détachements de bandits sont toujours marquées par le sens de l'initiative et la soudaineté. Disposant d'un bon service de renseignements, les bandes attendent les unités de l'Armée rouge à l'endroit le plus propice et les attaquent au moment le plus avantageux pour elles. Lors de grandes expéditions, les bandes changent leurs chevaux fatigués contre des montures fraîches. Leur mouvement s'effectue souvent de manière conjointe, individuellement et par groupes en unités organisées, aussi bien que sous la forme d'un déplacement d'habitants pacifiques. Et très souvent, le rassemblement de tous ces groupes s'effectue juste avant le combat que la bande a décidé d'engager.

Leur attaque est déclenchée avec rapidité et décision et, en cas de succès, elle est suivie d'une féroce répression à l'encontre des vaincus. L'armement et les munitions sont entièrement raflés.

Les bandes craignent les échecs dans ces affrontements, non seulement par souci d'autoconservation, mais parce qu'elles comprennent que la perte de leur armement mène à une extinction rapide du banditisme. Si un accrochage se termine mal pour elle, la bande se transforme extérieurement en rassemblement d'habitants parfaitement pacifiques, qui dissimulent leurs armes sous leurs vêtements, dans les charrettes paysannes ou dans des cachettes, et ils s'installent dans leur district territorial. C'est dans cette façon d'agir et de consolider ses groupes armés que réside toute la force du banditisme. Les unités territoriales de bandits ne se distinguent en rien, dans leur apparence extérieure, de l'ensemble de la po-

pulation paysanne. On peut ne pas distinguer le bandit qui part au combat du paysan qui part au travail. Les bandes livrent combat dans les lieux qui leur sont favorables et au moment qui leur convient. Cela leur garantit la sympathie du milieu paysan. Et par des attaques soudaines, les bandes s'efforcent d'accroître les ressources de la lutte armée.

Dans le cas d'un échec, les bandes sont difficiles à attraper. Elles se dispersent individu par individu, sont cachées par des paysans qui sympathisent avec eux, se donnent pour de paisibles paysans, s'infiltrant peu à peu dans leur district territorial, où la bande se rétablit et se prépare à de nouvelles actions combattantes.

L'Armée rouge, qui se heurte dans les districts infectés par le banditisme à la malveillance générale de la paysannerie, incapable d'organiser un bon service de renseignements, etc., ne peut arriver à extirper le banditisme si n'est pas mené en même temps un travail de soviétisation des districts de l'insurrection paysanne, la liquidation du pouvoir contre-révolutionnaire local et la mise en place d'organes du pouvoir soviétique.

## Comment extirper les bandes

Nous avons examiné plus haut l'essence de l'insurrection paysanne, ou de ce que l'on appelle le banditisme. On peut avoir l'impression extérieure qu'aussitôt que les détachements de bandits seront écrasés et anéantis, s'instaurera un calme absolu, et la paysannerie insurgée fera la paix avec la dictature du prolétariat. C'est avec cette idée en tête qu'ont été menées dans un premier temps les actions contre les détachements de paysans insurgés. Cependant, cette attitude s'est avérée en théorie et en pratique irrationnelle, et, en fin de compte, nous avons adopté des mesures plus profondes d'ordre militaro-politique et économique.

Dans les districts où l'insurrection s'est implantée, il faut mener non pas des combats et des opérations, mais une

guerre totale, qui doit s'achever par l'occupation solide du district insurgé, y réinstaller les organismes détruits du pouvoir soviétique et liquider la possibilité même de formation de détachements de bandits par la population. En un mot, la lutte doit être menée, pour l'essentiel, non contre les bandes, mais contre toute la population locale. Bien entendu, cette lutte ne repose pas sur les seules actions de la force armée, mais sur un large travail politique.

Dans l'ensemble, en remplissant la tâche de l'extirpation du banditisme, il est indispensable avant tout de s'emparer des organes du pouvoir paysan local d'autodétermination, dirigés d'ordinaire par des partis social-traîtres, et de les liquider. Ce travail de liquidation du pouvoir insurrectionnel doit s'accompagner de l'installation des organes du pouvoir soviétique, d'abord sous la forme de comités révolutionnaires, puis de la transformation de ces derniers en comités exécutifs au fur et à mesure que le système soviétique se consolide.

La tâche de l'Armée rouge consiste, d'un côté, à soutenir les organes soviétiques du pouvoir et, de l'autre, à mettre en pièces les bandes armées au fur et à mesure que s'élargit la soviétisation du district insurgé, afin d'arriver à ce que les bandes mises en déroute ne puissent plus impunément se fixer dans leur district et soient capturées.

Inutile de préciser que le mouvement insurrectionnel paysan ne peut être liquidé jusque dans ses racines si la classe ouvrière ne parvient pas à se mettre d'accord avec la paysannerie, afin que les intérêts de la paysannerie ne soient pas bafoués par la construction socialiste de l'Etat, c'est-à-dire si la classe ouvrière ne parvient pas à établir avec la paysannerie ce bloc solide dont Lénine parlait

tant. Pendant la guerre civile, la paysannerie hésitait constamment. Tantôt, elle défendait sa terre contre les grands propriétaires terriens, dans les rangs de l'Armée rouge ou dans ceux de l'armée verte (5), qui agissait sur les arrières des troupes de l'Armée blanche passant à l'offensive ; tantôt, au contraire, elle défendait ses propres intérêts, bafoués par les réquisitions alimentaires, passait du côté des blancs et combattait l'Armée rouge.

Néanmoins, aussi longtemps que le danger émanant des grands propriétaires terriens était perceptible et saisissable, le passage de la paysannerie du côté des blancs, malgré de constantes hésitations, ne durait d'ordinaire pas longtemps et le premier contact avec les intérêts et la politique des propriétaires terriens à l'offensive ramenait la paysannerie vers le pouvoir soviétique. Ainsi, aussi longtemps qu'un danger direct menaçait la terre enlevée aux propriétaires terriens, la paysannerie avait beau trouver pesante la politique de ravitaillement du pouvoir soviétique, elle soutenait néanmoins ce dernier. Mais dès que la guerre s'acheva, dès que la paysannerie se sentit définitivement maîtresse de la terre dont elle s'était emparée, elle engagea non seulement une lutte économique et politique contre le pouvoir soviétique, mais par endroits elle lui déclara même la guerre. C'est ce qui se passa à Tambov et, pendant un temps, en Sibérie, en Ukraine et ailleurs.

*(Voïna i revolioutsia, n° 7, 1926, pp. 6 à 10)*

(5) Armées autonomes locales de paysans, qui ne se ralliaient en général ni aux blancs ni aux rouges, et se battaient souvent contre les uns et les autres.

**Sur  
la maladie  
de Lénine  
et la manière  
dont il fut soigné  
(première partie)**

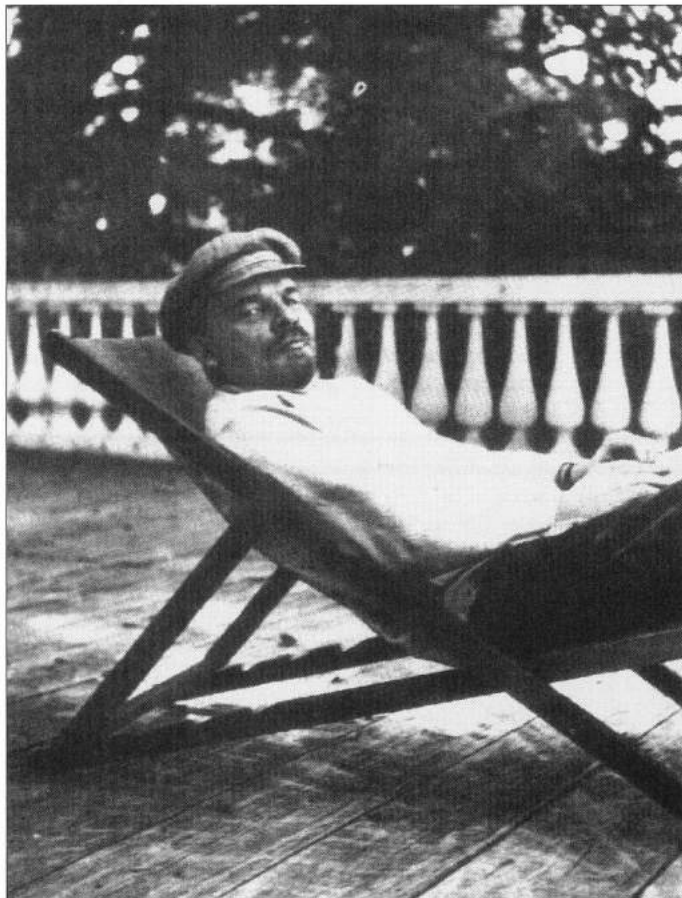
**(Iouri Lopoukhine)**

**La maladie de Lénine a, dès qu'elle se déclare,  
plusieurs aspects politiques.**

**L'un est connu depuis longtemps : la manière dont Staline utilise l'absence prolongée de Lénine de la scène politique et son affaiblissement pour prendre une place et des décisions contre lesquelles Lénine se mobilise de plus en plus difficilement ; la façon dont Staline se fait confier par le bureau politique du Parti bolchevique "l'isolement" de Lénine, destiné prétendument à lui éviter toute fatigue inutile et qui le place entre les mains de Staline, auquel les secrétaires de Lénine rapportent tout...**

**Un autre aspect est beaucoup moins connu :  
la manière dont Lénine a été soigné.**

**C'est à ce dernier point que Iouri Lopoukhine, médecin et historien de son état, consacre une longue étude, appuyée sur des documents d'archives à ce jour inutilisés, intitulée : *Lénine : la vérité et les mythes sur la maladie, la mort et l'embaumement*, dont nous extrayons, avec l'accord de l'auteur, les pages ci-après, et dont la deuxième partie sera publiée dans le prochain numéro.**



# De quoi donc Lénine était-il malade ?

## Témoins muets d'un temps révolu

Je ne m'imaginai pas et ne pouvais me représenter à quel point les vieux documents d'archives se rapportant à la période de la maladie et de la mort de Lénine pouvaient posséder une telle charge émotionnelle. On peut beaucoup sentir, comprendre et lire entre les lignes de ces pages vieilles par le temps, témoins muets d'un temps révolu.

Voici, par exemple, une feuille de bloc-notes arrachée, portant l'écriture en grosses lettres espacées de N. A. Semachko. Cet intellectuel de vieille formation, proche de Lénine, commissaire du peuple à la Santé, était, comme l'affirma plus tard Vorochilov à la commission sur la perpétuation de la mémoire de Lénine, hostile à la conservation durable du corps du dirigeant défunt ; c'est pourquoi, selon Vorochilov, il fallait "*chasser de la commission*" ce médecin consciencieux, qui prenait à cœur sa responsabilité, qui considérait peut-être qu'il avait une responsabilité personnelle particulière dans l'issue fatale de la maladie d'un homme qu'il respectait beaucoup et qui se reprocha son impuissance à préserver la vie de Vladimir Ilitch Lénine ; troublé, Semachko demanda avec insistance à l'anatomo-pathologiste A. I. Abrikossov d'accorder une attention particulière à la

nécessité d'obtenir des preuves morphologiques sérieuses de l'absence chez Lénine d'affections d'origine syphilitique, afin de préserver l'image lumineuse du guide.

J'ai sous les yeux les beaux carnets soigneusement brochés, avec une couverture noire de calicot et un estampage d'argent, qui contiennent une énorme quantité de résultats d'analyses d'urine et de très longs graphiques de la dynamique des indices essentiels des analyses, en principe pas vraiment nécessaires et qui n'expliquent rien du tout. On ne peut que constater le soin et la conscience avec lesquels le service sanitaire du Kremlin travaillait et le souci d'une jolie présentation des documents !

Sont aussi conservées les diverses variantes (il y en a au moins trois) des procès-verbaux de l'autopsie de Lénine. Écrits à la main sous la dictée, ils comportent de nombreuses traces de corrections, de recherche des formulations les plus correctes ; le texte est parsemé de paragraphes barrés ou d'autres intercalés.

Il est visible que l'établissement du document final, constitué de trois pages de texte serré exposant l'histoire de la maladie, les étapes du traitement et la cause de la mort de Vladimir Ilitch Lénine, a provoqué des difficultés particulières. On trouve tout dans cette histoire de la maladie : la justification des déci-

sions prises par les médecins, et qui, dans leur majorité (si l'on tient compte du diagnostic véritable), se sont avérées douteuses et mêmes incorrectes, la mise en valeur des prétendus succès du traitement entrepris. Malheureusement, les archives ne contiennent pas les résultats des analyses de sang, malgré la fréquence bien connue de ces analyses. Mais, par bonheur, a été conservée une petite feuille, à demi transparente, comportant les résultats de l'analyse de la moelle épinière.

## Un cerveau ravagé de lésions, cicatrices et cavités

De grands cartons contiennent des photographies et une description précise du cerveau de Lénine. On y voit à quel point la maladie a sauvagement abîmé un puissant appareil de pensée : tout l'hémisphère gauche du cerveau de Lénine est ravagé par des lésions, des cicatrices et des cavités. Dans les cartons d'archives comprenant des photographies du cerveau et des coupes en couleur des tissus (du cerveau, de l'aorte, des vaisseaux, des reins, du foie), insérés entre des plaques de verre transparentes, on sent encore l'odeur forte du formol et quelque chose d'impalpable, propre aux laboratoires d'anatomie.

Il était impossible, néanmoins, de ne pas remarquer que la majorité écrasante des documents que j'ai vus sont pendant toutes ces années restés pratiquement en dehors du champ de vision des historiens, que, pendant plus de soixante-dix ans, ils n'ont dans leur ensemble pas été consultés. Or ce sont précisément ces documents et eux seuls qui peuvent éclairer l'un des problèmes volontairement ou involontairement les plus embrouillés de la biographie de Lénine : la nature de sa maladie. Il n'est guère raisonnable de tourner le dos à la nécessité de réunir des preuves documentaires complètes sur l'affection véritable, en

niant farouchement toutes les autres versions que l'athérosclérose (1) ; ce serait se comporter comme le savant voisin d'Anton Tchekhov, qui affirmait : *"Cela ne peut pas être, parce que cela ne peut jamais être."* L'histoire, comme la nature, ne tolère pas le vide et les taches blanches. Et l'absence de données fiables est comblée par des inventions ou par un mensonge qui ressemble à la vérité...

## Les obscurités du diagnostic

Comme cela arrive malheureusement souvent lorsqu'un grand nombre de spécialistes suivent en même temps très attentivement un patient, le diagnostic évident que pourrait même faire un étudiant est remplacé de façon étonnante par un diagnostic collectif, certes intelligent et rationnellement argumenté, mais finalement erroné.

Avec les meilleures intentions du monde, lorsque la santé de Lénine se détériora, Semachko invita en consultation un grand nombre de spécialistes éminents de Russie et d'Europe. Malheureusement, ils embrouillèrent plus qu'ils n'élucidèrent la nature de l'affection dont souffrait Lénine. On établit à son propos trois diagnostics erronés, qui entraînèrent un traitement inadéquat : neurasthénie (surmenage), empoisonnement chronique au plomb et syphilis du cerveau.

Au début de la maladie, qui se manifesta à la fin de 1921, alors que l'épuisement accabla un Lénine encore fort et robuste, les médecins soignants firent à l'unanimité un diagnostic de "surmenage". Il apparut cependant très vite que le repos n'apportait guère d'amélioration et qu'aucun des symptômes de souffrance (maux de tête, insomnie, chute de la capacité de travail, etc.) ne disparaissait.

(1) Athérosclérose : maladie généralisée des artères, comportant en particulier une sclérose pariétale des artères ou artériosclérose, et se manifestant entre autres par l'ischémie du cerveau et des membres inférieurs.

Au début de 1922, avant la première attaque, apparut un nouveau diagnostic : empoisonnement chronique par le plomb dû aux deux balles restées dans les tissus nerveux après l'attentat de 1918 (2). On n'excluait pas non plus un empoisonnement au curare, dont les balles auraient été enduites. Il fut décidé alors d'extraire l'une des balles ; l'opération fut effectuée le 23 avril 1922 ; on le sait, elle n'eut aucun effet positif sur la santé, qui continuait alors à décliner, de Lénine.

C'est alors qu'apparut l'hypothèse de la syphilis, qui expliquerait l'altération du cerveau. Il est difficile aujourd'hui de dire qui a avancé cette version, qui traverse comme un fil rouge toute l'existence de Lénine avant sa mort et n'a jamais été soumise à révision au cours de sa vie. Dans les documents d'archives et dans la littérature publiée, presque tous les participants de ces conseils médicaux affirment avoir manifesté justement leur hostilité à ce diagnostic ; ils disent avoir alors supposé que la détérioration des vaisseaux du cerveau de Lénine était d'origine athérosclérotique. O. Förster, qui, à partir de 1922, suivit de façon pratiquement constante Lénine, juste après l'épisode du mois de mars (3) attribué à une prétendue intoxication "alimentaire", affirma qu'il avait alors diagnostiqué une "thrombose des vaisseaux du cerveau accompagnée d'un ramollissement" (du cerveau, NDA). G. Klemperer, qui suivit Lénine en même temps que Förster pendant un temps assez long, donna son accord à ce diagnostic.

En juin 1922, dans un rapport officiel qui fit suite à l'opération d'extraction de la balle, Klemperer affirme avoir déclaré : Lénine a eu une hémorragie cérébrale, qui n'a aucun lien avec la balle. Quinze ans après la mort de Lénine, en 1939, Klemperer déclara : "La possibilité d'une maladie vénérienne était exclue." Or Lénine fut soigné à l'aide de médicaments antivénériens : injections de préparations à l'arsenic, de préparations iodées, etc.

A la suite de la brusque détérioration de l'état de santé de Lénine due à une nouvelle attaque, arrivèrent à Moscou, en mars 1923, Strumpf, patriarche-neu-

ropathologue allemand de 70 ans, l'un d'un plus éminents spécialistes du tabès (4) et des paralysies spasmodiques ; S. E. Hentschell, spécialiste suisse des maladies du cerveau ; O. Minkovski, fameux spécialiste allemand du diabète ; O. Bumke, psychiatre allemand ; le professeur M. Nonne, fameux spécialiste allemand des affections neurosyphilitiques. Le conseil international formé par ces spécialistes et les médecins arrivés auparavant à Moscou, Förster, ainsi que Semachko, Kramer, Kojevnikov et d'autres, ne rejeta pas l'idée d'une genèse syphilitique de la maladie.

Après son examen de Lénine le 21 mars, le professeur Strumpf diagnostique : *endarteriitis luetica* (inflammation syphilitique de l'enveloppe interne des artères, ou endartérite), avec un ramollissement secondaire du cerveau. Et malgré les examens effectués en laboratoire (la réaction de Vasserman du sang et de la moelle épinière est négative), Strumpf affirme de façon catégorique : "La thérapie doit être purement spécifique (c'est-à-dire antisiphilitique)." Tout l'aréopage médical affirme son accord avec ce diagnostic.

On applique dès lors énergiquement à Lénine ce traitement antisiphilitique. Et après sa mort, alors que le diagnostic était clair, ce traitement antisiphilitique trouve une justification originale : "Les médecins ont défini la maladie comme la conséquence d'une sclérose étendue et partiellement localisée des vaisseaux du cerveau (*sclerosis vasorum cerebri*) et ils ont supposé la possibilité de son origine spécifique (comment peuvent-ils dire "supposer", alors qu'ils s'enfermaient dans une erreur hypnotique ! NDA), à la suite de quoi furent effectuées des tentatives d'application prudente de préparations à l'arsenic, au benzène et à l'iode."

(2) Attentat de Dora Kaplan, le 30 août 1918, qui tira plusieurs coups de feu sur Lénine à la sortie d'un meeting à l'usine Michelson.

(3) Attaque qui frappa Lénine en mars.

(4) Tabès : manifestation nerveuse de la syphilis tertiaire, c'est-à-dire arrivée à son stade ultime de développement.

Puis, après une virgule, suit un ajout à valeur d'excuse et de justification, noté dans la marge gauche : "*afin de ne pas laisser de côté cette médication, au cas où cet état serait confirmé*" ; puis le texte central reprend : "*Au cours de ce traitement est intervenue une amélioration tout à fait sensible, allant jusqu'à la disparition, des symptômes d'affection générale et locale, et les maux de tête cessèrent dès la première injection.*"

Les prudents docteurs (Gauthier, Förster, Kramer, Kojevnikov et les autres) rusent, bien entendu : une amélioration se produisit effectivement, mais en tout état de cause sans le moindre lien avec l'utilisation de préparations antisypilitiques. Mieux encore, ils écrivent plus loin : "*Le 10 mars, se produisit une paralysie totale des membres droits, avec manifestation d'une profonde aphasie ; cet état revêtit une forme ferme et durable. Prenant en compte la lourdeur des symptômes, il fut décidé de recourir au traitement par le mercure sous la forme de frictions et de Bismugenal, mais il fallut y mettre très vite fin (après trois frictions), après la découverte d'une inflammation des poumons du patient*", ou bien, comme l'écrivit Kramer, "*à la suite d'une idiosyncrasie, c'est-à-dire d'un phénomène de rejet*".

Il faut remarquer que Lénine nourrissait ce "*phénomène de rejet*" à l'égard des docteurs allemands eux-mêmes. Il comprenait intuitivement que ces docteurs lui faisaient plus de mal que de bien. Comme le reconnaissait Vladimir Ilitch Kojevnikov : "*Pour un Russe, les médecins allemands sont insupportables.*"

Y avait-il effectivement des arguments en faveur d'une syphilis nerveuse ? Lénine ne présentait aucun signe direct ou incontestable de syphilis. La réaction de Wasserman, tant du sang que de la moelle épinière, effectuée à plusieurs reprises, était négative. On peut certes avancer l'hypothèse d'une syphilis congénitale, si répandue en Russie à la fin du siècle passé et au début de ce siècle (d'après les données de Kouznetsov, citées par L. I. Kartamychev, dans les années 1861-1869, en Russie, chaque

année 60 000 individus étaient atteints de syphilis et, en 1913, à Moscou, il y avait 206 syphilitiques par tranche de 10 000 habitants). Mais cette hypothèse ne tient manifestement pas, pour la simple et bonne raison que les frères et les sœurs de Lénine sont nés à terme et étaient en bonne santé. Rien ne permet ensuite de supposer que Lénine ait pu être infecté de la syphilis à la suite de liaisons passagères qu'il ignora manifestement toujours.

Qu'est-ce qui, alors, a bien pu donner naissance au diagnostic de syphilis nerveuse ? Vraisemblablement la logique des cliniciens de la fin du siècle passé et du début de ce siècle : si l'étiologie est obscure, si le tableau de la maladie n'est pas clair, cherche donc la syphilis, elle a beaucoup de visages et beaucoup de formes ! "*Dès le début de la maladie de Lénine, écrivit F. Hentschell en 1978, une discussion se mena sur les causes de l'affection des vaisseaux : syphilis, épilepsie ou empoisonnement.*"

En ce qui concerne l'épilepsie, ou plus exactement les petites crises qui furent observées durant la maladie de Lénine, elles étaient provoquées par la présence de foyers d'irritation de la substance corticale du cerveau dus à un processus d'adhérence lors de la citatrisation des zones de nécrose (ischémie) (5) de divers secteurs du cerveau, ce que l'autopsie confirma.

L'autre diagnostic vraisemblable — l'athérosclérose des vaisseaux du cerveau — n'était pas lui non plus confirmé par des signes cliniques absolus et ne fut pas sérieusement discuté pendant la maladie de Lénine. Quelques arguments de poids allaient à l'encontre de ce diagnostic d'athérosclérose : d'abord, l'absence de symptômes d'ischémie (interruption de l'apport sanguin) des autres organes, qui sont caractéristiques d'une athérosclérose généralisée. Lénine ne se plaignait pas de douleurs au cœur, il aimait beaucoup marcher et n'avait pas de douleurs dans les membres accompagnées

(5) Ischémie : diminution ou rupture de l'irrigation sanguine d'une partie du corps.



du boitillement intermittent caractéristique de cet état. En un mot, il n'avait ni sténocardie ni signes d'affection des vaisseaux des extrémités des membres.

Second point : le déroulement de la maladie n'a pas été typique de l'athérosclérose ; il a été marqué par des épisodes de détérioration brutale de l'état général, par des parésies (6) et des manifestations de paralysie, qui se concluaient par un rétablissement presque total et assez rapide de toutes les fonctions ; cette alternance s'observa au moins jusqu'au milieu de 1923. Et l'un des points étonnants fut la conservation de l'intellect, qui d'ordinaire est fortement affecté après la première attaque. D'autres affections : la maladie d'Alzheimer, celle de Picq ou une sclérose diffuse furent évoquées dans les discussions des médecins, mais furent écartées à l'unanimité.

Était-il raisonnable de soigner Lénine par des médicaments antisypilitiques à partir d'un diagnostic aussi "mouvant" ?

Dans la médecine, il y a des situations où l'on applique un traitement à

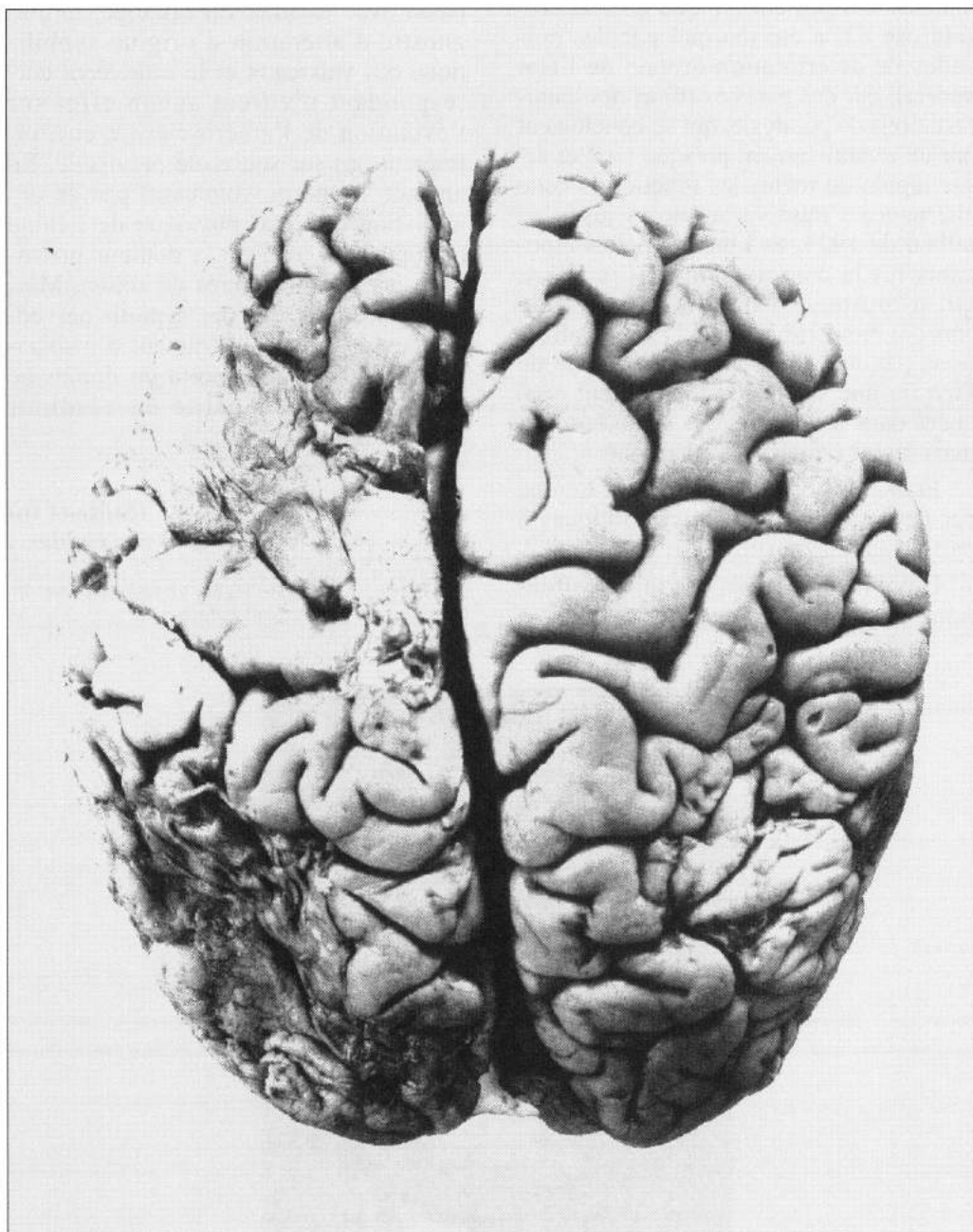
l'aventure, à l'aveuglette, lorsque la cause de la maladie apparaît incompréhensible ou n'est pas devinée : c'est ce que l'on appelle un traitement *ex juvantibus*.

C'est très probablement ce qui se passa avec Lénine. En principe, le diagnostic d'altération d'origine syphilitique des vaisseaux et le traitement correspondant n'eurent aucun effet sur l'évolution de l'athérosclérose et n'influèrent pas sur son issue prévisible. En un mot, ils ne provoquèrent pas de dégradation de l'état physique de Lénine (compte non tenu de la douleur provoquée par les procédures de soins). Mais le diagnostic erroné de "syphilis nerveuse" devint vite un instrument d'insinuations politiques, qui porta un dommage moral à la personnalité de Vladimir Ilitch Lénine.

(Suite et fin  
dans le n° 9 des *Cahiers*)

(6) Parésie : paralysie légère engendrant une diminution de la force musculaire.





Le cerveau de Lénine : on remarquera toutes les lésions qui affectent le lobe gauche.

**L'entourage  
de Staline  
à l'époque  
de la grande purge :**

**2. Kaganovitch,  
Mikoïan  
et Vorochilov**

**(Vadim Rogovine)**



L'enterrement de Kalinine, en 1946. Derrière le convoi, de gauche à droite : Beria, Malenkov, Staline, Molotov, Kaganovitch et Jdanov.

# Kaganovitch

**D**ANS les années qui ont précédé la Grande Terreur, Kaganovitch était déjà apparu comme l'un des satrapes staliniens les plus dévoués et flagorneurs, capable de la plus impitoyable cruauté. Pendant la collectivisation, il s'était rendu, ainsi que Molotov, dans les régions les plus troublées, muni de pleins pouvoirs de coercition. Leur furie s'abattait également sur les masses indociles et sur les responsables du parti jugés trop mous. A la réunion du comité central de juin 1957, il a été dit que, dans le Donbass, on se souvenait encore de la venue de Kaganovitch, pendant laquelle *"avait commencé l'extermination des cadres, ce qui avait entraîné le déclin de cette région"* (1). On rappela également à Molotov et Kaganovitch *"quel carnage ils avaient organisé au Kouban et dans les steppes de l'Ukraine (en 1932-1933, V. R.), sous prétexte d'un prétendu sabotage. Les victimes se sont comptées par milliers ! Et puis, ensuite, tous les responsables qui avaient organisé cette sale histoire (...) ont été victimes de la répression et il n'est plus resté de traces"* (2).

Malgré son niveau d'instruction extrêmement bas, Kaganovitch intervenait souvent pour *"fonder théoriquement"* les mesures de Staline *"sur le front idéologique"*. Falsifiant impudemment le marxisme, il exprimait les idées les plus obscurantistes. Ainsi, dans son discours à l'Institut de la construction et du droit soviétique (décembre 1929), il déclara : *"Nous rejetons la notion d'Etat de droit... Si un homme, prétendument marxiste, parle sérieusement d'Etat de droit ou, pire encore, applique cette notion à l'Etat soviétique, cela signifie qu'il... rompt avec l'enseignement marxiste-léniniste sur l'Etat"* (3). Dans

son discours *"Pour une étude marxiste-léniniste de l'histoire du parti"*, prononcé en 1931 à la séance du présidium de l'Académie communiste, Kaganovitch déclara que *l'Histoire du PC (b)*, parue sous la rédaction de Iaroslavski, était *"une histoire teintée de trotskysme"*.

Pendant les premiers mois de la grande purge, Kaganovitch ne se laissa arrêter par aucune barrière morale, face à la nécessité d'exterminer ses compagnons de parti les plus proches. A la fin de 1936, le dirigeant bien connu Fourer se suicida ; c'est lui qui, selon l'expression de Khrouchtchev, avait été *"le père"* de Stakhanov et Isotope, en organisant autour de leurs records une bruyante campagne de propagande. Kaganovitch appréciait beaucoup Fourer, avec qui il avait travaillé en Ukraine et à Moscou. Dans un mot d'adieu, Fourer écrivait qu'il quittait la vie parce qu'il ne pouvait se résigner à l'arrestation et l'exécution d'innocents. Quand Khrouchtchev, à qui on avait transmis cette lettre, la montra à Kaganovitch, celui-ci pleura : *"Il sanglotait littéralement."* Puis la lettre parvint à Staline, qui déclara ironiquement à propos de Fourer, au comité central de 1936 : *"Et quelle lettre il a laissé après son suicide, à vous tirer des larmes."* Staline qualifiait le suicide de Fourer et d'autres dirigeants du parti de *"l'un des derniers moyens forts et l'un des plus faciles"* (sic, V. R.) auxquels recourent les opposants pour *"tromper une dernière fois le parti avant de mourir par le moyen du suicide et de le mettre dans une situation idiote"*. Après quoi, se sou-

(1) *Istoritcheskii Arkhiv* (Archives historiques), 1993, n° 1, p. 77.

(2) *Ibidem*, 1994, n° 1, pp. 20-21.

(3) *L'Etat soviétique et la révolution du droit*, 1930, n° 1, p. 9.

vient Khrouchtchev, il ne mentionna plus jamais le nom de Fourer : *“Visiblement, il avait peur que je puisse raconter à Staline qu’il avait pleuré (4).”*

Cumulant en 1937-1938 trois postes dirigeants (secrétaire du comité central, commissaire du peuple aux Transports et commissaire du peuple à l’Industrie lourde), Kaganovitch entreprit une purge radicale et impitoyable dans les commissariats de son ressort. Avec l’aval de Kaganovitch, furent arrêtés son suppléant au ministère des Transports, tous les dirigeants des chemins de fer et bien d’autres, dont les efforts avaient permis au transport ferré de sortir de l’ornière dans les années 1935-1936.

A la séance du bureau du comité exécutif du parti de Moscou du 23 mai 1962, qui examinait la question de l’exclusion de Kaganovitch du parti, on lui présenta une photocopie de sa lettre au NKVD où il exigeait l’arrestation de centaines de dirigeants des transports. On lui présenta aussi des dénonciations sur lesquelles il avait apposé la mention : *“Un espion, je suppose, l’arrêter”* ; *“L’usine marche mal, je suppose que ce sont tous des ennemis.”* Dans une de ces lettres, Kaganovitch exigeait l’arrestation d’un communiste accusé d’être un espion allemand, parce que, avant la guerre, son père avait été un grand industriel et que ses trois frères étaient à l’étranger. Quand on lui demanda pourquoi il envoyait de telles lettres, Kaganovitch répondit : *“Je ne m’en souviens pas. C’était il y a vingt-cinq ans. Si on les a trouvées, c’est que je les ai écrites. C’était, bien sûr, une grossière erreur (5).”*

Un des participants à cette réunion a raconté : *“Mon père était un vieux cheminot, nous vivions non loin du ministère, dans une maison où habitait le noyau communiste des transports... Comment Kaganovitch s’est-il débarrassé de tous ces gens ? Un jour, je suis rentré à la maison, mon père avait entre les mains une photo de groupe et pleurait. De tout le groupe, plus un n’était en vie (6).”*

A la réunion de juin 1957, Jelaguine a parlé de l’atmosphère qui s’était instaurée dans les transports dans les années 1930 : *“Je me souviens bien de l’époque*

*où il (Kaganovitch) sévissait, instaurant un régime de total arbitraire ; tous les cheminots (j’étais moi-même machiniste) étaient terrorisés et la répression avait pour résultat que les meilleurs machinistes, les plus expérimentés, paralysés par la peur, laissaient passer les flèches et sémaphores de contrôle, ce pour quoi ils étaient ensuite injustement punis. Voilà le ministre qui a fondé sur le sang sa réputation de ministre de fer (7).”*

A la réunion du CC de juin 1957 et à la séance du 23 mai 1962, il fut rappelé à Kaganovitch de nombreux faits concrets de sa participation à la grande purge : *“Vous souvenez-vous du camarade Roudenko, ancien dirigeant du trust Artemougol ? Sa femme vous maudit, camarade Kaganovitch (8).”* « *Je me souviens comment, visitant l’usine Ouralwagonzavod, vous marchiez bras dessus, bras dessous avec le directeur, le camarade Pavlotski, entourés tous deux des travailleurs et constructeurs de l’usine. Je me souviens de l’accueil qu’on vous a fait et de la bonne humeur qui régnait. Et dans la nuit qui a suivi, tout a été assombri par l’arrestation, c’était la troisième vague d’arrestations, de presque tous les dirigeants du chantier... Je me souviens qu’après votre passage à Nijni Taguil, le chef du NKVD s’est suicidé. Il a mal visé et a survécu encore quelques jours ; il a alors expliqué son acte ainsi : “Je ne peux plus continuer à inventer des ennemis” (9). »*

En plus des exactions commises envers le personnel de “ses” ministères, Kaganovitch a signé de très nombreuses listes d’exécution de responsables du parti. On a, entre autres, trouvé dans les archives une liste de 114 personnes, condamnées à être fusillées, portant la mention de la main de Kaganovitch :

(4) *Voprossy Istorii (Questions d’histoire)*, 1995, n° 5, pp. 53-54 ; 1995, n° 1, p. 11.

(5) *Voprossy Istorii KPSS (Questions d’histoire du PCUS)*, 1989, n° 5, pp. 99 à 101.

(6) *Ibidem*, p. 99.

(7) *Istoritcheskii Arkhiv*, 1994, n° 1, p. 10.

(8) *Ibidem*, p. 8.

(9) *Moskovskaïa Pravda*, 1989, 10 janvier.

“*J’approuve*” (10). On a trouvé également une directive de lui concernant les assignés à résidence ayant purgé leur peine et revenus chez eux : “*Arrêter tous ceux qui sont revenus et les fusiller. Me rendre compte de l’exécution* (11).”

En 1937-1938, Kaganovitch a participé à plusieurs expéditions punitives. A son retour de Kiev, il a raconté comment, à la réunion des membres du parti spécialement convoquée, il avait “*littéralement rugé*” : “*Alors, vous le sortez, vous le mettez sur la table, tout ce que vous savez sur les ennemis du peuple ?* (12).” Le soir même, près de 140 dirigeants du parti et des usines étaient arrêtés (13).

La visite de Kaganovitch dans la région d’Ivanovo se révéla particulièrement funeste ; les communistes locaux la baptisèrent “*la tornade noire*”. Racontant le séjour de Kaganovitch, Schneider, qui était alors l’adjoint du chef du NKVD de la région, se souvient : le 7 août 1937, un train spécial est arrivé à Ivanovo, avec un groupe de dirigeants du comité central, dirigé par Kaganovitch et Chkiriatoï ; on leur donna une garde de plus de trente hommes. Tous les dirigeants de la direction du NKVD étaient venus à la gare accueillir la délégation du comité central (le comité local du parti n’avait pas été averti). Kaganovitch et Chkiriatoï refusèrent de loger dans la datcha du comité du parti que l’on avait préparée pour eux et s’installèrent dans la datcha du chef du NKVD, Radzivilovski. Pratiquement toute la police locale fut mobilisée pour garder la chaussée qui menait à cette datcha. Il y avait une forêt derrière la datcha, un escadron entier de cavalerie de police en état d’alerte y fut déployé (14).

Le lendemain de son arrivée à Ivanovo, Kaganovitch envoya un télégramme à Staline, où il annonçait qu’une “*première consultation des documents*” l’avait conduit à la conclusion qu’il fallait arrêter immédiatement deux des dirigeants du comité régional. Quelques jours plus tard, il envoyait un deuxième télégramme : “*Après consultation des documents, il apparaît que le sabotage trotskyste droitier a pris ici de vastes*

*proportions dans l’industrie, l’agriculture, le commerce, l’approvisionnement, la santé, la culture et le travail politique.*”

Ayant reçu de Staline les pleins pouvoirs pour procéder à des arrestations, Kaganovitch ne se priva pas du plaisir de transformer la répression contre les responsables du parti en une sorte d’atroce mise en scène à grand spectacle. Pour cela, il convoqua la réunion plénière du comité de région, au cours de laquelle la plupart de ses membres furent arrêtés.

Comment cela s’est passé, on peut le lire dans la nouvelle *Il n’y a plus de questions*, écrité par A. Vassiliev, fils du secrétaire du parti de la ville d’Ivanovo, arrêté ce jour-là. Le héros de la nouvelle, un membre de l’appareil ayant survécu aux années 1930 par miracle, se souvient :

« *Le premier à entrer en scène fut un homme à barbichette* (en fait, Kaganovitch avait remplacé sa barbe “à la Lénine” par les moustaches “à la Staline” en 1933, V. R.). *Jusqu’alors, je ne l’avais vu que sur les portraits. C’était alors un personnage très puissant, à la fois commissaire du peuple et secrétaire du comité central, à lui tout seul quasiment un en sept hypostases. La salle était totalement silencieuse. Le commissaire du peuple fronça les sourcils, l’accueil visiblement ne lui convenait pas, il était habitué à un accueil triomphal. Quelqu’un fut assez perspicace pour comprendre, se mit à applaudir, les autres suivirent et tout reprit son cours normal...*

*C’est là que le plénum fut mis au courant de l’ordre du jour. Premier point : situation du travail d’agitation et de propagande en liaison avec les récoltes imminentes ; deuxième point : questions d’organisation...*

*Kostioukov, responsable de la direction régionale du secteur agricole, monta à la tribune pour rapporter sur le premier point...*

(10) *Istoritcheskii Arkhiv*, 1993, n° 4, p. 51.

(11) *Moskovskaïa Pravda*, 1989, 10 janvier.

(12) *Voprossy Istorii*, 1990, n° 4, p. 70.

(13) Medvedev R. A., *Oni okroujali Stalina* (“Le cercle de Staline”), Moscou, 1990, p. 140.

(14) Schneider M. B., *NKVD iznoutri* (“Le NKVD de l’intérieur”), pp. 64-65.

*Il leva les yeux des thèses qu'il avait rédigées et mon cœur se serra — il avait les yeux vitreux comme ceux d'un cadavre...*

*Kostioukov rassembla ses forces, et nous entendîmes : "Il y a deux jours, j'ai visité le kolkhoze Boudionny avec le camarade Kazakov, président du comité exécutif du parti..."*

*Le ministre se dressa, les mains sur les hanches, et, d'un ton bizarre, mi étonné, mi ironique, demanda au rapporteur : "Avec qui ? Avec qui avez-vous visité le kolkhoze ?" "Avec le camarade Kazakov..."*

*Le ministre poursuivit sur le même ton déconcertant : "Donc, si je vous comprends bien, vous considérez que Kazakov est un camarade ? Répondez ?"*

*Kostioukov blêmit (15) et balbutia... "Bien sûr... Si ... Pourquoi ne pas..."*

*Le ministre regarda sa montre, puis jeta un coup d'œil en coulisses et un homme surgit aussitôt, que nous ne connaissions pas. Il glissa quelques mots à l'oreille du commissaire du peuple, qui déclara : "L'ennemi du peuple Kazakov a été arrêté il y a vingt minutes..."*

*Ce qui se passa paraîtra inimaginable aujourd'hui : l'un de ceux qui étaient assis au présidium applaudit. Il fut repris d'abord timidement, puis avec plus d'énergie. Quelqu'un cria d'une voix de basse : "Pour notre glorieux NKVD, hurrah !"*

*Kostioukov perdit totalement contenance et, après avoir marmonné encore quelques mots, descendit de la tribune ; on n'entendait que le bruit de ses souliers.*

*Plus personne ne l'a jamais vu, il s'est dirigé vers les coulisses et a disparu pour toujours.*

*Le ministre regarda de nouveau sa montre et, toujours du même ton énigmatique, s'adressa au secrétaire à la propagande : "Peut-être veux-tu compléter ce rapporteur malchanceux ?"*

*Le secrétaire monta à la tribune, blanc comme un linge, toussota et commença assez énergiquement : "L'état du travail d'agitation et de propagande à la campagne ne peut pas ne pas susciter de*

*vives inquiétudes... Il est vrai que le camarade Kostioukov n'a pas noté..."*

*A ces mots, le ministre se dressa nouveau et demanda caustiquement : "Kostioukov est votre camarade ? C'est étrange, très étrange..." Nouveau coup d'œil à sa montre et — comme un coup de massue sur la tête : "Le complice de l'ennemi du peuple Kazakov, son épigone Kostioukov, a été arrêté il y a cinq minutes..."*

*En une quarantaine de minutes, tout le bureau du comité de région, tout le présidium du comité exécutif furent balayés (16). »*

*Après le plénum, Kaganovitch continua à faire arrêter les gens. Plusieurs fois par jour, il téléphonait à Staline et lui faisait un rapport sur le cours de l'enquête. Au cours d'une de ces conversations téléphoniques, dont Schneider a été témoin, Kaganovitch répéta à plusieurs reprises : "C'est entendu, camarade Staline. Je fais pression sur les dirigeants du NKVD pour qu'ils ne jouent pas aux libéraux et démasquent le maximum d'ennemis du peuple (17)."*

*Kaganovitch manifestait ses penchants sadiques également dans la "direction au quotidien". Comme l'ont dit des membres du bureau de Moscou en 1962, il pouvait "comme rien cracher au visage de ses subordonnés, leur balancer une chaise à la tête ou les frapper au visage (18)" pendant les réunions.*

*Malgré la lourdeur de ses crimes, Kaganovitch était très sûr de lui dans les années qui ont suivi la mort de Staline. Comme les autres membres du "groupe anti-parti", habitués à ce que le véritable maître du pays fût le bureau politique (présidium) du comité central et que la réunion plénière du comité central n'en soit que l'exécutant docile, Kaganovitch supposait que, disposant de la majorité au présidium du comité central, il triompherait facilement de Khrouchtchev ; il*

(15) *Le XXII<sup>e</sup> Congrès du Parti communiste d'Union soviétique*, tome III, p. 153.

(16) *Moskva*, 1964, n° 6, pp. 49-50.

(17) Schneider M. B., *NKVD iznoutri* ("Le NKVD de l'intérieur"), pp. 68-69.

(18) *Moskovskaïa Pravda*, 1989, 10 janvier.



adopta d'abord un ton belliqueux à la réunion de juin 1957, se permettant même de crier après les membres du comité central. Mais il apparut bientôt que la réunion du comité central était considérée par ses participants comme l'organe suprême du parti, conformément à ce que prévoient les statuts. La discussion sur le dossier de Molotov-Kaganovitch commença à rappeler par sa tonalité la discussion sur le dossier Boukharine-Rykov à la réunion de février-mars 1937 — à deux différences majeures près : premièrement, les accusés n'étaient pas des opposants maintes fois dénoncés dans le passé, mais des dirigeants du parti, membres permanents du bureau politique depuis plus de trente ans ; deuxièmement, ils n'étaient pas accusés de crimes imaginaires, mais de crimes tout à fait réels.

Pendant les travaux du plénum, Kaganovitch "rafraîchit" sa mémoire, craignant sans doute qu'on ne lui impute de nouveaux crimes. En témoigne le transfert en 1957 de son discours à la réunion du comité central de 1936, où il se déchaînait honteusement contre les "trotskystes" et les "droitiers", des archives du parti à son secrétariat personnel (19).

Pendant les derniers jours du plénum, quand l'attitude de la majorité de ses participants fut définitivement établie, Kaganovitch fit des déclarations de repentir. Cinq ans plus tard, pendant l'examen de son dossier personnel à une séance du bureau de Moscou, il se conduisit à nouveau avec une certaine arrogance, déclarant : "J'entends dire ici que je suis malhonnête, que j'ai commis des crimes... N'avez-vous pas honte ?" Alors, il donna une nouvelle appréciation de la Grande Terreur : "Les exécutions de masses — oui, il y a eu quelques excès (20)."

Tirant les "leçons" de la lutte de son groupe contre Khrouchtchev, Kaganovitch, qui avait toujours violemment dénoncé la lutte de fraction, déclara à Tchouïev : "Notre erreur fut de... ne pas avoir de fraction... Si nous avions eu une fraction, nous aurions pu prendre le pouvoir (21)."

Dans les dernières années de sa vie, Kaganovitch ne tentait pas de dissimuler

ses pensées réelles. Dans ses conversations avec Tchouïev, il dit à maintes reprises de Staline : "C'était un grand homme et nous nous inclinions tous devant lui (22)."

Kaganovitch expliquait sa participation active à la Grande Terreur en disant qu'il "était alors impossible d'aller contre l'opinion publique" ; "il y avait une telle situation dans le pays et au comité central, l'opinion des masses était telle qu'on ne pouvait pas penser autrement, différemment (23)."

En même temps, un jour, en bavardant avec Tchouïev, Kaganovitch laissa échapper les vraies raisons de la répression sanglante contre les anciens leaders de l'opposition. A la question : "Fallait-il vraiment les fusiller ? Peut-être aurait-on pu les démettre de leurs fonctions, les envoyer en province ?", Kaganovitch répondit : "Vous voyez, mon cher, dans les conditions de l'encerclement capitaliste, tous ces gouvernements en liberté, c'est qu'ils étaient tous membres du gouvernement. Il y avait un gouvernement trotskyste, un gouvernement zinoviéviste, un gouvernement rykovien, c'était dangereux et impossible. On pouvait former trois gouvernements avec les adversaires de Staline."

De ses explications ultérieures, il ressort clairement à quel point la clique de Staline craignait que ces gens ne s'unissent, malgré la succession de capitulations et d'humiliations qu'ils avaient subies. "Boukharine et Kamenev s'étaient rencontrés (en 1928, V. R.), ils ont bavardé, discuté de la politique du comité central, etc., disait Kaganovitch. Comment pouvait-on les laisser en liberté ? Trotsky, qui était un bon organisateur, pouvait diriger le soulèvement... Qui pouvait croire que ces vieux conspirateurs expérimentés, usant de toute l'expérience de la conspiration et de l'orga-

(19) *Voprossy Istorii*, 1995, n° 1, pp. 8-9.

(20) *Voprossy Istorii KPSS*, 1989, n° 5, p. 102.

(21) Tchouïev F., *Tak govorit Kaganovitch* ("Ainsi parlait Kaganovitch"), p. 193.

(22) *Ibidem*, p. 27.

(23) *Ibidem*, pp. 89 et 105.

*nisation bolcheviques, que ces gens ne se lieraient pas entre eux et ne constitueraient pas une organisation ?”*

C'est par le passé révolutionnaire des opposants que Kaganovitch explique en fait qu'ils aient été torturés. Il exprime cette idée sous la forme alambiquée que voici : *“Il est possible qu'ils aient été torturés, mais il faut aussi admettre que c'étaient des vieux bolcheviks expérimentés, comment auraient-ils avoué volontairement ? (24).”*

Contrairement à celle de Staline et Molotov, la correspondance entre Staline et Kaganovitch n'a pas encore été publiée à ce jour. Néanmoins, dès 1957, deux tomes de cette correspondance ont paru, *“mielleux, flagorneurs, obséquieux”* du côté de Kaganovitch (25).

(24) *Ibidem*, pp. 138-139.

(25) *Istoritcheskii Arkhiv*, 1994, n° 1, p. 68.

## Anastase Ivanovitch Mikoïan

**M**OLOTOV, Kaganovitch et Vorochilov formaient avec Staline et Iejov un véritable “bureau politique réduit”, qui élaborait la stratégie et la tactique des grandes purges et signait la plupart des listes de proscription. Mais Staline associait à ses crimes d'autres personnages moins importants de son entourage. Pour écraser leur volonté politique et leur conscience individuelle, il utilisait les “failles” de leur biographie. Il avait ainsi trouvé un bon moyen de chantage sur Mikoïan, qui avait réussi à survivre lors de son activité militante à Bakou, en 1918. Mikoïan raconta lui-même en 1956 ce que Staline lui avait déclaré au début de 1937 : *“Il y a quelque chose de pas très clair dans cette histoire que 26 commissaires de Bakou ont été fusillés et qu'un seul d'entre eux, Mikoïan, est resté en vie. Alors toi, Anastase, ne nous oblige pas à la démêler (1).”*

Après quoi, Mikoïan assumait sans barguigner toutes les basses œuvres qui lui furent confiées, ainsi que leur justification idéologique. En décembre 1937, dans un discours consacré au vingtième anniversaire des organes de la Tchéka-Guépéou-NKVD, il met en valeur leurs “exploits”. Après avoir déclaré que *“chaque travailleur (était) un membre du commissariat du peuple aux Affaires intérieures”*, il s'écrie à propos des réalisations de l'année précédente : *“Les agents du NKVD ont bien travaillé du-*

*rant cette période ! Nous pouvons leur souhaiter de continuer de travailler aussi bien que l'an dernier (2).”*

Staline se souvint des origines de Mikoïan et l'envoya en Arménie, avec Iejov et Malenkov, pour procéder à la liquidation de toute la direction du parti de la république. Bien que la presse eût alors souligné le rôle dirigeant de Mikoïan dans ces événements, son nom ne fut pas cité lorsqu'il en fut question au XXII<sup>e</sup> Congrès (3).

Après la mort de Staline, Mikoïan se montra capable de faire une critique courageuse et résolue du stalinisme. Parmi les membres du bureau politique de 1937, il fut le seul à soutenir Khrouchtchev dans sa dénonciation des crimes de Staline. Lors des journées tendues du XX<sup>e</sup> Congrès, alors qu'on n'avait pas encore décidé s'il fallait lire ou non le rapport secret de Khrouchtchev, Mikoïan fit un discours brillant, qui eut un large écho dans le pays et dans le monde entier. Sans citer le nom de Staline, il donna pourtant une caractérisation sans équivoque de son régime : *“Durant environ vingt années, déclara-t-il, nous n'avons en réalité pas eu de direction collective ; c'était le règne du culte de la personnalité, condamné par Marx puis par Lénine, et cela, bien sûr, ne pouvait*

(1) Medvedev R.A. *Oni okroujali Stalina*, p. 183.

(2) *La Pravda*, 21 décembre 1937.

(3) *XXII siezd Kommounisticheskoi partii Sovetskogo Soïouza*, tome II, p. 214.

*pas ne pas avoir une influence extrêmement négative sur la situation dans le parti et sur son activité (4)."*

Le discours de Mikoïan trancha sur les interventions ternes des autres membres du bureau politique par l'abondance des faits rapportés et la précision des généralisations. Il accorda une attention particulière à la critique des ouvrages d'histoire et de politique, y compris à celle du sacro-saint *Précis d'histoire du Parti communiste*. "Si nos historiens, déclara-t-il, se mettaient à étudier véritablement et en profondeur les faits et les événements de l'histoire de notre parti durant la période soviétique (...), ils pourraient éclairer d'un nouveau jour, sur la base du léninisme, nombre de faits et d'événements exposés dans le *Précis d'histoire* (5)."

Mikoïan s'était appuyé sur ce thème des falsifications historiques pour montrer le caractère mensonger des accusations portées contre certaines personnalités du parti, considérées comme des ennemis du peuple. "Un historien de Moscou, déclara-t-il, a été jusqu'à dire que, sans la présence en Ukraine des cama-

*rades Antonov-Ovseïenko et Kossior parmi les dirigeants du parti, Makhno et Grigoriev n'auraient peut-être pas eu de partisans, que Petlioura n'aurait pas remporté de victoires à certaines périodes, qu'il n'y aurait pas eu non plus ces abus dans l'implantation des communes (phénomène, d'ailleurs, pas seulement ukrainien, mais général dans le parti à cette époque) et qu'on aurait tout de suite adopté, voyez-vous, la ligne approuvée par tout le parti et le pays à la suite de la NEP (6)."*

Le plus surprenant dans cette tirade, ce fut l'emploi du mot de "camarade" associé aux noms de bolcheviks mille fois diffamés.

Après le discours de Mikoïan, il était plus difficile pour les staliniens endurcis du bureau politique de s'opposer à la diffusion du rapport de Khrouchtchev.

(4) XXII siezd Kommunistitcheskoï partii Sovetskogo Soïouza, Moscou, 1956, tome I, p. 302.

(5) *Ibidem*, p. 325.

(6) *Ibidem*, p. 326.

## Kliment Iefremovitch Vorochilov

**C'**EST à Vorochilov que Staline confia la responsabilité de réaliser les purges au sein de l'armée. Selon Trotsky, Vorochilov "avait commencé à donner des signes d'indépendance par rapport à Staline. Il est très probable qu'il avait été influencé par certains de ses proches. L'appareil militaire est très vorace et accepte difficilement que des civils ou des politiques lui imposent des restrictions. Staline, qui craignait des frictions et des conflits avec le puissant appareil militaire, pensa que c'était le moment de remettre Vorochilov à sa place. A l'aide du Guépéou, c'est-à-dire de Iejov, il savonna la corde pour les proches collaborateurs de Vorochilov à l'insu de celui-ci et, au dernier moment, il le mit au pied

*du mur. On comprend que Vorochilov, qui avait trahi tous ses plus proches collaborateurs et la fleur de l'état-major, n'en menait pas large et n'était plus en position de résister (1)."*

Cette hypothèse de Trotsky est confirmée par les minutes du discours de Vorochilov au plénum du comité central de février-mars : "Dans l'armée, à l'heure actuelle, on n'a heureusement pas encore démasqué beaucoup d'ennemis. Je dis heureusement, car j'espère qu'il n'y a pas trop d'ennemis dans l'Armée rouge (2)." Quelque temps plus tard, Vorochilov avouait, dans ses notes personnelles, qu'en s'opposant à la des-

(1) Trotsky L. D., *Staline*, tome II, p. 276.

(2) *Voprossy istorii*, 6, 1991, p. 28.

titution ou à l'arrestation de certains dirigeants de l'armée, il craignait de *"tremper dans une sale affaire : on insiste, et puis, finalement, il s'avère que c'est un authentique ennemi, un fasciste"* (3).

Au début, il a effectivement essayé de défendre certains de ses subordonnés. Par exemple, il a réussi à empêcher l'exclusion du parti et la destitution de Petrov, le directeur de l'école militaire de Tachkent, qui avait commandé les armées et les fronts durant la guerre civile et avait alors été promu général d'armée.

Après le procès de Toukhatchevski, il commença à signer sans protester les listes d'arrestations de commandants, en y apposant des remarques du type : *"qu'on l'arrête"*, *"d'accord pour l'arrestation"*, *"qu'on saisisse tous ces scélérats"*, etc. (4). Sur une lettre de dénonciation visant le commissaire Savko, qui, au cours d'une réunion du parti, aurait qualifié de malentendu l'arrestation d'un dirigeant militaire, Vorochilov inscrivit : *"Qu'on l'arrête ! (5)"*

C'est surtout à lui que les commandants arrêtés s'adressaient pour obtenir de l'aide. Plus de 200 000 lettres ont été enregistrées au commissariat de peuple à la Défense durant l'année 1938 et plus de 350 000 en 1939, et ce sont en grande partie des requêtes provenant des prisons (6). Certains officiers et généraux envoyèrent à Vorochilov des dizaines de requêtes, relatant les tortures et vexations auxquelles ils étaient soumis. Un groupe de commandants, des anciens camarades de Vorochilov lors de la guerre civile, lui écrit : *"Klement Efremovitch, vérifiez l'instruction des affaires contre les commandants de l'Armée rouge. Vous vous convaincrez que les matériaux sont arrachés sous la torture et les menaces, en transformant les détenus en loques humaines. On les force à se calomnier les uns les autres, et on les inculpe sur cette base, en leur expliquant que celui qui est tombé entre les mains des organes du NKVD ne peut plus leur échapper (7)." Mais rien n'atteste que Vorochilov ait réagi à aucune de ces requêtes.*

Après l'arrestation de ses suppléants, des dirigeants de l'armée, de la flotte et de l'aviation, et de centaines d'autres

personnes avec qui il avait travaillé durant de nombreuses années, Vorochilov avait parfaitement conscience du préjudice porté à l'armée. Il écrit avec angoisse dans son journal personnel que *"l'autorité de l'armée dans le pays est ébranlée... Cela veut dire que nos méthodes de travail, l'ensemble de la direction militaire et mon travail en tant que commissaire du peuple ont subi une lourde défaite (8)."*

Apparemment, il remplissait ses fonctions de bourreau avec moins de zèle que Molotov et Kaganovitch. Au plénum de juin 1957, Khrouchtchev le dissociera des autres *"proches compagnons d'armes"* en expliquant qu'il *"s'était indigné plus que les autres des abus, surtout en ce qui concernait les militaires"* (9). Khrouchtchev écrit dans ses mémoires qu'il en est venu à cette conclusion après avoir assisté à une discussion entre Staline et Vorochilov. Staline fulminait contre Vorochilov à propos de la guerre avec la Finlande, mais *"celui-ci s'emporta à son tour, se leva, rouge de colère, et lui lança pour répondre à ses critiques : "C'est de ta faute. Tu as détruit tous les cadres militaires." Staline lui répondit sur le même ton. Alors Vorochilov saisit son assiette remplie de cochon de lait et la jeta sur la table. A ma connaissance, c'est la seule fois que cela arriva (10)."*

A la différence de Molotov et de Kaganovitch, Vorochilov avait gardé des grandes purges un sentiment d'amertume et de répulsion. Au plénum de juin 1957, il demanda aux participants de *"cesser de parler de ces horreurs"* (11). Il essayait de faire sortir de sa mémoire les pages les plus honteuses et les plus terribles de ces années-là. C'est sans doute ce qui explique son indignation lorsque Kaganovitch reconnut que les membres du bureau politique avaient signé un dé-

(3) *Oni ne moltchali*, Moscou, 1991, p. 377.

(4) *Reabilitatsia*, p. 299, *Voprossy istorii*, 6, 1991, pp. 28-29.

(5) *Kommunist*, 17, 1990, p. 70.

(6) *Ibidem*.

(7) *Oni ne moltchali*, p. 380.

(8) *Voprossy istorii*, 6, 1991, p. 29.

(9) *Istoritcheskii arkhiv*, 3, 1993, p. 87.

(10) *Voprossy istorii*, 7, 1990, p. 104.

(11) *Istoritcheskii arkhiv*, 1, 1994, p. 18.

cret secret sur l'utilisation de la torture. *"Non seulement je n'ai jamais signé un tel document, affirma Vorochilov avec humeur, mais je déclare que si quelqu'un m'avait proposé pareille chose, je lui aurais craché à la gueule. On m'a tabassé dans les prisons (tsaristes) pour me forcer à avouer, comment aurais-je pu signer ce genre de document ? Et toi, tu racontes que nous étions tous présents (à la session du bureau politique qui adopta ce décret, V. R.). Ça ne se fait pas, Lazare Moïsseïevitch (12)."*

Vorochilov se distingua également de Molotov et de Kaganovitch en n'accusant jamais, après la mort de Staline, les dirigeants militaires des crimes qui leur avaient été imputés. Et même du temps de Staline, selon Snetchkus, le premier secrétaire du comité central du parti lituanien, il aurait dit devant des dirigeants lituaniens qu' *"Ouborevitch a(vait) été fusillé à tort"* (13).

Dans les dernières années de sa vie, il essaya de réparer d'une certaine façon ses fautes à l'égard des généraux fusillés. Dans un arrêté du 12 juin 1937, il avait traité Gamarnik de *"traître et poltron, qui avait peur de comparaître devant le tribunal du peuple soviétique"*. Trente ans plus tard, il écrira un essai sur Gamarnik, qui se termine par les mots suivants : *"La trop courte vie de Ian Borissovitich Gamarnik est une succession de faits d'armes et de travail acharné... C'était un véritable bolchevik-léniniste. Et tel il est resté dans le cœur de ceux qui l'ont connu personnellement et dans la mémoire de tous les travailleurs (14)."*

(12) *Istoritcheskii arkhiv*, 3, 1993, p. 88.

(13) *Istoritcheskii arkhiv*, 6, 1993, p. 71.

(14) *Ian Gamarnik*, Moscou, 1978, p. 130.



Un calendrier de l'année 1999 à l'effigie de Staline : "Vive le candidat du peuple aux fonctions de député du Soviet suprême de l'URSS, LE GRAND STALINE !"

# **L'affaire de la plate-forme Rioutine**

**(Léonide Petrovski)**

**Léonide Petrovitch Petrovski est le fils du bolchevik-léniniste Piotr Grigorievitch Petrovski, qui fut l'un des organisateurs du Front antistalinien en URSS. Pour sa lutte résolue contre le stalinisme, ce bolchevik connu fut exclu par trois fois du parti, en 1929, 1931 et 1932, le collègue militaire de la Cour suprême de l'URSS le jugea quatre fois (en 1932, 1933, 1937 et 1941), il fut fusillé en septembre 1941 dans la prison centrale d'Orel (1).**

**Léonide Petrovitch Petrovski est historien et journaliste. Dans les années 1960-1980, il fut l'un des plus actifs participants de la lutte contre la renaissance du stalinisme. Les organes d'instruction, les instances du parti, le KGB et la commission centrale de contrôle du comité central s'intéressèrent à lui ("*L'affaire Nekritch*" [2], participation à la protestation contre l'entrée des troupes du pacte de Varsovie en Tchécoslovaquie, en 1968, la défense des droits des peuples réprimés, etc.). Il fut soumis à la répression de la part des organes de sécurité pour l'affaire Sakharov, l'affaire Grigorenko, l'affaire des manifestants sur la place Rouge, Bogoraz, Litvinov, Babitski et autres (3).**

**On le menaçait d'arrestation, d'emprisonnement, d'internement dans un hôpital psychiatrique spécial, de répression physique.**

**En 1969, il fut exclu du PCUS, licencié du Musée Lénine, dut abandonner la préparation de sa thèse à l'Institut des archives historiques, où, pendant vingt ans, on lui refusa même de l'inscrire pour passer le diplôme de licencié en histoire.**

**Dans l'article qui suit, Petrovski raconte la lutte de la fameuse "Union des marxistes-léninistes" contre l'arbitraire stalinien, en s'appuyant sur de nouveaux documents.**

**Les notes sont de la rédaction.**

(1) Le 11 septembre 1941, 157 détenus politiques internés à la prison d'Orel furent fusillés un mois avant l'arrivée des troupes allemandes, sur proposition de Beria et sur décision de Staline. Petrovski se trouvait parmi eux, avec Alexandre Aïkhenwald, Sergueï Iejov (menchevik, à ne pas confondre avec le chef du NKVD, Nicolas Iejov), Varsenika Kasparova, Olga Okoudjava, Christian Racovski, Maria Spiridonova, son mari Maiorov, Olga Bronstein-Kameneva, Valentina Sedova, etc.

(2) Alexandre Nekritch, historien soviétique, contraint plus tard à l'émigration, publia en 1965 à Moscou un livre intitulé : *1941 : le 22 juin*, examinant les raisons des défaites initiales de l'Armée rouge lors de l'invasion allemande... Le livre suscita de vives discussions. L'une d'entre elles eut lieu en février 1966, à l'Institut du marxisme-léninisme, et, à l'indignation des dirigeants de l'appareil du parti, vit les défenseurs de Nekritch dominer leurs adversaires. En juillet 1967, la commission centrale de contrôle du comité central exclut Nekritch du PCUS. En 1968, son livre fut publié en français par les éditions Grasset, sous le titre *L'Armée rouge assassinée*.

(3) Il s'agit des persécutions organisées contre le général Grigorenko, défenseur en particulier des Tatars de Crimée déportés sous Staline, et de la condamnation à des peines de prison des sept manifestants de la place Rouge contre l'invasion de la Tchécoslovaquie, le 25 août 1968.



## Un front antistalinien clandestin

L'ACTUELLE Russie pseudo-démocratique a recueilli et perpétué les traditions d'arbitraire et de despotisme du stalinisme. L'effondrement de l'URSS, organisé d'en haut par les autorités, le Goulag économique, les guerres civiles et entre nationalités, l'appauvrissement du peuple, soumis à un pillage effréné, tel est le visage de la Fédération de Russie contemporaine. Et en même temps, les pseudo-démocrates tentent d'assimiler les communistes-léninistes aux fascistes, et ils sont toujours prêts à lâcher dans l'arène des "centuries noires" prêtes à parachever le Goulag économique par une dictature politique sanglante. Rappelons que c'est sous la direction de Lénine aux III<sup>e</sup> et IV<sup>e</sup> Congrès du Comintern que furent adoptées les résolutions antifascistes "Sur le front unique de lutte contre le fascisme" et "Le fascisme international". Dans une lettre fameuse à Tchitchérine (4), Lénine dénonçait les fascistes qui s'étaient emparés du pouvoir en Italie comme "des Cents-Noirs (5), pires que ceux de Russie en 1905".

C'est Staline qui a rompu le front unique antifasciste, qui a tout fait pour dresser les communistes contre les socialistes, qui a aidé Hitler à parvenir au pouvoir en Allemagne, qui a signé avec lui des accords secrets, qui a partagé la Pologne, qui a entrepris de mettre en œuvre un plan de partage de la Pologne et du monde. A l'intérieur de l'URSS, la

paysannerie a été anéantie. Le plan de collectivisation stalinienne a été réalisé à l'aide de régiments de soldats et de détachements opérationnels du NKVD. Et à partir de 1928, les authentiques communistes-léninistes ont mené avec le stalinisme une lutte décidée et implacable.

Non loin de la gare de Biélorussie, à Moscou, au quatrième étage d'un bâtiment de briques situé avenue Grouzinski Val, se tenait une réunion nocturne. L'appartement de Martemian Rioutine était le lieu d'une discussion animée autour de deux documents : un texte programmatique : "*Staline et la crise de la dictature prolétarienne*" (6) et une adresse-manifeste : "*A tous les membres du PCR (b)*" (7). Les interlocuteurs du maître de maison étaient trois représentants de "l'école boukharinienne", que Staline avait qualifiés de "*demi-repentis*"... Présentons ces hommes.

Martemian Rioutine était l'un des membres du comité de rédaction de

(4) Tchitchérine, alors commissaire du peuple aux Affaires étrangères.

(5) Le texte russe en a été publié dans la revue *Izvestia TsK KPSS (Les Nouvelles du CC du PCUS)*.

(6) Le texte français en a été publié dans *Les Cahiers Léon Trotsky*, n° 37, mars 1989, pp. 107 à 114.

(7) Les Cent-Noirs, ou Centuries noires : organisations ultra-réactionnaires, monarchistes, orthodoxes et antisémites qui au début du siècle s'étaient spécialisées dans les pogromes.

*Krasnia Zvezda*, Piotr Petrovski le rédacteur en chef de la *Pravda* de Leningrad, Dmitri Maretski le premier suppléant du rédacteur en chef de la *Pravda* (le frère de l'artiste populaire de l'URSS mondialement connue, Vera Petrovna Maretskaïa), et Alexandre Slepkov le premier rédacteur en chef de la *Komsomolskaïa Pravda*. Chacun d'eux avait sa biographie propre. Mais pour eux tous, l'année 1928 définit la ligne de démarcation : le début de la lutte contre le stalinisme. Ce qui les unissait dans cette lutte, c'était le dévouement, la passion, l'enthousiasme pour les idées de Marx et de Lénine.

Ils étaient venus chez Rioutine très tard, en observant la plus grande prudence, car chacun d'eux, comme le maître de maison, était depuis longtemps soumis à une surveillance secrète. Au cours des années 1928-1932, ils avaient uni l'activité légale et l'activité illégale dans la lutte contre le stalinisme.

La situation extrêmement difficile dans le parti, dans le pays et sur l'arène internationale rendait cette rencontre nécessaire. Sur tout le Comintern, depuis la fin des années 1920, "une nuit noire s'était abattue", selon l'expression de Clara Zetkin. Au centre de l'Europe, Hitler se ruait vers le pouvoir et, en URSS, se déchaînait une terreur sanglante. Un épi de blé, une poignée de millet, un épi de maïs (dérobés) valaient la prison, l'exil, l'exécution (8). La mort pour refus d'entrer dans le kolkhoze ou le sovkhoe, la mort pour le refus de donner ses dernières provisions de bouche à l'Etat, même pour ceux qui avaient des enfants en bas âge et voulaient garder de quoi les nourrir pour les sauver de la famine et de la maladie.

Les paysans, privés de tout, s'efforçaient d'échapper à la mort par la faim en se ruant vers les villes, mais des détachements armés leur barraient la route et les en empêchaient. La plus petite désobéissance due à la faim ou aux persécutions entraînait la prison ou l'exécution. La presse, écrasée dans l'étau du stalinisme, restait muette. Au cours de la période de la famine mortelle organisée par Staline, plusieurs millions d'individus périrent. Lors des meetings et des réu-

nions, les gens n'avaient pas assez d'audace pour évoquer l'amère vérité, immédiatement suivie de l'arrestation, du jugement, de la prison, de l'exil, de la mort.

C'est pourquoi, en 1932, les quatre militants courageux réunis chez Martemian Rioutine se dépêchaient de mettre la dernière main à des documents antistaliniens. Ils avaient déjà été tous les quatre limogés de leurs fonctions antérieures, avaient été plusieurs fois exclus du parti, étaient dénoncés dans la presse et à la tribune. Malgré cela, ils avaient fondé l'"Union des marxistes-léninistes". S'adressant à leurs camarades de parti, ces communistes affirmaient :

*"L'enseignement de Marx et de Lénine est honteusement déformé et falsifié par Staline et sa clique. La science, la littérature, l'art sont abaissés au rang de valets et de soutiens serviles de la direction stalinienne. La lutte contre l'opportunisme est banalisée, transformée en caricature, en instrument de calomnie et de terreur à l'encontre des membres du parti qui ont une pensée autonome. Les droits du parti, garantis par les statuts, ont été usurpés par une bande de politiciens sans principe..."*

*Toute pensée bolchevique vivante au sein du parti est écrasée sous la menace d'exclusion du parti, de licenciement et de privation de tous les moyens de subsistance ; tout ce qu'il y a d'authentiquement léniniste est refoulé dans la clandestinité ; le léninisme est, dans une large mesure, un enseignement illégal et interdit."*

Ce manifeste était complété par un programme de combat comportant des mesures pratiques. Je dois souligner une nouvelle fois que, lors de la réhabilitation de l'Union des marxistes-léninistes, on tenta de dissimuler au peuple ce programme combattant d'action bref, net, vigoureux. L'auteur de ces lignes a néanmoins réussi à le reproduire dans la revue *Communiste* (n° 3, 1995), dans un

(8) Allusion à la loi du 7 août 1932, punissant de mort — ou, en cas de circonstances atténuantes, de dix ans de camp — tout vol, si minime soit-il, de produits alimentaires (quelques épis de blé, un kilo de sucre ou de beurre, etc.).

article intitulé "Histoire et arbitraire". Nous publions aujourd'hui pour la première fois ce document à Paris, au cœur de l'Europe :

"L'Union des marxistes-léninistes appelle à combattre:

1. — Pour le renversement de la dictature de Staline et de sa clique, tout en écrasant impitoyablement toutes les tentatives de la contre-révolution d'utiliser le renversement de Staline à ses propres fins ; pour le remplacement complet de tout l'appareil stalinien du parti et pour la convocation d'un congrès extraordinaire du parti sur la base d'une authentique démocratie interne et de la ferme garantie du système électif ; la liquidation du système de la nomination ; pour attirer au travail dirigeant du parti tous ceux qui jouissent de la plus grande autorité dans les masses du parti, sont dévoués à la dictature du prolétariat, et ont été écartés de la direction par Staline et envoyés en prison ou en exil.

2. — Pour le remplacement immédiat de tout le sommet de l'appareil soviétique et la réélection des soviets sur la base d'une authentique démocratie soviétique, la liquidation du système de la nomination.

3. — Pour une épuration immédiate et radicale des organes du Guépéou, du parquet, des tribunaux, pour la liquidation de la terreur et de l'arbitraire et l'introduction d'une stricte légalité révolutionnaire.

4. — Pour une révision radicale de tout le plan d'édification économique et d'industrialisation du pays, afin d'y instaurer un équilibre correspondant à nos ressources entre les divers secteurs de l'économie et une amélioration effective de la situation de la classe ouvrière et de tous les travailleurs.

5. — Pour le rétablissement de la politique léniniste des syndicats et pour la restitution aux ouvriers de tous leurs droits, qui leur ont été enlevés au cours des dernières années (congelés, vêtements spéciaux, approvisionnement en savon, etc.).

6. — Pour la dissolution immédiate de tous les kolkhozes créés par la contrainte et le soutien de ceux qui désirent effectivement perpétuer leur existence sur la base du volontariat.

7. — Pour le soutien au développement des exploitations individuelles de paysans pauvres et moyens, et la limitation de la couche des koulaks par la propagande et la démonstration des avantages effectifs de l'exploitation collective sur les exploitations individuelles (sur la base d'une politique générale correcte), et le soutien systématique à toutes les formes du mouvement kolkhozien.

8. — Pour la liquidation de toutes les formes actuelles violentes de collecte des grains, pour la réduction des impôts publics et masqués, et leur fixation en proportion des possibilités financières de la population.

9. — Pour la liquidation du honteux budget stalinien de l'ivrognerie, qui veut réduire les masses ouvrières et travailleuses à la saoulographie (9)."

A mon sens, ce document résonne aujourd'hui non seulement comme une voix du passé, mais aussi comme un formidable acte d'accusation. Et moins encore à l'adresse de Staline qu'à l'adresse de nos dirigeants actuels et de ceux qui aspirent à venir au pouvoir pour établir dans le pays un nouveau régime stalinien. La pseudo-démocratie est elle aussi prête, à n'importe quel moment, à employer les méthodes de la répression. L'un des apôtres du régime actuel, Alexandre Iakovlev, président de la commission de réhabilitation de l'administration présidentielle, était à la fin des années 1980 à la tête de la commission de réhabilitation du comité central du PCUS ; il fit alors tout son possible pour dénaturer l'histoire de la lutte contre le stalinisme. Publiant à Moscou, en 1991, le livre *Réhabilitation. Les procès politiques des années 1930-1950* (éditions Politizdat), il y inclut ce que l'on appelle "la plate-forme de Rioutine". Mais de façon inattendue, alors même qu'il assurait la rédaction de cet ouvrage, il publiait en même temps à Paris son livre *Ce que nous voulons faire de l'Union soviétique* (10), où il niait entièrement le

(9) Allusion à la place que tenait l'impôt sur la vodka — comme dans le budget établi par Serge Witte, le ministre des Finances de Nicolas II — dans le budget de l'époque.

(10) Publié aux éditions du Seuil, en 1991.

combat antistalinien de l'Union des marxistes-léninistes et l'élaboration par elle de son programme et de son manifeste.

Dans son ouvrage parisien, Iakovlev affirmait que ces documents avaient été fabriqués par Staline lui-même (11). Le célèbre publiciste Arkadi Vaksberg a dénoncé cette falsification. Il publia dans *Literatournaia Gazeta* un article intitulé : "Invitation à la discussion. Notes en marge du livre d'Alexandre Iakovlev."

"Il est regrettable, écrit Vaksberg, que sous l'apparence d'une défense de Rioutine contre les calomnies, on assiste en fait à son deuxième assassinat, cette fois non pas physique, mais moral. Pouvons-nous enfin accepter l'idée qu'un grand pays se soit d'un seul coup totalement soumis au secrétaire général, ait accepté son sort et n'ait pas pu (pas voulu !) opposer une résistance au dictateur ?" (*Literatournaia Gazeta*, 15 mai 1991).

Un autre écrivain connu, qui a passé de longues années au Goulag, Lev Razgon (12), aussitôt après la réhabilitation de l'Union des marxistes-léninistes, réagit au quart de tour à cet événement par un article passionné, publié dans *Moskovskie Novosti*. Son titre, "Enfin !", était comme un long soupir après le qualificatif "d'ennemis du peuple" accolé par Staline à cette organisation antistalinienne. Razgon écrivait : « Rioutine se décide à effectuer un pas qui n'a pas de précédent. Avec l'aide des élèves de Boukharine "à demi repentis", Slepkov, Maretski, Petrovski, ceux que l'on appelait "l'école de Boukharine", il rédige un écrit qui recevra plus tard le nom de "Programme du groupe de Rioutine"... La fille de Rioutine, Lioubov Martemianova, a dû mener seule le combat pour le rétablissement de l'honneur de son père. Elle est restée seule, car, de toute la famille de Rioutine, elle est la seule que les coupeurs de têtes de Iejov et de Beria n'aient pas tuée. La femme de Rioutine, Evdokia, a été torturée à mort en 1947 dans l'un des camps du Karaganda, son fils Vassili, ingénieur, qui travaillait à l'Institut aérodynamique, a été fusillé dans la prison de Lefortovo, son autre fils, Vissarion, ainsi prénommé en l'honneur de Bielinski (13), a été dé-

porté dans un des camps de l'Asie centrale, où il a été fusillé.

Pendant de nombreuses années, Lioubov Martemianovna a, avec sa fille, entretenu une longue correspondance avec les instances judiciaires. On avait déjà réhabilité les condamnés des "procès publics", on avait déjà recommencé à évoquer les noms officiellement les plus "criminels" de ceux que Staline avait anéantis, mais la marque de la haine stalinienne restait toujours imprimée sur le nom de Rioutine. Des adresses répétées aux instances du parti, directement à Brejnev et à d'autres membres de la direction du parti, restèrent sans résultat.

Ce n'est que tout récemment que l'adresse de Lioubov Martemianovna au comité central a écarté le noir rideau de la calomnie, qui, pendant plus d'un demi-siècle, avait séparé Martemian Rioutine, sa vie et sa mémoire du parti et du peuple. Une décision du plénum de la Cour suprême du 13 juin l'a réhabilité. La justice historique est rétablie. Enfin ! » (*Moskovskie Novosti*, 26 juin 1988).

La vie a montré que l'on était encore loin de la justice complète. L'auteur de cet article a, avec la fille de Rioutine, été le témoin de la manière dont Alexandre Iakovlev s'est opposé à ce que soit organisée une réunion nationale en l'honneur du centième anniversaire de la naissance de Martemian Rioutine. On n'eut l'autorisation d'organiser une réunion solennelle, en février 1990, qu'au comité de district de Krasnaia Presnia (14). Je peux

(11) Alexandre Iakovlev affirme : « Il n'y a pas eu de groupe organisé autour de Rioutine. Cette affaire a été montée de A à Z par Staline et par ses proches. Tout a été falsifié par la Guépéou. Cette prétendue plate-forme circulait, elle a même été envoyée à Boukharine, mais c'est Staline qui en était l'auteur. Le document a été fabriqué et l'on a inventé de toutes pièces l'existence d'un "groupe". Rioutine, lui, existait bel et bien. Il était contre Staline. Mais il n'a rien organisé du tout » (pp. 40-41).

(12) Lev Razgon (1908-1999) est l'auteur de *La Vie sans lendemains* (Horay, 1991).

(13) Vissarion Bielinski (1811-1848), publiciste et critique littéraire, traditionnellement considéré comme l'un des représentants les plus éminents du courant démocratique révolutionnaire.

(14) Rioutine fut longtemps le secrétaire du comité d'arrondissement du parti de cet arrondissement célèbre de l'ouest de Moscou.

aussi témoigner que lorsque je me suis adressé à Mikhaïl Gorbatchev pour qu'une aide soit apportée à la fille de Rioutine, qui ne touchait qu'une retraite de misère, Alexandre Iakovlev s'y est opposé. Il a même refusé d'intervenir pour que l'on augmente la retraite d'une femme qui, à la suite des répressions, avait perdu son père, sa mère, ses frères et avait elle-même été envoyée en exil avec ses enfants.

Ajoutons un autre fait. Sans le moindre jugement, les femmes de Piotr Petrovski, Alexandre Slepko et Jan Sten furent, pour l'affaire de l'Union des marxistes-léninistes, envoyées en exil. Et pourtant, elles ne sont toujours pas réhabilitées. Ma mère, alors enceinte, fut en octobre 1932 exilée à Aktchioubinsk, où faisaient rage la faim et les épidémies : sur 4 millions de Kazakhs, 1 750 000 trouvèrent alors la mort. J'ai tenté d'obtenir plusieurs fois la réhabilitation de ma mère. Je publie ci-dessous un extrait de l'adresse que j'ai envoyée, le 30 mai 1999, à Iouri Tchaiaki, qui remplit les fonctions de procureur général :

« *Ma mère, Osmolovskaia (Petrovskaja) Sofia Natanovna (1905-1979), fut réprimée à la suite de l'affaire de l'Union des marxistes-léninistes (1931), de l'affaire de "l'école de Boukharine" (1933), de l'affaire du "bloc des droitiers et des trotskystes" (1937-1938), puis de l'affaire de "l'organisation terroriste et de sabotage Joint" (1951), elle a été soumise à des interrogatoires sous Brejnev, lors de la tentative de falsifier et de réexaminer "l'affaire Kirov" (en 1965). Elle n'est toujours pas, à ce jour, réhabilitée. Les treize adresses que j'ai envoyées à Iouri Skouratov (15) sur cette question sont toujours restées sans réponse.*

*Les documents de quatre centres d'archives (archives présidentielles, archives gouvernementales, CRCEDHC et FSB) témoignent de la répression brutale et sauvage dont fut victime ma mère, même pendant qu'elle était enceinte. Je n'en citerai que trois :*

— *l'attestation n° 652 338, en date du 31 octobre 1932, au nom de ma mère, sur son envoi en exil à Aktchioubinsk (Kazakhstan), à ce moment-là épicerie de la famine et d'épidémies mortelles ;*

— *la note de Iagoda à Staline, secrétaire du comité central, en date du 28 février 1933, d'où il ressort que ma mère a participé à la première conférence anti-stalinienne et constate son arrestation (elle a subi un interrogatoire accompagné de tortures alors qu'elle était enceinte de sept mois) ;*

— *la liste des accusés au titre de l'affaire de "l'école de Boukharine" : au premier rang, figure Nicolas Boukharine, et au sixième rang figure ma mère, en tant que membre de l'organisation contre-révolutionnaire des droitiers, participant à la conférence illégale des droitiers, et où est enregistré son exil à Aktchioubinsk.*

*J'insiste sur la réhabilitation posthume totale de ma mère Osmolovskaia (Petrovskaja) Sofia Natanovna. »*

Ainsi ma mère, accusée de l'affaire de l'"Union des marxistes-léninistes" (1932) et l'affaire de "l'école de Boukharine" (1933), n'est toujours pas réhabilitée. Les femmes d'Alexandre Slepko et de Jan Sten, condamnées au titre de la première affaire, ne sont toujours pas réhabilitées non plus.

Je reproduis ci-après la note ultrasecrète de Iagoda adressée à Staline, le 28 février 1933 :

"28 février 1933 Ultra-secret.

Au secrétaire du CC du PCR(b), le camarade Staline.

*L'instruction de l'affaire du groupe contre-révolutionnaire de Rioutine et d'autres a établi la participation à ce groupe de V. V. Kouzmine, membre du PCR(b) depuis 1918, et qui travaille à la section régionale du Plan de Novossibirsk...*

*A. N. Slepko, en exil à Tara, territoire de Sibérie occidentale, a été convoqué par nos soins en rapport avec l'affaire de Kouzmine.*

*Les interrogatoires de Slepko et de Kouzmine ont permis d'établir ce qui suit :*

1. — *A Moscou, sous la direction de Slepko, existe une organisation contre-*

(15) Procureur général de la Fédération de Russie, démis par Boris Eltsine en février 1999 pour ses tentatives d'investigation dans les détournements de fonds et affaires mafieuses de la famille présidentielle.

*révolutionnaire des droitiers, qui dispose d'un large réseau périphérique (à Leningrad, sous la direction de Maretski, à Samara, sous la direction de Petrovski, à Saratov, sous la direction de Zaitsev et de Levina, à Kazan, sous la direction de Slepkov et de Medvedev, à Sverdlovsk, sous la direction de Karmalitev et de Krotov, à Voronège, sous la direction de Sapojnikov, à Novossibirsk, sous la direction de Kouzmine et de Ioudalevitch). L'organisation existe depuis 1928...*

2. — *Au début de septembre 1932, s'est tenue à Moscou, dans l'appartement d'Astrov (recruté par le Guépéou et devenu agent de ce dernier pendant le déroulement de l'instruction, NDA), une conférence de l'organisation contre-révolutionnaire, à laquelle ont pris part A. Slepkov, Maretski, Alexandrov, Petrovski, Aïkhenwald, Astrov, Kouzmine, Astrova, Teia Levina, Gasperkaia, Sofia Petrovskaia et Idelson. La conférence a discuté la situation économique de l'URSS, les questions du Comintern, et a dessiné les perspectives de leur travail ultérieur...*

3. — *Ouglanov (16), lié à Slepkov et à d'autres droitiers, avait une attitude de dirigeant. Au cours de l'été 1932, Ouglanov confia à Slepkov la tâche d'écrire le programme des droitiers. »*

*Le vice-président de l'OGUEPEOU,  
H. Iagoda*

Le 15 février 1933, toutes les personnes citées ci-dessus furent arrêtées.

Ce document témoigne qu'en URSS, de 1928 à 1932, a existé un réseau clandestin d'organisations antistaliniennes. Les amis de Rioutine ne nièrent pas qu'ils luttèrent contre le régime stalinien. Interrogé sur les fins et les tâches de cette organisation, Piotr Petrovski déclara qu'ils "cherchaient à obtenir un changement de la politique du parti en changeant la direction du parti et en faisant accéder au pouvoir Boukharine, Rykov, Tomsky, Kamenev, Sokolnikov et Ouglanov, capables, selon nous, de réaliser notre programme, à savoir : 1. — le retour à la première étape de la NEP, c'est-à-dire le retour à l'alliance commerciale de la ville et de la campagne ; et 2. — le rétablissement de la démocratie interne du parti."

Alexandre Slepkov, dans une adresse à la commission centrale de contrôle du parti, écrit : "Dans notre groupe, tous ne sont pas également coupables... Un groupe de personnes, à savoir moi, Petrovski, Maretski, étions les éléments moteurs (17)."

Ils ne dissimulaient pas qu'ils luttaient contre le régime totalitaire. Piotr Petrovski déclara à l'instruction : « L'initiative de la création de l'organisation des droitiers appartient à une "troïka" composée de moi, Petrovski, Maretski et Slepkov... L'organisation commença à se former en 1928. En 1930, 1931, surtout 1931, le travail de l'organisation prit un caractère plus systématique. Les travaux de Boukharine, en particulier les Notes d'un économiste (18), formaient la base idéologique de notre organisation. »

Mais en 1932, les Notes d'un économiste boukhariniennes et son Testament politique de Lénine avaient perdu de leur force de frappe après la terreur permanente, la liquidation de la NEP, l'anéan-

(16) Nicolas Ouglanov (1886-1937), membre du bureau d'organisation et membre suppléant du bureau politique de 1925 à 1929, secrétaire du parti de Moscou en 1926-1928, partisan de Boukharine. Liquidé en 1937.

(17) En réalité, Slepkov écrit "limoniers", c'est-à-dire les chevaux destinés à tirer un attelage...

(18) Les Notes d'un économiste, article publié dans la Pravda, du 10 septembre 1928, dans lequel Boukharine affirme en particulier : "Ce n'est pas en arrachant chaque année le maximum de ressources à la paysannerie pour les mettre dans l'industrie qu'on assurera le rythme maximum de développement industriel." Il prône "l'essor des exploitations (paysannes) individuelles", rejette toute idée d'accélération de l'industrialisation et, en même temps, critique l'appareil bureaucratique : "Dans les pores de notre gigantesque appareil, se sont nichés des éléments de dégénérescence bureaucratique absolument indifférents aux intérêts des masses, à leur vie, à leurs intérêts matériels et culturels." Il affirme que l'appareil édifié pour remplacer les petits producteurs est "si colossal que la dépense pour le maintenir est incomparablement plus importante que les dépenses improductives qui résultent des conditions anarchiques de la petite production ; en définitive, l'ensemble de cette forme d'administration, l'ensemble de l'appareil économique de l'Etat prolétarien, non seulement ne facilite pas, mais ne fait que freiner le développement des forces productives". Et il invite le prolétariat à le "détruire", sous peine que cette destruction ne soit effectuée par "d'autres forces"...

tissement du plan de coopération de Lénine. Il fallait une nouvelle base théorique : le programme *“Staline et la crise de la dictature prolétarienne”* et l'adresse-manifeste *“A tous les membres du PCR(b)”*.

Le front antistalinien clandestin s'appuyait sur un assez large ensemble d'opposants, qui combattaient l'arbitraire et le despotisme. Les documents des interrogatoires du NKVD que j'ai étudiés me permettent de dire que l'activité de l'organisation illégale de l'Union des marxistes-léninistes se situait à différents niveaux et reposait sur la constitution de groupes de cinq dotés de droits égaux. On saura plus tard que pour les membres de *“l'école de Boukharine”*, pour ses jeunes théoriciens qui avaient subi le feu de la révolution d'Octobre et de la guerre civile, la structure supérieure de l'Union des marxistes-léninistes constituait une sorte de *“tête ouvrière”*, une sorte de groupe de *“Sitz-rédacteurs”* (d'après le mot allemand *Sitzredakteur*, ou *“rédacteur bon pour la peine”*, qui désigne celui qui est responsable des éditions révolutionnaires dans les pays capitalistes, NDA). Ils luttèrent tous pour la constitution d'un front unique antistalinien, auquel, plus tard, Staline et sa clique donneront le nom de *“bloc des trotskystes et des droitiers”*.

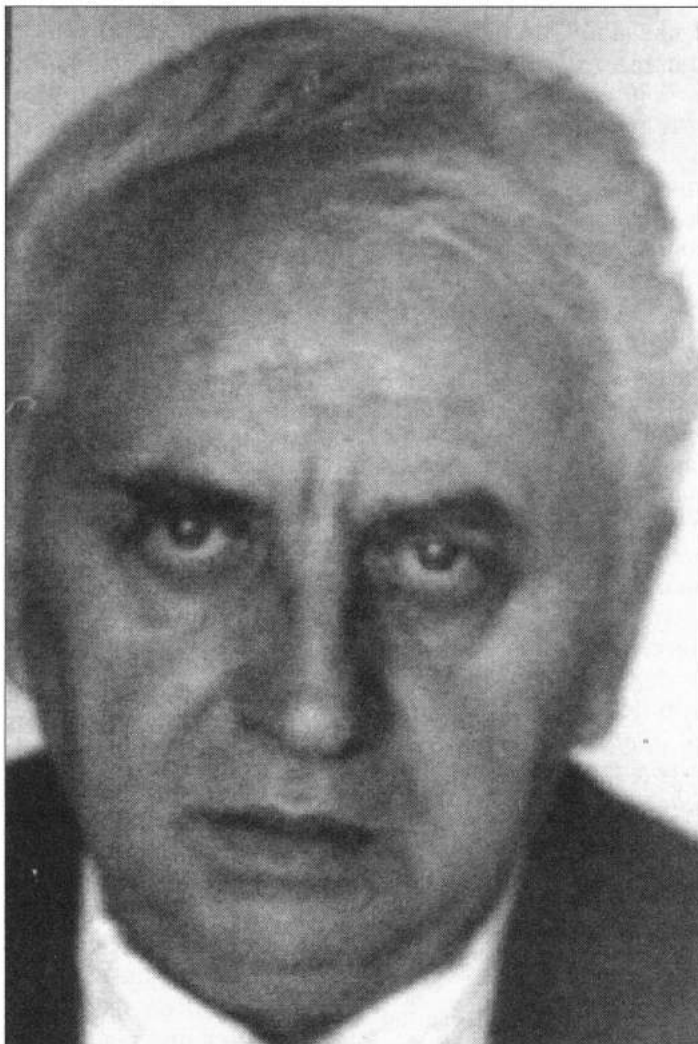
Outre la tenue de leur conférence clandestine, la rédaction d'un programme et d'un manifeste-adresse, Petrovski, Slepkov, Rioutine et Maretski organisèrent des réunions d'unification avec les représentants de l'opposition *“trotsko-zinoviéviste”* (négociations de Petrovski avec Zinoviev), des rencontres avec les représentants des *“gauchistes”* (Jan Sten et d'autres) ; ils contactèrent les représentants de *“l'opposition ouvrière”* (Serguei Medvedev et Alexandre Chliapnikov), de l'opposition dite *“droito-gauchiste”* (Syrtsov et autres), organisèrent

des conférences avec les représentants des *“groupes trotskystes”* près de Moscou (Gorelov et autres), à Kharkov (V. Lissianskaïa et autres), à Novossibirsk (Nicolas Mouralov et autres).

Dès le milieu de 1928, les représentants de l'opposition de droite invitèrent Staline et son entourage à associer activement au travail du parti les anciens dirigeants des diverses oppositions et des divers groupes, qui n'existaient alors pratiquement plus. Mais cette même année, Staline organisa la terreur de masse, qu'il déchaîna avant tout contre la paysannerie. Il fallut donc changer vite de tactique et commencer, dans des conditions très pénibles, à former un front unique antistalinien.

Dans la lutte avec l'arbitraire stalinien, les communistes-léninistes furent battus. Staline sut tromper les masses. Son totalitarisme et ses méthodes de bourreau sanglant conduisirent le pays à l'effrayante tragédie de 1941. L'arbitraire et le despotisme de Staline conduisirent à des pertes gigantesques pendant la Grande Guerre patriotique : le peuple soviétique perdit près de 30 millions de vies humaines. Des dizaines de peuples furent réprimés et déportés. Mais l'expérience de la lutte contre le stalinisme n'est pas perdue. Il est nécessaire de l'étudier, d'en tirer des conclusions, d'élaborer une tactique et une stratégie de lutte contre les organisateurs du nouvel arbitraire et du nouveau despotisme antipopulaires. Le peuple doit résister et vaincre.

**Léonide Petrovski,**  
**membre de l'Union des journalistes**  
**de l'URSS**  
**et de la Fédération russe,**  
**collaborateur scientifique de l'Institut**  
**d'études slaves**  
**de l'Académie des sciences de Russie**



Léonide Petrovski.



**Buenaventura Durruti  
et Jaime Balius :  
pages  
de la révolution  
espagnole  
(1936)**

Buenaventura Durruti est né à Leon, le 14 juillet 1896. Son père était cheminot. Mécanicien dans un atelier de chemin de fer dès l'âge de 14 ans, il adhère à la CNT en 1920. Il est l'un des organisateurs de l'attentat contre le cardinal Soldevilla, destiné à venger l'assassinat du dirigeant anarchiste Salvador Seguí par les sicaires de la monarchie, au début de 1924. Il fait partie du groupe dit des "Trente", qui organise à Vera de Bidasoa une tentative de soulèvement, vite écrasée, contre le régime de Primo de Rivera. Il est condamné à mort, se réfugie en Argentine, puis en France, revient en Espagne après la chute de la monarchie en 1931, est arrêté l'année suivante. Après sa libération, il milite dans le syndicat du textile de la CNT à Barcelone. Après l'insurrection fasciste du 18 juillet et la riposte populaire, il commande la première colonne anarchiste de 3 000 hommes, formée dans la ville sous l'égide du conseil central des milices.

Le 4 novembre 1936 est proclamé un nouveau gouvernement républicain espagnol, qui comprend quatre ministres de la CNT (Juan Garcia Oliver à la Justice, Juan Peiro Belis à l'Industrie, Juan Lopez Sanchez au Commerce et Federica Montseny à la Santé publique et aux Affaires sociales).

Ce même jour, avant de partir pour Madrid à la tête de sa colonne, où il arrivera le 14 novembre, Durruti prononce à la radio le discours reproduit ci-après. Le 21 novembre, il est abattu d'une balle dans le dos.

Jaime Balius est l'un des animateurs des Amis de Durruti, constitués en mars 1937 à l'initiative de plusieurs de ses anciens camarades (1).

(1) Voir à ce propos l'étude d'Elias Garcia sur les anarchistes et la révolution espagnole, dans les n<sup>os</sup> 4 et 5 des *Cahiers du mouvement ouvrier*.

Ces textes sont extraits du bulletin *Balance*, c/o Augutin Guillamon, Apartado 22-010 Barcelone, Espagne.



## **“Durruti parle au micro”** **Solidaridad Obrera (6 novembre 1936) (1)** **(version censurée du discours** **transmis à la radio le soir du 4 novembre 1936) (2)**

“**N**E vous inquiétez pas, au front il n’y a ni chaos ni indiscipline. Le devoir de tous les travailleurs est de se sacrifier pour la Révolution”, dit notre camarade,

Avant-hier soir, à 9 h 30, il prononça une allocution à la radio en ces termes :

“Travailleurs de Catalogne, je m’adresse au peuple catalan, à ce peuple généreux qui, il y a quatre mois, sut défaire les entraves de ces militaires qui voulaient le soumettre sous leurs bottes. Je vous apporte un salut des frères et des camarades qui luttent au front d’Aragon, à quelques kilomètres de Saragosse, et qui voient les tours de la Pilarica.

Malgré la menace qui pèse sur Madrid, il ne faut pas oublier qu’il y a un peuple debout, et que pour rien au monde on ne le fera reculer.

Nous résisterons sur le front d’Aragon, face aux hordes fascistes aragonaises, et nous nous adressons aux frères de Madrid pour leur dire de résister, car les miliciens de Catalogne sauront accomplir leur devoir, comme lorsqu’ils se lancèrent dans les rues de Barcelone pour écraser le fascisme.

Les organisations ouvrières ne doivent pas oublier quel doit être l’impérieux devoir actuellement.

Au front, comme dans les tranchées, il y a une seule pensée, un seul objectif. Le regard fixe, dirigé vers l’avant, avec le seul objectif d’écraser le fascisme.

Nous demandons au peuple de Catalogne d’en finir avec les intrigues, les

luttons intestines ; de se mettre à la hauteur des circonstances ; abandonnez les rancœurs et la politique et pensez à la guerre. Le peuple de Catalogne a le devoir de répondre aux efforts de ceux qui luttent au front. Tous devront se mobiliser et qu’on ne croie pas que ce sont toujours les mêmes qui devront se mobiliser. Si les travailleurs de Catalogne doivent assumer la responsabilité d’être au front, il n’en reste pas moins vrai que l’heure est venue d’exiger du peuple catalan le sacrifice de ceux qui vivent dans les villes. Une mobilisation effective de tous les travailleurs de l’arrière est nécessaire, car nous sommes au front et nous avons besoin de savoir sur quels hommes

(1) Reproduit avec de légères variantes dans “Paroles posthumes de Buenaventura Durruti”, *El Amigo del Pueblo*, n° 3, Barcelona, 12 juin 1937.

(2) Durruti prononça ce discours à la radio le jour même où quatre anarchistes prenaient possession de leurs charges de ministres dans le gouvernement de Largo Caballero. Le discours recueilli par *Solidaridad Obrera*, d’après les témoignages existants, censurait et édulcorait les paroles et le ton du discours de Durruti, qui attaquait les bureaucrates de la CNT et les profiteurs bourgeois de l’arrière, qui menaçait de descendre à Barcelone pour faire le nettoyage des contre-révolutionnaires :

“Je m’adresse aux organisations et je leur demande de laisser de côté rancœurs et coups bas. Nous qui sommes au front demandons de la sincérité, en particulier à la Confédération nationale du travail et à la FAI. Nous demandons aux dirigeants d’être sincères. Il ne suffit pas de nous envoyer des lettres au front pour nous encourager et de nous envoyer du linge, de la nourriture des cartouches et des fusils. Il est nécessaire aussi de prendre la mesure des circonstances, de prévoir l’avenir.

*nous pouvons compter derrière nous. Et que personne ne pense aujourd'hui à des augmentations de salaire et à des réductions d'heures de travail.*

---

*Tout cela coûte cher à la Catalogne. Les dirigeants doivent se rendre compte que si cette guerre se prolonge longtemps, il faut commencer à organiser l'économie de Catalogne, il faut établir un Code pour l'économie.*

*Que nous luttons pour quelque chose de supérieur, les miliciens vous le démontreront, eux qui rougissent en voyant dans la presse ces souscriptions pour eux, en voyant ces tracts qui demandent des aides pour eux. Ils rougissent parce que les avions fascistes leur lancent des journaux factieux, dans lesquels on lit des souscriptions et des conseils identiques.*

*Si vous voulez faire barrage au danger, il faut former un bloc de granit.*

*L'heure est arrivée d'inviter les organisations syndicales et les partis politiques à en finir une fois pour toutes avec cette situation. A l'arrière, il faut savoir administrer. Nous qui sommes au front, nous voulons une responsabilité et une garantie derrière nous, et nous exigeons que nos organisations veillent sur nos femmes et enfants.*

*Si cette militarisation décrétée par la Généralité est destinée à nous faire peur et à nous imposer*

*Le devoir de tous les travailleurs, et en particulier de ceux de la CNT, est de se sacrifier, de travailler comme il se doit."*

*une discipline de fer, ils se trompent, et nous invitons ceux qui ont confectionné le décret à aller au front pour voir notre moral et notre discipline, et ensuite nous viendrons les comparer au moral et à la discipline de l'arrière.*

*Soyez tranquilles. Au front, il n'y a ni chaos ni indisciplinisme. Nous sommes tous des responsables et nous connaissons le trésor que vous nous avez confié. Dormez tranquilles. Mais nous, nous sommes partis de Catalogne en vous confiant l'économie. Prenez vos responsabilités, soyez disciplinés. Ne provoquons pas par notre incompétence, après cette guerre, une autre guerre civile entre nous.*

*Si chacun pense que son parti doit être le plus puissant pour imposer sa politique, il se trompe, car face à la tyrannie fasciste, nous ne devons opposer qu'une seule force, il ne doit exister qu'une seule organisation, avec une discipline unique. Pour rien au monde ces tyrans fascistes ne passeront là où nous sommes. Tel est le mot d'ordre au front. Nous leur disons : vous ne passerez pas ! Nous vous disons : ils ne passeront pas !"*

## **“Paroles de Buenaventura Durruti” (1)**

**Acracia, n° 86, Lérida**

**5 novembre 1936 (fragments**

**du discours enregistré dans la nuit**

**du 4 novembre 1936, relevés par José Peirats) (2)**

**“***J***E ne suis pas disposé à écrire une lettre de plus pour que les camarades ou le fils d'un milicien aient un morceau de pain ou un verre de lait supplémentaire tandis qu'il y a des conseillers qui mangent et dépensent sans compter...”**

**• “Le fascisme symbolise et est, dans les faits, l'inégalité sociale ; si vous ne voulez pas que nous, qui luttons, nous vous assimilions, vous de l'arrière, à nos ennemis, accomplissez votre devoir...”**

---

(1) La comparaison de ces courts fragments de Acracia et du discours censuré et édulcoré publié par *Solidaridad Obrera* nous permet de percevoir le ton dur et de défi du discours de Durruti, qui accuse directement d'incompétence certains des conseillers de la Généralité, qui jouissent d'intolérables privilèges de classe. Durruti s'en prend également à la bureaucratisation de la CNT et à l'incompétence de ses dirigeants les plus connus : souvenons-nous que le discours fut prononcé le jour même où fut connue l'acceptation par la CNT de quatre portefeuilles ministériels.

(2) Selon ce qui a été rapporté par Peirats lui-même, dans José Peirats, *“Raisons et aberrations de la participation libertaire au gouvernement”*,

• “Les avions fascistes nous arrosent, à l’occasion de leurs visites, de journaux dans lesquels on peut lire des listes de souscription pour ceux qui luttent, ni plus ni moins que vous le faites. C’est pourquoi nous voulons vous dire que nous ne sommes pas des mendiants et que nous n’acceptons la charité en aucune manière...”

• “La politique, c’est l’art des coups bas, l’art de vivre, et cela doit être supplanté par l’art du travail...”

• “Vous êtes dans l’erreur, conseillers, avec votre décret de militarisation des milices. A vous qui parlez de discipline de fer, je vous dis de venir avec moi au front. Nous y sommes, nous autres qui n’acceptons aucune discipline, parce que nous sommes conscients du devoir à accomplir. Et vous verrez notre ordre et notre organisation. Ensuite, nous viendrons à Barcelone et nous

vous questionnerons à propos de cette discipline, de cet ordre, de ce contrôle, dont vous manquez...”

• “Nous nous adressons à la CNT-FAI pour leur dire que si, comme organisation, ils contrôlent l’économie de la Catalogne, ils doivent l’organiser comme il se doit...”

(Extraits du discours prononcé hier soir sur Radio CNT-FAI, et retransmis dans toute l’Espagne par les stations émettrices de Barcelone.)

---

*Polémica*, n° 22-25 (1986). Peirats apparaît quelque peu confus et déclare faussement que *Solidaridad Obrera*, en reproduisant ce discours, le résuma avec à sa “une” : “Nous renonçons à tout, sauf à la victoire.” Il affirme également avoir pris des notes sur le discours entendu à la radio, et qu’il le reproduit plus tard dans *Acracia*, sans toutefois dire qu’il s’agissait de quelques petits fragments.

## Jaime Balius : “Le testament de Durruti” (Solidaridad Obrera, 6 décembre 1936)

“**P**EU de jours après que Barcelone eut entendu la forte voix du camarade Durruti (1), une balle perdue dans le grondement immense du combat mettait fin aux battements du cœur et aux aspirations de l’anarchiste qui s’était converti en une partie de l’âme populaire.

Mais la grandeur des derniers moments du camarade décédé sont d’une telle ampleur qu’ils continuent à marquer la trace que devra emprunter le vaisseau social s’il veut atteindre le port.

Nous avons encore à nos oreilles les développements catégoriques que prononça Durruti un soir mémorable, qui s’estomperont difficilement à travers les temps, si mémorables que soient les événements de cette période révolutionnai-

re. Et nous ne pourrions pas non plus chasser de tous nos souvenirs la physionomie qu’offrait ce soir d’apothéose la capitale de la Catalogne industrielle.

Pendant l’allocution, qui précéda la mort de l’infortuné camarade, la foule avait envahi les rues de Barcelone. La population catalane était suspendue aux émissions qui transmettaient la parole enflammée d’un homme qui sut mourir pour les idéaux qui ont marqué sa vie tumultueuse. Et quelques heures après avoir écouté les indications sensées que les travailleurs catalans percevaient comme venant d’un représentant du front d’Aragon, on continuait à commenter ce qu’avait dit avec son énergie habi-

---

(1) Balius se réfère au discours de Durruti radio-diffusé le 4 novembre 1936.

tuelle, sa force, l'anarchiste qui aurait voulu fermer ses paupières avec la complète satisfaction d'avoir versé son sang pour la rédemption du prolétariat.

Le dernier discours du regretté camarade constitue le legs révolutionnaire que nous devons entretenir et mettre en pratique. La mémoire de Durruti ne doit pas être célébrée seulement par des actes funèbres, plus ou moins spectaculaires. Ce qui représente un véritable intérêt, c'est d'exécuter les volontés de l'anarchiste et du révolutionnaire, qui tonnait comme un géant dans les heures qui précédèrent sa mort héroïque aux avant-postes de la révolution en lutte au cœur de l'aride Castille.

Les paroles de Durruti, qui provoquèrent une intense émotion dans le firmament de Barcelone, incarnent l'authentique pensée de la classe laborieuse. Durruti affirma clairement que nous, anarchistes, nous exigeons que la révolution ait un caractère total (2). Et que les camarades qui affrontent le fascisme avec tant de ténacité sur les champs de bataille ne sont pas disposés à ce que quiconque escamote le contenu révolutionnaire et émancipateur du moment présent.

Il se rebellait, notre Durruti, contre certaines appréciations qui, dans la

bouche de quelques éléments, avaient une consonance débilante. Il sut dessiner par des traits heureux la pensée qui trouve refuge dans les lieux de travail. Ses dernières paroles, adressées à ses frères d'infortune, ont toute la valeur d'un testament révolutionnaire. Il n'y a pas, dans les annales révolutionnaires du prolétariat espagnol, un seul homme qui ait marqué d'une manière aussi héroïque un passé et un présent.

Le Durruti qui exalta le prolétariat des faubourgs et qui fit se rembrunir pour quelques instants les visages adipeux de la bourgeoisie en pleine banqueroute, c'est le même Durruti que nous apercevions dans une cabane de cantonnier de la commune de Bujaraloz.

La gigantesque manifestation qui accompagna le cercueil de Durruti ne fit que clore l'existence physique de l'anarchiste indomptable. Le testament n'a pas péri. Il survit avec plus de force que la nuit même de son discours.

Nous saurons donner forme à sa dernière volonté."

**Jaime Balias**

(2) Le caractère nécessairement total de la révolution espagnole fut une caractéristique fondamentale de la pensée théorique de l'Association des Amis de Durruti.



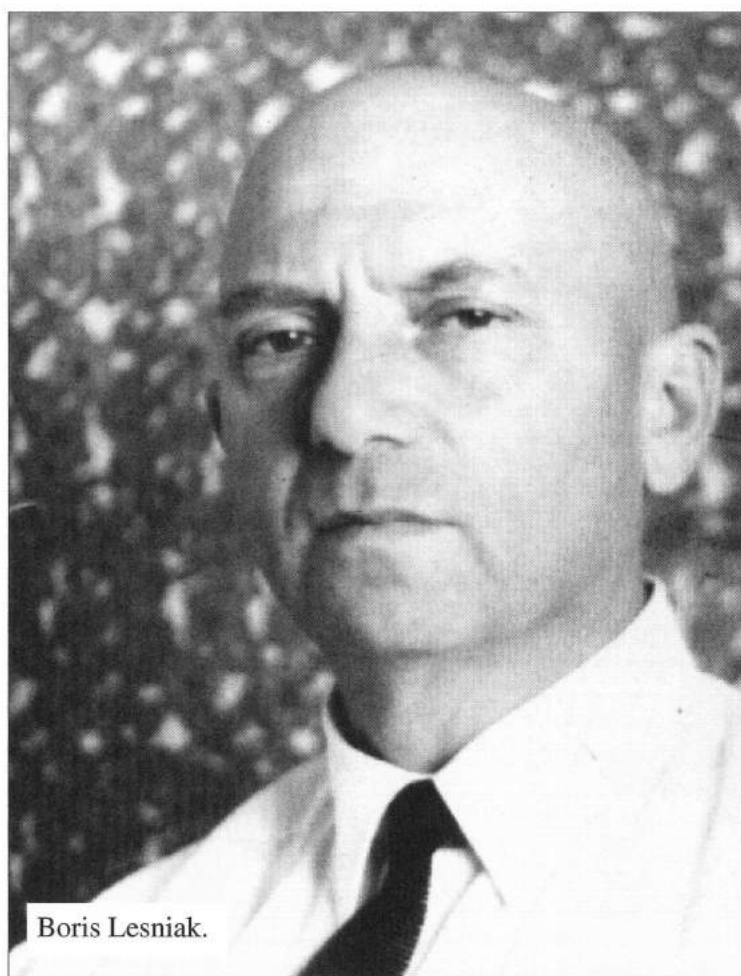
Jaime  
Balias

# **Souvenirs du Goulag (II)**

**(Nina Savoieva et Boris Lesniak)**

**Nous poursuivons ici la publication des souvenirs de Nina Savoieva, qui commença sa carrière dans un groupe de jeunes médecins, pour l'essentiel des femmes, envoyés par l'administration de la Faculté de médecine de Moscou à Vladivostok et Magadan soigner les détenus du Goulag. Ses souvenirs sont parus en 1991 dans le *Bulletin médical* publié à Magadan, le centre administratif des camps de la Kolyma.**

**Les extraits publiés ci-après sont suivis d'écrits de Boris Lesniak, envoyé lui aussi à Kolyma, qui y travailla comme aide-infirmier et devint en 1946 le mari de Nina Savoieva.**



Boris Lesniak.



## « La majorité des clients de l'hôpital venait de condamnés pour crimes "contre-révolutionnaires" »

**L**E gel des pieds et des mains était un phénomène universel et quotidien. A l'infirmerie de l'un des secteurs de la mine Tchkalov, je fis la connaissance du chirurgien Kosta Stoianov, assistant de la clinique de notre Institut Herzen. Je le fis transférer à l'hôpital du deuxième camp, où nous organisâmes une section de chirurgie : nous y fîmes ensemble de nombreuses opérations.

Pour moi, médecin débutant, c'était une école magnifique et un magnifique professeur, un chirurgien intelligent, bon, talentueux. Il soignait aussi bien les travailleurs libres que les détenus. C'était moi qui l'avais amené à effectuer ce travail. Toutes ses opérations étaient réussies et il y acquit une grande popularité.

Une fois, à l'infirmerie de la mine voisine, Tchäï-Ouria, dirigée par ma camarade d'études Maria Borissovna Kisselman, une patiente, victime d'une grossesse pathologique, se trouvait dans une situation difficile. Impossible de l'emmener à l'hôpital central : c'était trop loin et trop risqué. Stoianov et moi, nous partîmes à Tchäï-Ouria. Il effectua une magnifique césarienne, au cours de laquelle je l'assistai. Et la mère et l'enfant furent sauvés. Stoianov reçut à cette occasion une attestation de la direction des camps du Nord-Est (Sevvostlag). J'avais pour lui un grand respect et beaucoup de reconnaissance et m'effor-

çai de soutenir moralement et matériellement cet homme modeste et simple.

La mère de Stoianov, une vieille militante de la clandestinité en Bulgarie, s'adressa deux fois à Staline, par l'intermédiaire de Dimitrov, en demandant la libération de son fils. Stoianov fut libéré en 1945 et retourna rapidement en Bulgarie. En 1948, Kosta Stoianov fut nommé chirurgien en chef des forces armées bulgares. J'eus plusieurs fois envie de lui écrire quelques mots de salutation. Mais le poste important qu'il occupait me retint. Je ne voulais pas être comprise de travers. Mais tout cela est postérieur.

En attendant, je me démenais entre le camp et l'administration de la mine, que je ne cessais de harceler sans les laisser souffler. Tout ce que je réussissais à arracher, à extorquer pour le camp, me paraissait une goutte d'eau dans la mer et se perdait dans le cauchemar de l'existence concentrationnaire. Quelque chose me restait en travers de la gorge et je dormais mal. Je me sentais au bord de la catastrophe, de la crise de nerfs. J'envoyais des rapports à tous les échelons du pouvoir du Dalstroï, jusques et y compris au chef du Dalstroï, le général Ivan Fedorovitch Nikichov. Sans le moindre succès. L'administration du camp et la garde me regardaient avec étonnement et hostilité. Le chef de la garde, le VOKR Iourtchenko, me lança une fois : *"Vous vous démenez beaucoup*

*pour les ennemis de notre peuple et de notre patrie. Faites attention à ce que cela ne finisse pas mal pour vous."*

Passant dans la vallée de Tchaï-Ouria, le général Nikichov me convoqua dans le bureau du chef de la mine, Frolov, et me déclara : *"Qu'est-ce que vous croyez, docteur ? Que nous ne connaissons pas la situation dans le camp ? Nous ne la connaissons pas plus mal que vous. Mais nous faisons la guerre à mort. Le pays a besoin de métal. Il n'y a pas de guerre sans victimes. Ne compliquez pas le travail de la mine. Et contrôlez vos propos"*, conclut-il en me congédiant.

A la fin de l'été 1942, j'arrivai à l'hôpital du Sevlag, à Belitchia. Dès que je m'en approchai, à partir du remblai de la route centrale de Kolyma, je vis apparaître une bourgade typique de la taïga au milieu des taillis. Je ne vis ni zone (1), ni tours de garde, ni poste de garde, aucun des symboles du camp, ce qui m'étonna beaucoup. Deux surveillants en patrouille m'accueillirent près de la section de chirurgie. Ils me montrèrent la maisonnette du médecin-chef, située au milieu du village.

Le médecin-chef, Valentina Zalaïeva, m'attendait. Elle avait à régler des préparatifs et quelques formalités liées à l'établissement des comptes et à son départ. Nous nous mîmes d'accord : je me promènerai dans l'hôpital, examinerai les lieux, ferai connaissance avec le personnel, puis nous signerons l'acte de transmission.

L'hôpital se trouvait en fait en cours de construction. Il était situé dans l'ancien centre de la direction des recherches géologiques du district. La route qui partait de la voie centrale de Kolyma se terminait près d'une maison aux murs enduits de crépi, avec un haut perron et une large fenêtre orientée vers le sud, tout à fait inhabituelle pour Kolyma. C'est dans ce bâtiment que se trouvait installée la section de chirurgie, avec un bloc opératoire, une salle d'accueil et le bureau du médecin-chef.

L'hôpital avait son propre moyen de transport, un petit camion et un solide cheval, doté du fier surnom d'Aigle. Le chauffeur du camion, le détenu Iacha Belik, était logé près du garage et s'occupait avec beaucoup de soins de son véhicule, ce qui ne le sauva pas d'un épigramme de Varlam Chalamov :

*"Le camion a soudain calé,  
Le moteur ne marche plus.  
Notre chauffeur Iacha Belik  
Descend de sa cabine  
Ses yeux pleins de naïveté  
Examinent les freins.  
Et notre voiture part  
Au garage pour réparation."*

J'étais l'unique travailleur libre de ce grand hôpital à la population de détenus très variée. Le personnel médical et infirmier produisait une bonne impression, même si l'on sentait partout régner la négligence et l'absence d'une poigne dirigeante. Mais c'était un hôpital. Il s'agissait de la vie et du sort de gens lancés dans l'enfer des camps de Kolyma, dans leur majorité calomniés, usés, éternellement affamés et à jamais marqués par la peur.

L'écrasante majorité des clients de l'hôpital venait de condamnés au titre de l'article 58 (2). On y envoyait, des mines et des coupes de bois, des détenus gravement malades, dont l'administration du camp était heureuse de se débarrasser. Les condamnés de droit commun et les truands qui étaient hospitalisés nous parvenaient à la suite de blessures banales, de coups de couteau, d'automutilations, de tentatives de suicide ou, plus rarement, à la suite d'infections diverses, en particulier dues au refroidissement.

#### Notes de la rédaction :

(1) Zone : nom donné à la partie du camp entourée de fils de fer barbelés.

(2) Article 58 : article du Code pénal portant condamnation de cinq ans de détention à la peine de mort, pour une longue liste de crimes dits "contre-révolutionnaires".

**Boris Lesniak, étudiant en médecine, fut arrêté le 1<sup>er</sup> novembre 1937, interné à la prison de Boutyrka jusqu'au milieu de juin 1938 — séjour entrecoupé d'internements à la Loubianka, où était effectuée l'instruction de son "affaire" — et condamné par une conférence spéciale du NKVD à 8 ans de travaux correctifs pour appartenance à une mythique organisation contre-révolutionnaire estudiantine.**

**Envoyé à Kolyma, où il fut, au milieu de la guerre, recruté comme aide-infirmier par la doctoresse Nina Savoieva, il fut contraint d'y rester à travailler jusqu'en 1954. Il a bien connu Evguenia Guinzbourg, l'auteur du *Vertige* et du *Ciel de la Kolyma*, à laquelle sont consacrées une vingtaine de pages de son volume de souvenirs publié à Magadan en 1998, sous le titre *Je suis venu chez vous !* Il fut étroitement lié à Varlam Chalamov, l'auteur des *Récits de Kolyma*, et son ouvrage, outre une bonne trentaine de pages consacrées à Chalamov, comporte une quinzaine de pages de lettres de ce dernier adressées à Lesniak.**

**Nous reproduisons ci-dessous quelques extraits concernant des militants du Comintern avec lesquels il était interné à Boutyrka, ainsi que le passage consacré à Iouri Steklov, vieux-bolchevik, compagnon de Lénine et rédacteur de *L'Iskra* et de la *Pravda* dès 1912.**

## En cellule avec des militants du Comintern

**I**l y avait une vingtaine de communistes étrangers dans ma cellule : des Bulgares, des Hongrois, des Allemands et un Italien.

Je me souviens bien de deux communistes bulgares. L'un d'entre eux, Piotr Khristovitch Iskrov, avait été le premier secrétaire du Parti communiste bulgare. C'était un homme d'âge moyen, dont les cheveux foncés, auparavant rasés à la tondeuse, avaient réussi à repousser de deux centimètres. Son visage étroit, sans signe particulier, était impassible. Lorsque j'arrivai dans la cellule, il occupait déjà une place sur les châlits à droite de la porte. Il était donc dans la cellule depuis longtemps, puisqu'il avait eu le temps de faire un tour complet depuis la

tinette. Un tel trajet exigeait d'ordinaire de un mois et demi à deux mois.

L'apparence extérieure et le visage d'Iskrov m'apparurent alors tout à fait ordinaires. Il était renfermé et silencieux. Je ne me souviens pas l'avoir vu discuter même avec des Bulgares. Je n'eus avec lui aucun contact significatif.

Le deuxième Bulgare était Vassil Markov, un homme maigrelet, pâle, à la poitrine creuse, au visage presque imberbe. Il était relativement jeune, à peine plus de trente ans. C'était un homme bon, d'abord facile, affable. Son russe n'était pas parfait, loin de là, mais nous nous comprenions.

Ce communiste, profondément convaincu de la justesse de la voie qu'il

avait choisie, nous parlait de son activité militante quotidienne dans la Bulgarie bourgeoise comme un paysan parle de ses labours ou de la récolte de foin. Ses récits étaient privés de toute recherche d'effet et de tout romantisme. Il effectuait un labeur obscur, mais à son avis très nécessaire.

Un jour, il tomba entre les pattes de la police politique bulgare. Nous le vîmes une fois torse nu. Son corps et ses bras étaient recouverts de dizaines de petites cicatrices rondes, de profondeur diverse, grandes comme une pièce d'un kopeck ou moins encore, et qui, sur son corps, avaient une apparence assez banale. En réalité, ses bourreaux de la police secrète (*dans la Bulgarie royale de l'époque, NDT*) éteignaient leurs cigarettes sur son corps pendant les interrogatoires. Quand il nous raconta cela, sans chercher à nous faire de l'effet, ceux d'entre nous qui étaient internés depuis peu de temps en eurent des fourmillements dans le corps. L'un de nos compagnons de cellule, qui en avait déjà vu pas mal, lui dit : *"Ecoute, Vassil ! Ne montre pas ça à ton enquêteur et ne lui dis pas d'où ça vient. Nos tortionnaires sont eux aussi de bons artistes, mais je n'ai encore jamais entendu une chose pareille. C'est sûr qu'ils s'assimileraient cette expérience d'avant-garde."*

Vassil hochait la tête d'un air entendu.

Les Hongrois étaient affables, souriants, mais ne comprenaient presque rien en russe. L'un d'entre eux était un

très bel homme : un blond avec un beau et doux visage aux traits réguliers. Il avait une belle voix au timbre pur. Barancini lui tapait sur l'épaule en le saluant du titre de *"tenor altino"*.

Ce Barancini souriait joyeusement. Il fredonnait toujours quelque chose. Parfois, il chantait un peu plus fort pour nous tous dans les heures qui suivaient le repas du soir, et que nous réservions aux activités culturelles. Pour nous, c'étaient des chansons sans paroles, mais parfois nous en avions les larmes aux yeux.

Barancini était un communiste italien. Un malabar aux épaules tombantes, à la tête ronde et au visage aussi rond, un boute-en-train optimiste.

*"Boria, me demandait-il, alors comment est-ce que je me débrouille en russe ?*

— *Félicitations, lui disais-je. Impeccable...*

— *Félicitations",* répétait-il, l'air satisfait.

L'optimisme de Barancini ne me paraissait pas être très fondé, mais il irradiait de sa jeunesse.

*"Boria, quand nous construirons le communisme sur toute la terre, je t'inviterai à venir chez moi, à Peruggia",* disait-il l'air ému et en me prenant par les épaules.

Par la suite, j'ai envisagé je ne sais combien de fois d'aller rendre visite à Barancini, à Peruggia, mais je n'avais jamais le temps. A chaque fois, quelque chose m'en détournait, me dérangeait. Et je ne me rappelle même plus quoi aujourd'hui.

## Iouri Steklov

**A** l'étalage de la librairie, parmi les livres rangés à la vue des lecteurs, une brochure à la couverture bigarrée attirait l'attention : la photo de la couverture montrait un homme aux yeux clairs et tranquilles, au grand front dégagé, aux moustaches et à la barbe tchékoviennes. Au-dessus de ce portrait, on pouvait lire en grandes lettres noires sur une bande blanche : *"Iouri. M. Steklov."* Et un peu plus haut encore : *"Les publicistes du*

*parti."* En bas : *"Editions Mysl"* (La Pensée). Sur la page de garde : *"Moscou 1976. Auteurs : Vl. Iou. Steklov, Iou. K. Filonovytch."*

Le premier chapitre, *"Le chemin révolutionnaire d'un publiciste"*, s'ouvre sur une lettre louangeuse de Vladimir Ilitch Lénine au rédacteur en chef des *Nouvelles du comité exécutif central des soviets de la République de Russie*, Iouri Mikhaïlovitch Steklov. La lettre est datée du 13 janvier 1921.

Un peu plus loin, on peut lire : “A cette époque, Vladimir Ilitch connaissait Steklov depuis près de deux décennies, il le connaissait comme un participant actif de la lutte révolutionnaire contre le tsarisme, comme un historien marxiste éminent et comme un talentueux publiciste politique. Ils se rencontrèrent pour la première fois en 1900, à Genève, où Steklov arriva après sa fuite audacieuse de son exil en Iakoutie. Lénine l’associa au travail de L’Iskra (1) et à sa diffusion... Il fut aussi l’un des conférenciers de l’école du parti organisée par Lénine à Longjumeau (2) et l’un des premiers auteurs de la Pravda bolchevique créée en 1912.

Lénine appréciait beaucoup les connaissances et le talent de publiciste de Iouri Steklov et, pendant de longues années, il s’intéressa à son activité de publiciste et d’historien. Dans la bibliothèque de Lénine, conservée aujourd’hui dans son appartement-musée du Kremlin, on trouve autour de 30 ouvrages de Steklov et leurs pages portent de nombreuses notes, qui attestent d’une lecture attentive.”

Le chapitre suivant s’ouvre par un récit de l’enfance de Steklov : Iouri Mikhaïlovitch Steklov naquit le 15 août 1873 à Odessa. 39 pages sont consacrées à raconter l’activité de révolutionnaire, de journaliste et d’historien d’un homme qui, dès sa jeunesse, s’est consacré à la révolution. Le chapitre se conclut par les lignes suivantes : “De 1928 à 1935, Steklov a occupé des fonctions de direction au comité directeur des établissements d’enseignement scientifique du comité exécutif central de l’URSS. Iouri Steklov mourut en 1941.”

Je regardai ces pages en les feuilletant debout devant l’étalage, payai 19 kopecks à la caisse et, tout ému, je sortis dans la rue, la brochure sous le bras.

Des tableaux changeants d’un passé lointain se déroulèrent alors sous mes yeux, aux contours parfois nets, parfois embrumés, parfois enfouis dans les impasses de la mémoire par un réflexe protecteur.

C’était l’hiver 1936-1937. J’étais alors étudiant du Troisième Institut médical de Moscou. La fille dont j’étais alors l’ami était une étudiante de l’Insti-

tut stomatologique de la capitale. Nous faisons du ski à Sokolniki, nous avançons sans nous presser l’un à côté de l’autre, heureux de notre jeunesse, heureux d’être l’un à côté de l’autre, heureux de respirer l’air frais, heureux de bouger.

Soudain, ma voisine me dit : “Tu sais, j’ai comme copine de cours Mourka Steklova. Le NKVD a arrêté le père de son mari, Volodia.”

Je ne dis rien. Je pense en moi-même : “Nous sommes entourés d’ennemis du peuple. Chaque jour, on en démasque des paquets. Quelle inondation !” Je lui demande :

“Et qui est-ce ?

— Le père de Volodia ? Un vieux-bolchevik, le premier rédacteur en chef des Izvestia. Il a fait la révolution avec Lénine.

— C’est un opportuniste, dis-je. Un opportuniste de droite ou de gauche. On les chope.

— Je ne sais pas, dit-elle, pensive. C’est effrayant.

— Et alors Mourka se vante de ça dans tout l’institut...

— Non, pas dans tout l’institut...”

Je vois se dessiner dans mon imagination la maison d’une autre, la famille d’un autre, le malheur d’un autre. Quelque chose de froid, de visqueux, d’irréversible est suspendu dans l’air. C’est à la fois effrayant et curieux, mais aussi lointain, peu compréhensible, sans rapport direct avec toi et vite oublié. Quelques mois plus tard, nous sommes ensemble une nouvelle fois. Elle me dit :

“On a aussi arrêté Volodka Steklov.

— Comment le sais-tu ?

— C’est Mourka qui le m’a dit.

— Et Mourka ?

— Elle ne bronche pas...”

23 avril 1938. Cellule de la prison de Boutyrka. La serrure de la porte grince. Un surveillant apparaît sur le seuil. Il lit mon nom. Je réponds. “Préparez vos affaires”, me dit-il.

#### Notes de la rédaction :

(1) *L’Iskra*, journal du Parti ouvrier social-démocrate de Russie, fondé dans l’émigration par Lénine, Plekhanov et Martov en décembre 1900.

(2) Ecole de cadres organisée à Longjumeau par Lénine, en 1911.

Mon cœur va vite, à coups saccadés. Il y a plus d'un mois qu'on ne m'a plus convoqué. J'avais fini par m'y habituer et vivais dans une relative tranquillité. Que va-t-il se passer maintenant ? A nouveau à la Loubianka ? Dans une autre cellule ? Au tribunal ? Ou bien à la maison ? Je voudrais le croire.

Je ne me sens pas coupable. Je ne me suis pas reconnu coupable. Lors de l'instruction, malgré les coups, je ne me suis pas chargé, je n'ai pas calomnié les autres. L'espoir palpite sans s'apaiser.

Dans ma cellule, où tout le monde connaît chacun, tout le monde est persuadé qu'on me renvoie chez moi. Et comment donc. Un gamin, sans biographie ! On lui a présenté une accusation fantastique, grotesque. Il s'est bien tenu. Il retourne chez lui ! Seulement chez lui. Pour le premier mai. C'est clair.

Pendant que je rassemble mes modestes hardes et fais mes adieux à mes camarades, ils m'abreuvent d'adresses, de numéros de téléphone et de plus modestes demandes : deux mots à leur famille. Je promets. Je m'efforce sincèrement de retenir les numéros de téléphone. Je crois que je remplirai mes promesses.

Le surveillant me presse. Je sors dans le couloir. Un autre surveillant me prend et me conduit. Je marche devant, lui derrière. Nous allons par des couloirs longs et compliqués, nous descendons, nous montons. Si un détenu est emmené en face de nous, mon surveillant cogne avec sa clé sur sa boucle métallique et me commande : "Collez-vous le visage au mur." Je reste ainsi le temps que les autres passent.

Soudain, nous nous arrêtons près d'une porte. Le garde l'ouvre et dit : "Entrez et attendez ici." Je me retrouve dans une pièce minuscule, sans fenêtres, avec deux portes, éclairée par une lampe à la lumière vive au plafond. La quasi-totalité de la pièce est occupée par une silhouette énorme, un vieil homme vêtu d'une veste sombre, la tête couverte d'une casquette. Il a une barbe grise de patriarche. Un regard froid et indifférent sourd de ses yeux décolorés grands ouverts. La première pensée qui me vient en tête est qu'avec cet homme, je ne re-

trouverai pas ma liberté. J'incline la tête. Nous nous taisons tous les deux.

La porte s'ouvre, un lieutenant chef entre, des papiers à la main, nous regarde, arrange sa vareuse ; apparemment agité, il tousse, commence la lecture : "*Steklov, Iouri Mikhaïlovitch, né en 1873, par décision de la conférence spéciale (3) du NKVD de l'URSS en date du (jour, mois, année), est condamné à huit ans de travaux correctifs à effectuer dans les camps du Karaganda pour activité contre-révolutionnaire (KRD).*"

Une petite pause : "*Lesniak Boris Nicolaïevitch, né en 1917, par décision de la conférence spéciale du NKVD de l'URSS en date du (jour, mois, année), est condamné à huit ans de travaux correctifs à effectuer dans les camps de travail du Nord-Est pour activité contre-révolutionnaire (KRD).*"

Le lieutenant chef colle le papier au mur et nous le signons au crayon pour confirmer que nous avons pris connaissance de la décision de la conférence spéciale.

(On emmène les deux hommes chacun dans une cellule différente. Lesniak est affecté à une nouvelle cellule.)

Le staroste m'affecte une place. Je jette mon sac sur le châlit, je m'assieds et commence à regarder autour de moi. Au-dessus de ma tête, sur le mur, est écrit en grosses lettres, au crayon : "*Ici s'est trouvé Vladimir Steklov*", avec l'indication de la date, de l'article du code au nom duquel il a été condamné et de la durée de la peine. Volodka Steklov. Le mari de Mourka. Le fils de Iouri Mikhaïlovitch Steklov. Ainsi, en un temps très court, j'ai été confronté au destin du père et du fils, qui, peut-être alors, en savaient l'un sur l'autre moins que moi.

(Iouri Steklov fut ensuite envoyé à la prison d'Orel, où, le 11 septembre 1941, avec Christian Racovsky, Maria Spiridonova, Olga Bronstein-Kamenev, Serge Iejov et 153 autres détenus politiques, ils furent fusillés sur ordre de Staline et de Beria) (cf. Cahiers du mouvement ouvrier, n° 3, p. 79, et ce numéro, p. 78).

(3) Organisme créé en 1934, formé de trois personnes, jugeant les accusés en dehors de leur présence.

# **Pages oubliées**

Le texte que nous présentons ci-après a été rédigé par Blanqui, qui purgeait alors à Belle-Ile la peine de dix ans de prison à laquelle l'avait condamné la haute cour de Bourges. Il lui avait été demandé par ses amis Adam, Vidal, Barthélemy, qui vivaient en exil à Londres depuis la féroce répression qui avait sanctionné l'insurrection ouvrière de juin 1848 (voir *Les Cahiers du mouvement ouvrier*, n° 7, p. 115 et suivantes).

Les blanquistes, regroupés dans la Société universelle des communistes révolutionnaires, souhaitaient, pour honorer le troisième anniversaire de la révolution de février 1848, organiser un banquet, de concert avec d'autres organisations d'exilés : l'Union socialiste, fondée par le communiste utopiste Cabet, Pierre Leroux et Louis Blanc, la Société de la révolution, dirigée par Ledru-Rollin.

Or de profondes divergences doctrinales opposaient les communistes, révolutionnaires comme Blanqui, voire utopistes pacifistes comme Cabet, à ceux qui avaient prétendu incarner l'aile gauche, progressiste, du gouvernement provisoire de la république né de la révolution de février 1848.

Louis Blanc, auteur d'un opuscule sur "*l'organisation du travail*", qui recommandait l'aide de l'Etat aux coopératives ouvrières, avait prétendu arbitrer les multiples conflits entre ouvriers et patrons à l'aide de la commission gouvernementale siégeant au Luxembourg ; mais cette commission n'avait pas même proposé l'abolition de la législation antigrevé...

Quant à Ledru-Rollin, ce riche avocat qui s'était acquis une popularité certaine en prenant la défense des républicains massacrés ou pourchassés par la monarchie de Juillet, il haïssait les communistes et tout spécialement Blanqui, dont il avait pu mesurer l'intransigeance, Blanqui que Marx devait caractériser comme "*le véritable chef du mouvement prolétarien*" et qui s'efforça de construire un regroupement ouvrier indépendant autour du club de la Société républicaine centrale, dans le moment même où Barbès, à la tête du "Club des clubs", ne refusait pas les subsides du ministre de l'Intérieur, Ledru-Rollin...

Pour abattre Blanqui, Ledru-Rollin n'avait pas hésité à recourir aux moyens policiers. Deux semaines après la puissante manifestation ouvrière qui avait demandé — en vain — au gouvernement provisoire d'ajourner les élections afin d'éclairer la paysannerie soumise aux nobles et à l'Eglise, le document publié par le journaliste Taschereau prétendait démontrer, à partir de notes policières, que Blanqui, pour sauver sa tête, avait livré les noms de ses amis au lendemain de l'insurrection ratée de 1839... Blanqui dut perdre un temps précieux à solliciter les témoignages de près d'une cinquantaine de révolutionnaires, qui lui témoignèrent publiquement leur confiance.

La manifestation du 15 mai, à laquelle Blanqui dut participer pour tenter de limiter les conséquences désastreuses d'une initiative intempestive, mal préparée et où la provocation policière a peut-être joué son rôle — on sait que le douteux Huber prononça la "dissolution" de l'Assemblée nationale au moment même où résonnaient les tambours des gardes nationaux bourgeois venus sauver les députés de la pression populaire incarnée par des dizaines de milliers de manifestants ! —, cette manifestation permit à Ledru-Rollin de se pavaner en tête de régiments de dragons, venus eux aussi sauver l'"ordre".

Dernier service rendu à la cause de l'ordre par ce ministre de l'Intérieur démocrate : tous les chefs des clubs populaires, Blanqui compris, furent mis sous les verrous. L'organisation encore embryonnaire du prolétariat étant ainsi décapitée, la réaction conservatrice put relever la tête, ordonner la



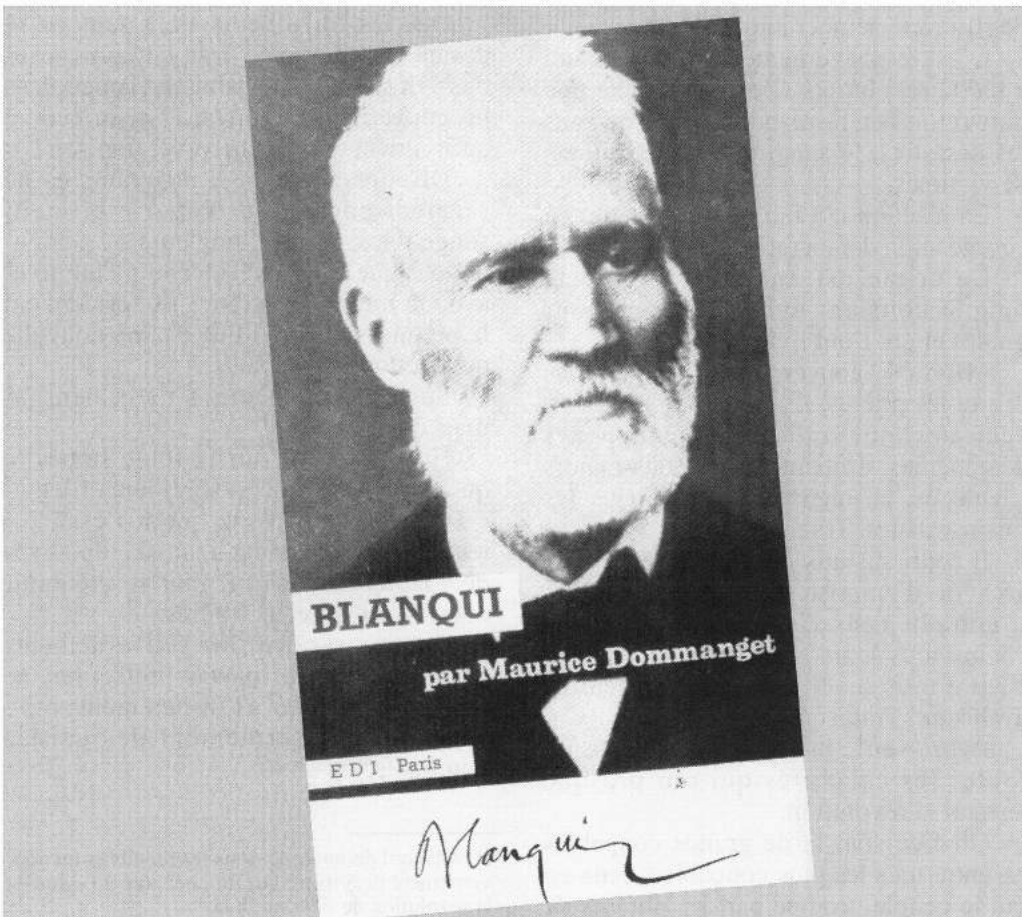
dissolution des ateliers nationaux, cette caricature de réponse à la revendication du droit au travail, et organiser méthodiquement le massacre des ouvriers sur les barricades de juin.

Ainsi s'éclaire le caractère abrupt de ce "toast de Londres", que Blanqui a rédigé à l'évidence pour contraindre ses amis à renoncer à leurs dangereux projets d'union des révolutionnaires.

*"Qui a du fer a du pain"* : la formule établit le lien entre l'expérience égalitaire des sans-culottes de 1793 et l'expérience, elle aussi acquise dans le sang d'une nouvelle classe, le prolétariat : Blanqui a connu Buonarrotti, le compagnon de Babeuf.

Ainsi désavoués par leur chef, les blanquistes renoncèrent à prononcer cette allocution, qui condamnait si vigoureusement les phraseurs du gouvernement provisoire : ceux qui avaient bercé les ouvriers de promesses fallacieuses, en laissant ainsi le temps à la bourgeoisie de se réarmer moralement et militairement (Ledru-Rollin, Louis Blanc) et ceux qui avaient failli, par manque de lucidité et de courage : tel Flocon, qui avait délivré un sauf-conduit à Marx pour lui permettre de rentrer en France, d'où l'avait expulsé le gouvernement de Louis-Philippe, mais qui devait voter l'état de siège en juin 1848... et ne jamais se le pardonner.

Nicole Bossut



## Blanqui : le toast de Londres

**Q**UEL écueil menace la révolution de demain ? L'écueil où s'est brisée celle d'hier : la déplorable popularité de bourgeois déguisés en tribuns.

Ledru-Rollin, Louis Blanc, Crémieux, Lamartine, Garnier-Pagès, Dupont de l'Eure, Flocon, Albert, Marrast (1) !

Liste funèbre ! Noms sinistres, écrits en caractères sanglants sur tous les pavés de l'Europe démocratique.

C'est le gouvernement provisoire qui a tué la révolution. C'est sur sa tête que doit retomber la responsabilité de tous les désastres, le sang de tant de milliers de victimes.

La réaction n'a fait que son métier en égorgeant la démocratie.

Le crime est aux traîtres que le peuple confiant avait acceptés pour guides et qui l'ont livré à la réaction.

Misérable gouvernement ! Malgré les cris et les prières, il lance l'impôt des 45 centimes, qui soulève les campagnes désespérées, il maintient les états-majors royalistes, la magistrature royaliste, les lois royalistes. Trahison !

Il court sus aux ouvriers de Paris ; le 15 avril, il emprisonne ceux de Limoges, il mitraille ceux de Rouen le 27, il déchaîne tous leurs bourreaux, il berne et traque tous les sincères républicains. Trahison ! Trahison !

A lui seul, le fardeau terrible de toutes les calamités qui ont presque anéanti la révolution.

Oh ! ce sont là de grands coupables et, entre tous les plus coupables, ceux en qui le peuple, trompé par des phrases de

tribun, voyait son épée et son bouclier ; ceux qu'il proclamait, avec enthousiasme, arbitres de son avenir.

Malheur à nous si, au jour du prochain triomphe populaire, l'indulgence oublieuse des masses laissait monter au pouvoir un de ces hommes qui ont forfait à leur mandat !

Une seconde fois, c'en serait fait de la révolution.

Que les travailleurs aient sans cesse devant les yeux cette liste de noms maudits ! Et si un seul apparaissait jamais dans un gouvernement sorti de l'insurrection, qu'ils crient tous, d'une voix : trahison !

Discours, sermons, programmes ne seraient encore que piperie et mensonge : les mêmes jongleurs ne reviendraient que pour exécuter le même tour, avec la même gibecière ; ils formeraient le premier anneau d'une chaîne nouvelle de réaction plus furieuse !

Sur eux, anathème, s'ils osaient jamais reparaître !

Honte et pitié sur la foule imbécile qui retomberait encore dans leurs filets.

Ce n'est pas assez que les escamoteurs de février soient à jamais repoussés de l'Hôtel de Ville, il faut se prémunir contre les nouveaux traîtres.

Traîtres seraient les gouvernements qui, élevés sur les pavois prolétaires, ne feraient pas opérer à l'instant même :

1. — le désarmement des gardes bourgeoises ;

(1) Blanqui énumère ici tous les membres du gouvernement provisoire qui fut constitué à l'issue de la révolution de Février 1848.

2. — l'armement et l'organisation en milice nationale de tous les ouvriers.

Sans doute, il est bien d'autres mesures indispensables, mais elles sortiraient naturellement de ce premier acte, qui est la garantie préalable, l'unique gage de sécurité pour le peuple. Il ne doit pas rester un fusil aux mains de la bourgeoisie. Hors de là, point de salut.

Les doctrines diverses qui se disputent aujourd'hui les sympathies des masses pourront un jour réaliser leurs promesses d'amélioration et de bien-être, mais à la condition de ne pas abandonner la proie pour l'ombre.

Les armes et l'organisation, voilà l'élément décisif du progrès, le moyen sérieux d'en finir avec la misère. Qui a du fer, a du pain.

On se prosterne devant les baïonnettes, on balaye les cohues désarmées. La France, hérissée de travailleurs en armes, c'est l'avènement du socialisme.

En présence des prolétaires armés, obstacles, résistances, impossibilités, tout disparaîtra.

Mais, pour les prolétaires qui se laissent amuser par des promenades ridicules dans les rues, par des plantations d'arbres de liberté, par des phrases sonores d'avocat, il y aura de l'eau bénite d'abord, des injures ensuite, enfin de la mitraille, de la misère toujours.

Que le peuple choisisse !

Février 1851

## Raymond Lefebvre : la préface à *L'Eponge de vinaigre*

Raymond Lefebvre (1891-1920), étudiant en histoire, participe dès l'automne 1914 aux réunions de La Vie ouvrière, avec les quelques militants adversaires de la guerre. Envoyé au front, blessé, pacifiste convaincu, il adhère au Parti socialiste au cours de l'été 1916, participe activement avec Henri Barbusse et Paul Vaillant-Couturier à la constitution, en novembre 1917, d'une Association républicaine des anciens combattants, puis en 1919 à la fondation de *Clarté*, et se prononce à la fin de l'été 1919 en faveur de l'Internationale communiste. Il part en juillet 1920 en Russie — de façon bien entendu clandestine, puisque la France n'avait pas reconnu la République soviétique — avec les ouvriers Vergeat et Lepetit, au II<sup>e</sup> Congrès de l'Internationale communiste. Il y critique vigoureusement la direction du Parti socialiste et voit dans l'adhésion des patriotes fraîchement ralliés à l'Internationale, Cachin et Frossard, le risque de préparer *“une adhésion purement platonique à la III<sup>e</sup> Internationale, qui, pour vous, camarades, aurait l'inconvénient infiniment plus grave de faire entrer ici l'esprit de trahison de la II<sup>e</sup> Internationale (...). Nous devons nous montrer implacables (...). Il ne faut pas (...) que l'application des thèses qui sont débattues ici ne soit qu'une dérision si le soin en est confié aux hommes qui, depuis six ans, ont déshonoré le mot de socialisme et rendu nécessaire la proclamation du mot communisme.”*

Après un séjour en Ukraine, il repart avec Vergeat et Lepetit en bateau vers la France. Leur bateau disparaît dans une tempête aux abords de Mourmansk. Anticipant sur les méthodes de certains historiens russes ou américains contemporains, la presse réactionnaire de l'époque affirme qu'ils ont en fait été liquidés sur ordre de Moscou pour avoir exprimé (pour Lepetit, du moins) quelques réserves ou désaccords...

Après sa mort, paraît sa petite brochure, *L'Eponge de vinaigre*, peinture amère du monde bourgeois de son enfance, précédée d'une préface politique que nous reproduisons en entier ci-après.

**P**RESQUE au coin de la rue de La Grange-aux-Belles et du quai Jemmapes, à Paris, s'ouvrait encore en 1914 une petite boutique grise, une Librairie du Travail. Là vivait Pierre Monatte, le rédacteur en chef de *La Vie ouvrière*, qui partagea avec Merheim la gloire d'avoir formulé l'initiale protestation du monde prolétaire français contre la guerre.

Cette boutique ferma le 2 août. Et pourtant, certains soirs d'automne, vers neuf heures, les policiers pouvaient constater qu'une vie furtive y brillait, que dès onze heures les colloques s'éteignaient.

J'y ai plus d'une fois participé.

On se bornait à tisonner tristement les restes refroidis de l'Internationale ; à dresser, d'une mémoire amère, la liste immense de ceux qui avaient failli ; à entrevoir, avec une clairvoyance inutile, la longueur d'une lutte d'usure, où seule serait vaincue la civilisation.

Un orgueil sombre nous restait. L'orgueil de la fidélité à la foi, l'orgueil de résister au déferlement de la sottise, sous laquelle, Romain Rolland seul excepté, les fronts les plus puissants s'étaient vautrés.

Rosmer, le poète Martinet, Trotsky, Guilbeaux, Merheim, et deux ou trois autres dont j'ignore les noms, nous avons su, en plein Paris, être à la fois parmi les derniers Européens de la belle Europe intelligente que le monde venait de perdre à jamais, et les premiers hommes d'une Internationale future, dont nous gardions la certitude. Nous formions la chaîne entre les deux siècles... Oui... ce sont là des souvenirs d'orgueil.

Replongé dans la vie militaire, dont un congé de convalescence m'avait extrait pour deux mois, j'avais bientôt perdu le réconfort des rares entretiens du quai Jemmapes, et je m'étais retrouvé dans ce milieu cordial des soldats, excellents camarades, mais encore hallucinés. Le monde m'apparut alors comme un immense conte d'Edgar Poë, et j'ai plus d'un soir redouté l'insinuation hagarde de la déraison. Une allégresse fauve, fêlée, dissonante, animait les regards et les

discours de ces hommes qui mouraient ou qui voyaient mourir. On leur parlait ; ils avaient cessé d'entendre le langage normal. Pires encore étaient, dans leurs confidences, dans leurs manifestes, les grands maîtres... Ah ! gardons-leur une rancune inexpiable !

Et en moi, l'orgueil de l'intelligence pliait, cédait... Il se courbait sous la défaite... Mais la force de la foi dans la volonté humaine surgissait. J'ai attendu. Les semaines, les semaines s'épaississaient sur le monde comme une neige rougie. La bêtise prodigue des offensives inutiles rythmait la tempête. J'attendais.

Le printemps 1915 est venu, l'été, et puis l'automne... A l'arrière, la vie allègre avait repris, insoucieuse, à peine fardée d'un demi-deuil, qui faisait plus excitante encore, plus lascive, comme une chemise de crêpe noir sur une femme nue, la joie de vivre.

Le tocsin de Zimmerwald, la colère de Liebknecht et d'obscures nouvelles de soulèvements populaires en Russie, en Allemagne, en Autriche, le grandissement lent mais irrésistible de la pensée minoritaire, annonçaient le réveil de la conscience humaine.

Je savais maintenant que je n'étais pas seul. Je savais, obscur soldat, que le mathématicien Russell en Angleterre, le professeur Foerster en Allemagne, et partout des militants ouvriers, souffraient pour ma foi dans les casemates d'Europe.

Et puis un jour, à travers le mécontentement gêné et hargneux des journaux, j'ai conçu l'illusion, l'espérance, qu'il y avait en Amérique un chef d'Etat qui rêvait comme moi.

La lutte entre la guerre et la paix commençait.

Tant que j'avais été isolé, on m'avait tenu, gentiment, pour fou. Et on souriait de m'entendre suggérer des choses inconnues. Pacifistes, nous fûmes d'un trait élevés aux honneurs de la haine et de la calomnie. Ah ! l'enivrement exquis de l'insulte reçue, et de la huée ! Ah ! la volupté de lire dans les journaux des phrases d'une violence servile contre ma foi ! Lecture fortifiante, dont chaque mot

n'était qu'une confirmation de la puissance de nos idées ! Sous le bâillon et sous les chaînes, elles épouvantaient encore. Elles étaient comme la menace muette de la conscience...

Hélas, je crains qu'elles ne triomphent trop tard.

R. L.

## L'appel de *La Vérité* du 11 août 1944

**N**OUS reproduisons pages 106 et 107 l'appel du comité central du Parti communiste internationaliste (section française de la IV<sup>e</sup> Internationale) publié dans le numéro spécial de *La Vérité*, du 11 août 1944 : *"Hitler s'effondre (...). Grève générale ! Occupez vos entreprises comme en juin 1936 ! Comme en juin 1936, réunissez-vous dans l'usine et élisez vos délégués. Qu'ils constituent leur comité d'entreprise. Que les délégués de votre comité d'entreprise prennent contact avec ceux des entreprises voisines (...)."*

Au début du mois d'août, la Wehrmacht recule partout sous le choc de

l'offensive anglo-américaine et des insurrections et attaques organisées par des détachements de partisans. L'effondrement de l'Etat pétainiste, qui accompagne le recul de l'armée allemande, suscite un vaste mouvement populaire.

C'est dans cette situation, à la veille de la libération de Paris, que le Parti communiste internationaliste diffuse le tract reproduit ci-après.

Un mois plus tôt, Widelin, le militant responsable du journal *Arbeiter und Soldat*, rédigé avec et pour des soldats allemands gagnés à la lutte révolutionnaire, et qui avaient été presque tous arrêtés et fusillés par la Gestapo, avait été à son tour arrêté et fusillé...

PROLÉTAIRES DE TOUS LES PAYS, UNISSEZ-VOUS !

N° 71 -- Nouvelle série, N° 11 NUMÉRO SPÉCIAL 11 AOUT 1944

# LA VÉRITÉ



Organe Central du PARTI COMMUNISTE INTERNATIONALISTE  
(Section française de la IV<sup>e</sup> Internationale)

Le journal des trotskystes

*qui luttent depuis 5 ans dans  
l'illégalité contre la guerre impé-  
rialiste et la terreur fasciste.*

## Hitler s'effondre

LES Américains approchent de Paris. La classe ouvrière doit mettre à profit la situation et passer à l'action pour **assurer elle-même sa libération contre le fascisme et la réaction, contre la terreur et la dictature, contre ses exploiters capitalistes.** Suivez le mot d'ordre de grève générale de la C.G.T. illégale. Déjà, les cheminots sont entrés en lutte.

**VIVE LA GRÈVE DES CHEMINOTS ! SOUTENEZ-LA,** comme l'ont déjà fait les métallos qui ont débrayé dans plusieurs usines. Rendez-vous à votre travail et, partout à la fois, dans les usines, les bureaux, les chantiers, déclanchez la

# GRÈVE GÉNÉRALE !

**Pour vos revendications :** les 50 % d'augmentation et le salaire vital, le retour aux conquêtes sociales de JUIN 36.

**Pour le contrôle des cantines et du ravitaillement** par vos délégués élus.

**Pour le contrôle de la production** afin qu'elle ne serve plus la guerre impérialiste, mais les besoins du peuple.

**Pour la libération immédiate des otages** du 14 Juillet et de tous les prisonniers politiques.

# **Occupez vos entreprises comme en Juin 36 !**

**OUVRIERS LICENCIÉS**, appuyez la grève. Rejoignez vos usines, occupez-les ou joignez-vous aux usines en lutte de votre région.

Comme en Juin 36, **réunissez-vous dans l'usine** et **élisez vos délégués**. Qu'ils constituent leur **Comité d'Entreprise**. Que les délégués de votre Comité d'Entreprise prennent contact avec ceux des entreprises voisines.

En s'étendant aux diverses corporations, aux diverses usines, la grève deviendra invincible comme en Juin 36.

Renforcez les **MILICES OUVRIÈRES D'ENTREPRISES ET DE QUARTIERS !** Qu'elles occupent les points vitaux de l'usine et empêchent la direction de prévenir la Gestapo et la police. Qu'elles établissent la liaison entre les usines et les quartiers. Qu'elles organisent le ravitaillement. Qu'elles protègent les grévistes contre les policiers, les brigands des S.S., de la Gestapo et de la Milice de Darnand.

Mais les Milices Ouvrières sont mal armées : la Résistance a refusé de les armer parce qu'elle a peur de la classe ouvrière. **ARMEZ-VOUS** vous-mêmes en désarmant les flics, les fascistes et les S.S., en vous emparant des arsenaux et des stocks mal gardés.

Surtout, n'oubliez pas qu'au sein des armées d'occupation les grévistes ont aussi des alliés. Les soldats allemands désertent en masse. Ce sont des travailleurs comme vous. **APPELEZ LES A FRATERNISER**, à vous donner leurs armes, **A SE JOINDRE A VOUS DANS LA LUTTE CONTRE LEURS BOURREAUX ET LES NOTRES : LES S.S. ET LA GESTAPO.**

Dès que le rapport des forces le permettra, **OUVREZ LES PRISONS, OCCUPEZ LES MAIRIES** et installez-y les délégués démocratiquement élus par les assemblées d'entreprises et de quartiers.

Voilà le programme sur lequel nous, **PARTI COMMUNISTE INTERNATIONALISTE**, nous appelons les partis ouvriers, notamment le Parti Communiste Français et le Parti Socialiste à **L'UNITE D'ACTION**

*Pour le PAIN, la LIBERTÉ et la PAIX*

## **VIVE LA GRÈVE GÉNÉRALE !**

Le Comité Central du **PARTI COMMUNISTE INTERNATIONALISTE**  
*(Section française de la IV<sup>e</sup> Internationale)*

# **Des monuments aux morts sortis de l'oubli...**

## **(un ouvrage de Danielle et Pierre Roy)**

**Sous le patronage de la Libre Pensée, la Fédération nationale laïque des Associations des amis des monuments pacifistes, républicains et anticléricaux vient de publier un ouvrage consacré à l'histoire et à la présentation d'édifices préservant la mémoire pacifiste et laïque, édifiés après la Première Guerre mondiale.**

**Nous en reproduisons ci-dessous l'introduction, accompagnée des notes originales (1).**

(1) Danielle et Pierre Roy, *Autour des monuments aux morts pacifistes en France*, édition de la Fédération nationale laïque des Associations des amis des monuments pacifistes, républicains et anticléricaux, 152 pages, 120 F.

**L**A Fédération nationale laïque des Associations des amis des monuments pacifistes, républicains et anticléricaux, fondée sous l'égide de la Libre Pensée, qui patronne le présent ouvrage, a décidé, lors de son assemblée générale annuelle de 1998, d'étoffer une première brochure, aujourd'hui épuisée, due au libre penseur Jean Girard, de la Loire, qui s'intitulait *Autour de quelques monuments pacifistes de France*.

Aujourd'hui, comme hier, s'affiche clairement le point de vue auquel les auteurs se sont placés pour mener à bien leur ouvrage. Ce point de vue, défini par les statuts de la Fédération nationale laïque des amis des monuments déjà citée, est celui qui conduit à estimer que tel ou tel monument aux morts présente ou non de l'intérêt.

C'est ainsi qu'on ne trouvera pas ici de monuments comportant une référence

religieuse manifeste, du type de celle constituée par une croix surmontant le monument ou figurant dans la décoration comme signe fort donnant à l'ensemble son sens.

Bien entendu, on pourra éventuellement trouver, dans les monuments que nous avons retenus, des croix de tombes, puisque ces croix, du fait de la place occupée historiquement en France par les religions chrétiennes, et notamment le catholicisme romain, sont utilisées comme symboles funéraires.

Quoi que nous pensions de cet état de fait, nous avons constaté à quelques occasions la présence de ce symbole à signification funéraire, y compris dans des monuments parfaitement laïques par ailleurs.

On ne trouvera pas non plus, en règle générale, parmi les monuments ici recensés, la présence ostensible d'un symbole belliciste : canons, obus, fusils braqués



ou brandis, munis ou non de la baïonnette, trophées guerriers, soldats dans une attitude de combat offensif ou défensif, etc. Les casques sont parfois représentés dans les monuments retenus, mais uniquement comme indices de la guerre ou comme vestiges du soldat disparu, et non comme accessoires glorieux de la chose militaire.

Les inscriptions les plus fortes sont "*Maudite soit la guerre*", "*Guerre à la guerre*". Il peut arriver qu'une autre inscription, du genre "*Morts pour la patrie*" ou "*Morts pour la France*", figure sur un monument, qui, par ailleurs, dénonce la guerre. Cette concession à l'intoxication patriotique de l'époque fait partie des contradictions auxquelles on peut être confronté, mais en règle générale, quand une telle concession a été faite, elle est mineure et peu signifiante par rapport au message principal. Bien entendu, en revanche, des inscriptions comme "*A nos glorieux soldats*", "*Gloire à nos vaillants soldats*", etc., par leur présence, peuvent rendre discutable la teneur pacifiste éventuelle de la statuaire ou d'une autre inscription. Cependant, il nous a semblé que toute inscription pacifiste mérite d'être saluée, même quand elle est mêlée à d'autres qui n'ont pas ce caractère.

Le présent ouvrage regroupe les monuments d'après des caractéristiques qui ont semblé majeures. Cette classification a pour but d'aérer la présentation et faciliter les recherches du lecteur. Nous avons réservé une dernière partie à quelques monuments de caractère antimilitariste, ou pacifiste, ou de réhabilitation, en marge des monuments aux morts proprement dits.

Cet ouvrage ne prétend pas du tout être exhaustif. Il y a, c'est une certitude, d'autres monuments aux morts pacifistes laïques qui lui ont échappé. Il veut être, en quelque sorte, une première approche de ce phénomène, républicain au sens plein du terme, qu'a constitué l'édification de monuments commémoratifs pacifistes laïques après la terrible boucherie de la Première Guerre mondiale. Certes, hélas, elle ne fut pas la "der des der", selon le souhait probablement majoritaire de ceux qui en étaient revenus, mais l'hécatombe immense qu'elle a constituée était sans

précédent à cette échelle. Surtout, ses formes spécifiques (la guerre de tranchées), généralisées sur les milliers de kilomètres de tous les fronts européens, en ont fait un événement référence dans l'inhumain, au même titre que les camps de concentration nazis ou le Goulag stalinien, sans évidemment qu'il soit question d'établir d'indécente hiérarchie dans l'horreur ni de gommer les différences, certaines évidentes, d'autres moins évidentes, entre lesdits événements.

Pour cet ouvrage, on a été amené à étudier les procès-verbaux de conseils municipaux, qui montrent souvent à quel point il a été difficile pour les pacifistes de faire valoir leur point de vue. Si, notamment, des divergences se sont fait jour au sein des comités pour l'érection de monuments aux morts avec, au final, le triomphe de points de vue qui ont fait obstacle à des vues pacifistes, le facteur de blocage le plus déterminant, à cet égard, a été la vigilance pointilleuse des pouvoirs publics, qui, via les préfets, se sont opposés, au nom de prétextes divers et souvent fallacieux (1), à la réalisation de tel ou tel projet. Nous avons même, au cours de nos recherches, trouvé l'exemple d'un maire, celui de Tarnos, dans les Landes, qui, ayant refusé d'obtempérer aux exigences préfectorales et ayant fait réaliser le projet initial, a été destitué ; les inscriptions (2) incriminées ont été détruites. Le lecteur verra plus loin qu'à Balnot-sur-Laignes (Aube), le maire et le conseil municipal tout entier refusent de se soumettre au diktat du préfet. Lorsque les maires ont tenu bon, soit le monument n'a pas bénéficié des crédits d'Etat, soit il n'a pas été inauguré en présence des autorités représentant l'Etat.

On constatera aussi qu'ici et là, le patronat français n'a pas hésité à exercer

(1) Ainsi, il est reproché au projet d'Avion, par commission départementale d'examen des projets du Pas-de-Calais, "*son manque d'originalité*", alors qu'il s'agit au contraire d'un projet unique en son genre. Quant au préfet, plus franchement, il critiquait le projet pour "*ses tendances défaitistes*", y voyant "*un encouragement à la désertion*"... Pas moins !

(2) "*A ceux qui sont morts en croyant défendre les plus belles vertus de la race humaine. Les guerres n'ont jamais été que la misère du peuple. Souvenez-vous, mères de famille, que l'avenir dans la paix nous réserve plus de gaieté. L'humanité n'a qu'un chemin : la paix.*"

les pressions les plus fortes pour s'opposer à certaines inscriptions et à une statuaire jugées par lui trop pacifistes : le cas du Nord et du Pas-de-Calais, avec l'ingérence du patronat minier, est particulièrement typique de cette situation.

Insistons sur un autre aspect, relié d'ailleurs à ce qui vient d'être écrit.

D'une manière générale, la réalisation et l'inauguration des monuments aux morts ont été des enjeux, parfois très forts, de laïcité (3) dans une situation difficile pour les laïques, au sortir de quatre années d'Union sacrée, dans le climat et le dispositif politique véritablement totalitaires du temps de guerre, avec une opinion chauffée à blanc par les slogans chauvinistes les plus primitifs, tous éléments favorables pour que l'Eglise catholique romaine française cherche à reprendre une place importante dans la société et contrecarre, avec succès très souvent, le cours anticlérical de la III<sup>e</sup> République, qui avait, notamment, précédé la guerre. Rappelons que la grande loi de séparation des Eglises et de l'Etat de 1905, pendant les neuf années où elle s'exerça pleinement, avant août 1914, avait largement marginalisé l'Eglise sur un plan politique, c'est-à-dire en fait l'avait remise à sa juste place, en dehors des institutions et du pouvoir politique, où le fait religieux, qui est d'ordre strictement privé, n'a que faire.

Durant l'année qui suivit l'armistice et surtout tout au long de la législature de la Chambre bleu horizon du Bloc national, qui, élue le 16 novembre 1919, lui succéda pour quatre ans, sous l'égide de Raymond Poincaré, triompha une politique consistant à favoriser systématiquement la réinsertion du clergé catholique romain dans la vie nationale, ce qui était une tentative de prolonger en quelque sorte la politique d'Union sacrée (4), une fois le conflit terminé. Pour preuve de cela, mentionnons, entre autres, la célébration officielle du personnage de Jeanne d'Arc, qui est instituée par le Bloc national à cette époque et qui, d'ailleurs, a donné lieu à des réactions très vives de la part de certains maires républicains (5). L'Eglise profita de ce climat favorable pour s'approprier l'hommage aux soldats morts au combat,

sans se soucier de savoir, évidemment, quelle religion pratiquaient de leur vivant les morts en question, s'ils en pratiquaient une. On voit des plaques commémoratives apposées alors dans les églises ; dans quelques cas, ce sera le seul témoignage de souvenir quasi officiel (6). Par exemple, à Decazeville, il faudra attendre 1934, le maire étant le radical-socialiste Ramadier, pour que soit édifié un monument civil, l'hommage aux morts étant jusque-là une liste gravée sur une plaque en pierre installée dans l'église principale de la ville.

L'action des maires aura été décisive, on s'en doute. La démocratie communale restaurée aura permis à beaucoup de prendre des initiatives importantes dans

(3) A Grand-Croix, commune ouvrière de la Loire, dans la vallée du Gier, le conseil municipal interdit tout défilé lors de l'inauguration du monument aux morts "si le clergé paroissial devait y prendre part, revêtu de ses habits sacerdotaux". Un comité s'était mis en place "pour la réalisation de cette œuvre patriotique" et le comité, devant l'interdiction municipale, résigna ses "fonctions" après avoir rendu publique l'affaire par voie d'affiche et avoir estimé ne pas devoir prendre sur lui "d'associer la population de Grand-Croix à une cérémonie purement civile" (souligné par nous).

(4) Historiquement, la politique d'Union sacrée se termina le 12 septembre 1917, sous le ministère Painlevé.

(5) Voir notamment *Etude sur le monument pacifiste de Saint-Martin-d'Estreaux et le maire Pierre Monot*, de Danielle et Pierre Roy, éditée par l'Association laïque des Amis du monument pacifiste de Saint-Martin-d'Estreaux et la Fédération de la Libre Pensée de la Loire.

(6) A Laviolle, en Ardèche, le monument aux morts est situé dans l'église, bas-côté droit, côté narthex ; la façade a la forme d'une chapelle, la liste des morts est surmontée d'un groupe représentant un ange (la victoire ?) couronnant un soldat, la face tournée vers lui ; de part et d'autre, une statue de Saint-Michel et une statue de Jeanne d'Arc... Ce monument, financé par le curé lui-même — la commune ayant renoncé à en édifier un sur la place du village —, a été inauguré en 1920.

Signalons le cas original de Goumois, dans le Doubs : la population avait voulu rendre hommage aux cinq disparus du village. « Mais l'un d'entre eux, le facteur, n'était-il pas arrivé dans le village seulement un mois avant la déclaration de guerre et, de plus, n'était-il pas "rouge et franc-maçon" ? Pas question, pour le curé, de le voir inscrit parmi les vrais enfants du pays sur le monument aux morts. Le maire estimait, lui, qu'il n'y avait pas de raison qu'il n'y fût pas. Quant au choix du monument lui-même et à celui de son emplacement, ils opposaient tout autant les deux hommes. Tant et si bien que, lorsque, enfin, une décision fut prise, il était trop tard pour bénéficier de subventions, et seule une modeste plaque où, bien sûr, le facteur ne figurait pas, fut apposée dans l'église » (cf. *Pays comtois Magazine*, n° 21).

le domaine qui nous intéresse. Toutes ne vont pas dans le sens qui est le nôtre, cela va sans dire, mais toutes témoignent de ce rôle primordial joué par les élus. Un grand nombre de ces derniers, on peut le penser, avaient commencé à se détacher de la politique d'Union sacrée, sinon publiquement, du moins au fond d'eux-mêmes, notamment dans les deux dernières années de la guerre, qui connaîtront les grands bouleversements sociaux que l'on sait : la révolution russe de 1917 et, pour nous en tenir à la France dans la même période, de nombreuses grèves, dans les arsenaux, les usines métallurgiques et textiles, revendiquant l'augmentation des salaires et l'amélioration des conditions de travail, grèves nourries par l'aspiration à la paix (7).

Notons le rôle joué ici par le souvenir indigné des "exécutions pour l'exemple", qui ont lieu dès le début de la guerre, mais dont la nature exacte ne fut connue que bien après qu'elles eurent été perpétrées : "affaires" des fusillés de Vingré, de Flirey, du soldat Bersot, des caporaux de Souain, pour ne citer que celles-ci. De tels actes meurtriers, criants d'injustice, ont suscité chez certains maires, qui s'étaient trouvés aux "avant-postes" pour "informer" les familles du drame, dégradant pour elles, qui s'était produit, une réaction d'hostilité très vive à l'égard du militarisme. Nous mentionnons également la colonne érigée par l'ARAC (8) au cimetière de Riom, dans le Puy-de-Dôme, ainsi que d'autres monuments qui rendent hommage aux "victimes innocentes des conseils de guerre". Ce ne sont pas des "monuments aux morts" au sens strict, mais ils méritent d'être cités et reproduits (9), car leur rapport avec le sujet traité ici est assez clair.

Le courant pacifiste populaire dont témoignent les monuments aux morts évoqués dans les pages qui suivent n'est pas mort. Il s'en fait de beaucoup. Il est dirigé contre ces guerres déclarées par les dirigeants de camps impérialistes adverses, qui se connaissent bien mais ne se battent pas, et qui font se battre des gens que rien de fondamental ne sépare, mais qui ne se connaissent pas... Récemment encore, à l'occasion du 8 mai 1999, date qui tombait

en pleine période des bombardements de la Serbie et du Kosovo, le maire d'une petite commune, Poil, dans la Nièvre, écrivit à ses administrés pour leur dire que la cérémonie se réduirait au dépôt d'une gerbe à la mémoire des deux guerres et à l'installation des drapeaux. "Il ne sera prononcé aucune déclaration, il n'y aura pas de vin d'honneur. Tout en respectant les opinions de chacun d'entre nous, on peut penser qu'il y avait d'autres moyens pour résoudre des conflits déjà anciens que d'écraser indistinctement des populations innocentes, quelles que soient leurs opinions, religions ou nationalités. On ne peut pas voir sans tristesse et indignation les pays les plus riches du monde ravager l'un des plus pauvres d'Europe."

Au cours du présent travail, on a été amené à faire le constat suivant : l'expression du pacifisme populaire dérange encore beaucoup de gens, puisque des inscriptions pacifistes ont été dissimulées (10). Ont-elles été parfois enlevées et remplacées par d'autres non pacifistes (11) ? Il arrive que des municipalités éprouvent comme une gêne à l'égard de

(7) Dès avant la conflagration mondiale, en 1912, par exemple à Roanne, les 16 et 18 décembre, une grève eut lieu dans deux usines textiles en signe de protestation contre la guerre. *Le Progrès* rapporte que, de toutes les poitrines des manifestants, sortent ces mots : "Nous voulons la paix ! Pourquoi voulez-vous la guerre ?" Après la guerre, on lira dans *La Vague ouvrière et paysanne* (le fondateur de *La Vague* proprement dite, Pierre Brizon, était alors décédé) les lignes suivantes signées Pierre-Louis Berthaud : "Les prolétaires sont pacifistes parce que le peu de contrôle qu'ils peuvent exercer sur la direction des affaires leur est ravi en temps de guerre sous prétexte de défense nationale et que le régime de guerre est par conséquent celui d'une dictature encore plus étroite ; ils sont pacifistes parce que de cette affaire, dont ils font tous les frais, le capitaliste est le seul bénéficiaire moralement et matériellement, parce qu'ils connaissent que la lutte qu'ils ont d'abord à mener est celle qui les libérera de leur propre bourgeoisie (...)" (*La Vague ouvrière et paysanne*, semaine du 2 décembre 1924 au 3 janvier 1925).

(8) Association républicaine des anciens combattants.

(9) Voir chapitre XI.

(10) Ainsi, à Chevillon, dans l'Yonne, l'inscription pacifiste était cachée par une jardinière de fleurs...

(11) Par exemple, le monument aux morts de la commune Les Lilas est signalé dans un article de l'historienne Annette Becker ("*Aux morts, la patrie reconnaissante*", *L'Histoire*, octobre 1998, p. 53) comme comportant l'inscription "Que maudite soit la guerre". Une telle inscription ne figure plus sur le monument et elle nous semble bien problématique. L'inauguration eut lieu en 1924, en pré-

l'audace de leurs aînées ou de concepteurs trop "engagés" à leurs yeux. C'est ainsi que le maire d'une commune qui s'honore d'un monument pacifiste original, récemment édifié, nous écrit, apparemment peu convaincu de la signification particulière du monument de son village, qu'à son avis "tous les monuments aux morts sont, à (sa) connaissance, à caractère pacifiste"... Avec un raisonnement analogue, on dira que toutes les guerres sont menées pour la paix. Il est bien connu que la guerre est rarement menée au nom de la guerre ! 14-18 n'a pas échappé à la règle, bien au contraire. On sait combien la "paix" qui finit par être signée après plus de quatre années d'affrontements, qui opéreront un véritable génocide des jeunes générations, s'apparenta plus à une trêve entre deux tueries qu'à la paix à laquelle le peuple a toujours aspiré...

Cependant, les municipalités réticentes à communiquer des informations ont été plus que rares : nous ne connaissons qu'un cas de refus de communiquer une photocopie d'extraits d'archives, celui du maire cité plus haut, qui semble

plutôt honteux du beau monument pacifiste de sa commune.

Disons-le nettement : d'après notre expérience, la majorité des municipalités restent, quant à leur propre mémoire, sur le terrain de la démocratie et, plus encore, il a existé il y a peu et il existe encore aujourd'hui des municipalités ayant pris l'initiative de monuments à la paix, à la vie (Pontcharra, en Isère, Lutterbach, dans le Haut-Rhin, Primelin, dans le Finistère, Saint-Appolinaire, dans le Rhône), démontrant ainsi que le courant pacifiste populaire est bien vivant et qu'il se manifeste, y compris sur ce terrain monumental, qui ne lui est pas familier, puisqu'il ne lui est que rarement permis de se concrétiser.

**Danielle et Pierre Roy,  
le 10 août 1999**

sence du général Gouraud. L'inscription retenue alors, "Aux morts pour la France", n'avait rien de pacifique. Certes, le groupe sculpté, dû à Félix Desruelles, est d'une intention pacifiste assez manifeste, mais l'inscription de l'époque de l'inauguration et celle qu'on peut lire maintenant sont tout à fait conformistes. Y aurait-il eu un intermède pacifiste ?



Les monuments aux morts de Gentioux et d'Equeurdreville : deux monuments qui maudissent la guerre.

# **Chronique des falsifications**



Tableau du peintre stalinien Guerassimov (1885-1964), peint en 1957 et intitulé : *Pour le pouvoir des soviets.*

## La révolution russe et l'argent allemand

Il y a quarante ans, dans la revue *Problems of Communism* (n° 1-2, 1959), publiée par le département d'Etat américain (c'est-à-dire le ministère des Affaires étrangères), F. I. Carsten, professeur d'histoire à l'université de Londres, commentait la publication et l'analyse, par l'historien allemand Z. A. B. Zeman, des documents d'archives du ministère des Affaires étrangères allemand, dans son livre *Germany and the Revolution in Russia, 1915-1918* (Oxford University Press, 1958).

Carsten cite les extraits de documents qui, depuis cette date, sont constamment mis en avant et régulièrement présentés comme des découvertes aussi récentes que bouleversantes (un rapport de Parvus, de mars 1915, au ministère des Affaires étrangères allemand, les télégrammes du 29 septembre et du 3 décembre du secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères, ministère sis à la Wilhelmstrasse, Richard von Kühlmann, à l'état-major, affirmant que les bolcheviks ont accédé au pouvoir grâce à l'argent versé par ses services — donc grâce à lui —, et le télégramme du 18 mai 1918 du même von Kühlmann à l'ambassadeur allemand à Moscou, Mirbach, sur l'utilisation pour la propagande allemande des fonds mis à sa disposition), et il considère que leurs auteurs disent la vérité. Il parle lui aussi du prétendu "train plombé" — qui n'a jamais été plombé — dans lequel les révolutionnaires ont traversé l'Allemagne (1). Mais il écrit au-

paravant les lignes suivantes, particulièrement éclairantes malgré les convictions mêmes de leur auteur (les deux passages soulignés le sont par moi, NDLR).

*"La publication récente de documents des archives allemandes concernant l'attitude de l'Allemagne vis-à-vis de la révolution en Russie est de la plus grande importance : ces documents, publiés par M. Z. A. B. Zeman, montrent combien d'argent le gouvernement allemand a dépensé pour soutenir le mouvement révolutionnaire russe et quels étaient ses rapports avec les bolcheviks et les autres groupes d'opposition (2).*

*Cependant, l'évidence est encore peu concluante (Yet the evidence is still inconclusive). Par exemple, le gouvernement du kaiser, au cours de la Première Guerre mondiale, a payé de très larges sommes à divers agents pour nourrir la*

(1) La police militaire allemande n'avait laissé qu'une porte du wagon ouverte, de façon à contrôler les mouvements des révolutionnaires russes lors des arrêts en gare.

(2) Par groupes d'opposition ou groupes révolutionnaires, il faut entendre en particulier les divers groupes nationalistes, nombreux dans cette prison des peuples qu'était l'empire tsariste, en particulier en Ukraine, dans les pays du Caucase, etc. Certains groupes séparatistes ukrainiens collaboraient de façon quasi ouverte avec les Allemands. Ils avaient proposé aux bolcheviks une alliance politique contre le tsarisme. Lénine les avait éconduits en soulignant que ces Ukrainiens "entretiennent des rapports avec un des pays impérialistes", alors que les bolcheviks étaient également hostiles aux deux camps.

*propagande subversive en Russie. Ce que nous n'apprenons pas est quelle partie de cet argent a jamais atteint la Russie, qui l'a reçu et quel usage en a été fait. Bien entendu, aucun compte n'a été conservé ni par ces agents, ni par les groupes révolutionnaires. De façon surprenante, le gouvernement impérial était prêt à dépenser de larges sommes d'argent pour ces projets, sans aucune garantie que l'argent arrivait à la destination fixée, et, dans ce cas, qu'il était dépensé dans l'intérêt du donateur.*

*Dès mars 1915, deux millions de marks ont été dépensés pour soutenir la propagande révolutionnaire russe, dont la majeure partie a été versée au docteur Alexandre Helphand, alias Parvus, qui était en fait un agent allemand et avait jadis été étroitement lié à Trotsky. Un autre million de roubles lui fut versé à la fin de l'année. Dans un mémorandum au gouvernement allemand de mars 1915, Parvus soulignait qu'une grève politique de masse ne pouvait être organisée en Russie que "sous la direction de sociaux-démocrates russes. L'aile radicale de ce parti est déjà entrée en action, mais il est essentiel qu'ils soient rejoints par le groupe minoritaire modéré..." » (pp. 44-45).*

Carsten ne met jamais en doute la validité des affirmations de Parvus et de von Kühlmann... qui s'appuie en particulier sur les dires de ce dernier. Or l'extrait cité de Parvus est particulièrement intéressant : en mars 1915, les bolcheviks étaient dans un état de faiblesse très grand : leurs cinq députés et leurs princi-

paux dirigeants de l'intérieur (Sverdlov, Spandarian, Staline, etc.) étaient exilés en Sibérie, leur bureau russe ne fonctionnait pas. Lénine, sa femme Kroupskaïa et Zinoviev étaient très isolés en Suisse. Affirmer qu'ils étaient "déjà entrés en action" dans la perspective d'organiser une "grève politique de masse" est à cette date une invention impudente.

Parvus bluffe pour justifier auprès de ses bailleurs de fonds l'usage qu'il prétendait faire desdits fonds et en obtenir de nouveaux, qu'il utilise à son gré. Aucun chef d'entreprise un peu sérieux n'admettrait enfin que ses investissements connaissent le sort qu'ont connu les fonds des Affaires étrangères allemandes tel que Carsten le résume (on ne sait pas quelle partie a atteint le but fixé, qui l'a reçu et quel usage en a été fait...). On comprend que von Kühlmann ait jugé bon d'affirmer la rentabilité de ces investissements et déclaré à l'état-major que l'accession au pouvoir d'un parti hostile à la guerre était le fruit de ses efforts. Faire confiance à ce genre de déclaration est tout aussi léger que prendre pour témoignages de la vérité les déclarations d'un membre de l'état-major français lors de l'affaire Dreyfus, ou celles de Robert Lacoste, Max Lejeune ou Maurice Papon (alors IGAME — c'est-à-dire superpréfet — de Constantine) pendant la guerre d'Algérie, sur la fin imminente des opérations dites de "pacification" (le fameux "dernier quart d'heure" régulièrement annoncé...).

**Jean-Jacques Marie**



# Alexandra Viatteau : “génocide” et “solution finale” en Pologne, ou l’école de l’indécence et de la falsification

“CERTAINS termes tendent à se banaliser. Le mot fascisme, employé à toutes les sauces, a fini par perdre complètement son sens originel et ne plus signifier grand-chose. Génocide est cité à tort et à travers. Holocauste, popularisé par un feuilleton américain, désigne l’extermination des Juifs pendant la Seconde Guerre mondiale, alors qu’il exprime, dans la religion juive, le sacrifice d’un animal par le feu” (Robert Solé, “Nommer l’innommable”, *Le Monde*, 7 et 8 novembre 1999).

Robert Solé met l’accent sur un phénomène frappant du vocabulaire des médias ; on pourrait néanmoins attendre d’un historien ou de quelqu’un qui prétend l’être qu’il manifeste un peu plus de rigueur dans le choix des termes. Mais la rigueur en ce domaine dépend de la fin que se fixe l’intéressé(e).

M<sup>me</sup> Alexandra Viatteau vient de publier, dans la collection Archives du communisme, dirigée par Stéphane Courtois et Pascal Cauchy, un ouvrage intitulé *Staline assassine la Pologne*, dont la quatrième de couverture affirme sans ambages : “Ce livre retrace cette immense tragédie (de l’occupation de la Pologne par l’Armée rouge) qui relève du génocide...”

Il y a bien eu un génocide en Pologne à cette époque : celui des trois millions

et demi de Juifs, dont l’écrasante majorité a été méthodiquement exterminée par les nazis. Mais ce n’est pas de ce génocide-là dont nous entretient Alexandra Viatteau, qui parle peu des Juifs et de leur sort à cette époque (1). C’est d’un autre, qu’elle fabrique à l’image de celui-là et qu’elle voudrait mettre sur le même pied que le précédent : la prétendue “extermination” des Polonais par les Soviétiques, qui auraient prévu une “solution finale polonaise” (p. 93).

L’avantage de l’opération est évident :

1) Elle permet d’occulter l’antisémitisme virulent du régime du colonel Beck (1935-1939) et de l’Église catholique polonaise, ainsi assimilés à ceux-là mêmes qu’ils poursuivaient de leur vindicte.

2) Elle permet d’assimiler “communisme” (puisque l’URSS se définit alors comme “communiste”) et nazisme : chacun a son génocide. Ils sont donc jumeaux.

Elle s’appuie pour ce faire sur la collaboration entre Hitler et Staline, qui les a menés à se partager la Pologne, dans le droit fil des traditions impériales russes et prussiennes qui avaient déjà engendré trois partages de la Pologne au XVIII<sup>e</sup> siècle. Mais cette collaboration et ses

(1) Elle en parle surtout pages 142-145, pour évoquer les problèmes de l’enrôlement de Juifs polonais en URSS dans les troupes polonaises.

conséquences dramatiques pour le peuple polonais permettent-elles sérieusement de parler d'un "génocide" ? Un constat s'impose pourtant, avec une évidence si aveuglante qu'on éprouve quelque gêne à le souligner : le génocide hitlérien a détruit la population et la culture juives de Pologne, de Lituanie et de Biélorussie. Les massacres staliniens n'ont pas détruit la Pologne, la population et la culture polonaises, même si Staline, dans la bonne tradition des tsars russes rappelée ci-dessus (et du roi de Prusse et de l'empereur d'Autriche réunis), a voulu liquider l'Etat polonais.

M<sup>me</sup> Alexandra Viatteau ose pourant évoquer une prétendue "solution finale" concoctée par Staline et mise en œuvre par le NKVD. La "solution finale" du prétendu problème juif par Hitler a un sens : l'extermination de tous les Juifs jusqu'au dernier.

M<sup>me</sup> Alexandra Viatteau peut ajouter aux chiffres (réels) de Polonais déportés et d'officiers massacrés des imprécations sur le "heil bolchevique" (p. 89) ou la "bestialité bolchevique" (p. 93), elle ne peut jamais donner la moindre preuve de ce prétendu plan de solution finale à l'encontre de la population polonaise.

Le rapprochement a donc quelque chose d'indécant : l'auteur utilise un génocide planifié et presque entièrement exécuté pour valider un génocide imaginaire...

La répétition du terme et les titres de chapitres remplacent les faits, l'argumentation et les preuves : chapitre II : "Préliminaires à l'extermination" ; chapitre V : "Le crime contre l'humanité avec préméditation" ; conclusion : "Le génocide soviétique en Pologne", qui reprend la conclusion du chapitre précédent : "La connaissance et le savoir ne laissent plus de doute aujourd'hui sur le génocide polonais commis par l'Union soviétique" (p. 301).

Une fois le terme installé dans l'esprit du lecteur, il ne reste plus qu'à étendre les limites du prétendu génocide dans le temps, et Alexandra Viatteau ose ainsi parler, comme d'un fait ou d'une évidence, du "génocide polonais commencé dans les années 20 et poursuivi dans les années 30" (p. 239).

"Commencé dans les années 20" ! Outre l'inadéquation du terme "génocide", il faut quand même un sacré culot pour écrire cela. Il y a eu une guerre soviéto-polonaise en 1920... mais Alexandra Viatteau oublie tout simplement que c'est le gouvernement polonais de Pilsudski qui l'a déclenchée, avec la bénédiction des gouvernements bourgeois de l'Occident : après avoir signé, le 24 avril, un accord avec le nationaliste ukrainien Petlioura, grand organisateur de pogromes antisémites (ce qu'Alexandra Viatteau préfère passer pudiquement sous silence pour des raisons aisément compréhensibles), le 25 avril, le général Pilsudski lance ses troupes en Ukraine (pour la reconquérir, puisque c'était prétendument une terre historiquement polonaise !), prend Jitomir, Berditchev, Moghilev, puis Kiev...

Lorsque, sous la contre-offensive de l'Armée rouge, l'armée polonaise abandonnera Kiev le 12 juin, elle fera sauter l'église Saint-Vladimir. Décision étonnante de la part d'un état-major confit en religion ? Nullement, puisque l'église Saint-Vladimir est une église orthodoxe et que l'état-major polonais est profondément catholique...

La contre-offensive soviétique mènera l'Armée rouge aux portes de Varsovie, où elle sera battue avec l'assistance d'une mission militaire française comprenant le général de Gaulle... 40 000 prisonniers de l'Armée rouge, internés dans trois camps de concentration polonais, disparaîtront sans laisser de trace. Au regard des critères extensibles utilisés par Alexandra Viatteau, il s'agirait là d'un génocide organisé par l'état-major (ou le gouvernement) polonais. C'est en tout cas un massacre, déguisé officiellement en épidémie de typhus...

Lorsque Staline sera poussé par la nécessité de l'attaque allemande, il laissera s'organiser une armée polonaise indépendante (celle du général Anders), qui ira combattre en Italie aux côtés des Anglo-Américains, et un détachement polonais, nettement plus réduit, du général Berling, inclus dans l'Armée rouge. Il signera lui-même un accord polono-soviétique. Avouons que l'on a grand-peine à imaginer Hitler, placé dans la même si-

tuation (il le sera, après Stalingrad, puis Koursk), laissant s'organiser une armée juive, organisant un détachement juif... et signant un accord judéo-nazi avec, par exemple, un dirigeant de l'insurrection du ghetto de Varsovie !

Cette seule incongruité imaginaire souligne à quel point l'emploi indifférencié du terme de "*solution finale*" et de celui de "*génocide*", à la fois à propos des Juifs et des Polonais, est un abus de termes grossier, qui laisse augurer le pire de l'ensemble de l'ouvrage.

Il suffit de lire quelques pages pour voir ces craintes justifiées au-delà de l'imaginable.

Notons d'abord qu'Alexandra Viatteau utilise les dénominations au petit hasard : elle nous parle, page 13, du "*commissariat populaire à l'intérieur*", puis page 35 du "*commissariat du peuple aux Affaires intérieures d'URSS*", puis page 51 du "*commissariat populaire des Affaires intérieures de la République soviétique*", ailleurs désigné sous ses initiales "NKVD", et dont le lecteur doit deviner qu'il s'agit du même organisme. Page 35 encore, le malheureux Potemkine, qui était vice-commissaire du peuple aux Affaires étrangères, devient chez M<sup>me</sup> Viatteau "*adjoint au commissariat du peuple aux Affaires étrangères*" (ce qui ne veut rien dire). Toujours page 35, elle nomme Mikoïan président d'un doublement mystérieux "*Soviet économique du Comité central d'URSS*" : il n'y pas de soviet économique du comité central et il n'y a pas de comité central d'URSS. En général, ce genre de fantaisies est attribué aux traducteurs, mais comme M<sup>me</sup> Viatteau a écrit son livre en français, il est impossible de trouver ces boucs émissaires.

Ces fantaisies de vocabulaire débouchent sur des fantaisies historiques.

La première est sans doute une affirmation grossière de l'impérialisme polonais. Aux XVI<sup>e</sup>-XVII<sup>e</sup> siècles, le royaume de Pologne avait étendu son contrôle sur la Biélorussie, la partie occidentale de l'Ukraine et la Lituanie. La domination polonaise, incarnée par la mainmise d'une couche de grands propriétaires polonais, y était si haïe, surtout en Ukraine, que lors de l'insurrection polonaise de

1863, les paysans ukrainiens dénonçaient avec ardeur les insurgés polonais régugés dans leurs bois et forêts...

Alexandra Viatteau voit pourtant dans ces territoires des terres polonaises. Elle évoque ainsi "*les territoires historiquement polonais de Lituanie et de Biélorussie comme de l'Ukraine, que les partages de la Pologne au XVIII<sup>e</sup> siècle entre la Russie, la Prusse et l'Autriche avaient permis aux puissances occupantes de s'attribuer indûment (...). La Pologne, pour sa part, n'imaginait pas de se retrouver tronquée de provinces où vivaient certes des minorités nationales, dont c'étaient les terres (sic !), mais faisant partie intégrante de la République*" (pp. 10-11).

Les prétendues "*minorités nationales*", dont Alexandra Viatteau reconnaît quand même que "*c'étaient les terres*" — à savoir les Ukrainiens et les Biélorusses —, y étaient en fait majoritaires (sans compter la capitale lituanienne, Vilnius, sur laquelle la République polonaise, avec l'appui des gouvernements français et anglais, mit très démocratiquement la main en 1920 !).

Alexandra Viatteau reconnaît elle-même que les Polonais ne représentaient que 40 % de la population de ces territoires... et encore ce chiffre inclut-il majoritairement des Juifs polonais traités par le gouvernement polonais (secondé par le clergé catholique polonais) en citoyens de seconde zone, soumis à toutes sortes de discriminations et de persécutions. Ce sont ces territoires, où les prétendues minorités nationales évoquées par Alexandra Viatteau sont majoritaires, que l'Armée rouge envahit en 1939, ce qui ne justifie pas pour autant le partage de la Pologne entre Hitler et Staline.

A cette défense de l'impérialisme polonais, Alexandra Viatteau ajoute une riche imagination historique.

Elle écrit que, le 17 septembre 1939, le jour où l'Armée rouge entre en Pologne, "*les armées polonaises se regroupaient à l'est de la Pologne pour une contre-offensive, dont on ignore si elle n'aurait pas modifié le cours de la guerre (sic !), notamment si les alliés français et britanniques avaient alors décidé d'entrer en campagne*" (p. 21).

Passons sur le très hypothétique “*notamment si...*”, difficile à admettre dans un ouvrage d’histoire, puisque, chacun le sait, lesdits alliés français et britanniques avaient fermement décidé de ne pas entrer en campagne. Mais surtout, quoique avancée par certains historiens polonais aveuglés par leur ultranationalisme, la vision d’un regroupement des armées polonaises, le 17 septembre, pour engager une puissante contre-offensive qui aurait pu changer le cours de la guerre si l’Armée rouge ne l’avait pas poignardée dans le dos relève du roman-feuilleton. Elle est, *mutatis mutandis*, de la même eau que l’invention de l’état-major allemand en 1918 sur la révolution qui a poignardé dans le dos l’armée de Ludendorff à deux doigts de la victoire.

Cette contre-offensive si puissante qu’elle aurait pu modifier le cours de la guerre (si Daladier et Chamberlain lui avaient donné le léger coup de main indispensable...) était pourtant si discrète que le général Anders, qui reculait vers l’est avec ses troupes épuisées, privées de carburant comme les autres, n’en a pas vu la moindre trace ; il n’en dit en tout cas pas le moindre mot dans ses *Mémoires*.

Alexandra Viatteau n’est pas à cela près. Elle prétend que vers la fin de la guerre, « *les Anglais tentaient de convaincre le Vatican qu’il était temps de converger avec l’URSS vers une nouvelle forme de système de gouvernement mondial, où le libéralisme et le “dollar” assureraient la suprématie anglo-saxonne avec la participation socialiste de l’Union soviétique à une union plus vaste et globale* » (p. 224). Et elle prétend que “*Herbert George Wells avait fait des propositions dans ce sens à Lénine en 1924*” (p. 224), ce qui représente un tour de force remarquable de la part de l’écrivain anglais, puisque, depuis le 9 mars 1923, Lénine était paralysé et dans l’incapacité de parler... Mais les portes de l’imaginaire sont grandes ouvertes.

Ces détails sont, après tout, secondaires. L’essentiel est dans l’opération “*solution finale*” et “*génocide*”, dont l’absence de fondement sérieux est compensé par un vocabulaire hystérique, dont la “*bestialité bolchevique*” n’est

qu’un exemple parmi d’autres. La thèse et le vocabulaire qui l’accompagne, ou plutôt qui en compense les brèches béantes, ne sont pas seulement une caractéristique personnelle de l’auteur. Ils reflètent les forces qui se trouvent derrière ce livre, dont Alexandra Viatteau — reconnaissons-lui ce mérite — ne dissimule pas la présence.

Dès la page 6 du livre, elle précise en effet : “*Je remercie tout spécialement le père Adam Boniecki Mic, supérieur général de la congrégation des Mariens (Mariane, ordre d’origine polono-lituanienne), et les pères de la Casa Generalizia, à Rome, pour m’avoir facilité l’examen des archives du Vatican.*”

Et le chapitre X de l’ouvrage, “*La mise en garde du Saint-Siège au monde libre*”, est un éloge dithyrambique du Vatican... dont le pape avait signé, peu avant le déclenchement de la guerre, un concordat avec Hitler. Or s’il est un clergé qui s’est vautré sans retenue ni discrétion dans l’antisémitisme au cours des années 1930, c’est bien le clergé polonais. L’opération du double génocide dont il serait l’une des victimes est une façon de le réhabiliter, sans, bien entendu, jamais évoquer cette tache originelle.

Faut-il s’étonner que la défense du clergé polonais se conjugue avec celle de la propriété privée, dont il était l’un des grands détenteurs en même temps qu’une mince couche de grands propriétaires fonciers et de grands entrepreneurs ? Alexandra Viatteau évoque ainsi le sort tragique de “*la partie de la Lituanie intégrée à l’URSS et terrorisée par l’élimination forcée de la langue polonaise, la nationalisation de l’industrie et du commerce, des banques et aussi des maisons de famille (?)*, la nationalisation de la terre, que les paysans pauvres devaient donner aux kolkhozes et que les paysans possédant plus de cinq hectares — c’est-à-dire les koulaks — ne pouvaient garder sans encourir de dangereuses chicanes” (p. 46).

Passons sur le fait que, dans ces territoires de *latifundia*, les paysans pauvres, ne possédant rien ou quasiment rien, ne pouvaient rien donner de significatif et regardaient souvent avec sympathie la nationalisation de la terre, malgré leur

antipathie politique pour les envahisseurs. L'essentiel est que, pour Alexandra Viatteau, la "*nationalisation de l'industrie, du commerce, des banques et de la terre*" est un élément de la terreur, donc une composante d'un "génocide" décidément très particulier.

Tout changement radical de propriété s'accompagne de brutalités et de violences parce que les possédants ne veulent pas se laisser déposséder et résistent à ceux qui, d'en bas, veulent leur prendre leurs biens. Ainsi, à partir de juin 1917, les paysans russes se sont lancés à l'assaut des grands propriétaires terriens, et le moins que l'on puisse dire est que, pour briser la résistance de ces derniers, ils n'y sont pas allés de main morte, mais à coups de fourche et de hache. Il s'agit d'une des formes de la lutte des classes, qui ne répond pas à des critères moraux. Ainsi, la destruction de la propriété d'Etat et le rétablissement de la propriété privée sur les territoires de l'ex-URSS (marquée entre autres par la restitution à la riche et mafieuse Eglise orthodoxe de tous ses "biens" matériels), s'est accompagnée et s'accompagne de

violences multiples (expulsions, assassinats, non-paiement systématique de salaires et pensions, qui réduisent des millions d'hommes et de femmes à une existence végétative ou au suicide, etc.). Ainsi, dans une interview au *Monde*, du 12 août 1999, Boris Berezovski affirme que la remise en cause des privatisations en Russie entraînerait "*un bain de sang*" : en un mot, les nomenklaturistes qui ont pillé la propriété d'Etat déclencherait un massacre pour conserver le produit de leurs rapines.

Certes, la violence stalinienne en Pologne et dans les territoires ukrainiens, lituaniens et biélorusses rattachés un temps à cet Etat n'était pas la simple traduction politique d'une violence venue d'en bas, qu'elle a utilisée à ses propres fins : c'était aussi et plus encore une violence policière déchaînée par la bureaucratie du Kremlin dans le cadre d'une alliance et d'une division du travail avec la bureaucratie nazie. Mais seule cette dernière a planifié un génocide.

**Jean-Jacques Marie**

## A propos de Roparz Hémon

**D**ANS le bulletin *Armor Magazine*, d'octobre 1999, qui porte en sous-titre la mention "le magazine de la Bretagne au présent", figure un article intitulé *Roparz Hémon*, signé Bernard Cadoret.

Bernard Cadoret indique qu'on appelle parfois Roparz Hémon "le père de la langue bretonne" et ajoute : "Cela a donc été une bonne chose de donner son nom au premier collège créé par Diwan au Relecq-Kerhuon, tout près de Brest, où il naquit en 1900."

Suit une évocation extrêmement rapide de la carrière de Roparz Hémon, limitée aux lignes suivantes : "Roparz Hémon s'intéressa beaucoup aux langues dès sa prime jeunesse : il avait appris le breton et le français dans sa famille et devint très rapidement expert en anglais aussi. Voilà pourquoi il préféra devenir professeur d'anglais à Brest naturellement, plutôt qu'ingénieur."

Et aussitôt après (sans transition aucune), l'auteur conclut : "Après qu'il fut chassé de France par les Français après la Seconde Guerre mondiale (peut-être parce que ceux-ci n'appréciaient pas ceux qui étaient trop compétents en d'autres langues que le français ?), il mena de hautes études sur la langue bretonne en Irlande, à l'université de Dublin."

Bref, les "Français" font la chasse aux polyglottes. Le ridicule s'ajoute ici à l'extrême discrétion sur la carrière de Roparz Hémon, mais l'essentiel, ici, n'est pas dans le grotesque de l'affirmation ; il est dans ce que Bernard Cadoret

camoufle : l'activité et les positions réelles du patron spirituel du premier collège Diwan (école de breton financée par les collectivités locales).

Dans *Al Liamm* (n° 20, mai 1950), Roparz Hémon évoquait avec nostalgie les années bénies de l'occupation nazie : "Quatre années précieuses : dans le quart de siècle écoulé, il se produisit un miracle : pendant quatre ans, de 1940 à 1944, il passa un vent de liberté sur la Bretagne ; tout vrai Breton put travailler presque sans tracas, et la vie de l'esprit fut florissante. Pendant ces quatre années-là, les Bretons conscients apprirent qu'ils étaient capables de s'occuper eux-mêmes de leur pays et c'est là une leçon qu'ils ne sont pas prêts d'oublier. Le blé lèvera à partir de la graine mise en terre à ce moment-là."

C'était vraiment le bon temps ! La Gestapo, les SS et les paisibles Kommandantur ont donc permis une floraison de la vie de l'esprit et fait souffler un vent de liberté sur la Bretagne... Il est vrai que ces institutions culturelles bien spécifiques pouvaient aider Roparz Hémon à réaliser certaines de ses ambitions, exprimées alors avec une netteté qui n'était pas pour déplaire à ses protecteurs. Ainsi, en juin 1942, dans le bulletin *Arvor* (n° 74), Roparz Hémon écrit-il : "La Bretagne n'a qu'une langue, le breton. Le français n'est qu'une langue étrangère. Malgré qu'il soit et qu'il sera encore utilisé parmi nous, bannir le français est notre but. Tant qu'il restera un francisant dans notre pays, ce sera un de trop."

Certes, Roparz Hémon s'arrête au seuil des propositions pratiques susceptibles de permettre la réalisation de l'épuration massive que ces propos sous-tendent. Mais on peut penser qu'il s'agit là plus de manque de moyens réels que d'une réserve ultime de la pensée. Et surtout, Hitler et son ambassadeur, Otto Abetz, préférèrent s'appuyer sur Vichy, Laval, Pucheu, Bousquet, leur Etat et leur police, que sur un quarteron de nationalistes bretonnants hystériques. Trois mois plus tard, en septembre, Roparz Hémon donnait à cette aspiration une forme plus linguistiquement aristocratique en écrivant, toujours dans le bulletin *Arvor* (septembre, n° 89), les lignes suivantes : *"Nous tressaillons de joie en voyant certains repousser le français loin d'eux pour de bon, avec le désir de vivre comme si cette langue pourrie leur était aussi étrangère que le patagon ou le mandchou. Des gens qui parlent breton entre eux, qui composent en breton tous leurs écrits, qui méprisent les francisants dont ils sont entourés, il n'y a que ceux-là qui méritent le beau nom de Bretons."*

Cette haine se conjugue avec le mépris affiché des "humbles", c'est-à-dire les paysans, employés et ouvriers bretons qui parlent le français, et un racisme tout aussi affiché. Ainsi, en 1932, il publie dans son *Cours élémentaire de breton*, réédité en 1960 par les éditions Al Liamm, un "conte africain" présentant l'humanité comme divisée dès sa naissance en Blancs intelligents et travailleurs, en Jaunes qui le sont nettement moins et en Noirs fainéants et peu doués. Le titre vise à suggérer que l'auteur anonyme de ce conte est un Africain, ce qui paraît fort improbable, voire invraisemblable ; sa raillerie méprisante suggère qu'il vient d'un de ces innombrables retraités de l'administration, de la police ou de l'armée coloniales, habitués à "faire suer le burnous" et qui épanchaient à loisir, entre deux verres, leur mépris de fer pour les "indigènes" paresseux, ouverts au seul langage viril de la trique. Quelle qu'en soit l'origine, le choix de ce conte par Roparz Hémon est significatif : son hystérie bretonnante recouvre une conception de la division de

l'humanité entre races supérieures et inférieures. On ne s'étonnera pas que Roparz Hémon ait reproché à Marianne d'avoir "livré la Bretagne aux Juifs".

Cet homme, en 1942, tentera de faire pression sur les autorités rectorales pour le règlement d'une question administrative en affirmant que le refus de satisfaire à sa demande était "une offense à l'armée allemande dont il était l'employé". Même s'il voulait, par ces propos musclés, faire peur à un supérieur hiérarchique, il y a là un aveu — d'autant plus révélateur qu'il est spontané — sur le contenu réel de ses déclarations haineuses contre le français, les francisants et la France : la haine de son histoire récente qui avait abouti à la République laïque et de ses institutions, que le régime de Vichy s'empessa de liquider avec l'aide des occupants salués par Roparz Hémon.

L'itinéraire de Roparz Hémon est loin d'être isolé. D'autres "autonomistes" bretons sont allés aussi loin ou plus loin encore dans l'alliance avec les nazis.

## Aux sources de l'autonomisme breton : l'Action française et les Ligues

Les mouvements autonomistes bretons connaissent un grand essor dans l'entre-deux-guerres. Pour ne pas tomber dans un amalgame hors de propos, soulignons d'emblée que tous les autonomistes ne devinrent pas des agents de la Gestapo. Mais beaucoup le furent, au terme d'un itinéraire idéologique qu'illustre assez bien celui de Jean Perdriel-Vaissière, avocat rennais :

« Ancien militant à l'Action française et chef régional des Jeunesses patriotes, il se vit offrir, au lendemain de l'armistice, la direction en Bretagne du Mouvement social révolutionnaire, de triste mémoire. Il occupa ce poste jusqu'en 1942, époque où le MSR se saborda. Puis il adhéra au Groupe Collaboration

et mena une active propagande en faveur du rapprochement franco-allemand et de la "Révolution nationale". Après quoi, Perdriel-Vaissière mena plusieurs campagnes en faveur de la LVF, la fameuse Légion des volontaires français contre le bolchevisme... » (Philippe Aziz, *Histoire secrète de la Gestapo française en Bretagne*, tome I, pp. 15 et 16, éditions Famot, Genève, 1975).

Autre militant typique, cet autonomiste "mêlé depuis l'âge de seize ans à toutes les actions violentes des autonomistes bretons, depuis le dynamitage du monument de l'Union (avec la France, NDLR) — le Monument de la Honte — jusqu'aux attentats perpétrés contre les préfectures à Rennes, à Nantes et ailleurs".

Toutes choses qui ne sont pas sans similitudes avec la période actuelle, qu'il s'agisse du plasticage de locaux administratifs cette présente année à Saint-Malo ou à Paimpol, ou encore, ce que chaque automobiliste empruntant la voie express Rennes-Saint-Brieuc peut constater à hauteur de Broons : le socle, maculé par de la peinture, avec l'inscription "Traïtour" ("traître", NDLR), que porta un court laps de temps la statue de Bertrand Duguesclin, natif du secteur, mais qui eut le tort d'être connétable de France !

## Autonomisme breton et nazisme

Des représentants des minorités nationales françaises ont signé, en 1927, à Quimper, la charte de fondation du comité central des minorités nationales en France. Participaient à cette rencontre des représentants de la Bretagne, de l'Alsace-Lorraine, de la Corse. On remarquait aussi trois observateurs flamands de Belgique, au nombre desquels Franz Wielders, qui, selon une note de bas de page, sera nommé en 1942, par Hitler, gouverneur de la Flandre orientale. Simple coïncidence ?

Nombre d'autonomistes vont, dès l'avènement du nazisme, se reconnaître en lui. Ce que, par exemple, stigmatise

le journal *Les Nouvelles Rennaises*, dont certains propos de l'édition du 19 mars 1936 sont ainsi rapportés :

"L' 'autonomisme breton, à sa tête, sa vraie tête, n'est qu'un rayon de l'espionnage étranger... Hitler dispose à Rennes d'un journal qui, s'il n'est pas beaucoup lu, lui est en tout cas complètement dévoué. Les autonomistes bretons détestent la France, admirent l'Allemagne et la servent..." (ibidem, p. 49).

Les autonomistes ont leurs organisations : Gwenn Ha Du (Noir et Blanc, comme le drapeau) est une organisation secrète. Le Parti national breton a pignon sur rue.

En février 1937, des militants autonomistes sont envoyés en stage dans les formations nazies en Allemagne. A leur retour, certains ne cachent pas leur enthousiasme :

"Ils racontent la magnifique aventure que vit l'Allemagne, la mobilisation de toutes les énergies en vue du relèvement national, l'enthousiasme vibrant qui s'est emparé de toutes les couches de la population, outre-Rhin. Plus que jamais, le III<sup>e</sup> Reich est l'exemple à suivre" (ibidem, p. 51).

## La guerre offre l'occasion : la Bretagne aux Bretons !

On comprend aisément que, dans cet état d'esprit, la déclaration de guerre est accueillie avec des transports de joie par un homme comme Célestin Lainé, qui y voit une occasion providentielle de réaliser ses objectifs : "*La Bretagne aux Bretons !*"

Mordrel et Debauvais, autres chefs de file autonomistes, se réfugièrent à Berlin, en contact étroit avec les services secrets allemands.

La défaite de l'armée française devant les Panzers de la Wehrmacht est un moment important dans l'histoire de l'autonomisme breton.

En effet, pour nombre d'entre eux (encore une fois, tous ne cédèrent pas aux sirènes pronazies), la défaite de la France



est l'occasion de franchir le pas de l'indépendance :

*“Si nous ne voulons pas subir le sort des vaincus, proclamons l'indépendance de notre seule et vraie patrie, la Bretagne.”*

Les autorités nazies, de leur côté, ont pensé s'appuyer sur le mouvement autonomiste pour détacher la Bretagne de la France et en faire une sorte de protectorat sous tutelle, un peu à l'image de ce qu'elles firent, quelque temps auparavant, en œuvrant à la proclamation de l'indépendance de la Slovaquie.

L'habileté de la manœuvre fut de réserver un sort particulier aux prisonniers bretons, dont certains vont bénéficier d'un traitement de faveur, et même être libérés, du moins ceux qui vont accepter de se prononcer pour la Bretagne indépendante.

A Brest, le lieutenant-général allemand Lemelsen est nommé gouverneur de la Bretagne, *“nouvelle accueillie avec enthousiasme par les autonomistes bretons”*, qui y voient une situation provisoire, premier pas obligé vers l'indépendance.

Las ! la signature de l'armistice franco-allemand du 22 juin 1940 jette à bas les espoirs des autonomistes.

Les autorités hitlériennes, prévoyant le bénéfice à tirer de la collaboration avec le régime de Vichy, laisseront dans la foulée tomber tout projet d'indépendance bretonne :

*“Les mouvements séparatistes en Bretagne ne doivent plus être encouragés... Tout mouvement insurrectionnel contre le gouvernement français devra être évité”* (directive de Ribbentrop, ministre des Affaires étrangères de Hitler).

### Extrait de *Charlie Hebdo* (19 mai 1999)

**P**IRE : le premier collègue Diwan (1) a été baptisé du nom de Roparz Hémon, collabo, condamné à dix ans d'indignité nationale. Hémon animait une radio dirigée par les Allemands et a écrit des pensées aussi émouvantes que celle-ci : *“Les Celtes ont subi plusieurs siècles de honte et d'esclavage, depuis le temps où les légions romaines débarquaient dans l'île de Bretagne jusqu'au*

## Gwenn Ha Du et croix gammée : dans les rangs de la Gestapo

Le malheur, pour les autonomistes bretons, c'est que nombre d'entre eux, nourris par une idéologie dont ils reconnaissent une parenté dans le nazisme, vont se retrouver partenaires de la Gestapo, elle-même engagée dans un combat sans merci contre une population qui va, dans sa grande masse, prendre fait et cause pour la Résistance, pour la victoire des alliés.

La Gestapo fut souvent secondée par ceux qu'en Bretagne on appelait les *“Breiz Atao”*, ou qui constituèrent les soldats perdus de la formation Perrot, du nom de ce prêtre, curé de Scignac, abattu par la Résistance le 12 décembre 1943. Il avait fondé l'association Bleun Brug et la revue *Feiz Ha Breiz* (*“Foi et Bretagne”*) et entretenait des relations suivies avec les responsables du Parti national breton. La Bezen Perrot sera constituée après sa mort par le regroupement de la Bezen Cadoudal et des Bagadou Stourm, qui sont des formations de combat du Parti national breton. La description de leur uniforme n'est pas sans nourrir certaines réminiscences :

*“Les membres de ce groupement sont bottés et vêtus de noir ; seuls la cravate et le brassard ornements d'un triskell sont blancs. Pour compléter cet uniforme, ils portent sur la tête un calot noir, d'où pendent deux rubans à l'écoisaise”* (*ibidem*, tome II, p. 75).

**Yann Le Coz**

*temps où feu Marianne livrait notre pays à ses Juifs.”* Qu'importe, pour les régionalistes, Hémon est un fabuleux linguiste, qui a permis le renouveau du breton.

Ce qui reviendrait à baptiser un collègue parisien du nom de Robert Brasillach, au motif que, normalien et écrivain, il a beaucoup contribué au rayonnement de la langue française.

(1) Le collègue Diwan du Relecq-Kerhuon, près de Brest.

**A. Kerloc'h et R. Marhic**

## Les souvenirs du fils de Beria (II)

**D**ANS le n° 7, nous avons attiré l'attention sur quelques différences étonnantes entre l'édition russe (Moscou, Sovremennik, 1994) et l'édition française des souvenirs du fils de Beria publiée chez Plon-Critérium, avec comme sous-titre "au cœur du pouvoir stalinien". Nous citons ici quelques autres modifications, altérations, coupures ou adjonctions particulièrement savoureuses et significatives.

### Coupures...

Dans l'édition russe, l'auteur manifeste une admiration sans borne pour Ivan Alexandrovitch Serov, qui fut président du KGB de 1954 à 1958, après avoir été à la tête du NKVD en Ukraine, et occupé les fonctions de vice-ministre de l'Intérieur. Il écrit : "C'était un homme d'une honnêteté irréprochable, qui fit beaucoup pour le renforcement de la légalité" (p. 99). Et un peu plus loin, il affirme : "Ceux qui ont servi sous le commandement du colonel-général Serov se souviennent de lui comme d'un dirigeant talentueux et un homme très courageux (...). Je ne croirai jamais un mot de mal à l'égard de cet homme extraordinairement probe" (p. 103).

Ces éloges dithyrambiques à l'égard de ce policier en chef sont évidemment

gênants pour faire passer en français l'entreprise de réhabilitation de Beria, présenté comme un homme au cœur sensible d'un libéralisme effréné. D'autant que Sergo Beria manifeste aussi une estime moins profonde, mais aussi réelle, pour le ministre de l'Intérieur de Staline, Krouglov, "un homme très modeste" (p. 99). Cet homme "très modeste" était chargé du Goulag : en 1948, Staline créa des "camps spéciaux" à régime sévère pour les détenus politiques, auxquels on retirait leur identité pour la remplacer par des numéros, qui étaient soumis à une journée de travail de 10 heures (sans compter le temps de déplacement), à des fouilles hebdomadaires et à une vingtaine d'autres mesures répressives.

Staline avait fixé un objectif de 200 000 détenus dans ces camps. En 1951, Krouglov demanda à Staline d'élever l'objectif de détenus des camps spéciaux à 250 000. Un homme très modeste, en vérité !

Les éloges de ces deux policiers ont disparu des lignes qui leur sont consacrées dans l'édition française.

Mais ce n'est encore que broutille... **Dans l'édition russe, mais pas dans l'édition française, Beria a par deux fois sauvé la vie de Tito, une fois pendant la guerre, une fois après.**

"Pendant la guerre, d'abord, mon père reçut par ses services de renseignements des informations sur une opération de commandos allemands qui devait s'emparer du maréchal Tito et de tout

*son état-major (...), près duquel se trouvait le fils de Churchill. On sauva Tito et les autres. L'opération de sauvetage réussit. L'équipage de l'avion sur lequel volait mon père sauva le Maréchal et son entourage, y compris le fils de Churchill, qui était attaché à l'état-major de l'armée populaire yougoslave. Le commandant de bord et son équipage réussirent à devancer les Allemands. Ils réussirent à décoller à partir d'un terrain minuscule. On emmena les autres dans d'autres avions"* (p. 372).

En 1952, Beria père se serait opposé à la tentative de liquider physiquement Tito. Le fils met dans sa bouche les paroles suivantes : *"Ils veulent le liquider comme ils ont fait jadis avec Trotsky. A cette époque-là, je n'ai rien pu faire. L'affaire remontait à 1929 et était allée trop loin. Maintenant, la situation est différente et il est absolument impossible d'admettre le meurtre de Tito en aucune façon"* (p. 368).

Ces deux passages ont entièrement disparu de l'édition française. A propos de l'une des conséquences du pacte germano-soviétique, Sergo Beria écrit en russe : *"Les affirmations sur le fait que l'Union soviétique a transmis à l'Allemagne ses opposants politiques sont absolument dénuées de fondement"* (p. 209).

Beria efface ainsi le sort de Margarete Buber-Neuman, épouse de Heinz Neuman, membre du comité central du Parti communiste allemand, liquidé en 1937 : déportée au Karlag (camps du Karaganda), elle en fut extraite par le NKVD pour être livrée à la Gestapo, qui l'installa dans le camp de Ravensbrück. Plusieurs centaines de communistes allemands subirent le même sort.

Sergo Beria ferme les yeux sur ce fait historique et y oppose le fait que *"dans sa classe, il y avait huit enfants allemands"* (p. 209), ce qui n'a rien à voir à l'affaire.

Nul n'a d'ailleurs jamais affirmé que Staline avait livré **tous** les communistes allemands... Il en a gardé un certain

nombre, dont Wilhelm Pieck, Walter Ulbricht, etc. Ce grossier mensonge est effacé de l'édition française...

## ... et adjonctions

... Qui, en revanche, contient des développements que l'édition russe ne comporte pas. L'exemple le plus frappant est l'adjonction d'un chapitre entier, intitulé *"Le grand dessein de Staline"*, comportant trois parties, dont la première s'intitule *"Vers la lutte finale"*. Un sous-chapitre porte en titre *"1952 : branle-bas de combat"*. On y lit : *"En 1952, le pays tout entier se trouvait sur le pied de guerre. Les objectifs du comité central étaient parfaitement clairs : nous préparions la troisième guerre mondiale et ce serait une guerre nucléaire. Toutes les ressources du pays étaient mobilisées (...). Nos industries d'armement fonctionnaient comme en temps de guerre. Nos préparatifs montraient à l'évidence que nous envisagions une guerre offensive"* (pp. 324-325). Il précise : *"Staline me convoqua à plusieurs reprises vers le mois de mai 1952 pour me demander si nos missiles pourraient démolir les ponts sur le Rhin, rayer de la carte tel ou tel site industriel allemand"* (p. 325).

Sergo Beria n'a pas jugé bon d'informer son lecteur russe de ce double scoop.

Remarquons, par ailleurs, que le registre des visiteurs de Staline en avril-mai-juin 1952 ne note jamais la moindre visite de Sergo Beria, qui a donc, manifestement, inventé tout cela. En l'occurrence, son invention répond exactement aux exigences du marché idéologique.

Mais que penser de l'universitaire française qui a participé à ce trafic ou maquillage de textes, et qui enseigne à Paris-IV, c'est-à-dire dans la prestigieuse Sorbonne ? *O tempora ! o mores !*

Jean-Jacques Marie

## Se méfier des archives...

**V**ITALI CHENTALINSKI travaille dans les archives du KGB depuis 1992 et s'intéresse tout particulièrement à la surveillance et à la traque policière dont ont été victimes les écrivains. On a publié de lui deux livres en France, fondés sur ses recherches dans les archives du KGB : *La Parole ressuscitée* (Laffont, 1993) et *Les Surprises de la Loubianka* (Laffont, 1996).

La pratique du travail difficile dans les archives du KGB l'a amené à quelques réflexions à ce sujet, lors d'une interview donnée à l'hebdomadaire *Literatournaia Gazieta* ("Le Journal littéraire"), portant en particulier sur les documents concernant les mouchards (23-29 juin 1999) :

*"En général, il faut être là très prudent ; c'est un matériel explosif. Ce ne sont pas des données académiques, que l'on peut utiliser à la légère. Il est très difficile de prouver le mouchardage, il faut disposer pour cela d'un grand volume de documents. Tu peux tomber sur un papier dans les archives sans savoir que ce papier lui-même est falsifié. Par*

*exemple, on a pu vous convoquer au NKVD, vous interroger et rédiger ensuite ça sous la forme d'une dénonciation. Et inscrire, au-dessus de votre signature, ce qu'ils ont envie de mettre. Et alors, vous êtes un mouchard ? Or, en même temps, vivait à côté de vous un individu, qui est propre, parce que les papiers le concernant ont été dissimulés de façon beaucoup plus sûre. Ou bien détruits. Alors qu'il a fait infiniment plus de mal. L'approche du procureur ou celle de l'avocat, ici, ne collent pas du tout, et il faut regarder les gens et les événements avec les yeux de cette époque."*

Il ajoute : *"Hélas ! aujourd'hui, les archives sont de moins en moins accessibles. Et ce que l'on a réussi à faire, à happer du néant, cela, je le crains, n'a été qu'une brèche (...). Le syndrome de l'interdit réapparaît. Cela s'appelle mettre de l'ordre, placer dans les cadres légaux. Une masse d'obstacles bureaucratiques. On a inventé la mise en place d'un permis pour ceux qui veulent travailler dans les archives, comme pour les chasseurs."*

**Histoire  
en sixième  
et propagande  
religieuse**

**(Gérard Lorigny)**

Le mouvement ouvrier a toujours fait sien le combat pour la laïcité institutionnelle, en particulier pour l'école publique. Pour les laïques, l'histoire de Jésus n'avait pas sa place dans la discipline "histoire".

Elle relevait du domaine de la croyance. En la mettant au programme des lycées et collèges, le gouvernement met les laïques en porte-à-faux : comment respecter leurs élèves en ne choquant pas leurs croyances éventuelles, sans s'écarter d'une vérité historique qui s'avère au demeurant très difficile à établir, tant les Evangiles n'ont rien à voir avec des documents historiques ?

Veut-on donc introduire à l'école entre les élèves des querelles du type de celles que suscite l'érection d'une mosquée à Nazareth ? Veut-on y introduire, en donnant à la Bible le statut de document historique, des arguments du genre de ceux que Georges Suffert utilise dans *Le Figaro*, du 24 novembre 1999, lorsqu'il s'élève contre le fait de "choisir de construire un édifice religieux islamique à l'endroit exact (sic) où Gabriel est apparu à Marie" ? Or l'existence de Nazareth à l'époque du Christ n'est pas bien certaine ; elle n'est guère plus assurée que celle de la fameuse Jerimadeth biblique, inventée par Victor Hugo dans *Booz endormi* ; quant à l'apparition de l'ange Gabriel à la Vierge Marie et à "l'endroit exact" où elle est censée s'être produite, chacun conviendra — malgré les nombreuses œuvres d'art magnifiques qu'elle a suscitées — qu'ils relèvent d'un acte de foi et non d'un fait d'histoire.

La présentation de la Bible comme "document historique" dans les programmes et les manuels d'histoire de sixième aboutira à mêler les élèves (entre 10 et 12 ans) à ce genre de querelle. Ne finirait-on pas, ainsi, par généraliser, au détriment de l'école publique, l'implantation d'écoles spécifiques par "communautés", bien entendu financées par l'Etat, et où ces querelles disparaîtraient enfin.... puisque chacun y recevrait la "vérité" officielle, dogmatique et indiscutable de "son" clergé ?

La Libre Pensée de l'Essonne s'est donc attachée à démontrer à quel point, sur cette question, les manuels scolaires de 6<sup>e</sup> ne respectent en rien ni la vérité historique ni la laïcité, mais font œuvre de propagande religieuse. Elle tente de définir quelle attitude laïque les enseignants ou parents peuvent adopter pour se sortir du piège dans lequel les enferment les instructions officielles, en donnant informations et sources nécessaires pour rétablir ce qui est du ressort de l'histoire et ce qui relève de la croyance.

# Quand les manuels d'histoire des écoles laïques font œuvre de propagande religieuse

**C**ETTE étude porte sur sept manuels scolaires (édition 1996) : Belin, Bordas, Hachette, Hatier, Istra, Magnard et Nathan. Elle analyse les chapitres consacrés au christianisme, de la naissance de Jésus jusqu'à son stade de religion officielle, vers 400.

Une première constatation : tous les livres exposent les mêmes thèmes et arrivent aux mêmes conclusions. Résumons rapidement : naissance de Jésus, il fait des miracles, il est trahi par les juifs, condamné à la crucifixion. Tous mettent sa résurrection soit au conditionnel, soit sous la forme : "*Ses disciples disent qu'il est ressuscité.*"

En s'appuyant sur les textes des Evangiles, il est affirmé que le christianisme est une religion d'amour, qui s'adresse à tous les peuples ; c'est un message universel. Puis on parle de la vie des premiers chrétiens, l'organisation de l'Eglise : les évêques. On y explique le sens du baptême, de la communion... pour terminer sur les monuments : basiliques...

Les autres religions, pourtant largement majoritaires à cette époque, ne sont même pas évoquées. On parle bien de

païens, du culte de l'empereur, mais sans en donner l'ombre d'une explication.

Une chronologie de 0 à 400 divise cette période en quatre : vie de Jésus, le christianisme interdit ou persécuté, autorisé, et enfin religion officielle ou seule autorisée. Le christianisme est présenté comme ayant eu, malgré les persécutions, une expansion régulière.

Les textes qui servent de base à l'étude sont tirés des Evangiles. Les questions posées aux élèves portent uniquement sur leur compréhension. Donc, en répondant, l'élève est amené à réciter la Bible.

Exemple : Nathan utilise un texte de Matthieu et titre : "*Jésus enseigne et guérit*" (p. 132). Le texte explique que "*Jésus guérissait toute maladie et toute infirmité. Sa renommée gagna toute la Syrie, et on lui amena tous ceux qui souffraient, en proie à toutes sortes de maladies ; il les guérit.*"

Ensuite, on pose la question : "*Pourquoi Jésus est-il populaire en Palestine ?*". L'élève n'a plus qu'à réciter l'Evangile.

Quelles précautions Nathan prend-il pour éviter que l'élève confonde ces écrits avec des documents historiques

fiables ? Aucune. Tous expliquent, quelque part, en une ligne, que la vie de Jésus nous est connue uniquement par les Evangiles, qui furent écrits "quelque temps après sa mort".

Seul Hatier précise : "A la fin du premier siècle, les chrétiens se divisent sur la façon d'interpréter les paroles de Jésus. C'est la raison pour laquelle quatre hommes : Matthieu, Marc, Luc et Jean décident de fixer par écrit la vie et l'enseignement du Christ, en se servant de leur mémoire et de témoignages" (p. 142).

C'est donc purement et simplement la Bible (Nouveau Testament), sans aucun esprit critique, que reprennent les manuels scolaires. Et c'est cela que l'on fait apprendre aux élèves. Je dis bien "apprendre", car il y a non seulement les leçons, mais aussi les questions, les "à retenir" et même pire : voilà ce que l'on exige des élèves : "Je compose un texte où j'explique pourquoi les juifs en veulent à Paul" (Belin, p. 150). C'est-à-dire qu'on demande aux élèves de s'impliquer directement dans ce différend religieux.

•  
••

L'objet de cette étude est de rappeler les exigences de la démarche scientifique, historique, qui n'aurait pas dû céder le pas devant la propagande biblique.

Que le ministre estime nécessaire la connaissance de certains épisodes ou personnages, car ce sont des références et faits que les élèves retrouveront dans les œuvres littéraires et artistiques tout au long de leur scolarité, peut s'admettre. Mais cela n'implique pas que ce soit la Bible qu'on doive enseigner, c'est-à-dire l'histoire du christianisme vue uniquement par le christianisme ; en prenant tout pour de l'argent comptant, sans aucun recul, ni historique ni critique et, qui plus est, en faisant le silence sur les autres religions.

Ou bien l'on estime que les élèves, en sixième, n'ont pas encore l'âge de cette réflexion ; on craint que les petits chrétiens soient choqués qu'on puisse remettre en cause les dogmes que leurs pa-

rents leur ont inculqués ; et alors, on abandonne ou reporte à plus tard cet "enseignement".

Ou l'on estime qu'ils sont en âge d'étudier ces faits ; et alors, respectons l'esprit critique, scientifique, historique. C'est ce que cette étude va essayer de faire, en reprenant les thèmes un par un.

## La vie de Jésus : une seule et unique source, les Evangiles

N'est-il pas de l'élémentaire honnêteté de dire que Luc, Matthieu, Marc et Jean ont écrit, dans les Evangiles, quatre versions de la vie de Jésus, qui ne sont pas identiques, car ils se sont basés sur ce que les chrétiens racontaient de la vie de Jésus, sur la base de témoignages transmis oralement, de génération en génération, par les adeptes de ce qui était une secte très fermée sur elle-même, et ce, plus de cinquante ans après la mort de Jésus ? Il n'y a aucune autre source historique et celle-ci est partisane.

Pourquoi n'avoir pas l'honnêteté de dire, comme le fait le dictionnaire le Robert des noms propres, à propos de "Jésus" : "Sa vie pose des problèmes d'historicité controversés ; elle est connue essentiellement à travers les Evangiles, qui en donnent une image imprécise, parfois contradictoire..."

Marc a rédigé le premier Evangile, celui qui a servi "de base" aux autres. Il était un compagnon de Paul et ils n'ont, ni Marc, ni Paul, connu personnellement Jésus. Il en est de même de Luc.

Les deux autres, Matthieu et Jean, furent, d'après les Evangiles, des apôtres de Jésus. Mais le Robert est prudent. Ainsi, il dit de Matthieu : "La tradition lui attribue l'Evangile selon saint Matthieu." Il utilise la même formule pour les auteurs supposés des autres Evangiles. Le Petit Larousse illustré fait de même en écrivant : "La tradition fait de lui..."

Quant au dictionnaire d'histoire le Mourre, il ne considère pas que ces quatre personnages sont à ranger au titre des personnages historiques. Il n'en dit



donc rien et fait, après leur nom, un simple renvoi à "évangélistes".

Et pourtant, tous les manuels parlent de Jésus-Christ comme d'un homme réel. Aucun ne remet en doute les écrits des Évangiles. Hachette (p. 115) et Belin (p. 144) utilisent la formule : "Les historiens reconnaissent l'existence de Jésus." Belin a trouvé "une trace historique" (p. 144). Mais ce n'est qu'une inscription sur laquelle on lit : "Ponce Pilate, préfet de police." L'existence de Ponce Pilate ne prouve pas celle de Jésus.

Nathan, Hatier, Belin et Istra s'appuient sur un texte écrit vers 93 par Flavius Josèphe, général juif, allié de Rome. Mais les versions données sont différentes.

Nathan (p. 133), Hatier (p. 139) et Belin (p. 144) lui font dire : "Il était peut-être le Christ." Istra (p. 122) lui fait dire, parlant de Jésus : "Si toutefois on doit le considérer simplement comme un homme, tant ses œuvres étaient admirables" et, au lieu de dire "il était peut-être", écrit : "C'était le Christ."

En fait, tout porte à croire que ce passage a été rajouté au texte de Flavius Josèphe, au IV<sup>e</sup> siècle, par un chrétien, Eusèbe de Césarée, "courtisan" de l'empereur Constantin, qui venait de se convertir au christianisme. Voltaire avait déjà démontré le faux : si un juif reconnaissait que Jésus était le messie tant attendu de sa religion, il se serait lui-même aussitôt converti.

Qui plus est, rien n'appelle ce passage à l'endroit où il est : perdu au milieu d'un chapitre qui raconte les amours d'une dame romaine et un châtiment infligé au peuple de Jérusalem, sans lien aucun avec le contexte. Bien plus, au III<sup>e</sup> siècle, le chrétien Origène dit expressément que l'historien Josèphe ne reconnaissait pas Jésus pour le Christ dans la critique qu'il fait du livre de Celse (*Contre Celse*, livre I), vers 246. Le passage n'avait donc pas encore été rajouté à son époque.

Comment accepter que ce passage si controversé se retrouve — même avec la version atténuée du "peut-être" — dans quatre des sept manuels étudiés ? N'aurait-il pas été plus prudent de n'en pas parler ?

On comprend que les chrétiens attachent une importance capitale à ce passage de Flavius Josèphe, qui serait un texte non chrétien mentionnant l'existence de Jésus en le reconnaissant comme le Christ (1). Mais la vérité historique exige de dire que ce passage est controversé par des historiens, qui accusent Eusèbe de Césarée, trois siècles après, d'avoir rajouté ce passage. L'original étant perdu...

La simple honnêteté historique ne devrait-elle pas conduire les professeurs à dire qu'il est curieux qu'aucun des historiens de son temps n'ait parlé de Jésus : ni Plutarque, historien minutieux né cinquante ans après le Christ, qui n'aurait certes pas ignoré Jésus-Christ et ses gestes s'ils s'étaient produits réellement ; ni Sénèque — contemporain de Jésus, qui, par ses écrits remplis de sentences proches du christianisme, fit penser à certains qu'il avait été lui-même chrétien —, qui ne dit pas un mot du Christ ; et Philon, qui avait déjà 25 ou 30 ans lorsque Jésus aurait dû naître, et qui mourut plusieurs années après, ne dit rien de lui. Pourtant, c'était un juif d'Alexandrie savant, qui s'occupait spécialement de religion et de philosophie ; Jésus était de son pays et de sa race, et tout son enseignement peut se dire chrétien, à ce point que Havet, dans *Le Christianisme et ses origines*, n'a pas hésité à l'appeler "un vrai Père de l'Église".

Pourtant, si l'on en croit les Évangiles, le Christ a donné lieu à des tumultes publics, accompli tant de miracles, un tremblement de terre a eu lieu à la suite de sa mort... il aurait mobilisé une foule innombrable derrière lui... aurait été connu de toute la Syrie et... aucun historien de son temps n'en parlerait ?

Encore une fois : ou on en parle, ou on n'en parle pas. Il n'y a pas plus de raison

(1) Les autres datent aussi du début du II<sup>e</sup> siècle après Jésus-Christ : un texte de Suétone faisant allusion, dans la *Vie des Douze Césars*, à un certain Chrestos, et surtout un texte de Tacite dans le chapitre des *Annales* sur Néron (58-69) : pour détourner de lui les rumeurs qui l'accusaient d'avoir provoqué l'incendie de Rome, Néron en accusa les chrétiens. Tacite précise : "Ce nom leur vient de Christ, qui avait été condamné au supplice sous le gouvernement de Tibère par le procureur Ponce Pilate."

de ne pas vouloir choquer les fils de chrétiens, pour lesquels l'existence de Jésus est une réalité indiscutable, que le fils de l'athée, pour qui c'est un personnage imaginaire, ou l'enfant de confession juidaïque, qui a appris que le Christ ne saurait en aucun cas être le Messie attendu.

Si les professeurs doivent en parler à l'école laïque, alors, qu'ils disent honnêtement que certains croient à l'existence réelle de Jésus, mais d'autres pas. Il n'y a aucune preuve historique. Ce n'est donc pas un fait, mais cela relève du domaine de la croyance. Et le professeur doit s'abstenir de donner son sentiment personnel. Telle est la démarche laïque. Ce n'est pas celle des sept manuels cités.

## Les miracles

Là, c'est proprement scandaleux. Tous les manuels, sauf Magnard, écrivent : "*Jésus fait des miracles.*" Belin titre (p. 142) : "*Jésus fait des miracles.*" "*Il guérit toute maladie (...) des grandes foules venues de Galilée (...) et au-delà du Jourdain.*" Bordas (p. 146) : "*Un miracle de Jésus*" : "*Il remet sur pied un paralytique.*" Hachette (p. 110) cite des extraits des Evangiles relatant qu'après son baptême, "*voici que les cieux s'ouvrirent et il vit l'esprit de Dieu descendre comme une colombe et venir sur lui*". Hatier (p. 142) cite "*un miracle de Jésus*", celui où il marche sur la mer. Isra (p. 122) cite "*la résurrection de Lazare*", mais fait preuve de prudence. Il ne cite pas les Evangiles, mais montre une mosaïque représentant ce miracle et sous-titre : "*Selon les Evangiles, le Christ aurait réalisé un miracle en rendant la vie à Lazare.*" Magnard est le seul à ne pas parler de miracles, pas un mot, pas un texte. Nathan (p. 132) cite les Evangiles : "*Jésus enseigne et guérit*" ; "*il guérit toutes les maladies (...), des grandes foules le suivent*".

Pas un seul ouvrage ne précise que ces "miracles" sont à l'époque des thèmes qui reviennent dans toutes les religions.

Ceux attribués à Jésus sont déjà présents dans la religion essénienne, qui est

une religion préchrétienne. Mais dans cette religion, le messie, le Jésus, n'est pas un homme réel, c'est plus un esprit qui peut certes modifier le cours de la vie sur terre, mais qui n'est pas homme de chair et de sang comme Jésus-Christ.

## Viol des consciences

Chaque document biblique est suivi de questions sollicitant chez l'élève une lecture précise. Ce n'est pas le procédé pédagogique que je vais mettre en cause, c'est l'objet auquel on l'applique. S'agissant d'une croyance religieuse — pour des enfants de 11 ans —, elle est un viol de conscience déguisé sous un habillage pédagogique. Ainsi, Hatier (p. 142) cite le miracle où Jésus marche sur la mer et demande (p. 143) : "*En quoi consiste le miracle ?*" On oblige ainsi l'élève à répondre : "*Jésus a marché sur l'eau.*" Quelle note donner à un élève qui répondrait : "*A nous faire prendre des vessies pour des lanternes*" ? Car il ne faut pas oublier que ces leçons donnent lieu à des contrôles. Prenons un exercice proposé par Hachette (p. 118) : "*Faire la différence entre croyance et savoir historique.*"

Parmi trois affirmations, l'élève doit trouver "*celles (pluriel, NDLR) que les historiens disent, et celle qui ne peut être dite que par un chrétien*".

Voici les trois affirmations :

- Jésus a vécu en Palestine ;
- le Christ est ressuscité ;
- les chrétiens prêchent la résurrection du Christ.

Celle qui ne peut être dite que par un chrétien, c'est la deuxième, car il faut croire au miracle. Donc, les deux autres sont classées dans les vérités historiques et Jésus a bien existé, puisqu'il a vécu en Palestine.

S'il s'agit d'endoctrinement, il faut reconnaître l'intelligence et la qualité des manuels. Mais s'il s'agit d'histoire, alors, ces manuels sont partisans et bafouent la laïcité. La question de l'existence réelle de Jésus est d'autant plus importante, d'un point de vue historique, que ce fut une question majeure, qui a

divisé les hommes qui, à partir du II<sup>e</sup> siècle, vont entendre parler de Jésus ou lire les Évangiles. Or il se trouve qu'on a un document réel incontesté. C'est un texte de Celse, écrit vers 130. Le document a été perdu, mais Origène, auteur chrétien, l'a abondamment cité pour le critiquer. Si bien qu'une partie notable de l'œuvre a pu être restituée.

Celse est ce que l'on appellerait aujourd'hui un intellectuel éclairé et tolérant. Ce qu'il dit nous permet de nous situer dans les débats philosophiques et religieux de son temps. Il n'est ni juif ni chrétien ; il est monothéiste et s'en explique : il n'y a qu'un seul grand Dieu, qui se fait aider par des dieux en quelque sorte subalternes.

Aux chrétiens, avec lesquels il discute et qui l'accusent de polythéisme, il rétorque : et vous, qu'est-ce donc que vos anges, vos démons... sinon des dieux secondaires ?

Sur la réalité de Jésus homme de chair et de sang, voilà comment il dialogue avec les chrétiens : *“Si Dieu voulait, en effet, envoyer ici bas son esprit, qu'avait-il besoin de l'insuffler dans les flancs d'une femme ? Il savait déjà l'art de fabriquer des hommes et pouvait former un corps pour loger son esprit sans passer par un lieu si plein de souillures. De la sorte, en le faisant descendre tout d'un coup d'en haut, il eût prévenu les objections de l'incrédulité.”*

Et plus loin : *“Quelle idée basse et grossière (les chrétiens) se font de Dieu, lui attribuant des organes corporels, lui prêtant des inclinations et des passions purement humaines, incapables qu'ils sont de concevoir ce qui est pur et indivisible par leur seul effort de pensée.”*

Bref, il prend les chrétiens pour des petits esprits peu préparés aux grandes abstractions, leur Jésus de chair et de sang s'expliquant par cette incapacité.

Certes, il ne s'agit que des écrits d'un homme ; rien ne nous permet de dire si sa pensée était largement celle de ses contemporains.

Mais c'est un document historique, celui-là, et si ces écrits n'avaient reflété que la pensée d'un seul homme, Origène se serait-il évertué à consacrer huit livres pour contrer ses arguments ?

## Au cœur de l'escroquerie historique

Nous sommes là au cœur de l'escroquerie historique : ou bien on fait de l'histoire, et alors, on parle des religions de cette époque ; ou bien on décide de substituer l'instruction chrétienne à l'histoire. Mais on ne triche pas en faisant croire qu'on fait de l'histoire en ne parlant que des Évangiles.

Ou bien on fait de l'histoire, et alors on parle des religions majoritaires des hommes de ce temps, des païens, du culte des dieux qui protègent la cité, de leurs temples, des croyances, du développement de leurs pensées religieuses, des innombrables sectes, et donc de la secte chrétienne...

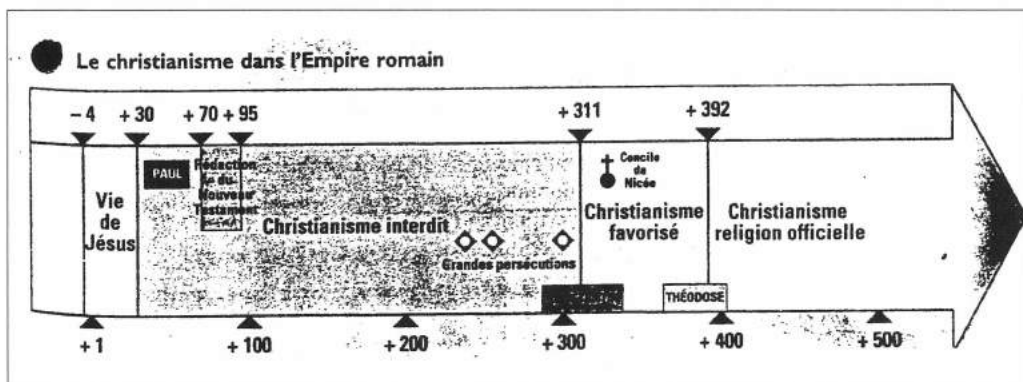
Ou bien on monte un faux historique grossier en faisant croire que la religion chrétienne était connue, largement pratiquée et marquait les hommes de ce temps. Car c'est bien à cela qu'on conduit en n'exposant — et avec quel luxe de détails et de documents — que cette religion-là, à cette période-là.

On ne devrait parler de la religion chrétienne qu'avec le règne de Constantin (après 300), car c'est à partir de lui que les chrétiens cessent d'être une secte. C'est parce qu'elle devient la religion de l'empereur qu'elle prend un poids social qui la hisse au niveau d'une religion. C'est parce qu'avec Théodose, elle devient la seule religion autorisée (une autre façon de dire que les autres sont interdites) qu'elle finira par prendre toute son importance après 500.

Ce faux historique se manifeste de deux façons dans les manuels scolaires : par une chronologie curieusement identique (chez Bordas, p. 143, Nathan, p. 131, et Istra, p. 120) et une carte montrant l'expansion du christianisme.

Voici (voir page suivante, NDLR) un modèle de frise chronologique (Bordas, p. 143).

Chez Hatier (p. 148) et Magnard (p. 120), la frise n'est pas faite, mais fait partie des exercices que l'élève doit effectuer.



Le procédé est habile. Les élèves, en sixième, ne connaissent rien de cette période ; en la découpant ainsi, vous induisez que ces 400 ans n'ont été marqués que par le christianisme.

Amusons-nous un peu. L'histoire de l'île de Tatanribua peut se résumer en trois grandes périodes : avant mon arrivée, pendant mon règne et après ma mort. Avouez qu'ainsi je passe pour un personnage très important pour cette île. Comment pourriez-vous le contester, puisque vous ne connaissez rien de son histoire ; et pour cause : je viens de l'inventer.

## L'astuce des cartes montrant l'expansion du christianisme

Nathan (p. 130), Bordas (p. 143), Magnard (p. 119), Hachette (p. 116), Isra (p. 121) et Hatier (p. 140) présentent une carte du bassin méditerranéen pour suivre l'expansion du christianisme.

Remarquable flou sur les périodes ou caractérisations. Citons : les "régions sous influence chrétienne", les "foyers du christianisme", les régions "majoritairement, en progrès ou faiblement christianisées", les régions "gagnées au christianisme" ou simplement "les voyages de Paul".

Il n'y a aucun chiffre, aucune statistique, aucun recensement. Il est donc quasiment impossible d'établir quel poids les chrétiens représentaient à

l'époque. On peut donc reprocher aux manuels de ne pas souligner cette difficulté et de ne faire preuve d'aucune exigence historique.

Le seul but de ces cartes est de montrer qu'il y a eu expansion continue d'une nouvelle religion, qui, malgré les persécutions, s'est imposée dans les esprits au point de devenir la religion officielle, puis de supplanter tout le paganisme en devenant la seule, la vraie, l'unique religion, car c'était la meilleure.

Et cela, il faut le dire, ce n'est que de la propagande. C'est l'image que l'Eglise veut nous imposer. Devenue, dans l'empire, avec Théodose, "seule religion autorisée", elle a détruit monuments et textes, etc., pour réécrire son histoire. Et c'est cela que l'on apprend dans les écoles laïques !

Les Presses universitaires du Mirail, à Toulouse, ont publié en français la thèse de Robin Lane Fox sur "*Paiens et chrétiens : la religion et la vie religieuse dans l'Empire romain, de la mort de Commode (192) au concile de Nicée (325)*". En fait, elle couvre les quatre premiers siècles, jusqu'à la conversion de Constantin.

C'est une très lourde et très sérieuse étude, qui s'appuie sur une immense documentation (inscriptions, archéologie, littérature grecque, latine, chrétienne), et qui intègre les apports les plus récents de l'anthropologie, de la sociologie et de l'histoire.

Lane Fox consacre un chapitre à la question de l'importance numérique des chrétiens. Peut-on parler d'expansion, et de quel ordre ? Il montre la difficulté à la-

quelle est confronté l'historien, car il n'y a ni statistique, ni recensement, ni archives. Les chrétiens utilisent systématiquement l'exagération : une foule est toujours "innombrable" ; "tous" se convertissent et viennent "de partout". Il y a l'influence des persécutions, mais aussi des schismes chrétiens, qui entretiennent des guerres internes préjudiciables. On s'appuie souvent sur le nombre important d'évêques réunis en concile en 256 pour parler d'expansion. Mais : "Deux des trois provinces séculières d'Afrique du Nord possédaient au moins 130 évêques : lorsqu'on les localise sur une carte, on s'aperçoit qu'ils couvraient la plupart des villages connus et habitaient souvent des villes distantes d'à peine 15 km. Cette répartition dense des évêchés (...) ne permet pas de conclure que les chrétiens constituaient une majorité dans cette région" (p. 286).

Quelle conclusion tire-t-il ? Il y a eu, au gré des époques, des répressions, des voyages des prédicateurs, des périodes d'expansion, mais aussi de régression. Cependant, la religion chrétienne ne touchait qu'une infime minorité de la population générale. Qu'en était-il de l'état de l'Eglise à la veille de la conversion de Constantin ? Voici ce qu'en dit Lane Fox (p. 632) :

« La conversion de Constantin se produisit à un moment qui augurait du pire pour l'unité chrétienne. A Rome même, l'Eglise était sans évêque depuis plusieurs années, en raison d'une série de disputes qui portaient sur le droit des chrétiens à abjurer pendant les persécutions... En Afrique, une Eglise "vraie" de chrétiens "donatistes" non compromis s'était séparée de ses frères indignes de confiance. En Egypte, des adeptes rigoristes de Mélétiüs avaient commencé à organiser leur propre Eglise. Ces divisions montrèrent les pires aspects de l'intolérance chrétienne : en prison, l'évêque d'Alexandrie sépara les cellules "au moyen d'une cape, d'une couverture et d'une chemise" et fit annoncer par un diacre que les adeptes de Mélétiüs devaient rester de leur côté du rideau. On rapporte qu'à Carthage, un groupe de chrétiens posta des sentinelles armées devant la prison pour empêcher qu'on apporte à boire et à manger à l'autre groupe. » On est loin de la vision idyl-

lique d'une Eglise d'amour arrivant à persuader, malgré les persécutions, de la supériorité de la nouvelle religion.

Pour terminer sur ce chapitre, citons encore une fois Lane Fox (p. 632) : "Jamais les divisions de l'Eglise n'avaient paru aussi fatales... Pourtant, à l'automne 324, l'empire allait être uni sous la tutelle d'un seul empereur chrétien. Un colossal programme de constructions et de dons allait marquer la domination nouvelle de l'Eglise à Rome et dans les provinces."

## La Bible... par décision ministérielle !

Abordons une dernière question : pourquoi les manuels scolaires traitent-ils tous de la même façon, avec les mêmes documents ou presque, en s'appuyant uniquement sur la Bible ? La réponse est simple : c'est une décision ministérielle.

Suivons les "instructions officielles accompagnement des programmes de 6<sup>e</sup>" :

"Il est certes impossible, en 6<sup>e</sup>, de suivre la critique historique qui permet de dater les Evangiles et de les confronter à d'autres documents qui ne sont pas d'origine chrétienne... Les Evangiles sont non seulement un témoignage parmi d'autres sur l'historicité de Jésus, mais surtout des documents fondateurs des croyances chrétiennes."

Et, plus loin : "L'étude (il s'agit là des Hébreux) est abordée à partir de la Bible... La Bible est envisagée comme un document historique..."

## La Bible est-elle un document historique ?

Oui, si on cite les pères de l'Eglise et si on se situe vers les années 325, au moment où le concile de Nicée réunit les évêques pour mettre définitivement au point l'histoire de Jésus.

C'est à ce concile qu'ils adoptent "le credo". C'est-à-dire ce que tout chrétien doit accepter comme vrai concernant la vie et l'enseignement de Jésus et que

plus un seul ne doit remettre en question. C'est donc le fruit de trois siècles d'élaborations intellectuelles et religieuses des chrétiens. En ce sens, c'est un document historique, mais... uniquement sur la doctrine chrétienne.

En revanche, la Bible n'est pas un document sur l'histoire dès le premier siècle.

Prenons deux exemples.

- *La Guerre des Gaules* de Jules César est un document historique, car il expose des faits qui ont réellement eu lieu. Ce texte a été porté à la connaissance d'un large public contemporain. Les faits exposés sont corroborés par les historiens de son temps. Même si on peut suspecter, de la part de César, une vue par-

tiale ou partielle de la vérité. Ce ne fut jamais le cas des écrits contenus dans la Bible, qu'il s'agisse des Évangiles ou d'autres écrits.

- *La Chanson de Rolland*, écrite vers la fin du X<sup>e</sup> siècle par l'écrivain Turolde, est un document historique pour celui qui étudie le sentiment patriotique et religieux de la féodalité chrétienne au XI<sup>e</sup> siècle. Mais, pour celui qui veut étudier l'histoire de Charlemagne au IX<sup>e</sup> siècle, c'est une œuvre romanesque, épique, sur la vie légendaire de Charlemagne. Ce n'est pas un document historique.

En ne levant pas cette ambiguïté, la circulaire ministérielle donne le "la" de l'escroquerie historique.

**Révolution  
et contre-révolution :  
l'assassinat  
du maire  
de Saint-Brieuc,  
Poulain-Corbion,  
en 1799**



La statue du général Hoche, à Quiberon.



# « **Sommé, les baïonnettes sur le cœur, de crier “Vive le roi”, il répondit “Vive la République” et tomba percé de coups »**

**(discours d'Edouard Lemoigne, le 29 octobre 1999)**

**C**HERS amis, chers camarades, nous sommes réunis ce 29 octobre 1999 pour commémorer la mort tragique de Poulain-Corbion. Poulain-Corbion était maire de Saint-Brieuc, lorsque, dans la nuit du 4 au 5 brumaire an VIII (25 au 26 octobre 1799), il fut assassiné par les chouans, qui, au nombre de 600, avaient investi la ville.

Pourquoi la Libre Pensée des Côtes-d'Armor a-t-elle pris l'initiative de ce rassemblement ?

En 1889, à l'occasion du premier centenaire de la Révolution française de 1789, les citoyens de Saint-Brieuc et du département œuvrèrent à commémorer le sacrifice de Poulain-Corbion, ce *“martyr de la foi républicaine”*, comme le soulignait la presse de l'époque.

C'est qu'en 1889, les assises de la République étaient encore fragiles. Si la dictature de Napoléon III avait été renversée en 1870, la Commune, qui lui avait succédé à Paris et dans quelques grandes villes, avait été noyée dans un bain de sang par les versaillais soutenus par l'Eglise, les possédants et les nostalgiques de la monarchie.

Et, en 1889, planait sur le pays la menace d'un coup d'Etat militaire, incarné par le général Boulanger. C'est dans ces circonstances que les républicains de 1889 étaient doublement interpellés :

— une première fois par le souci de commémorer la Révolution de 1789 ;

— une seconde fois pour préserver les valeurs et les conquêtes républicaines menacées par l'affaire Boulanger.

C'est avec en tête ce double objectif qu'une vaste campagne va être lancée pour la défense de la République. Elle se cristallisa, à Saint-Brieuc, autour du projet d'érection d'une statue en mémoire de Poulain-Corbion.

Charles Pradal, alors maire de Saint-Brieuc, était président du comité constitué, avec comme principales personnalités : Jules Simon, ancien ministre et ancien président du Conseil, Leconte de Lisle, le poète, et Ernest Renan, professeur, historien des langues et des religions, ayant rompu avec l'Eglise, et natif de Tréguier.

Une rude bataille s'engagea entre la réaction, hostile au projet, et les forces de progrès incarnées par les défenseurs de la République. Les lois scolaires venaient d'être adoptées en 1881, 1882 et 1883, ainsi que celle autorisant les syndicats, en 1884. Les républicains l'emportèrent. La statue de Poulain-Corbion fut inaugurée le 25 août 1889.

C'était un statue métallique en pied, dressée sur un socle, devant la mairie, comme on le voit sur les photographies et les cartes postales.

Les anciens s'en souviennent encore, puisqu'elle ne disparut que pendant la Seconde Guerre mondiale, les occupants allemands l'ayant emportée pour en retirer le cuivre.

Une plaque commémorative, fixée sur le mur de la cathédrale, rappelle le sacrifice de Poulain-Corbion, en des termes qu'on peut aujourd'hui trouver un peu grandiloquents ou excessifs. Peut-être, pour relativiser les choses, faut-il garder en mémoire que le renversement de l'Ancien Régime ne fut pas une mince affaire ; que la Révolution française, cette gigantesque lutte de classes, ne se déroula pas selon un itinéraire couvert de roses ; qu'il y eut des avancées et des reculs, et que les femmes et les hommes s'y jetèrent avec une énergie et une abnégation qu'on ne retrouve que dans les périodes révolutionnaires.

En tout cas, la mort héroïque de Poulain-Corbion, dont la brève relation gravée dans la plaque de granit : « *Sommé, les baïonnettes sur le cœur, de crier "Vive le roi", il répondit "Vive la République" et tomba percé de coups* », rappelle les épisodes souvent plus connus de la mort du jeune Bara et de Viala, servit à galvaniser en 1889 l'ardeur des républicains briochins.

Et aujourd'hui, pourquoi nous rassembler sur le lieu où périt Poulain-Corbion ? Pourquoi appeler à constituer une Association républicaine Poulain-Corbion ?

1799, 1889, 1999. L'histoire ne se répète pas, bien sûr. Mais n'y a-t-il pas, cependant, aujourd'hui, une analogie de situation avec celles d'il y a cent ans et d'il y a deux cents ans ?

Car nous pensons qu'aujourd'hui la République est menacée. Elle est menacée, non par un retour de la monarchie. Mais la menace vient de l'intérieur, pourrait-on dire. Il y a une opération en cours de dénaturation de la République.

Par exemple, la République — qui veut dire la chose publique — n'est-elle pas remise en cause par le sort qu'on réserve, depuis des années déjà, aux services publics ?

Je me garderai de prêcher des convaincus, mais il suffit de prendre en

compte non seulement les privatisations effectuées, en cours de réalisation ou prévues, pour admettre que ces biens publics mis au service de tous les citoyens se réduisent comme peau de chagrin.

Regardons au niveau des institutions : on sait que la Révolution et la République substituèrent aux circonscriptions de l'Ancien Régime, aux provinces, duchés, comtés, seigneureries et châellenies, les départements et les communes. Qui oserait aujourd'hui prétendre que ces dernières ne sont pas dans la ligne de mire des décideurs, qui siègent d'ailleurs autant à Bruxelles qu'à Paris ?

Et la laïcité, qui constitue depuis les lois scolaires de Jules Ferry et la loi de 1905 de séparation de l'Eglise et de l'Etat une avancée exceptionnelle de l'organisation sociale, n'est-elle pas depuis des années remise en cause de mille façons ?

En outre, sous le fallacieux prétexte de défendre les langues et les cultures régionales, qu'il ne s'agit pas pour nous de combattre, on prétend instaurer dans notre pays plusieurs langues officielles, concurrentielles de la langue française, que les cahiers de doléances de 1789, avec l'uniformisation des poids et mesures, réclamaient partout pour pouvoir se comprendre d'un bout à l'autre du territoire. Exigence éminemment populaire, puisque l'aristocratie provinciale maîtrisait parfaitement la langue française.

Les gens du peuple étaient en effet, malgré eux, et ce jusqu'à une époque récente, tenus éloignés du français, maintenus dans les parlers locaux, le breton, "les" breton et dialectes divers, dans notre région comme dans les autres. Ce que confirme encore, s'il en était besoin, le témoignage récemment publié de Jean-Marie Déguignet, mort en 1905, dans ses *Mémoires d'un paysan bas-breton*.

Et aujourd'hui, avec la charte des langues régionales, on entend promouvoir un retour à cet état de choses. Alors que, dès 1789, la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen avait consacré les droits supérieurs des individus, on entend, à cette heure, dresser contre ceux-ci les droits des communautés linguistiques, ethniques et autres.

Le Conseil constitutionnel lui-même, dans sa décision du 15 juin 1999, a souligné que *“les principes fondamentaux de la République indivisible, laïque, démocratique et sociale... s'opposent à ce que soient reconnus des droits collectifs à quelque groupe que ce soit, défini par une communauté d'origine, de culture, de langue ou de croyance...”*.

En fait, comme le rappelle Joachim Salamero, président national de la Libre Pensée, dans le dernier exemplaire de *La Raison* : *« Le “communautarisme”, en tant que proposition d'organisation de la société, parce qu'il nie la souveraineté de l'individu, est contraire aux libertés démocratiques, qui elles, garantissent l'exercice de cette souveraineté. »*

Enfin, nous sommes tous ici, quelles que soient nos sensibilités, attachés aux conquêtes sociales, aux conquêtes ouvrières et démocratiques. Or, nous le savons, liberté de la presse, lois scolaires des années 1880, loi de 1901 sur le droit d'association, loi de 1905 sur la liberté de conscience et la laïcité institutionnelle, Code du travail, Code civil, Sécurité sociale, conventions collectives, systèmes de retraites..., partis, syndicats, mutuelles..., ont une assise nationale.

Et cette assise nationale constitue un héritage commun, un édifice collectif : son affaiblissement, voire sa dislocation, serait d'un préjudice considérable pour la société.

Qui peut dire que la balkanisation qui résulterait de l'application de la charte n'entraînerait pas un affaiblissement de la résistance des travailleurs et des citoyens au talon de fer du libéralisme et de la mondialisation ?

La proposition de constituer l'Association républicaine Poulain-Corbion n'a pas d'autre but que de renforcer notre commune détermination. L'association n'entend se substituer à aucune autre, ni être en concurrence avec aucune autre.

Elle ne peut avoir que des objectifs limités, que ses membres définiront eux-mêmes, mais qui tourneront autour de Poulain-Corbion et de sa mémoire, de sa statue à remettre sur pied, de la République à défendre.

Elle pourra ou non adhérer à la Fédération nationale des associations de monuments pacifistes, républicains et anticléricaux.

A l'heure où les défenseurs de la République sont volontiers qualifiés d'archaïques et de ringards, n'ayons aucun complexe face à ceux qui veulent faire tourner la roue de l'histoire à l'envers.

Nous n'avons pas de leçon à recevoir de ceux qui donnent en modèle aux jeunes générations des individus comme Roparz Hémon, qui déclarait, parlant de l'occupation nazie : *“Dans le quart de siècle écoulé, il se produisit un miracle : pendant quatre ans, de 1940 à 1944, il passa un vent de liberté sur la Bretagne”*, ou encore cette prose : *“Les Celtes ont subi plusieurs siècles de honte et d'esclavage, depuis le temps où les légions romaines débarquaient dans l'île de Bretagne jusqu'au temps où feue Marianne livrait notre pays à ses Juifs.”*

Ces mêmes qui inscrivent le nom du collabo Breiz Atao Roparz Hémon au frontispice de leurs établissements culturels et scolaires n'ont pas de mots assez durs pour dénoncer les Jacobins, au premier rang desquels se trouvaient les députés bretons, avec Poulain-Corbion, député aux Etats généraux de 1789 et à l'Assemblée constituante.

Par-delà notre diversité, nous pouvons, en ce 29 octobre 1999, près de cette inscription commémorative de la mort tragique de Poulain-Corbion, nous sentir interpellés par les réflexions de Jaurès :

*“On va réveillant les morts et, à peine réveillés, ils vous imposent la loi de la vie, la loi étroite du choix, de la préférence, du combat, de l'âpre et nécessaire exclusion. Avec qui es-tu ? Avec qui viens-tu combattre et contre qui ?”*

Le grand Jaurès répondait à ces questions qu'il posait à lui-même : *“Je suis avec Robespierre et c'est à côté de lui que je vais m'asseoir aux Jacobins.”*

Nous savons, chers amis, chers camarades, que nous y avons aussi notre place, aux Jacobins, en bonne compagnie, avec Jaurès, Robespierre et Poulain-Corbion.

Vive la République !



L'assassinat de Sauveur, président du directoire de district de La Roche-Bernard, par les chouans. La Convention changea le nom de La Roche-Bernard en celui de La Roche-Sauveur... que Napoléon ôta à la ville, pour rétablir l'ancien.

**Trois Cahiers  
du CERMTRI  
consacrés  
aux problèmes  
de la révolution  
chinoise**

**(Nicole Bossut)**

Le 15 novembre 1999, est signé l'accord sino-américain sur l'entrée de la Chine à l'OMC, destiné à faciliter la pénétration des multinationales américaines. Le 1<sup>er</sup> octobre, le régime fête le 50<sup>e</sup> anniversaire de sa fondation dans une capitale quadrillée de policiers, où flamboient les glaces des immeubles et des centres commerciaux, dont "*l'accès est interdit à toute personne en tenue négligée*". Panneau discriminatoire à l'encontre de ces malheureux ruraux mal vêtus, que la réforme économique chasse des campagnes, ces millions d'errants, fils des paysans-soldats, qui ont donné Pékin et la Chine au parti de Mao en 1949.

Octobre 1999 : Jacques Chirac reçoit Jiang Zemin en son château et constate "*l'émergence du citoyen chinois dans un état de droit qui se forme peu à peu*", cependant que toutes les organisations luttant pour les libertés démocratiques dénoncent l'aggravation de la répression, depuis un an, à l'encontre des Chinois qui s'efforcent de construire des groupes politiques et des syndicats indépendants : des années de prison frappent les militants du Parti démocratique chinois, dix ans pour Yue Tian Xiang, qui, dans une lettre à Jiang Zemin, a réclamé ses arriérés de salaire et dénoncé la corruption de la compagnie municipale de transports qui l'a licencié. C'est dans ce contexte particulièrement significatif qu'il nous a paru intéressant de présenter à nos lecteurs le contenu de trois *Cahiers du CERMTRI* (1) consacrés à la révolution chinoise : quels rapports le Parti communiste chinois a-t-il voulu établir avec les capitalistes chinois et étrangers, comment a-t-il abordé la question de l'indépendance nationale, de la réforme agraire, comment réaliser la démocratie politique dans un pays économiquement arriéré, etc. ? Ces débats ont animé le mouvement ouvrier chinois et international, et ces problèmes continuent d'être posés aujourd'hui.

---

(1) Les *Cahiers* n<sup>os</sup> 55 et 54 sont en vente au prix de 20 F l'exemplaire, le n<sup>o</sup> 94 à 30 F. Ajouter 10 F de port par exemplaire ou 20 F pour les trois. Commande au CERMTRI, 28, rue des Petites-Ecuries, 75010 Paris.

## **Cahier du CERMTRI n° 94, septembre 1999**

**L**E numéro le plus récent présente un double intérêt. D'abord, il attire l'attention sur un fait trop souvent ignoré, voire volontairement passé sous silence : l'existence de groupes trotskystes en Chine, animés par des militants dont certains avaient combattu l'impérialisme occidental et son allié Tchang Kai-chek durant la révolution de 1925-1927, puis rallié l'Opposition de gauche après avoir établi le bilan de la politique d'alliance entre le Parti communiste chinois et le Kouo-min-tang imposée au Parti communiste chinois par Staline, Boukharine et Martynov.

Trois articles — *La Vérité*, juin 1947 : “*La lutte héroïque des trotskystes chinois*” ; *The Militant*, 28 janvier 1953 : “*Appel des trotskystes chinois*” ; *International Press*, 4 octobre 1976 : “*Des révolutionnaires encore détenus dans les prisons de Pékin*” — apportent des informations sur la férocité de la répression conduite par Mao contre ces militants restés fidèles à leur jeunesse, voués à la torture, à la mort, à l'enfermement en camp, et dont nul ne sait ce qu'ils sont devenus, ou contraints à l'exil forcé comme Peng Shuzhi (Peng Shutse).

Ils étaient peu nombreux, mais la ténacité avec laquelle le régime de Mao les a poursuivis prouve combien la bureaucratie politique, qui prit le pouvoir en octobre 1949, redoutait la jonction entre la jeunesse chinoise, la classe ou-

vière, la paysannerie pauvre et ces militants. Ce régime, qui prétendait et prétend encore parler au nom des travailleurs, leur a, toujours, dénié le droit de s'organiser indépendamment de son contrôle. La terreur antitrotskyste visait à empêcher l'apparition de groupes politiques indépendants de l'appareil d'Etat.

En second lieu, ce numéro rassemble des documents passionnants, discutés dans la IV<sup>e</sup> Internationale entre l'été 1947 et juillet 1952, sur la troisième révolution chinoise (1945-1949) et la nature du régime à partir d'octobre 1949.

### **De 1945 à 1949**

La première partie de ce Cahier reproduit des extraits de la presse trotskyste française (*La Vérité*) et américaine (*Fourth International* est la revue du SWP) consacrés à la révolution qui soulève la Chine entre 1946 et 1949.

Le manifeste du peuple chinois lancé par la section chinoise de la IV<sup>e</sup> Internationale du 25 janvier 1949 souligne que Tchang Kai-chek a dû abdiquer face à la lutte armée des masses paysannes, mais aussi en raison de la pourriture interne qui minait le régime féroce établi par le Kouo-min-tang (corruption, inflation). Sur tout cela, on pourra consulter le passionnant témoignage du journaliste américain L. Belden (*La Chine ébranle le*

monde, 1951). Ce manifeste met en garde le peuple chinois contre les dangers de la politique de Mao : alliance avec une aile de la bourgeoisie chinoise présumée progressiste, ce qui lui interdit de prendre les mesures d'expropriation radicale attendues par la paysannerie pauvre ; alliance avec Staline, prêt à sacrifier les intérêts nationaux de la Chine sur l'autel des intérêts diplomatiques de l'URSS.

Ce manifeste formule clairement les exigences démocratiques de la paysannerie, de la classe ouvrière (liberté de presse, droit de grève), des minorités nationales, et pose la question centrale du pouvoir (Assemblée constituante).

## Divergences d'analyse sur la nature du régime établi en 1949-1950

La deuxième partie du *Cahier* propose un choix de documents qui illustrent la diversité des analyses sur la révolution chinoise au sein de la IV<sup>e</sup> Internationale : des trotskystes chinois eux-mêmes se partagent entre un groupe majoritaire, le Parti communiste révolutionnaire chinois (RCP), animé par Peng Shuzhi, et le Parti ouvrier internationaliste (IWP), auquel appartient le vétéran C. L. Liu. Pour ce dernier, il s'agit d'une "révolution avortée" (titre d'un article de *Fourth International*, de janvier-février 1950) : "Le programme stalinien n'est fait que pour préserver les rapports de propriété capitalistes" et les révoltes paysannes animées par des sociétés secrètes comme la Perle Rouge incarnent "l'opposition paysanne aux staliniens". Pour ce groupe, le régime établi après 1949 est un capitalisme bureaucratique d'Etat.

En revanche, dans un rapport sur la situation chinoise de juillet 1951, Peng estime que le Parti communiste chinois "renverse le régime bourgeois du Kuo-min-tang et établit son propre pouvoir", puis "accomplit la réforme agraire sur une échelle considérable... une réforme sans précédent".

L'établissement de la République populaire a marqué "un immense change-

ment dans l'histoire de la Chine moderne", qui bouleverse la situation non seulement en Extrême-Orient, mais à l'échelle de toute la planète. Cet événement considérable a surpris tous les trotskystes : "Le Parti communiste chinois est parvenu à cette victoire avec son programme menchevique extrêmement réactionnaire de révolution par étapes" ; Peng invite donc le III<sup>e</sup> Congrès mondial de la IV<sup>e</sup> Internationale à aborder cette situation inattendue en appliquant "avec sérieux et souplesse la méthode dialectique du marxisme à l'observation des faits", à se "délivrer des formules traditionnelles" et des analogies trompeuses, sans toutefois renoncer aux principes. A ses yeux, l'identification de nature entre le PC yougoslave et le PC chinois relève de ces analyses trompeuses.

La discussion de la question chinoise au sein de la IV<sup>e</sup> Internationale devait révéler des nuances d'analyse sérieuses, ce qu'illustre ici la confrontation entre les positions développées par Peng et celles exposées par Ernest Germain pour le XI<sup>e</sup> plénum du comité exécutif international de juin 1952.

Selon Peng, "la nouvelle démocratie" proposée par Mao depuis 1940, qui combine après 1950 la révolution agraire, l'appel au développement d'un capitalisme national par une bourgeoisie progressiste, mais dans le cadre d'un commerce extérieur contrôlé par l'Etat, c'est l'"expression cristallisée du stalinisme" et de ses tentatives récurrentes pour aménager l'alliance entre prolétariat et bourgeoisie. Cette révolution par étapes est "un défi direct à la révolution permanente".

Cette "dictature militaire bonapartiste", dans laquelle le Parti communiste chinois domine toutes les couches sociales, ouvriers, paysans, intellectuels, ne peut établir qu'un régime instable ; tôt ou tard, le parti devra choisir sa base sociale, choisir le socialisme ou le capitalisme. La prise du pouvoir n'a pu changer sa nature de "parti bourgeois" s'appuyant sur une "base paysanne".

En revanche, pour Ernest Germain, la prise du pouvoir exprime "un tournant vers l'affirmation de l'hégémonie du prolétariat". Le Parti communiste chi-



nois doit être caractérisé comme “*parti ouvrier*”, bien qu’il soit principalement composé de paysans et bien que le prolétariat n’ait pas été associé à la conquête du pouvoir par les armes classiques de la grève et de l’insurrection, mais en raison de la politique qu’il a menée : cédant constamment aux pressions des masses depuis 1946, il a pratiquement déjà rompu sa coalition avec la bourgeoisie et “*il s’avance rapidement vers la constitution de la dictature du prolétariat*”. En bref, il a “*appliqué la théorie de la révolution permanente à sa manière*”.

Dans ces conditions, les révolutionnaires doivent cesser de condamner la politique du Parti communiste chinois “*pour des crimes qu’il a commis par le passé et qu’il ne commet plus aujourd’hui*”. Il ne leur reste plus qu’à “*pous-*

*ser en avant le Parti communiste chinois*”. Dans le cas où éclaterait la troisième guerre mondiale — le contexte de la guerre froide explique que cette perspective surplombe également l’analyse de Peng —, le Parti communiste chinois prononcera “*inévitablement*” l’expropriation de toute la bourgeoisie.

Ces nuances, ces divergences s’expliquent partiellement par le manque de liaisons avec la Chine, l’insuffisance de l’information sur ce qui s’y passait réellement, la répression maoïste ayant réussi à couper les trotskystes chinois de leur propre peuple. Mais elles doivent être replacées aussi dans le contexte de la crise qui se développe, surtout à partir de 1950, dans la IV<sup>e</sup> Internationale, et qui se noue précisément autour de la question centrale du stalinisme.

## **Cahier du CERMTRI n° 54, septembre 1989**

**E**N 1989, peu après que la jeunesse chinoise, les ouvriers de Pékin eurent défié la bureaucratie au pouvoir sur la place Tien Anmen, le CERMTRI publia deux *Cahiers* consacrés aux problèmes de la révolution en Chine.

Le *Cahier* n° 54, de septembre 1989, comprend trois parties : la première rassemble des documents sur la deuxième révolution chinoise et les voies par laquelle s’est constituée la Ligue des communistes internationalistes, avec l’aide de Trotsky.

### **Tchen Dou Siou**

Le premier document présente la biographie de Tchen Dou Siou, une grande figure du mouvement communiste chinois systématiquement calomniée par l’historiographie maoïste, qui en a fait un bouc émissaire chargé d’endosser la responsabilité de l’effroyable défaite subie en 1927. Chen Du Xiu (en écriture

pinyin) illustre le cas de ces privilégiés de la vieille Chine (il est issu d’une famille de mandarins) qui se sont attachés à sortir leur pays de l’oppression impérialiste et de l’arriération culturelle, et que leur volonté d’accomplir sérieusement des tâches démocratiques a conduits à rejoindre l’Internationale communiste.

Doyen de la faculté des lettres de Pékin, il s’est attaché à simplifier la transcription écrite de la langue et est parvenu à répandre dans la Chine du Nord une langue écrite simplifiée proche de la langue parlée.

Il est un des grands dirigeants du mouvement du “4 mai 1919”, qui jette dans la rue des milliers d’étudiants dressés contre la morale confucéenne de soumission et contre l’oppression impérialiste : les vainqueurs de la Première Guerre mondiale ont en effet attribué au Japon les possessions que l’Allemagne détenaient en Chine ! Il se tourne alors vers la révolution russe et joue un rôle

décisif dans la fondation du Parti communiste chinois à Shanghai (1920-1921).

Son absence de liens avec le mouvement internationaliste européen explique sans doute qu'il applique la politique dictée par l'Internationale communiste (Voitinski, Borodine étant le conseiller de Tchang Kai-chek) : le PC doit s'allier au parti nationaliste du Kouo-min-tang, dirigé par des officiers liés aux propriétaires fonciers.

La chronologie établie par le trotskyste Marcel Hic (mort en déportation) et rééditée dans le *Cahier* n° 55 de décembre 1989 rappelle utilement les faits sanglants de 1925, 1926 et 1927. Tchang Kai-chek et ses alliés massacrent les ouvriers de Canton, de Shanghai, désarment les milices paysannes. Chen, ayant refusé d'approuver l'aventurisme qui devait conduire à proclamer la "commune de Canton" en plein reflux révolutionnaire, est alors écarté de la direction du Parti communiste chinois, et finalement exclu (1929).

Un beau texte illustre la fermeté qu'il oppose aux staliniens chinois acharnés à lui arracher une autocritique : *"Je suis prêt à recevoir la critique, si sévère soit-elle, de tout camarade, et je refuse d'enfouir sous terre les leçons et expériences de la révolution... Je refuse de suivre aveuglément les chefs officiels, brutaux et corrompus."*

Il rejoint alors l'Opposition de gauche, qu'il dirige jusqu'à son arrestation par le Kouo-min-tang, en 1932.

De l'Opposition de gauche chinoise à la Ligue des communistes internationalistes (LCI) : plusieurs documents illustrent l'intervention de Trotsky, l'aide qu'il apporte aux oppositionnels chinois, tant sur le plan de la clarification des mots d'ordre (Assemblée constituante) que sur le plan tactique : quatre groupes fusionnent et constituent la LCI.

## Les Cent Fleurs : 1957

La deuxième partie du *Cahier* est consacrée aux Cent Fleurs, cette irruption de la révolution politique portée en 1957 par des journalistes, par des étudiants, notamment Lin Hsi Ling : cette

étudiante de Pékin de 21 ans a su donner une telle vigueur à ces revendications (*"Le vrai socialisme est très démocratique"*) qu'elle est devenue pour un bref moment le porte-parole de toute la jeunesse étudiante chinoise.

Confronté aux difficultés de l'industrialisation à marche forcée, réalisée au prix d'une utilisation forcenée de la seule richesse dont disposait la Chine, son immense main-d'œuvre rurale travaillant à mains nues (car l'aide technologique apportée par l'URSS fut parcimonieuse et facturée au prix mondial du marché), Mao avait formulé la théorie des *"contradictions non antagonistes à l'intérieur du peuple"* et appelé à la libre discussion pour réformer "en douceur" les défauts du *"bureaucratisme"*, du *"sectarisme"*, du *"subjectivisme"*, *"que cent fleurs fleurissent"* (discours du 2 mai 1956).

Mais à partir du moment où l'étudiante Lin récuse cette méthode *"réformatrice"*, nie la capacité de la bureaucratie à s'autoréformer et en appelle à la *"mobilisation et au soulèvement des masses"* (*Le Quotidien du peuple*, 30 juin 1957), elle est condamnée au silence et à l'oubli. Dès le 12 juillet, le journal de la jeunesse condamne *"ses outrances"*. La répression commence. Ainsi se termine la première étape de la révolution politique chinoise.

## Les communes populaires

La troisième partie de ce *Cahier*, fort riche, permet aux lecteurs de se faire une opinion sur les communes populaires, encensées à l'époque (1958-1959) par une certaine intelligentsia européenne qui prit pour argent comptant les mensonges de la propagande et célébra à l'envi, qui la voie chinoise vers le socialisme, qui l'émancipation totale de la femme enfin réalisée, sans parler des contradictions résolues entre villes et campagnes !

L'article de G. Kane (*Labour Review*, été 1961) donne des détails intéressants sur la manière bureaucratique dont fut

lancée cette aventure maoïste (comité central d'août 1958).

Les communes populaires — regroupements de nombreuses communautés villageoises, auparavant organisées en coopératives très pauvrement équipées en matériel (la production de tracteurs ne commence qu'en 1959) — devaient résoudre tous les problèmes posés par la construction du socialisme dans une Chine très pauvre, isolée, privée brusquement de "l'aide" matérielle russe (les ingénieurs repartirent avec les plans et instructions techniques, laissant derrière eux des usines inutilisables).

Les paysans se virent assigner des objectifs gigantesques :

— augmenter la production agricole en construisant des barrages hydrauliques, etc. ;

— s'improviser ouvriers, fabriquer de l'acier : ce fut l'aventure de petits hauts-

fourneaux ruraux, d'où sortirent des tonnes d'acier inutilisable ;

— arracher les femmes à leur enfermement domestique en organisant des restaurants collectifs...

G. Kane donne des informations sur l'arriération technique de l'agriculture, qui devait contraindre le Parti communiste chinois à revoir ses objectifs de développement à la baisse dès août 1959.

Un article publié par L. Bianco a établi plus précisément le bilan catastrophique du "Grand Bond en avant", dont les communes populaires devaient être le fer de lance : les années 1960-1961 furent celles de la plus grande crise agricole depuis 1949, la famine réapparut ; la production de charbon, d'électricité, d'acier..., recule des deux tiers, voire des trois quarts, par rapport au niveau de 1959.

## **Cahier du CERMTRI n° 55, décembre 1989**

**D**EUX parties sont à considérer dans ce *Cahier*. La première fournit des documents fort intéressants sur la manière dont s'est établi le rapprochement entre les révolutionnaires chinois et l'Opposition de gauche, contient la chronologie de Marcel Hic et deux autres articles de Victor Serge extraits des revues *Clarté* (15 septembre 1927) et *Lutte de classe* (février 1928), qui illustrent la réalité de la politique conduite par Tchang Kaï-chek et par le gouvernement de Han Keou-wuhan (Kouo-min-tang de gauche) contre les communistes en 1925, 1926 et 1927 : des leaders enterrés vifs, brûlés dans l'huile bouillante...

"*Afreuse bataille dans les ténèbres... Les pires réacteurs usent de la phraséologie la plus révolutionnaire.*" Mais en 1927, Staline réussit à isoler Trotsky, dont les propositions — que le Parti communiste chinois quitte le Kouo-min-

tang et développe une politique indépendante — restèrent d'abord ignorées des communistes chinois.

Dès 1926, Peng Shuzhi a donc proposé au Parti communiste chinois de retirer ses adhérents du Kouo-min-tang, mais il s'est heurté au refus de ses camarades, impressionnés par Borodine, tout auréolé du prestige de l'URSS et qui disposait des ressources matérielles fournies par l'IC, moyen de pression souvent décisif sur des militants que leur engagement dans la vie de révolutionnaire professionnel clandestin privait de ressources : "*Le Parti communiste chinois devint de plus en plus dépendant du Comintern, qui était l'unique bailleur de fonds.*"

Il n'empêche que, dès décembre 1929, 81 cadres signaient avec Chen et Peng une déclaration de l'Opposition de gauche : Peng avait pris connaissance des analyses de Trotsky de 1928 (*Bilan et perspectives de la révolution chinoise*

et *La Question chinoise après le VI<sup>e</sup> Congrès*) par des étudiants de retour de Moscou.

## La révolution culturelle chinoise 1966-1967

La deuxième partie de ce *Cahier* propose deux analyses sur la révolution culturelle chinoise, un "*Essai d'interprétation*" donné par Ernest Germain (Ernest Mandel) à la revue *Quatrième Internationale*, de juillet 1967, et un "*exposé sur la révolution culturelle*" donné par François de Massot devant le cercle d'études marxistes de Paris, le 2 février 1968.

Cette "révolution culturelle" exprime une nouvelle tentative de la part de Mao de surmonter les problèmes inhérents à la construction du socialisme dans un seul pays, dans un contexte marqué à la fois par l'échec du "Grand Bond en avant" et par un isolement accru de la Chine sur la scène internationale.

La politique de "coexistence pacifique" avec l'impérialisme américain défendue par le Kremlin l'amène, selon Ernest Germain, à adopter une "*attitude plus hésitante, sinon carrément traître, à l'égard de la révolution coloniale*", cependant que le refus d'aider la Chine à construire un armement nucléaire, conjugué à l'arrêt de l'aide économique, encourage Washington à exercer une pression militaire sur Pékin.

Le premier signal de cette politique agressive, c'est l'extension des bombardements au Vietnam du Nord (février 1965).

Malgré tout, la situation de la Chine reste plus favorable que ne l'était celle de l'URSS entre 1928 et 1945, car "*l'encerclement capitaliste de la Chine n'existe évidemment pas non plus*", écrit Ernest Germain.

F. de Massot, pour sa part, souligne que l'isolement de la Chine est le produit de la volonté conjointe de Washington et de Moscou d'attaquer ce régime, qui tente lui aussi de construire "*le socialisme dans un seul pays*", mais cela fait "*un seul pays de trop*"; en d'autres termes, le Kremlin serait prêt à mon-

nayer le répit que lui accorde la coexistence pacifique en abandonnant le marché chinois aux appétits du capitalisme américain.

La "révolution culturelle" exprime une tentative désespérée de la part de Mao de reconquérir le contrôle de l'appareil politique du Parti communiste chinois, qui paraît lui avoir échappé (conséquence, également, du bilan catastrophique du "Grand Bond en avant") en lançant la jeunesse, les "gardes rouges", à l'assaut des bureaucrates.

Cette mobilisation de la jeunesse visait à réformer la bureaucratie sans la renverser, selon Ernest Germain, et à combattre la "*dégénérescence*" d'un parti que Mao expliquait par des raisons purement idéologiques : le "*révisionnisme*", selon Mao, devait être combattu dans les domaines littéraire et artistique, comme s'y employa d'ailleurs son épouse.

Selon F. de Massot, la mobilisation de la jeunesse contre l'appareil avait pour enjeu le danger réel de la restauration du capitalisme, tandis que, pour Ernest Germain, ce danger (proclamé par les maoïstes d'alors) était "*largement imaginaire*".

A l'heure de l'entrée de la Chine dans l'OMC, alors que l'abaissement massif des droits de douane va permettre aux multinationales américaines de détruire l'industrie automobile chinoise, que l'installation de banques étrangères sur le sol chinois va achever de disloquer ce qui subsiste de l'économie planifiée, ces divergences d'analyses méritent d'être relues et comprises sérieusement.

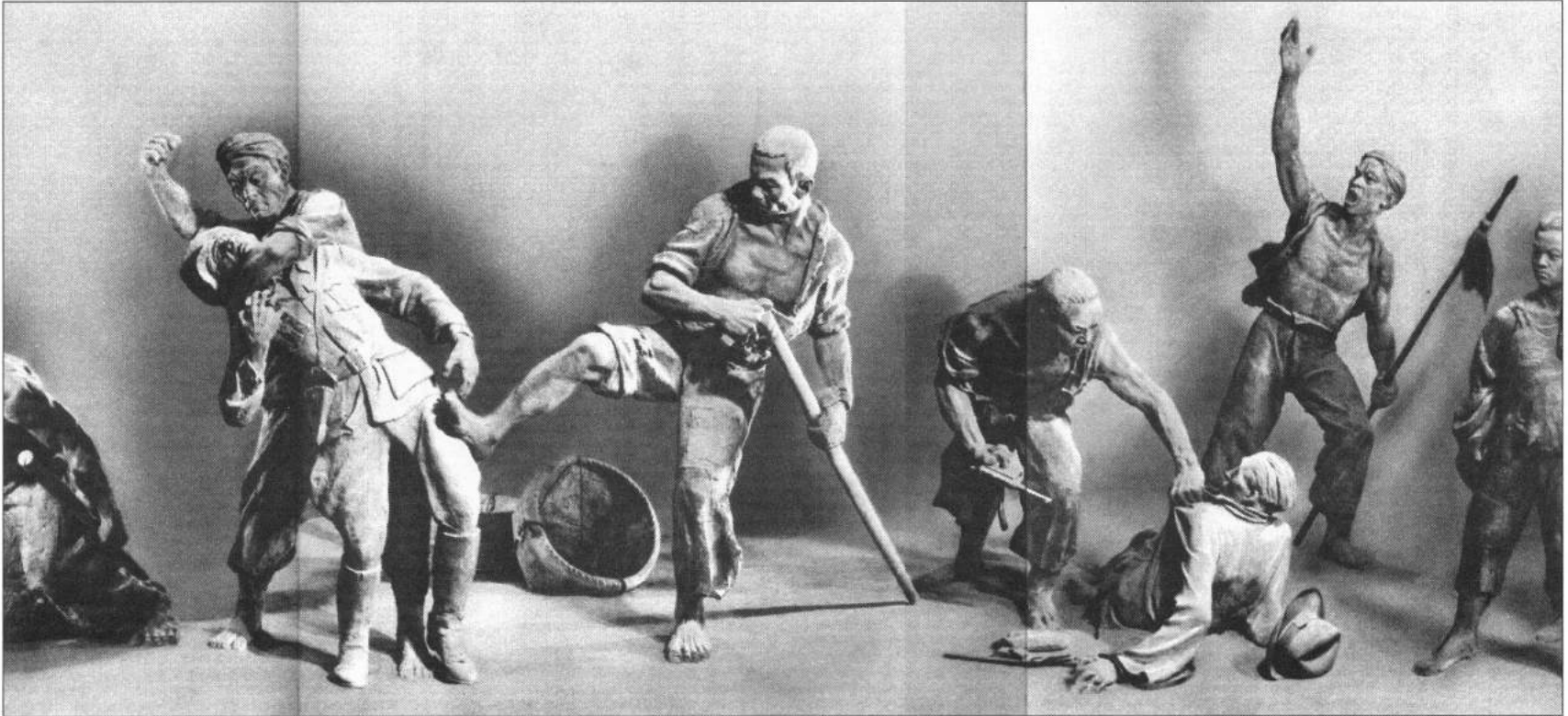
Dans le chaos qu'a engendré la "révolution culturelle", il est possible de distinguer des éléments de regroupement autonome dans la jeunesse et dans la classe ouvrière (vague de grèves en janvier 1967, augmentation des salaires). Dès lors, le comité central, comprenant que le monopole du pouvoir exercé par le Parti communiste chinois depuis 1949 risquait d'être remis en cause, s'efforça de faire rentrer dans son lit cette "révolution culturelle", d'où risquait de jaillir désormais la révolution politique. L'affichage libre est désormais interdit (18 janvier 1967), l'armée (avec son corps

extrêmement conservateur d'officiers privilégiés) est invitée à établir "*la triple alliance*", dont elle sera en réalité l'élément décisif : les maoïstes, débordés par les forces qu'ils ont déchaînées, ne songent plus qu'à ressouder l'appareil politico-militaire.

Cet ensemble de documents précieux sur les heures les plus tragiques de l'his-

toire chinoise contemporaine permet donc de vérifier la très grande disponibilité du peuple chinois pour conquérir des libertés politiques que lui ont refusées ses dirigeants depuis 1949.

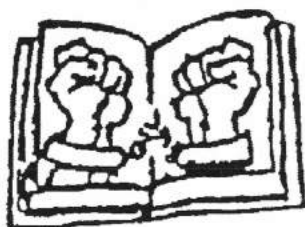
**Nicole Bossut**



Fragment d'un ensemble de sculptures d'argile maoïstes, dit *La Cour aux fermages* (1967).

# **Les archives du CERMTRI**

**(Centre d'Etudes et de Recherches  
sur les Mouvements Trotskyste  
et Révolutionnaires Internationaux)**



**C.E.R.M.T.R.I.**

**Centre d'Etudes et de Recherches  
sur les Mouvements Trotskyste  
et Révolutionnaires Internationaux**

28, rue des Petites-Ecuries, 75010 Paris. Tél. : 01.44.83.00.00.  
Ouvert les lundis, mercredis et vendredis de 13 h 30 à 18 heures.

• Nous continuons, dans ce numéro des *Cahiers du mouvement ouvrier*, la présentation du fonds d'archives que le CERMTRI met à la disposition de ses adhérents. Il s'agit, cette fois, de la première partie du fonds concernant les publications relatives au **mouvement ouvrier polonais**. Rappelons qu'il ne s'agit pas d'un inventaire, mais d'un guide indicatif.

- *Swiatlo* ("La lumière"), bulletin du Parti socialiste polonais en exil, numéros épars de 1957-1958.
- Collection de l'hebdomaire *Po Prostu* ("Franchement"), originellement hebdomadaire de l'Union des étudiants et qui, dès la fin de 1955, devint organe de l'opposition de gauche dans le Parti ouvrier unifié polonais (PC polonais), atteignant dès les premiers souffles de la révolution un tirage de 150 000 exemplaires, qui s'arrachaient dans le pays, du numéro du 4 septembre 1955 à son dernier numéro, paru le 30 juin 1957, Gomulka et la direction du POUP ayant décidé de le faire disparaître.
- *Nowa Kultura* ("Culture nouvelle"), hebdomaire littéraire de tendance modérément critique, 1956-1963.
- *Przegląd Kulturalny* ("Regard culturel"), hebdomadaire littéraire, 1956-1958.
- *Nowe Drogi* ("Voies nouvelles"), mensuel du comité central du POUP, 1956-1957.
- Numéro spécial des *Temps modernes* sur le socialisme polonais (132-133, février-mars 1957).
- Pierre Broué, Balas Nagy et Jean-Jacques Marie, *Pologne-Hongrie 1956* (recueil de textes), EDI, 1966.
- *Pologne, 24 janvier 1971 : Gierek face aux grévistes de Szczecin* (reproduction intégrale de l'enregistrement magnétique effectué par les travailleurs du port), SELIO, 1971.
- *Walka Klas*, bulletin de la section polonaise du Comité international de la IV<sup>e</sup> Internationale, de 1970 à 1974.
- Paul Barton, *Misère et révolte de l'ouvrier polonais, 24 ans du syndicalisme d'Etat. Les 74 jours du prolétariat*. Confédération FO, 1971.
- Numéros épars du quotidien du POUP, *Tribuna Ludu* ("La Tribune du peuple"), jusqu'en 1981.
- *Komitet Obrony Robotnikow*, documents du Comité de défense des ouvriers de Pologne, préface de Krzysztof Pomian. Edité par le Comité international contre la répression (1977).
- *La Renaissance du mouvement ouvrier en Pologne*, documents de *Robotnik*, du KSS-KO, préface de Krzysztof Pomian. Edité par le Comité international contre la répression.
- *Des grèves de la Baltique à Solidarnosc* (enregistrement des discussions entre le MKS de Szczecin et la commission gouvernementale). Préface de Pierre Lambert et Nahuel Moreno, *Correspondance internationale*, 1981.
- *Polityka*, hebdomadaire du POUP, quelques numéros divers.
- *Bulletin du comité de soutien du PSPP*, n° 1, mai 1982.
- *Les grévistes de Szczecin condamnés par le tribunal militaire (mars 1982)*, brochure éditée par le Comité international contre la répression, 1982.
- Recueil de témoignages publié par la commission internationale d'enquête sur les faits de répression en Pologne, préfacé par P. Milliez, 1983.
- *Bulletin d'information de Solidarnosc*, de 1981 à 1987.
- *Szerszen* ("Le Frelon"), majorité des numéros parus en français et en polonais de 1978 à 1984.
- *Kontakt*, Miesiecznik redagowany przez czlonkow i wspolpracownikow NSZZ Solidarnosc, 12-1983, 1, 2, 3-1984.
- Edmund Baluka, *Lettres de prison*, SELIO, 1984.

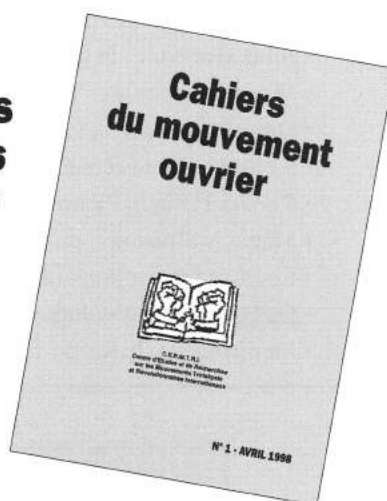
Le CERMTRI dispose enfin des archives déposées par Edmund Baluka, et qui sont en cours de classement. Lorsque ce classement sera achevé, le CERMTRI en publiera le contenu détaillé.



*Notre fonds d'archives a été constitué à partir de dons faits par des militants de diverses organisations et de toutes tendances.*

*Participez à la défense de la mémoire collective du mouvement ouvrier en confiant vos archives au CERMTRI, qui s'engage à les mettre à la disposition des chercheurs et des militants de toutes tendances.*

**Les sept premiers numéros  
des Cahiers  
du mouvement ouvrier  
sont toujours disponibles**



**Cahiers du mouvement ouvrier**

(volume de 160 pages)

Prix du numéro : **50 francs**

Abonnement annuel (quatre numéros) : **180 francs**

Nom, prénom : .....

Adresse : .....

Abonnement d'un an :  à partir du n° 1     à partir du n° 2     à partir du n° 3  
 à partir du n° 4     à partir du n° 5     à partir du n° 6     à partir du n° 7  
 à partir du n° 8

Commande du n° 1 :     Commande du n° 2 :

Commande du n° 3 :     Commande du n° 4 :     Commande du n° 5 :

Commande du n° 6 :     Commande du n° 7 :     Commande du n° 8 :

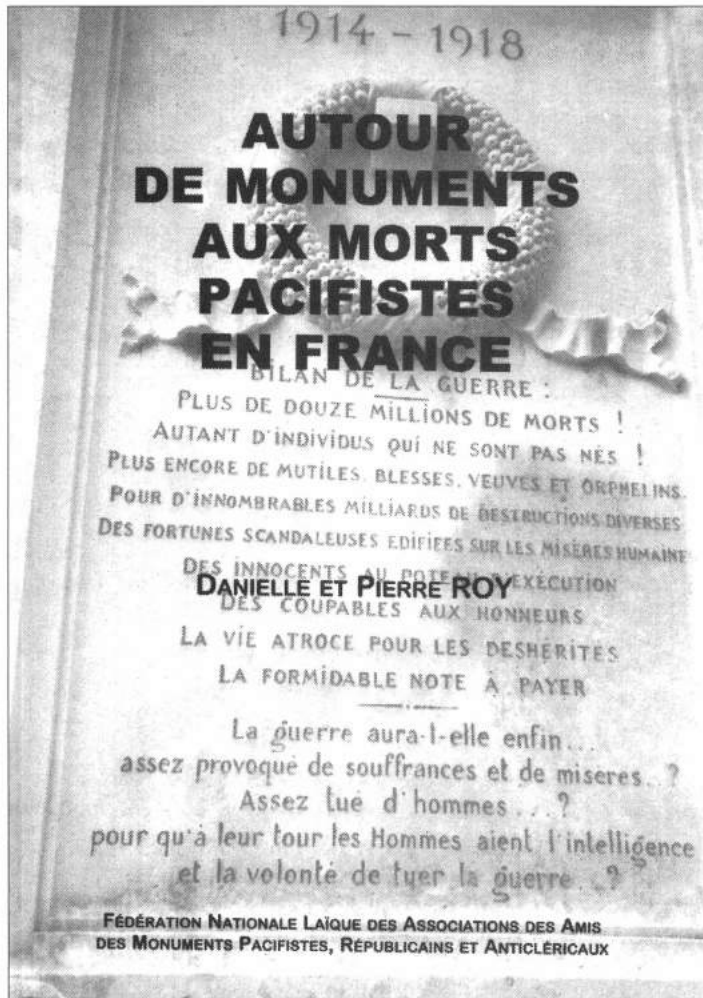
**Chèques à l'ordre du CERMTRI**

(préciser : *Cahiers du mouvement ouvrier*)

A renvoyer au CERMTRI, 28, rue des Petites-Ecuries, 75010 Paris

## Au sommaire des prochains numéros

- Vadim Rogovine : l'entourage de Staline : Malenkov, Khrouchtchev, Jdanov ;
- Mikhaïl Panteleiev : le procès du Parti industriel (1930) ;
- Blasco : Antonio Gramsci ;
- Iouri Lopouhine : la maladie et l'embaumement de Lénine (suite) ;
- Valeri Bronstein : la famille de Trotsky ;
- John Mac Nair : la grève générale anglaise de 1926 ;
- Mark Goloviznine : le journal d'Antonov-Ovseienko en Espagne (1936-1937) ;
- Dimitar Gatchev devant ses juges ;
- Le dossier des secrétaires de Trotsky au KGB ;
- Roparz Hémon, l'autonomisme breton et le nazisme (suite) ;
- Manuels d'histoire, programmes et propagande au lycée ;
- Le PC italien et la révolution hongroise de 1956 ;
- Le PCUS et la révolution hongroise de 1956 (documents d'archives) ;
- Le manifeste de Raffin-Dugens, Martel et Martin (1945).





**ISSN 1287-25-98**  
**Commission paritaire n° 78 360**